D'ONTE SES

D'OÙ ES-TU ?

Mémoires de guerre des Limousins 1918

La Revue du
Cercle de généalogie
et d'histoire, des
Marchois et Limousins

n° 18 - automne-hiver 2018 - 40e année

Sommaire

D'ONTE SES n°18 - automne-hiver 2018

AVANT PROPOS

1918 Jean-Jacques Mauriat page 4

CHAPITRE I

LES ULTIMES BATAILLES DE L'ANNÉE 1918 page 7
Philippe Grandcoing

TÉMOIGNAGE : LE CONSEIL MUNICIPAL DE TARNAC page 13
Brigitte Favrie-Banette

TÉMOIGNAGE RÉCIT DE CAPTIVITÉ ET D'ÉVASION VERS LA SUISSE page 15
Récit d'Albert Lacrocq

CHAPITRE II

ENTRE TRAGÉDIES ET CAUCHEMARS

LE 11 NOVEMBRE VICTOIRE ET ARMISTICE page 41
Philippe Grandcoing

BIEN LE BONJOUR À LA MAISON page 51
Gérard Chevalier

JOUILLAT (23) À SES MORTS GLORIEUX page 60
Gérard Chevalier

CHAPITRE III

JUILLET 1918 : OFFENSIVE ET CONTRE-OFFENSIVE JUSQU'À LA VICTOIRE page 67
Alain Pérel

TÉMOIGNAGE ERNEST MAZAUD page 70
Alain Pérel

TÉMOIGNAGE : TUÉ EN JUILLET 1918 PARCOURS DE FRANÇOIS BOULAIGE page 77
Michèle Delame

CHAPITRE IV

UNE LENTE DÉMOBILISATION page 91
Philippe Grandcoing

L'EFFRAYANT MONDE DES BLESSÉS ET MALADES page 97
Brigitte Favrie-Banette

CHAPITRE V

TÉMOIGNAGE : L'INSTITUTEUR DE SAINT-PANTALÉON-DE-LARCHE «ON LES AURA» page 107
Pascal Soula

LES ENFANTS DE SALON-LA-TOUR (19) page 117
Patrick Renaudie

LES ENFANTS DE MAUTES (23) page 119
Dominique Lecointre-Montagne

LE CRIME DU MOULIN DU DORAT (23) page 125
Monique Lornac-Sassatelli

POSTFACE

PIERRE FARGEAUD AVOCAT page 129
« LE LIMOUSIN EST UNE RESPIRATION »
Propos recueillis par Jean-Jacques Mauriat

LES HORS-SÉRIES N° 21 à 24 DE D'ONTE SES page 137

BON DE SOUSCRIPTION
BULLETIN D'ABONNEMENT

Avant-propos

Jean-Jacques Mauriat

1918 : Cette année 1918 fut à la fois celle de la contre-offensive victorieuse et celle d'une démobilisation qui pris son temps. Paradoxe de ces mois de novembre et décembre 1918 pendant lesquels tout s'arrête et tout continue. Les blessés restent mutilés à jamais quand ils ne meurent pas de leurs blessures. Les malades, loin de leur foyer, sont emportés par les fièvres qui ne tombent pas. Les femmes restent seules à la maison et attendent un père, un fils ou un mari qui ne quitte pas l'uniforme. Seuls les prisonniers sont de retour.

Nous avons rassemblé dans ce cinquième et dernier numéro des *Mémoires de guerre des Limousins*, les témoignages de ces hommes qui ont vécu ces longues années de guerre.

Philippe Grandcoing a replacé dans leur contexte les derniers mois de la guerre : les ultimes batailles, la victoire, et la lente démobilisation des soldats. Les témoignages que nous avons rassemblés traduisent de façon souvent tragique, les moments de cette fin de guerre.

Albert Lacrocq, qui va devenir journaliste et directeur du *Courrier du Centre*, natif de Creuse, est aspirant en juillet 1918. Il raconte l'humiliation de sa capture par les soldats allemands. Le transfert vers un camp de prisonniers en Allemagne, l'obsession de l'évasion et le long chemin qui à travers l'Allemagne le conduit vers la Suisse. Il écrit : *En un instant, sous la menace des fusils et des revolvers, la douzaine de survivants que nous sommes est désarmée. J'avoue avoir éprouvé, à ce moment, en me voyant prisonnier, la plus forte humiliation de ma vie.*

Ernest Mazaud, né en 1897, a 20 ans en 1917 mais il devance l'appel pour choisir son arme: l'artillerie. Ce sous-lieutenant promu au front, détaille dans les lettres à sa famille, les engagements qui furent les siens : Impressionnant ! *Voila ce qui s'était passé. Notre secteur avait tenu ferme sur les 5 ou 6 kilomètres devant nous mais on ne voyait que ce front. Malheureusement le secteur de gauche avait été enfoncé avant midi et aussitôt les Boches y avaient enfourné des masses d'hommes. Les Boches se trouvaient à ce point, à au moins 5 kilomètres plus bas que les positions de gauche et de droite qui tenaient ferme. (...) Cette fois c'était très grave.*

Ernest Mazaud a été décoré de la Croix de guerre. Alain Pérel son petit-neveu a rassemblé les lettres, témoignages poignants, écrites pendant la guerre jusqu'à la victoire!

François Boulaige, est parti à la guerre alors qu'il était déjà marié et père d'une petite fille. Il avait 36 ans. Il a été nommé caporal puis après la dissolution de son régiment territorial le 89e, il a été versé dans la 15e compagnie du 4e bataillon du 1er zouave. En juillet 1918, lors du combat de Longpont et Villers-Cotterets, il était dans le Bois de Mauloy où il est mort, touché par un obus. Sa petite-fille Michèle Delame a retrouvé les cartes postales échangées par ce grand-père avec sa famille, elle est allé chercher jusqu'à proximité de cette cabane du bois de Mauloy où il a sans doute été tué, un indice, une trace. Mais personne ne sait où repose François Boulaige. Son corps n'a jamais été identifié pas plus que le lieu de sa sépulture. Michèle Delame a cherché dans les JMO du 1er zouave s'il n'était pas possible de comprendre. Le récit de cette quête est un magnifique hommage à ce grand-père maternel dont le nom est inscrit sur le seul monument aux morts de Saint-Paul en Haute-Vienne, où il était né.

Bien le bonjour à la maison… c'est l'expression générique des lettres adressées par Alfred Verguet à sa famille. Ce jeune Creusois, né à Jouillat en 1888 est parti en 1914. Il va se retrouver engagé dans la reprise d'un lieudit Le Pressoir occupé jusqu'alors par les Allemands le 14 décembre 1914. Un éclat d'obus reçu dans la mâchoire inférieure le laisse blessé, prisonniers des Allemands.

Il réapparait aux yeux des siens à la veille de l'année 1917 dans un lit d'hôpital à Darmstadt… avant d'être finalement évacué vers la Suisse où il vivra sa convalescence. Mais Alfred est une gueule cassée qui sera peu à peu reconstruit. Sa mère Marguerite Verguet alors âgée de 42 ans, petite paysanne limousine haute d'un mètre 52, munie d'un passeport renouvelable, traversera la France pour rejoindre son fils dès septembre 1917. Gérard Chevalier a rassemblé lettres et témoignages pour raconter l'histoire d'Alfred revenu Gueule cassée, survivant de l'enfer.

L'enfer des gueules cassées est le thème du récit proposé par Brigitte Favrie-Banette. Récit tragique dans lequel l'auteur décrit *La Grande Guerre (qui) se caractérise dramatiquement par son extrême violence et la brutalité des combats et ce, dès les premiers affrontements*. Brigitte Favrie-Banette écrit: *Ceux qui ne peuvent être remis à la boucherie, retournent à la vie civile, diminués, amputés, ou défigurés. Les populations de l'Arrière les découvrent avec gêne. Ils sont le témoignage de la violence guerrière, de ses répercussions physiques, de l'infernale réalité des combats que la presse s'est bien gardée d'évoquer. La famille, les voisins, les amis sont partagés entre pitié, compassion, embarras, reconnaissance, dégoût, inquiétude. Quel patron les embauchera ? Comment pourront-ils travailler la propriété ? Des fiançailles sont rompues. L'État, des associations s'attacheront avec difficulté à leur réinsertion professionnelle, sociale et affective.*
Mais comme l'écrit l'auteure, *Les blessés, mutilés et estropiés sans oublier les soldats qui ont contracté une maladie au cours du conflit, ont bien souvent été occultés lors des cérémonies commémoratives.*

MOMENT CHARNIÈRE DU RETOUR

Ce moment charnière des dernières semaines de conflit et du temps de la victoire et de la paix est décrit par M. Vallat l'instituteur de Saint-Pantaléon-de-Larche dont Pascal Soula a retrouvé le cahier que nous avons publié depuis 1914. Témoignage poignant par la simplicité d'un texte, qui traduit un quotidien bouleversé par la mobilisation des hommes. Dès l'annonce de l'armistice l'instituteur précise qu'un gamin est allé vers l'entrée du village clamant *je vais attendre mon papa*. Et sans attendre l'heure dite, *Les cloches qui ne devaient commencer à sonner que vers quatre heures et demie sont mises en branle dès quatre heures et jusqu'à neuf heures sans discontinuer, elles ont égrené leurs joyeux carillons. à chaque instant, et d'un peu partout arrivent de nouveaux sonneurs : hommes, femmes et enfants ; tous veulent avoir travaillé à annoncer l'heureuse nouvelle à tous les échos. Sous le porche de l'église on sert à boire aux sonneurs ; la joie est sur tous les visages et c'est à peine si l'on perçoit un peu de tristesse, bien excusable pourtant chez les éprouvés dont la pensée à ce moment doit aller vers ceux de la famille qui sont tombés au champ d'honneur.*
À neuf heures les cloches sonnent toujours et elles auraient sonné sans doute longtemps encore sans la rupture de l'attache d'une cloche qui mit fin au carillon de la victoire.
L'instituteur fait le bilan de cette terrible période et des mois de 1919 et 1920 pendant lesquels la vie tente de reprendre son court.

À Faux-la-Montagne, en Creuse, un faits divers dramatique vient rappeler à chacun que la paix peut être aussi cruelle. L'affaire du drame du moulin du Dorat est racontée, comme elle l'avait entendue étant enfant, par Monique Lornac-Sassatelli. Un récit en forme de complainte paysanne.

Nous publions aussi les monographies des monuments aux morts de Mautes (Creuse) Jouillat (Creuse) Salon-la-Tour (Corrèze). Le Cghml publiera dans un recueil unique l'ensemble des témoignages rassemblés grâce à ses adhérents et amis, dans un numéro spécial des *Mémoires de guerre des Marchois et Limousins* en juin 2019 avec le soutien de la Mission du centenaire.

Jean-Jacques Mauriat

PREMIER CHAPITRE

1918 : Nouvelle stratégie… avions, chars d'assaut et soutien américain.

Les ultimes batailles de l'année 1918

Philippe Grandcoing

L'auteur : Philippe Grandcoing, est professeur agrégé d'histoire et docteur en histoire contemporaine. Il enseigne en classes préparatoires littéraires au lycée Gay-Lussac à Limoges.

Résumé : De mars à novembre 1918, les opérations prennent un nouveau visage sur le front ouest. La guerre des tranchées s'achève, laissant la place à de vastes mouvements de troupes. Les Allemands d'abord, les alliés ensuite, progressent rapidement. Ce retour à une guerre de mouvement a été rendu possible par l'efficacité accrue d'armes apparues quelques temps plus tôt sur le champ de bataille, en particulier les chars et les avions et par la mise au point de nouvelles doctrines d'utilisation des troupes et du matériel.

L'année 1918 est marquée sur le front occidental par le retour de la guerre de mouvement. À partir du printemps, avec tout d'abord les offensives de Ludendorff puis les contre-offensives alliées, le front ne cesse de se déplacer. Les hommes « secouent la boue des tranchées » pour reprendre l'expression du général Fayolle[1] et entrevoient la possibilité d'une issue victorieuse au conflit. Un tel changement est en partie le fruit de la supériorité numérique d'un camp sur l'autre. Au début de l'année, les Allemands, forts de leurs succès à l'est conclus par la paix de Brest-Litovsk, peuvent transférer massivement leurs troupes vers la France, alignant alors 191 divisions face à 175 divisions alliées, dont beaucoup étaient épuisées par les combats de l'année précédente. Puis, avec la montée en puissance de l'armée américaine, les alliées inversent le rapport de force. De plus, la trentaine de divisions commandées par Pershing montrent un allant et un mordant que n'ont plus les troupes européennes[2]. Toutefois, la reprise de la guerre de mouvement ne résulte pas du seul différentiel entre les effectifs sur le champ de bataille. Les offensives menées de 1915 à 1917 avaient montré qu'il n'était pas possible de percer le front adverse de manière significative, même en disposant d'une écrasante supériorité numérique. D'autres facteurs ont joué et, pour la première fois, le commandement militaire fut en capacité d'utiliser avec efficacité les armes nées de la guerre moderne. Si le concept de « courbe d'apprentissage » est aujourd'hui

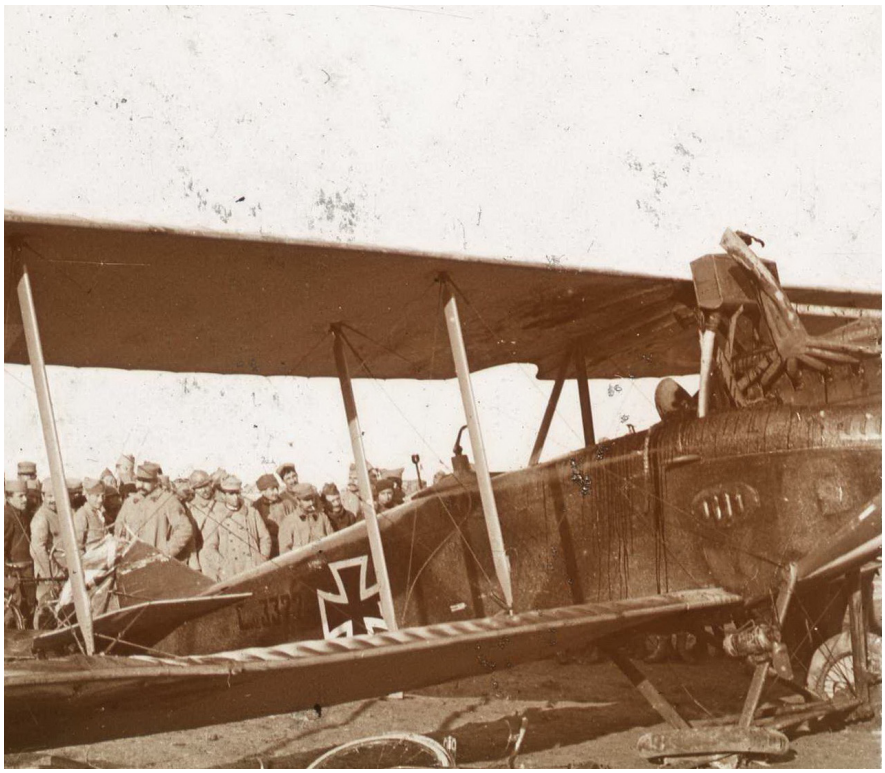
1 Cité par Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Le Seuil, 2004, p. 24.

2 Voir Christoph Mick, *1918 : fin de partie*, in Jay Winter (dir.), La Première Guerre mondiale. Combats, Fayard, 2013, p. 153-192.

remis en cause, force est de constater que les généraux ont mieux pris en compte les données matérielles et humaines et ont apporté des réponses mieux appropriées à la gestion du champ de bataille[3].

LA BATAILLE DES AIRS

L'aviation joua un rôle important durant ces derniers mois de conflit, sorte de préfiguration de ce qu'en seront ses usages durant la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne avait depuis 1915 utilisé son avance technologique en la matière pour organiser des raids aériens sur l'Angleterre, lançant contre Londres d'abord des zeppelins, puis à partir de 1917 des bombardiers bimoteurs, les fameux Gothas et même quelques Riesenflugzeuge équipés de quatre ou cinq moteurs[4]. Au printemps 1918, lors des dernières grandes offensives allemandes, Paris fut également bombardée de plus en plus fréquemment. On dénombra pas moins de 44 raids nocturnes, totalisant 25 tonnes d'explosifs largués[5], ce qui peut sembler dérisoire au regard des niveaux atteints un quart de siècle plus tard. Toutefois, les effets psychologiques furent importants, d'autant plus que ces bombardements coïncidaient avec les tirs de canon à très longue portée sur la capitale. Clemenceau, ne voulant pas « être un assassin » refusa de répliquer, malgré l'insistance du député Pierre-Étienne Flandin, ardent défenseur du bombardement stratégique[6]. Mais des mesures furent prises pour protéger la capitale : projecteurs, batteries anti-aériennes, câbles tendus à la verticale à l'aide de ballons captifs et même construction d'une « ville-leurre »[7].



Avion allemand abattu. Photo du Cghml à partir du Fonds Jean Labetoulle.

Si les Français n'eurent donc guère recours – à la différence des Britanniques – au

3 Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre*. Un essai d'historiographie, Le Seuil, 2004, p. 94-102.

4 John H. Morrow, « Les airs », in Jay Winter, op. cit., p. 404.

5 Lee Kennett, *La Première guerre aérienne. 1914-1918*, Economica, 2005, p. 229-230.

6 Philippe Bernard, « A propos de la stratégie aérienne pendant la Première Guerre mondiale : mythes et réalités », Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 1969, p. 350-375.

7 Xavier Boissel, *Paris est un leurre : la véritable histoire du faux Paris*, Editions Inculte, 2012.

bombardement stratégique, en revanche, ils surent fort bien utiliser l'aviation comme arme tactique lors des dernières grandes batailles. La reprise de la guerre de mouvement avait en effet donné à l'aviation un nouveau rôle, celui d'appui tactique au sol, par le mitraillage ou le bombardement des troupes adverses. Ludendorff avait ainsi concentré une masse de plus de 700 avions, soit un tiers de l'effectif total allemand, en vue de la première offensive du printemps 1918. Les avions avaient pour mission de repérer et d'attaquer les troupes adverses faisant mouvement vers la ligne de front, afin de gêner l'arrivée des renforts et d'appuyer les soldats montant à l'assaut. Pour ce faire, des unités d'attaque au sol, les Schachtstaffeln, avaient été créées, avec pour objectif de porter des coups décisifs à la défense adverse, ce qui constitue une préfiguration de la Blitzkrieg appliquée en 1940. Cet emploi coordonné de l'aviation avec les autres armes a aussi été appliqué par les Britanniques dans le contexte de l'utilisation des chars d'assaut. Ceux-ci étant particulièrement vulnérables aux tirs d'artillerie, il convenait de réduire au silence les canons adverses. D'où l'habitude prise en 1918, d'envoyer en éclaireurs des avions volant à basse altitude afin d'attaquer les batteries adverses[8].

De façon plus générale et plus pragmatique, dans un contexte de plus grande fluidité du champ de bataille, l'artillerie lourde perdait de son efficacité, ce qui revenait à confier à l'aviation un rôle autrefois dévolu à la cavalerie, celui d'harceler l'adversaire en s'infiltrant profondément à l'intérieur de ses lignes. Français et Anglais ont ainsi utilisé massivement l'aviation pour retarder l'avancée des colonnes allemandes au printemps 1918, permettant ainsi de rétablir la situation gravement compromise, voire empêchant le déclenchement de nouvelles offensives. Ainsi, le 4 juin 1918, en forêt de Villers-Cotterêts, 120 chasseurs-bombardiers français clouent au sol les troupes prêtes à se lancer à l'assaut. Un mois plus tard, l'attaque des ponts et passerelles jetés sur la Marne par les Allemands lors de leur ultime offensive gêna considérablement les mouvements adverses. Pour ce type de mission, le Service Aéronautique Français disposait d'un appareil particulièrement bien adapté, le Breguet XIV. Ce biplan biplace à structure métallique surclassait alors tous ses adversaires en vitesse et pouvait embarquer jusqu'à 300 kg de bombes. Maniable et robuste, il fut un des artisans de la victoire lors de la « seconde bataille de la Marne ». Selon le ministre de l'armement Louis Loucheur, l'engagement massif de l'aviation a ainsi retardé de 24 à 48 heures l'avancée allemande et par la suite, les bombardements incessants ont sapé le moral des assaillants[9].

ENFIN UNE DOCTRINE D'UTILISATION PERTINENTE POUR LES CHARS ?

Les premiers chars étaient apparus le 15 septembre 1916 lors de la bataille de la Somme. Si l'effet de surprise joua, très vite les lourds Mark I montrèrent leurs faiblesses : nombreuses pannes mécaniques, blindage insuffisant, difficultés à opérer sur un champ de bataille labouré par les tirs d'artillerie... Même déception côté français, lors de l'offensive du Chemin des Dames en avril 1917, où sont engagés les premiers chars lourds mis au point à la demande du général Estienne. Conçus pour la guerre des tranchées, ils devaient appuyer l'infanterie dans sa progression en aidant à la réduction des points de résistance, d'où leur dénomination d'« artillerie spéciale ».

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1917 que les tanks furent employés comme éléments de rupture par les Anglais. Le 20 novembre, à Cambrai, plus de 300 chars montèrent à l'assaut des lignes allemandes. Utilisés comme une artillerie mobile, ils infligèrent de lourdes pertes et permirent d'ouvrir une brèche de 8 km dans la défense adverse. Mais, faute de réserves, les britanniques

8 Lee Kennett, op. cit., p. 227-228.

9 Cité par Philippe Bernard, op.cit., p. 370.

ne purent exploiter leur succès initial[10]. Ils n'avaient notamment aucun char en réserve, ce qui incita à davantage réfléchir à leur usage comme arme de choc et d'exploitation en profondeur d'une percée, à l'instar de la cavalerie. La solution vint en partie du développement d'un char léger côté français, le Renault FT17. Produit en grande quantité, il était équipé d'une tourelle pivotant à 360° armée d'une mitrailleuse ou d'un canon court. Engagé massivement aux côtés de l'infanterie, il permettait d'ouvrir des brèches dans les réseaux de barbelés et de réduire au silence les nids de mitrailleuses. Beaucoup plus maniables que les lourds Saint-Chamond et Schneider armés d'un canon de 75, ils permettaient aux fantassins de disposer d'un appui-feu souple, efficace et immédiat sur le champ de bataille. Parallèlement, surtout côté anglais, l'état-major continua à développer des tanks lourds et puissamment armés, les Mark IV et V, capables de créer la rupture là où ils étaient employés en masse.

REDONNER DE LA MOBILITÉ AUX TROUPES

Plus globalement, l'année 1918 vit le commandement trouver des solutions pour sortir de l'enlisement de la guerre des tranchées. Une plus grande efficacité de l'artillerie, l'apparition de mitrailleuses légères, le développement de l'aviation et des chars, permettait d'envisager de combiner mobilité et puissance de feu. Ludendorff fut le premier à théoriser et mettre en application les nouvelles règles d'offensive[11]. Précédé par une très courte mais très violente préparation d'artillerie, comportant dans sa dernière phase des obus de gaz lacrymogènes et toxiques, l'assaut était mené par des troupes d'élite, les sections d'assaut. Leur objectif était d'avancer le plus rapidement et le profondément possible, quitte à laisser derrière elles des poches de résistance qui seraient réduites par la suite. Par trois fois, le plan de Ludendorff faillit réussir : en mars, en avril et en mai, sur la Somme, dans les Flandres et sur l'Aisne, les troupes allemandes percèrent le front allié et progressèrent sur des dizaines de kilomètres avant que ces offensives ne soient péniblement stoppées par les renforts envoyés en urgence[12].

Toutefois, la stratégie allemande présentait deux limites. D'une part, elle épuisait des troupes déjà presque au bord de la rupture. D'où la perte d'élan des offensives au bout de quelques jours, entraînant un arrêt à terme des opérations sans qu'aucun gain stratégique déterminant n'ait été réalisé. La formule de Ludendorff – « d'abord nous perçons ; ensuite nous verrons »[13] - trouva ici sa principale faiblesse. D'autre part, en cherchant avant tout la percée, le commandant en chef allemand était conduit à se priver du soutien de l'artillerie et à négliger l'élargissement de l'offensive sur les flancs. Il en résultait de lourdes pertes et le risque d'être exposé à de dangereuses contre-offensives. Ce fut le schéma de la seconde bataille de la Marne. Le 15 juillet, Ludendorff jeta ses dernières forces dans la bataille. Ses avant-gardes réussirent à franchir la rivière, mais, dès le 18, les divisions de Mangin débouchaient de la forêt de Villers-Cotterêts et contraignaient les Allemands à se replier. Ce jour-là, 750 chars, lourds et légers, furent engagés côté français.

Lors des derniers mois de la guerre, les alliés parvinrent à développer une stratégie permettant de vaincre. Au lieu de chercher la rupture en perçant le front adverse, prélude à de vastes manœuvres d'exploitation ou d'encerclement, ils privilégièrent des offensives plus limitées dont le but premier était l'épuisement de l'adversaire. Si leur supériorité en hommes et en armes – rendue possible par le blocus naval et l'entrée en lice des Américains – fut une des conditions de la victoire, les nouvelles techniques de combat eurent aussi leur importance. Elles reposaient fondamentalement sur une

10 John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2005, p. 450-453.
11 Christoph Mick, op. cit., p. 166-168.
12 John Keegan, op. cit., p. 485 et sq.
13 Cité par Antoine Prost et Jay Winter, op. cit., p. 101.



Largage d'une bombe « la saucisse » par un avion français. Photo fonds Jean Labetoulle du Cghml.

meilleure liaison entre les différentes armes et sur un emploi plus efficace de l'artillerie[14]. Les Britanniques avaient notamment mis au point un système de repérage par le son des batteries adverses à l'aide de microphones enregistrant les ondes sonores à la manière de sismographes. Une fois repérés, les canons allemands étaient réduits au silence par de puissants tirs de contre-batterie. Une telle méthode, combinée avec des tirs de barrage de plus en plus massifs, précis et efficaces, permit aux alliés de percer la ligne Hindenburg en octobre 1918. Une division anglaise montant à l'assaut du canal de Saint-Quentin fut ainsi soutenue par un puissant tir d'artillerie déversant sur 500 mètres de tranchées allemandes 126 obus à la minute et ce durant huit heures d'affilée. Aucune défense ne pouvait résister longtemps à un tel déluge de feu.

De tels dispositifs rendaient beaucoup moins nécessaires les longues préparations d'artillerie destinées à pulvériser – avec parfois une efficacité limitée – les défenses adverses. Que cela soit côté allemand ou allié, l'effet de surprise jouait de nouveau à plein et il était désormais possible de reprendre la guerre de mouvement. Toutefois, tirant les leçons de l'échec de Ludendorff au printemps, Foch préféra ne pas épuiser ses forces dans des attaques en profondeur aux objectifs imprécis et ambitieux. Au contraire, il préférait arrêter les opérations lorsque l'infanterie ne pouvait plus être soutenue par l'artillerie lourde restée en arrière, quitte à ouvrir rapidement un autre secteur du front. Sa tactique se révéla payante. Le 4 août, lors de la reprise de Soissons, les Français firent 35 000 prisonniers et s'emparèrent de 700 canons. Le 8 août, 15 000 soldats se rendirent aux Anglais, 13 000 aux Américains le 13 septembre. Chaque coup de boutoir épuisait davantage l'armée allemande qui vit rapidement ses capacités opérationnelles décroitre. En cent jours, elle

14 Robin Prior, *Le front de l'Ouest* , in Jay Winter (dir.), op. cit., p. 249-256.

avait perdu 6 400 canons, soit la moitié de son parc d'artillerie sur le front occidental, et un quart de ses combattants qui avaient été faits prisonniers (363 000 hommes). C'est pourquoi le haut-commandement demanda-t-il dès septembre au pouvoir politique de trouver une solution négociée afin de sauver et l'armée et le territoire national avant un effondrement complet. Le 5 octobre, le nouveau chancelier, Max de Bade, fit savoir au président Wilson qu'il était prêt à engager des négociations sur la base des quatorze points. Le Reich venait alors de reconnaître qu'il avait perdu la guerre.

HÉRITAGES

Vainqueurs, les Français crurent avoir tiré les leçons de la guerre. Ils privilégièrent une stratégie d'épuisement de l'adversaire, reposant sur la défense d'un front continu, puissamment fortifié. D'où le choix de la construction de la ligne Maginot. De même, ils restèrent fidèles à une doctrine d'emploi des chars héritée de 1918, essentiellement conçus comme appui pour l'infanterie. Inversement, une partie de l'État-major allemand adapta la tactique mise en œuvre lors des offensives de Ludendorff à la nouvelle donne induite par la présence des chars et des avions sur le champ de bataille. Il en résulta ce que l'on nomma la Blitzkrieg en 1940, mais qui n'était en définitive qu'une modernisation du concept de « bataille décisive » cher à la pensée militaire prussienne[15].

Philippe Grandcoing

15 Voir la mise au point de Karl-Heinz Frieser, *Le Mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Belin, 2003.

Témoignage

À Tarnac, les derniers 18 soldats tués en 1918, terminent la longue liste des 102 soldats du monument aux morts. Plusieurs décèdent de leurs blessures dans des hôpitaux, dont l'un, François Laurent, fait prisonnier par les Allemands.
La fin de la guerre est proche, mais la victoire est amère et la paix n'est pas assurée.
Le Conseil municipal de Tarnac prend en cette année 1918 des mesures de sauvegarde pour la vie de la commune.

20 janvier et 3 mars 1918.
Le conseil demande la mise en sursis de M. Vareillette Emmanuel[1] *charron à Tarnac mobilisé au 24e d'artillerie service batterie secteur 53 cl 19M pour les motifs suivants: seul charron à Tarnac. Il serait de la plus grande utilité à son atelier pour la confection et surtout l'entretien des charrues, charrettes etc.. servant aux cultivateurs, ceux-ci ne pourront bientôt plus effectuer leurs transports par suite du délabrement des véhicules.*

Lettre reçue par Mme Vareillette
Le Foyer du Soldat Union Franco Américaine
Mme Vareillette le 3-7-18
Je réponds à votre aimable lettre du 28 que je viens de recevoir et très heureux de pouvoir vous fournir les renseignements que vous me demandez. J'avais le cœur gros à votre dernière lettre de vous annoncer la triste nouvelle. Ne voulant pas vous prendre au désespoir, j'ai préferez avertir votre maire pour vous le communiquer. Le pauvre Emmanuel a été tué à côté de moi par un obus il n'a pas souffert le pauvre il a eu la tête emportée, il n'a pas trouvé [senti] la mort.
Il se préparait pour aller en arrière pour aller travailler la ou était le train régimentaire. Un obus vient tomber devant le chariot avec qui il s'en allait, les chevaux épouvantés font demi-tour, pas de mal, un 2e arrive tombe à 3m de lui ou il était caché et n'a pu bouger la mort a été instantanée le 2-6 à midi. Ce n'est que le soir que l'on a pu sans aller on la mis dans le chario avec un autre. Le lendemain on a été les enterré dans le cimetière de St Bandry (Oise) je crois. Maintenant tout cela a été bombardé par les Boches car nous on a reculé plus loin je ne sais si tout cela est bouleversé. N'ayant pas le temps de mettre une tombe on a placé une bouteille à sa tête avec une enveloppe dedans et son adresse pour le reconnaître. Depuis le 1 janvier 1916 que nous avions quitté la Rochelle on avait été toujours ensemble et on était très camarades étant à la même batterie…On se suivait toujours. Il a fallu la mort pour nous séparer. Voilà ce qui nous attend tous. Ayez bon courage afin de résister à la tentation. Recevez chère Madame avec mes amitiés mes sincères condoléances
A.Noilhac

1er décembre 1918. *Le conseil adresse ses félicitations au sergent Goulois commandant le détachement de prisonniers allemands occupé dans la commune aux travaux agricoles pour la façon intelligente avec laquelle il a su faire travailler ces prisonniers et la discipline qu'il a su imposer.*
Le conseil adresses ses félicitations au gouvernement de la République qui, dans la pérode tragique que nous venons de traverser s'est montré digne de la France. Il envoie par delà la tombe un salut ému à ceux de ses soldats qui ont donné leur vie pour le salut de la patrie, aux vivants il dit sa reconnaissance pour la bravour dont ils ont fait preuve, et enfin constate avec orgueil que, au sein de la nation en armes sont sortis des chefs, sélectionnés par les épreuves des champs de bataille, incarnant le génie de la France, ont montré toute la supériorité d'un peuple libre sur les peuples courbés sous le despotisme.[2]

Relevés par Brigitte Favrie-Banette

1 Emmanuel Vareillette sera tué quelques semaines plus tard à la veille de ses 38 ans, le 1er juin 1918 dans l'Aisne. Il était père de deux enfants.

2 Archives municipales de Tarnac.

Témoignage

Albert Lacrocq :



Albert Lacrocq assis avec son camarade infirmier au début de la guerre. Collection de la famille.

Lacrocq Albert, né le 23 août 1893, à Guéret. Classe 1913 ; n° matricule du recrutement : 77. En sursis d'études, incorporé en août 1914 au 121e R.I., passé peu après au 78e R.I. Parti au front, comme caporal, le 12 février 1915, avec le bataillon de marche du 63e R.I. ; versé peu après au 54e R.I., 2e Cie ; nommé sergent au début de septembre 1915. Blessé par balle le 25 septembre 1915 à la bataille de Champagne et évacué à Saintes, hôpital temporaire n°13 ; rentré au dépôt du 54e R.I., reparti au front en juillet 1916 avec un bataillon du 124e R.I., versé peu après au 19e R.I., 2e Cie. Stage à Saint-Cyr en mars 1917, nommé aspirant ; retourné au front en juillet 1917, fait prisonnier à Étalon (Somme), le 25 mars 1918 ; interné le 7 avril 1918 au camp de Mannheim ; évadé du camp dans la nuit du 2 au 3 juillet ; passe la frontière suisse dans la nuit du 27 au 28 juillet.

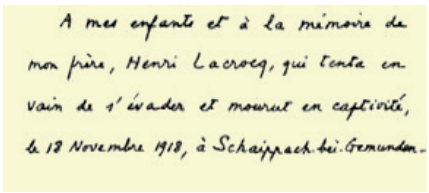
Après congé, versé au 50e R.I., nommé sous-lieutenant. Démobilisé en juillet 1919.

Citation à l'ordre de l'armée no 17404 D.

Médaille des Évadés (notification du 18 août 1927).

Récit de captivité et d'évasion vers la Suisse mars-août 1918

Albert Lacrocq


A mes enfants et à la mémoire de
mon père, Henri Lacrocq, qui tenta en
vain de s'évader et mourut en captivité,
le 18 Novembre 1918, à Schaippach bei Gemünden.

De la main d'Albert Lacrocq, en forme de dédicace à ses enfants et en mémoire de son père mort en captivité le 18 novembre 1918… Collection de la famille.

L'auteur : Albert Lacrocq a 25 ans en août 1918. Il sera notamment le grand-père de Hélène et de Pierre Taillemite, les enfants d'Étienne Taillemite conservateur archiviste de la marine qui a épousé sa fille. C'est Pierre Taillemite qui a remis ce manuscrit au Cghml, et Hélène Taillemite les illustrations. Qu'ils en soient l'un et l'autre remerciés.
Les intertitres sont de la rédaction.

Résumé : Albert Lacrocq devenu journaliste, directeur du quotidien *Centre-presse,* a épousé à Versailles le 4 avril 1921, Marie Yvonne Françoise Albert-Roulhac originaire de Limoges. Albert est le fils de Louis Lacrocq, célébre avocat de Guéret auteur de nombreux articles publiés par la Société de sciences naturelles et archéologiques de la Creuse.
Selon sa famille, le récit de sa capture, de sa captivité et de son évasion a été rédigé au lendemain de la guerre par Albert Lacrocq, à partir des notes qu'il avait gardées et rassemblées pendant son évasion, lors de son arrivée en Suisse et à son retour en Limousin.

Au mois de mars 1918, j'étais aspirant au 19e régiment d'infanterie et commandais la deuxième section de la deuxième compagnie. Le régiment qui, pendant tout l'hiver, avait tenu les tranchées au nord de Soissons, dans le Bois Mortier et la Forêt de Pinon, venait d'être relevé.
À pied, par courtes étapes, il avait gagné la zone de grand repos et depuis quelques jours notre bataillon était cantonné dans un village, près de Lagny-Torrigny.
Une fois de plus, cet intermède à la vie de combat paraissait doux. Le cantonnement était agréable, Paris tout proche et chacun échafaudait un plan plus ou moins ingénieux qui lui permettrait d'aller passer en cachette une journée sur les Boulevards.
J'avais pour camarade Joseph Merle, aspirant comme moi, jeune séminariste un peu timide, brave au combat et à qui, ces jours-là, je faisais lire – Dieu me pardonne ! – le second chant de Mireille. Notre capitaine avait auprès de lui sa jeune femme venue de Paris et sa présence poliçait et égayait notre table que Merle et moi ornions, en son honneur, des premières tiges fleuries d'épine noire. Mais, comme le disait mon ordonnance, Félix, un vieux paysan breton, c'était trop beau et ne pouvait durer longtemps.
Félix avait raison. Le 22 mars, dans la soirée, il vint m'annoncer que le commandant avait reçu l'ordre de se tenir prêt à partir. J'allai aux renseignements ; ils étaient vagues. D'après les « tuyaux », les Allemands attaquaient dans le Nord et le front anglais était bousculé. Le dîner fut moins joyeux pour le capitaine et sa femme. Pour nous, jeunes, célibataires, ce n'était qu'un nouvel incident dans notre vie de fantassins et nous n'en étions pas à notre

première alerte.
La matinée du 23 se passe dans l'attente, puis à 15 heures un agent de liaison arrive et bientôt après le commandant transmet ses ordres : embarquement en camions dans deux heures, direction inconnue. La compagnie se rassemble et à 17 heures embarque à l'extrémité du village, sous l'œil narquois de prisonniers allemands travaillant aux champs.
Dans un camion, nous nous entassons, le capitaine, Merle, quelques gradés et moi. Chacun se cale de son mieux, rembourre son siège avec sa couverture et le convoi s'ébranle. La nuit tombe vite ; personne ne parle et, dans l'obscurité, seule la lueur des cigarettes montre que personne ne dort. Parfois, avec un fracas plus assourdissant encore qu'à l'ordinaire, nous roulons sur des pavés entre les façades sans lumière de maisons. Mais nous ignorons où nous sommes.
Le jour paraît et le convoi avance toujours.
Enfin, vers 11 heures, nous arrivons près de Montdidier. La route est embouteillée ; les camions s'arrêtent et chacun s'empresse de profiter de cette aubaine pour descendre et se dégourdir les jambes. J'envoie un de mes hommes jusqu'à la ville ; il revient vite, chargé de bidons de « pinard », de miches de pain et porteur d'un journal. Sa lecture nous apprend l'attaque et l'avance allemande ; on comprend entre les lignes du communiqué que la situation est sérieuse. Nous apprenons aussi que des obus sont tombés sur Paris à raison d'un par quart d'heure et que le gouvernement suppose, du fait qu'aucun avion boche ne survolait la capitale, que ces obus sont tirés par une pièce à très longue portée. On discute vaguement la chose et un Breton, peu compatissant au malheur des Parisiens, conclut que, s'il ne tombe pas davantage d'obus là où nous allons, tout sera pour le mieux.
La route s'encombre de fugitifs qui gagnent le sud et c'est un défilé continu de voitures sur lesquelles s'entassent des meubles empilés à la hâte au milieu desquels sont assis les vieillards, tandis que les jeunes suivent à pied, poussant ou tirant les bêtes à corne.
Les camions repartent, traversent Montdidier et continuent leur marche vers le nord. La foule des fugitifs augmente, forme maintenant une colonne presque continue qui avance lentement, par saccades, pêle-mêle de carrioles, de chars, de gens, d'animaux. « Comme en 14 » dit un vétéran.
Vers cinq heures du soir, les camions s'arrêtent en pleine campagne. On descend, les unités se forment et notre bataillon se dirige pour cantonner vers un village que l'on entrevoit à travers les vergers. Je loge mes hommes dans une petite maison, fais étendre de la paille prise dans une grange voisine et vais ensuite me mettre aux ordres du capitaine établi un peu plus loin dans une vaste maison. Elle dégage une tristesse infinie, cette demeure abandonnée à la hâte il y a un moment à peine, avec les meubles demeurés ouverts, les pièces en désordre et dans l'une un berceau gardant l'empreinte de l'enfant qui tout à l'heure encore y dormait.

MARS 18, L'HUMILIATION DE LA CAPTURE

Le capitaine nous annonce que les Anglais sont en pleine retraite et que, d'un instant à l'autre, nous pouvons avoir à attaquer ou à nous défendre. Toutes les unités doivent rester sous les armes. Je rejoins ma section, mets mes hommes au courant et, après avoir mangé une boîte de conserves avec mes sergents, m'étends sur la paille.
À minuit, le capitaine m'envoie chercher et m'indique que le régiment va prendre ses positions de combat. La compagnie occupera la gauche du front et ma section la toute extrémité, le village d'Étalon (canton de Roye). Nous partons, au petit jour, à travers champs et le 25 au matin j'occupe, sans incident, un village où se trouve une vingtaine de soldats anglais égarés. Je leur demande des renseignements, mais ils ne savent rien. Finalement, je décide la majeure partie d'entre eux à combattre avec nous. J'inspecte le terrain, installe ma section à la lisière nord du village et cherche à entrer en liaison avec les Anglais qui devraient se trouver à ma gauche. Une patrouille explore,

sans y rien découvrir, la lisière d'un bois qui encercle à moitié le village à gauche. Nous voici sérieusement isolés, avec ce maudit bois par où peut s'infiltrer l'ennemi. L'unité du régiment la plus proche est à 500 mètres à droite, mais le front à défendre est si vaste que le régiment est étalé au maximum.

La bataille commence bientôt par l'arrivée d'obus de 150, puis les fusils entrent en jeu. Devant tout le front, en tel nombre que je n'en ai jamais vu autant, les Allemands attaquent. Sur le terrain que notre feu peut battre ils ne progressent pas, mais ils se rendent compte que notre ligne est faible et courageusement cherchent les trous qu'elle offre. À notre gauche, pas de bruit ; c'est mauvais signe. Notre ligne tient bon jusqu'au soir, puis vers 17 heures, à ma droite, j'aperçois au sommet de la pente, de l'autre côté de la vallée située en arrière et à droite du village, des unités qui se replient. Voici ma section seule sur la ligne primitive, en flèche, avec l'ennemi déjà plus qu'à ma hauteur sur la droite, mais bloqué devant nous par notre feu. Comme je n'ai pas reçu mission de prolonger la résistance plus longtemps que le reste de la ligne, je décide de chercher à rejoindre le bataillon. Je donne alors l'ordre de traverser la petite vallée et de gagner un bois au sommet de la pente. Le repli se fera en deux bonds, le premier nous amenant jusqu'à un chemin encaissé qui coupe la pente en oblique au premier tiers de sa hauteur. Rapidement nous traversons le village et nous élançons au pas de course vers le chemin sous le feu des mitrailleuses allemandes. Des hommes tombent ; on accélère l'allure et enfin, à bout de souffle, nous voici au chemin bordé de broussailles dans lequel nous sautons... pour tomber dans les bras d'une forte troupe d'Allemands qui s'est infiltrée par le bois à gauche d'Étalon. Rien à faire. En un instant, sous la menace des fusils et des revolvers, la douzaine de survivants que nous sommes est désarmée. J'avoue avoir éprouvé, à ce moment, en me voyant prisonnier, la plus forte humiliation de ma vie.

Que valut ma résistance ? Il ne m'appartient pas de l'apprécier, d'autant plus que l'ennemi, dont l'opinion a bien quelque valeur, s'en est chargé. Le communiqué allemand du 26 mars dit : « Étalon, défendu avec acharnement, a été enlevé aux Français et aux Anglais ». Nous restons un long moment dans ce chemin pendant que les boches explorent nos sacs. Un officier me demande si je possède des plans directeurs et sur ma réponse que je n'ai que des cartes d'état-major me réplique qu'à ce point de vue il est aussi bien outillé que moi. Puis il donne à quelques hommes l'ordre de nous emmener et nous redescendons la pente en ramassant un des nôtres gravement blessé au bras, au flanc et à la tête. Nous voici bientôt au village d'Étalon où nous rejoint un groupe de soldats d'autres unités du bataillon, faits prisonniers sur la droite. Notre petite troupe s'ébranle, descend dans un ravin et le traverse sous un tir de barrage français qui contrairement au dicton « mieux vaut tard que jamais » est vraiment superflu.

Nos gardiens et la plupart des prisonniers filent en courant et je suis un peu distancé avec les quatre hommes qui m'aident à porter notre blessé dans une couverture. Au sommet de la pente j'aperçois un brancard abandonné sur lequel nous plaçons le blessé. Mais, pendant l'arrêt nécessité par l'installation de notre malheureux camarade, la petite colonne a pris un peu d'avance et nous sommes à une cinquantaine de mètres en arrière d'elle. Un artilleur allemand dont nous longeons la batterie profite de la circonstance pour venir nous examiner et, apercevant mes leggings, se précipite sur moi sans plus de façon et me les enlève. Rien à dire et je n'ai qu'à me faire à l'idée que je suis désormais un objet appartenant à l'ennemi ; mais c'est là une constatation qui ne donne pas précisément satisfaction à mon amour propre. Hâtant le pas, nous rejoignons notre groupe qui croise sans cesse des troupes se rendant sur la ligne du feu. La vue de ce vaste plateau, grouillant de fantassins, d'artilleurs, au-dessus duquel évoluent des avions allemands est impressionnante. Il s'en dégage la sensation d'une force immense, ordonnée, s'en allant inexorablement vers son but.

Continuant son chemin à travers champs, notre colonne traverse une route et fait halte. À ce moment deux médecins à cheval

s'approchent et veulent faire enlever notre blessé de son brancard pour y placer un Allemand légèrement touché au bras. Je proteste ; l'un d'eux descend de sa monture, examine notre camarade et me dit en excellent français : « C'est exact. C'est lui le plus gravement blessé. Laissez-le sur le brancard ».

Nous repartons ensuite, emmenant par surcroît le soldat allemand et atteignons un village que traverse juste à ce moment, une troupe d'infanterie. C'est le pillage. Les hommes sortent des maisons, chargés de vêtements, de linge de femme, de vivres. L'un d'eux tient par les oreilles un énorme lapin et, riant de l'aubaine, repart au pas de gymnastique rejoindre son unité.

À l'extrémité du village, est installée une ambulance de fortune. Notre blessé va de plus en plus mal et un médecin décide de le faire laisser là. Pendant qu'il le regarde un aumônier s'approche et me demande en français s'il est catholique. Sur ma réponse affirmative, il lui administre les derniers sacrements, tandis que, rangés autour du brancard, nous saluons militairement.

On nous regroupe ensuite et nous repartons portant des brancards chargés de blessés allemands. De village en village nous allons, charriant toujours notre fardeau dont le poids se fait de plus en plus lourd. Enfin le cortège s'arrête dans une cour de ferme où sont rangées des voitures sanitaires. Avec soulagement nous déposons nos brancards et reprenons notre marche croisant sans cesse la colonne interminable des voitures de ravitaillement des troupes de renfort, des caissons d'artillerie. Nous arrivons enfin à Ham et, par la grand-route, prenons la direction de Saint-Quentin. Mais, peu après avoir dépassé Ham, notre troupe s'arrête dans le fossé. Les sentinelles font descendre les hommes dans une carrière et ma qualité d'aspirant me vaut d'être conduit dans une cabane où je trouve trois officiers prisonniers, deux français et un anglais. Le gardien, vieux territorial bien calme, me donne un peu d'ersatz de café et une tranche de ce pain noir gluant dont j'ai déjà vu des échantillons peu appétissants aux mains des prisonniers allemands, en des jours meilleurs. Le boche me fait comprendre que je dois lui remettre la correspondance particulière que j'ai sur moi. Je m'exécute puis, m'étendant sur le sol, m'endors comme une brute jusqu'au jour.

PRISONNIERS NOUS TRAVERSONS SAINT-QUENTIN

Le vieux landsturm nous réveille et nous amène sur la route où nous attendent les soldats prisonniers. Nous prenons la tête du groupe et nous voici partis vers Saint-Quentin. Tout le long du chemin c'est, comme hier, un défilé continuel de troupes et de camions se rendant vers le champ de bataille. Rejetés sur le bas-côté de la route, aveuglés par la poussière nous avançons lentement, tandis qu'au passage des soldats nous lancent un « kuerre finie » auquel nous répondons, crâneurs, « pas encore ! ». Nous traversons l'ancien front qui parait avoir été défendu sans grande énergie par les Anglais, à en juger par le petit nombre de cadavres que j'aperçois. Mais il reste de nombreux équipements abandonnés et comme nous n'avons pas de couverture, nous nous empressons d'en prendre chacun une.

Enfin voici Saint-Quentin que nous avions aperçu longtemps de nos tranchées. Toutes les maisons ont été atteintes par les obus français et anglais et beaucoup sont en ruine. Nous suivons des rues désertes où se voient de nombreux écriteaux en allemand indiquant l'emplacement des abris en cas de bombardement. En suivant un large boulevard, je suis témoin d'une scène vraiment typique des manières de la soldatesque allemande. Sur le trottoir, des boches vautrés dans des fauteuils qu'ils ont sortis d'une maison, font cercle autour d'une table en marqueterie arrosée de pétrole et à laquelle ils ont mis le feu... Ils se chauffent les pieds. Un instant après, nous arrivons au lycée où on nous enferme, soldats d'un côté, gradés de l'autre. C'est un vaste bâtiment délabré par quatre années de guerre où se trouvent déjà réunis de nombreux Anglais et Français

prisonniers. Je m'installe dans une pièce vide, un plafond à moitié tombé, avec quelques compagnons d'infortune. L'un de nous part aux renseignements et revient nous dire qu'une distribution de soupe et de pain aura lieu le lendemain matin. Il n'y a qu'à en prendre son parti et, comme qui dort dîne, nous nous étendons sur le plancher, roulés dans nos couvertures.

Au réveil, le 27 mars, la faim se fait sentir. Il s'agit de se préparer à la distribution de vivres annoncée et de se débrouiller pour avoir le matériel nécessaire. Un masque anglais contre les gaz traîne dans un coin, je le démolis et réussis à le transformer en une sorte de gamelle, puis avec mon couteau je taille une cuiller dans une planche en bois tendre. Enfin nous recevons chacun un petit morceau de pain noir et un peu d'orge cuite à l'eau. Le repas, on l'imagine, est vite achevé et les Allemands emmènent ensuite les hommes au dehors pour leur faire transporter des munitions, tandis que les gradés – officiers, adjudants, aspirants – restent dans le lycée. Au début de l'après-midi, arrive un groupe de quelques officiers français parmi lesquels, j'ai le plaisir de trouver un compatriote, le sous-lieutenant Devillard, du 338e régiment d'infanterie, originaire de Villard près La Celle-Dunoise. Un de ses camarades de régiment, le lieutenant Gourdonneau, homme intelligent et aimable, est avec lui. Nous avons vite fait connaissance et décidons de ne pas nous séparer.

Je constate avec déplaisir que je n'ai plus de tabac et, pensant avec raison que les sentinelles ne méprisent pas l'argent, je m'adresse à l'une d'elles qui me rapporte bientôt un fort médiocre ersatz où dominent les feuilles de houblon. Il n'y a qu'à être philosophe et à s'en contenter. Au moment où nous prenons nos dispositions pour la nuit, vers 18 heures, on nous rassemble et nous voici partis sous la conduite de quelques boches. L'un de nous, qui parle allemand, apprend du gradé dirigeant la colonne que nous allons vers Origny-Sainte-Benoîte, mais avec interdiction de suivre la grand-route. Notre troupe traverse une partie de Saint-Quentin, notamment un vaste square que des Allemands ont transformé en cimetière, s'engage sur une petite route au bord de laquelle se trouvent de jeunes civils français et belges que les Allemands emploient par équipes à divers travaux. Nous échangeons quelques mots avec eux au passage. La nuit tombe ; le boche qui nous conduit finit par se tromper de route et c'est ensuite à chaque croisement un arrêt pour savoir de quel côté se diriger. Le boche frotte une allumette que le vent éteint, jure, recommence. Enfin l'un de nous qui a conservé sa lampe électrique lit l'inscription et remet la colonne dans le bon chemin, mais nous avons fait bien des kilomètres inutiles et n'arrivons à Origny que le 28 à une heure du matin.

JE CHEMINE AVEC UN CAMARADE DE LA CELLE-DUNOISE

Notre troupe pénètre dans un petit camp de passage clos de fils de fer barbelés, où s'élèvent des baraques de bois garnies de lits étagés formés par du grillage métallique. Je m'installe dans un coin avec Gourdonneau et Devillard. Ce dernier, qui a réussi à conserver une musette, est l'heureux possesseur d'un reste de « boule » et d'une boite de sardines. Il appelle son ordonnance, fait prisonnier en même temps que lui et que les boches lui ont permis d'emmener, et nous partageons ce festin avant de nous endormir. À neuf heures rassemblement, remise à chacun d'une mince tartine de pain, recouverte de confiture et départ. Notre petite troupe de la nuit s'est augmentée des officiers prisonniers arrivés avant nous à Origny. Nous allons par quatre, Anglais en tête, Français derrière, puis tous mêlés après la première halte. La marche n'est pas rapide et nous avons le temps, en traversant les villages, d'échanger quelques mots avec leurs habitants qui, depuis quatre ans bientôt, subissent la domination boche. Nos compatriotes nous demandent tous d'un air anxieux s'il est vrai, comme les Allemands l'annoncent, que les armées française et anglaise sont en déroute et que la guerre va bientôt prendre fin par

une victoire générale des boches. Nous les réconfortons et leur disons qu'il faut espérer malgré tout.
Nous finissons par arriver à Guise où se trouvent rassemblés dans les usines Godin un grand nombre d'officiers parmi lesquels Devillard et moi retrouvons un Guéretois, le capitaine Roussenque, et deux de ses amis. Voici notre groupe renforcé d'autant et nous lui adjoignons un vieil adjudant du 338e que les événements ont achevé d'abrutir.
La colonne repart bientôt, ayant à sa tête un colonel français que l'avance brusque a surpris à son poste de commandement et deux ou trois chefs de bataillon dont un du 9e cuirassiers à pied. L'étape n'en finit plus. La nuit est tombée depuis longtemps déjà que nous continuons toujours notre marche. Enfin, à 22 heures, nous atteignons Landrecies ayant, à mon estimation, parcouru soixante kilomètres environ en 28 heures sans autre nourriture fournie par l'ennemi que la tartine donnée à Origny.

LES ALLEMANDS JOUISSENT DE LEUR TRIOMPHE

Notre convoi est dans la cour d'une sorte d'usine. Sur un ordre les sentinelles nous font mettre en file par un. C'est pour une distribution de soupe. On entrera par une porte dans la cuisine, on recevra à gauche une gamelle, à droite une cuiller, plus loin une ration de soupe. Très digne, le colonel passe en tête, suivi des commandants. Il ne faut pas bien longtemps pour avaler notre soupe de betteraves, boire à la fontaine de la cour un peu d'eau dans le creux de la main et monter s'étendre sur le plancher dans une chambre avec mes camarades et quelques compagnons de captivité. À peine sommes-nous installés qu'on nous fait descendre. En route pour la douche ; chacun se dévêt, passe sous la pomme d'où coule une eau tiède et se rhabille.
On regagne notre chambre où vient nous voir presque aussitôt un officier allemand. Quel était son but, je l'ignore. Après nous avoir fait en français un petit discours sur la grandeur de l'Allemagne et la force de ses armées, il étale une carte sur laquelle il a indiqué l'avance boche. C'est plus impressionnant que ses phrases et, silencieusement, le cœur serré, nous regardons ce trait de crayon rouge qui marque l'étendue du désastre.
Jouissant de son triomphe il ajoute :
– Il ne nous reste plus maintenant qu'à battre l'armée Fok.
– Connais pas, répond un capitaine.
– Comment, vous ne connaissez pas l'armée Fok ?
– Je connais une armée commandée par le général Foch.
– Ah, ia, vous, Français, dites « Foch ».
– Oui. Mais attendez de l'avoir rencontrée pour chanter victoire. Vous viendrez ensuite nous donner des nouvelles.
Dépité le boche reprend sa carte et file.
Inutile de dire que malgré l'heure tardive et la fatigue nous commentons après son départ les indications qu'il nous a fournies. Et c'est avec mélancolie que nous nous endormons enfin.
Le lendemain 29 mars, à 14 heures 30, nous quittons Landrecies. Même marche assez lente, mêmes questions inquiètes des habitants à la traversée des villages. Dans l'un d'eux, Laval, des femmes nous ravitaillent gentiment et quelques-unes, malgré les sentinelles qui veulent les repousser, nous accompagnent un moment pour essayer d'avoir des précisions sur ce qui se passe, pour savoir si par hasard nous ne connaissons pas quelqu'un des leurs dont elles sont séparées depuis tant de mois. Le soir nous arrivons à Bachant. J'ai là mon premier contact avec un véritable camp de prisonniers : double rangée de fil de fer barbelé, lampes électriques éclairant le chemin de ronde que parcourent sans cesse les sentinelles, division intérieure en « block » où s'alignent des baraquements avec couchettes superposées en grillage métallique et matelas garnis de copeaux.
Des prisonniers italiens l'occupent en grande partie. Les boches les traitent rudement et malgré soi, on imagine, en les voyant, ce que devaient être des esclaves

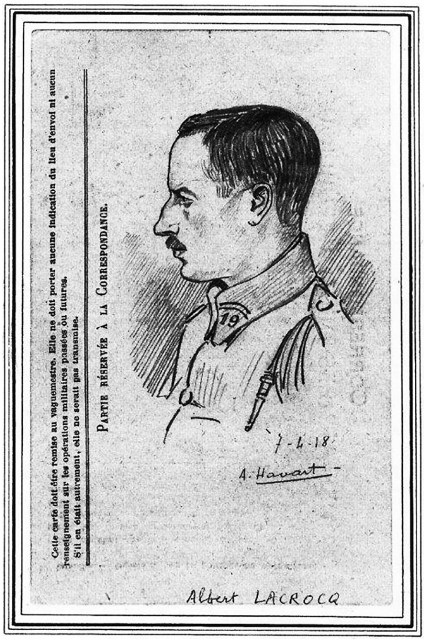
antiques. Ces malheureux meurent de faim et se disputent pour que chacun de nous leur donne le reste de sa soupe de rutabagas. Il devait m'être donné de voir pis et de connaître jusqu'où peut aller l'inhumanité teutonne, mais ce jour-là j'ai senti la brutalité qui est le fond de cette race germanique.
La journée du 30 mars se passe au camp et une carte de correspondance nous est remise pour que nous puissions donner des nouvelles à nos familles. Le lendemain matin, un prêtre français, fait prisonnier comme brancardier, célèbre la messe dans une baraque vide transformée en chapelle pour la circonstance.

LE TRAIN S'ÉBRANLE ET NOUS EMPORTE VERS L'ALLEMAGNE

Enfin, à 13 heures, tous les prisonniers de passage sont rassemblés. On nous annonce que nous allons être conduits par chemin de fer en Allemagne.
À la porte du camp se tiennent un officier et quelques hommes qui examinent rapidement les objets que chacun emporte et ceux qui possèdent deux couvertures doivent en abandonner une. Un train nous attend sur une voie de garage et nous montons dans des wagons de voyageurs de troisième ou quatrième classe, en nombre suffisant pour être au large. Le train s'ébranle et lentement nous emporte. Bref arrêt à Hirson, puis à Sedan où des Françaises, que les Allemands emploient à divers travaux à la gare, nous donnent à manger. Le voyage continue pendant la nuit et nous arrivons à Thionville le premier avril après passage à Longuyon. En gare de Thionville les boches éprouvent le besoin de montrer à la population leurs prisonniers. On nous fait descendre de wagon, nous promener dans une rue longeant la station et remonter dans le même train qui repart ensuite.
En cherchant dans une poche intérieure de ma vareuse je m'aperçois soudain que j'ai conservé sur moi le plan directeur d'un coin de secteur au nord de Soissons. Heureusement les boches ne m'ont pas fouillé, car ce document qui indique dans ses plus petits détails la disposition de nos lignes, serait pour eux d'un très vif intérêt. J'éprouve immédiatement le besoin de gagner l'« abort ». La sentinelle m'accompagne à la porte que je repousse derrière moi. En un instant je déchire le plan, disperse les fragments à l'extérieur et regagne ma place.
Le 2 avril, nous faisons notre entrée en gare de Karlsruhe. Allons-nous descendre ? Pas encore, le train se remet en marche et arrive bientôt après à Rastadt, but provisoire de notre voyage. Un bref trajet pour se dégourdir les jambes et nous voici dans un vaste camp occupé en partie par les Russes. Il s'agit maintenant de faire l'inventaire précis des nouveaux prisonniers. Les Allemands commencent par séparer Français et Anglais et emmènent ceux-ci dans un autre block. Un interprète qui a évidemment longtemps vécu à Paris et qui veut le montrer par quelques plaisanteries vite arrêtées devant nos visages fermés et hostiles, dresse un état mentionnant nom, prénom, âge, lieu de naissance, grade et régiment.
Ce travail terminé, le boche nous indique les baraques où nous pouvons nous installer et nous signale que nous aurons à nous rendre deux fois par jour au réfectoire situé dans le block et à aller le matin chercher notre café. Chacun des groupes qui, depuis Bachant, se sont formés soit au hasard des rencontres ou des sympathies, soit à raison des équivalences de grade, se dirige vers une baraque. Nous sommes au large dans la nôtre, propre, vaste, où la moitié des lits seront inoccupés.
Une vie monotone commence, qui durera jusqu'au 14 avril. Le matin je serai réveillé par l'arrivée d'un simili café accompagné d'une tranche de pain ; chaque jour à dix et cinq heures j'irai avec mes camarades au réfectoire où on nous servira de la viande une fois tous les quatre repas, le reste du temps, les légumes les plus divers réservés d'habitude à l'engraissement du bétail. Mais, comme nous n'avons aucun effort physique à faire, c'est suffisant pour vivre.
Les journées sont interminables ; je me

promène le plus souvent le long des fils de fer en compagnie de Devillard et de son ami Gourdonneau avec qui je me sens en sympathie et que, comme moi, travaille l'idée de s'évader. Il y a des moments où j'envie le vieil adjudant du 338e ; cet homme heureux a trouvé une occupation.

Du matin au soir, il balaie la baraque, rectifie l'alignement des lits, les refait au besoin s'ils ne lui paraissent pas bien d'équerre, nettoie ses vêtements. Quand il a fini il jette sur son travail un regard satisfait, sort se promener un instant et recommence. Au petit jour, il trotte déjà vers la cuisine pour chercher le « café ».



Un sous-lieutenant, nommé Havart, dessinateur de son métier, avec qui j'ai lié connaissance fait de moi le croquis (ci-dessus). Enfin, le 14 avril au matin, un bon nombre d'entre nous, est appelé. Chacun prend son matériel, qui pour moi se réduit à ma couverture et me voici sur le chemin de la gare.

Nous montons dans un train ordinaire où un wagon nous a été réservé et à nouveau arrivons en gare de Karlsruhe. Cette fois nous descendons et, par de vastes rues dont la guerre n'a pas diminué la propreté, gagnons un hôtel spécialement aménagé pour recevoir des prisonniers. On nous enferme par groupes de cinq ou six dans des chambres garnies seulement de sièges. Nous devinons sans peine que le séjour dans ce lieu de passage doit être le préambule à un interrogatoire. En effet chacun est appelé à son tour. Le mien arrive vers 16 heures. Une sentinelle me fait descendre au rez-de-chaussée dans une pièce confortablement meublée où se tient un officier supérieur. Il m'invite à m'asseoir dans un vaste fauteuil de velours vert, prend place à une table, m'offre pour entrer en conversation une cigarette que je refuse et commence à me questionner. L'interrogatoire ne dure pas longtemps.

– Votre division est bien commandée par le général X ?

– C'est bien possible, mais je ne le connais pas.

– Quel est votre colonel ?

– Il venait d'arriver quelques jours avant ma capture.

Puis, toujours correct et aimable :

– Allons, je vois que vous ne voulez rien dire.

– Non, monsieur.

– C'est bon.

Il sonne. Une sentinelle ouvre la porte, nous nous saluons militairement et je vais rejoindre dans une petite pièce les camarades qui ont déjà subi l'interrogatoire.

Lorsque quelques autres prisonniers sont venus grossir notre nombre, la sentinelle nous conduit au centre de la ville au milieu d'un vaste jardin public sur l'emplacement duquel un camp a été aménagé. Le choix de cette situation bizarre a une raison fort pratique. Karlsrhue a maintes fois subi des bombardements aériens et nos avions, au cours d'un raid qui eut lieu un jour de fête, ont lâché une bombe qui est tombé au milieu d'un cirque en plein air, édifié dans ce jardin. Des centaines de spectateurs ont été tués ou blessés. Dans l'espoir que les aviateurs alliés ne reviendront plus par crainte de frapper leurs camarades les Allemands ont établi un camp en pleine ville. Nous sommes conduits directement dans une vaste salle d'où nous sortons un à un pour subir une fouille sérieuse. Pendant qu'un des boches examine nos papiers et retient tout document lui paraissant offrir de l'intérêt, un

autre palpe les vêtements. C'est évidemment un spécialiste qui sait où l'on peut chercher à dissimuler un objet. Le lieutenant Gourdonneau en fait l'expérience ; il avait placé sa boussole dans le pan de sa capote et le boche l'a rapidement découverte. Pour moi, qui n'ai aucun objet suspect, c'est une simple formalité.

Je passe deux jours dans ce camp aménagé avec confort, presqu'avec luxe. Comme j'en fais la remarque devant un officier qui y est interné depuis sa création, il me donne l'explication de cette particularité. Quand les Allemands veulent montrer au représentant d'un pays neutre combien ils ont d'égard pour les officiers ils l'amènent à Karlsrhue. J'imagine qu'il doit y avoir semblable camp à l'usage des simples soldats et sous-officiers et je souhaite d'y être envoyé, car on m'a prévenu que mon grade d'aspirant ne me permettait pas de rester plus longtemps avec les officiers.

Je suis rapidement fixé sur ce point. Le 16 avril au matin on m'annonce que j'ai à me préparer pour me rendre à Mannheim.

J'AI LA FERME INTENTION DE M'ÉVADER

Je fais mes adieux à Devillard et Gourdonneau qui ont été pour moi d'excellents camarades et suis conduit avec quelques autres sous-officiers à la gare. Un train nous amène à Mannheim au début de l'après-midi.

Je devais y rester 78 jours seulement, du 16 avril au 2 juillet, y étant arrivé avec la ferme intention de m'évader. J'ai mené là l'existence banale des prisonniers. Je crois bon cependant de noter quelques détails avant de parler des préparatifs de mon évasion.

Conduit à la Kommandantur je suis affecté à la 10e compagnie sous le matricule 29 812, baraque 1. On me remet des rectangles d'étoffe blanche sur lesquels ces chiffres sont inscrits à l'encre indélébile avec ordre de les fixer sans délai sur ma vareuse et ma capote.

À la porte de la baraque je rencontre un caporal du 154e, Edmond Delarue et un soldat du 155e, Breuzet, qui me posent quelques questions et m'invitent à faire popote avec eux. Ils partagent déjà leurs colis avec un soldat originaire du Nord, sans ressources, qui travaille pendant la journée dans une usine de Mannheim et ne rentre que le soir. Quand je recevrai des vivres de la maison je les mettrai en commun à mon tour. Voilà la question nourriture réglée d'emblée, grâce à ce sentiment de solidarité que je constate dès mon arrivée et dont j'aurai l'occasion de voir d'autres exemples. Je m'installe ensuite dans un lit inoccupé situé au dessous de celui de Delarue.

Une agréable rencontre m'était réservée le lendemain, celle de mon compatriote Georges Gonot dont la famille est originaire de La Bussière, commune de Fresselines. J'ai été incorporé au 78e avec son frère, au début de la guerre, et nous sommes vite bons amis. Je ne saurais assez dire avec quelle gentillesse et quelle délicatesse de sentiments Gonot m'accueille. Il me met au courant des usages, me ravitaille, me donne du linge. Par lui, j'entre en relations avec l'adjudant Thomas de la deuxième compagnie du 19e, fait prisonnier à Verdun en 1916. Thomas m'invite à déjeuner et me fait connaître le sergent Pinard, un creusois originaire de Crozant. Quelques jours après, un soir à l'appel, Gonot me présente à mon cousin Paul Lecat que je n'avais jamais vu et à son frère Marcel. Étrange endroit pour faire la connaissance d'un parent !

Toujours grâce à Gonot, je suis affecté au service des colis où je travaille chaque jour de 8 à 12 heures et de 13 à 17 heures. Je me mets à l'étude de l'allemand.

Chaque matin, à 7 heures, il y a appel ainsi que le soir à 20 heures ; l'extinction des feux est à 22 heures. Le reste du temps nous sommes « libres ». Comme distraction nous avons un théâtre qui donne une représentation chaque semaine. Le soir je joue à la balle dans la cour pour faire un peu d'exercice, ou je lis un livre emprunté à notre bibliothèque. Une grande solidarité règne entre les prisonniers de tous grades et nous savons résister autant que possible aux vexations boches. Les mauvais camarades sont rares, mais il existe bien quelques individus méprisables qui pactisent avec les

Allemands dans l'espoir d'améliorer leur sort ou d'éviter le départ toujours possible pour un camp de représailles.
Avant d'en venir à la préparation de mon évasion je veux noter le pittoresque aspect que prennent deux fois par jour les blocks occupés par les Français, car le camp de Mannheim renferme aussi des Anglais, quelques Italiens et des Russes dont parfois, à la nuit tombante, on entend les beaux chœurs mélancoliques. Matin et soir, aussi loin que possible des baraques, s'alignent les « fourneaux », ustensiles les plus hétéroclites, faits de vieilles boîtes de zinc généralement. Quelques-uns cependant sont de vrais chefs-d'œuvre d'ingéniosité et j'ai vu des « cuisinières » avec four et bain-marie sur lesquelles des artistes faisaient mijoter des plats fins. Dos au vent, debout ou accroupis, les cuisiniers surveillent leur « frichti » et le fumet des mets les plus divers monte aux narines.
Je ne peux pas non plus passer sous silence le spectacle que nous eûmes un jour. Les boches ramenèrent de l'arrière front des prisonniers français qu'ils avaient employés aux plus rudes travaux, leur donnant la nourriture strictement nécessaire pour qu'ils ne meurent pas de faim. Quand ces malheureux étaient sur le point de tomber, on les transportait alors dans un camp. J'ai vu – il n'y a pas d'autres mots – des squelettes marcher. Les os saillant sous la peau terne, les yeux sans vie, s'appuyant l'un à l'autre nos malheureux camarades avançaient en titubant. Nous n'avons pu nous empêcher de crier notre dégoût à ceux qui les conduisaient et un officier du camp qui était là, personnage peu commode d'ordinaire, n'a pas relevé le mot de « brutes » qui le cinglait. Nous avons pu sauver la plupart de nos camarades mais quelques-uns sont morts.

RASSEMBLER LES DÉTAILS D'UNE ÉVASION AVEC MARCELLI

Dès mon arrivée à Mannheim je recherche des camarades susceptibles de me fournir des renseignements pour mon évasion et fais la connaissance, vers le 10 mai, de l'adjudant Caël et du sergent Wattelier qui sortaient de prison après une tentative malheureuse. Ce dernier, dont l'attention a été attirée sur moi un jour où j'ai remis à sa place, vigoureusement, l'interprète français de la compagnie, personnage peu intéressant, vient d'être repris pour la huitième fois. Il m'indique les objets qu'il faut emporter et il me conseille de partir d'un kommando agricole avec un seul camarade. C'est à deux qu'on a le plus de chances de passer inaperçu et de réussir.
Je fais la connaissance d'un soldat qui désire lui aussi s'évader ; nous échafaudons un plan, mais, vers le 20 mai, ce camarade tombe malade. J'attends avec impatience sa guérison. Comme il est toujours souffrant, je m'adresse à nouveau à Wattelier qui me met en rapport avec le sergent Joseph Marcelli.
Joseph Marcelli, du 7e bataillon de chasseurs alpins, originaire de Nocario (arrondissement de Bastia), prisonnier depuis trente mois, venait de sortir à ce moment-là de prison après une quatrième tentative d'évasion. Tous ceux à qui je demande des renseignements sur ce camarade me disent son énergie extraordinaire – deux fois il est parti seul des environs de Mannheim – et m'assurent que l'on peut avoir confiance en lui.
Je décide donc d'en faire mon compagnon d'aventure.
La première difficulté est la question du départ. Marcelli vient d'être condamné par le conseil de guerre de Fribourg à quinze mois de prison pour avoir frappé un landsturm et il est sur le point d'être conduit à la forteresse de Cologne. Les Allemands ne veulent naturellement pas l'envoyer en kommando. Moi-même, j'ai peu de chance de voir aboutir une demande semblable, étant aspirant et de plus en mauvais termes, on l'imagine, avec l'interprète français de la compagnie qui joue un certain rôle dans les désignations. Dans ces conditions nous décidons de partir du camp.
C'est une entreprise délicate. Des fils barbelés forment une enceinte le long de laquelle se promènent les sentinelles. Leur surveillance est facilitée par des becs électriques placés de vingt mètres en vingt mètres et par un phare tournant, que l'on allume par à-coups, situé au sommet d'une

tour au milieu du camp. Avec pareil éclairage il est vraiment bien difficile de couper les fils barbelés de l'enceinte sans être vu.
Nous choisissons alors comme point de départ des cabinets dont une partie est réservée aux prisonniers, d'autres aux sentinelles, cette dernière partie ayant son entrée sur le chemin de ronde où elle fait solution de continuité dans la ligne d'enceinte. Une cloison en planches sépare les deux parties de ce bâtiment à l'intérieur duquel nous pourrons travailler sans avoir à craindre les lumières électriques. Ces cabinets sont situés dans le block des colis où nous sommes employés Marcelli et moi. Malgré tout nous aurons à couper des fils barbelés pour atteindre ce local.
Notre plan de sortie arrêté et bien étudié à diverses reprises sur le terrain, nous établissons la liste des objets nécessaires. Pour les vêtements il n'y a aucune difficulté. Je décide de prendre une culotte de velours beige, reçue de la maison, et une veste noire de prisonnier anglais dont je recouvrirai le brassard jaune au moyen d'un morceau de drap. Marcelli portera une culotte noire et une vareuse bleu foncé ; chacun de nous aura une casquette. Ainsi nous aurons l'air de civils, la nuit du moins. Nous faisons consolider nos souliers qui vont avoir un rude effort à fournir et confectionnons dans une vieille couverture des chaussons que nous mettrons par-dessus nos chaussures pour ne faire aucun bruit en marchant dans la baraque et sur le ciment des cabinets.
Il faut expliquer, à propos du brassard jaune de ma veste que les Allemands, pour permettre de reconnaître immédiatement un prisonnier ne portant pas l'uniforme mais des vêtements civils ont pour règle d'enlever une partie de la manche gauche sur une longueur de cinq centimètres et de combler le vide par un morceau d'étoffe de couleur voyante. Les casquettes subissent, de la visière à la nuque, les mêmes opérations mais les « gefangs » ont, depuis longtemps, tourné la difficulté. On remet à la censure une casquette beaucoup trop large et lorsqu'elle revient avec une bande médiane jaune, verte ou rouge du plus gracieux effet, on l'enlève, on recoud les deux bords et du coup on obtient un couvre-chef à la grosseur de sa tête.
La question qui paraissait la plus difficile à résoudre était celle de la carte, de la boussole et de la pince coupante, mais j'en viens à bout aisément grâce à un heureux hasard. Je fais popote avec un verrier du Nord qui travaille dans une usine de Mannheim. Il part le matin de bonne heure et rentre le soir pour dîner, rapportant fréquemment des fleurs qui ornent notre table. Intrigué je l'ai questionné sur leur provenance. Il les reçoit de « Ketch», une ouvrière de l'usine, son amie.
La vertu des Badoises n'est pas en effet à l'abri de tout soupçon et c'est un spectacle curieux, le dimanche après-midi, que le défilé, le long de l'enceinte près de l'entrée principale, des amies des prisonniers travaillant en ville venues échanger quelques œillades avec leur « Français». Ces « amitiés» ne vont d'ailleurs pas sans occasionner parfois des ennuis aux bénéficiaires. Combien en ai-je entendu interpeller le soir à l'appel: « Demain, à huit heures, à la kommandantur ! » qui ne riaient plus en songeant à la question du gosse dont on allait parler, sans oublier celle de la prison.
Puisque « Ketch» nous envoie des fleurs, peut-être nous procurera-t-elle les objets précieux qu'il nous faut. Le verrier pose la question. La réponse est affirmative. Trois jours après – en échange d'un kilo de chocolat, cadeau royal à cette époque de disette en Allemagne – je suis en possession d'une carte au 300 000e du Duché de Bade, de deux boussoles lumineuses, d'une pince coupante et d'une lampe électrique avec pile de rechange.

Notre plan de marche est établi de la manière suivante :
Nous remonterons la vallée du Rhin, en suivant la voie ferrée Mannheim-Bâle. Nous aurons ainsi un point de direction sur lequel nous pourrons marcher facilement chaque fois que nous aurons contourné un village. De plus il nous sera facile de traverser les nombreuses rivières descendant de la Forêt Noire sur les ponts de la voie ferrée. Wattelier, qui a suivi plusieurs fois ce chemin, nous donne des indications sur les points

dangereux et les ouvrages gardés.
Arrivés au nord de Fribourg, à la station de Kensingen, nous marcherons vers l'est, traversant le sud de la Forêt Noire où nous monterons par la vallée de la Glotter. Nous contournerons la pointe de Schaffhouse pour l'aborder au nord-est et franchir la frontière près du village de Schlatt. Un camarade de Marcelli, qui a été pris sur la ligne des sentinelles, il y a quatre mois, nous donne toutes les indications utiles et un croquis du point de passage.
Décision est prise d'emporter vingt jours de vivres à ration réduite (quatre biscuits de soldat par 24 heures), Wattelier nous assurant qu'il est possible de faire quinze kilomètres à vol d'oiseau par nuit.

TOUT EST AU POINT MAINTENANT

Nous convenons alors que le départ aura lieu dans la nuit du 2 au 3 juillet, moment où il n'y a pas de lune.
Le 27 juin nous commençons à transporter nos vivres dans la baraque des colis. Nous en avons fait des paquets qui se dissimulent aisément dans les casiers du magasin. Chacun de nous emporte 80 biscuits, deux boîtes de corned-beef, deux boîtes de lait condensé, deux boîtes de sardines, un kilo de riz, un kilo de chocolat, du sucre, du café, de la graisse, des allumettes, un sac tyrolien, une gourde. Nous aurons à nous partager un flacon d'alcool de menthe, du coco, du tabac autant qu'il est possible de s'en procurer, du poivre pour dépister les chiens policiers, de la graisse à chaussures, une toile de tente, enfin une grande boîte de conserves vide qui nous servira de gamelle.
Gonot et Delarue, les seuls camarades que j'ai mis dans la confidence, m'aident à me procurer tous ces vivres. Trois jours avant le départ je brise ma montre-bracelet ; impossible de la faire réparer à temps. Heureusement je trouve à en acheter une pour trente marks, mais le jour du départ j'oublie sur mon lit ma montre cassée et un tube d'aspirine.
Le 2 juillet – un mardi – je dis adieu, après le déjeuner, à Delarue. Avant de nous séparer nous avons fait un bon repas, terminé par une madeleine envoyée par ma sœur et arrivée la veille. Selon l'usage, j'ai « fait mon testament », c'est-à-dire que j'ai donné à Delarue les objets que je laisse. C'est lui également qui prendra mes colis. Si dans quinze jours je ne suis pas ramené au camp, il gardera le tout.
Gonot, qui travaille lui aussi au service des colis, vient avec moi. Ce camarade de grand cœur, mais d'humeur pacifique et qui trouve l'entreprise osée, ne veut pas être présent au moment où nous allons nous cacher, de peur de laisser voir son émotion. Il sort en ville distribuer des colis. L'après-midi se passe tranquillement et je fais de l'anglais avec l'aspirant Renoncé. À 16 heures moins le quart Marcelli, qui travaille à côté, vient me rejoindre à l'instant où un prisonnier, originaire de Guéret, Nezblanc, commence à balayer la baraque.
C'est le moment propice ou presque tout le monde est sorti pour éviter la poussière du balayage. Nous nous glissons sous une table placée dans un angle et Wattelier nous recouvre avec des sacs vides. Un seul camarade, en dehors de Wattelier, nous a vus ; il a l'air effaré en contemplant la scène. Le temps passe lentement. Nous étouffons un peu sous les sacs, mais « macht nicht ». À 16 heures trente les prisonniers s'en vont, le travail fini sans qu'on les compte. C'est l'habitude, sur laquelle notre combinaison est basée, et on ne fait heureusement pas d'exception ce jour-là à cet usage, contraire, d'ailleurs, au règlement du camp. Même en Allemagne la consigne n'est pas toujours observée !
Les Allemands sont encore dans la baraque. Le « père Felt », notre chef de service, écrit un moment à son bureau près de nous, puis s'en va. L'autre boche ferme la porte de derrière en laissant, selon l'habitude, la clef dans la serrure et part à son tour. Nous sommes seuls dans la baraque et rejetons les sacs pour pouvoir respirer à notre aise.
Nous attendons avec impatience 21 heures. Si à cette heure là personne n'est venu nous chercher, c'est que tout aura bien marché à l'appel de 20 heures. En effet, deux camarades de Marcelli, travaillant en usine et rentrant à 19 heures 45, non tenus de

venir à l'appel, doivent se mettre dans les rangs des prisonniers de la baraque numéro 1, à notre place.

À 21 heures rien. Nous quittons notre cachette, allons jusqu'aux casiers où sont nos paquets et faisons nos sacs. Nous mettons nos chaussons. Vers 23 heures, nous profitons du passage d'un train pour ouvrir la porte de derrière. À minuit nous sortons dans le block et rampons derrière les baraques.

À l'abri d'un tas de bois qui nous protège contre le phare du camp nous coupons trois fils de fer barbelés entre la baraque de la censure des colis et l'« arrest » (la prison) n°3. Nous rampons le long de la baraque de la censure et, dissimulés derrière un vieux tonneau, observons la sentinelle. C'est un Prussien brutal, barbu et à lunettes, qui est de garde. L'avant-veille il a cherché à frapper un sergent français et n'hésitera pas à tirer s'il nous voit. Il marche de long en large, disparaissant chaque fois un long moment derrière le corps de garde.

À l'instant favorable nous franchissons la zone éclairée et entrons dans les cabinets. La séparation entre la partie réservée au service des colis et celle affectée aux landsturm est faite de planches allant du toit au ciment. Mais deux planches de la cloison sont en deux parties. Nous avons bien essayé, les jours précédents, d'ébranler la moitié inférieure, mais il y avait trop de monde pour pouvoir agir de façon utile. À l'aide d'un morceau de fer chacun à son tour travaille, tandis que l'autre surveille. Nous profitons du bruit fait par le passage des trains pour faire des pesées plus énergiques. Je me souviens qu'à un moment où je suis de surveillance, grimpé sur les briquetages de séparation de ce réduit odorant, plongeant du regard par la lucarne, le vieux Prussien est venu tout près du mur et s'est arrêté quelques instants. Marcelli, que j'ai averti en lui touchant la tête, se tient coi. Le visage de la sentinelle n'est pas à deux mètres du mien ; mais comment se douterait-elle, dans ce silence complet, du travail qui s'accomplit ?

Tranquillement le landsturm reprend sa promenade.

Vers une heure et demie les deux planches sautent enfin. Nous passons dans la partie réservée aux landsturm. Marcelli observe la sentinelle et au moment propice nous filons, traversons la voie de garage, la haie qui la borde et nous voilà sur la grande voie double Mannheim-Heidelberg. Un train de marchandises arrive à ce moment ; nous nous couchons pendant son passage, puis sautons une palissade. Nous sommes dans la rue. Longeant quelques maisons éparses nous avons bientôt gagné les champs.

LA VOLONTÉ ARDENTE DE RÉUSSIR

En foulant les premières touffes d'herbe j'ai éprouvé un des plus intenses bonheurs de ma vie : sensation physique, réchauffant le corps comme un vin généreux, d'être libre et d'aller d'un pas hardi, poitrine dilatée ; sentiment moral d'une victoire remportée sur nos gardiens, d'avoir déjoué leur surveillance, franchi les obstacles accumulés. Et pourtant le camp était bien proche, le but très lointain ; mais nous portions en nous l'espérance et la volonté ardente de réussir.

Avant de relater notre longue marche vers la frontière suisse, je veux noter le trait suivant que Wattelier, évadé quelque temps après et retrouvé au dépôt de Périgueux, m'a rapporté. Le lendemain matin Wattelier arrive au service des colis en tête du groupe des prisonniers, au moment où le « père Felt » met la clef dans la serrure. Ils entrent tous les deux pendant que les prisonniers, à leur habitude, bavardent devant l'entrée. La porte du fond demeurée entrouverte, la pile de sacs, renversée, les papiers épars sur le plancher décèlent ce qui s'est passé. D'un coup d'œil, sans qu'un mot soit échangé, l'accord est fait. Le « père Felt » va fermer la porte, Wattelier remet les sacs en ordre, ramasse les papiers. En un instant la baraque a repris son aspect habituel et le boche, sûr que son manquement à la consigne ne peut être connu et qu'il évitera la punition redoutée – le départ pour le front – appelle les prisonniers pour les faire mettre au travail. Quand le policier du camp viendra, quelques minutes après, faire son enquête, le « père Felt » pourra lui dire qu'il se demande comment les prisonniers ont pu

partir et affirmer qu'en tous cas ils ont bien, la veille au soir, quitté la baraque avec leurs camarades !

UNE MARCHE QUOTIDENNE EN JUILLET 18

Il était trop tard pour marcher vers le sud et contourner Mannheim. Aussi, comme il a été convenu dans ce cas, nous nous dirigeons vers le nord où se trouve à courte distance le bois de Waldhof, que nous atteignons sans encombre vers quatre heures du matin.

3 juillet. – Le bois est peu fourré ; nous finissons par trouver un coin où il y a quelques arbustes sous les pins. Vers 10 heures des hommes viennent travailler près de nous. Craignant d'être vus, nous allons un peu plus loin. L'ennemi s'éloigne et nous revenons à notre premier emplacement. À midi nous mangeons un biscuit et du chocolat, mais nous n'avons pas d'eau. Vers 13 heures un homme passe à quelques mètres de nous et nous voit. Il continue son chemin sans rien dire. Dans la crainte qu'il ne revienne avec du renfort, nous filons dans le bois, vers le nord, et nous arrêtons dans un endroit solitaire. Il pleut ; nous passons l'après-midi, qui semble ne pas vouloir prendre fin, à l'abri sous notre toile de tente. Le soir nous mangeons un biscuit et une boîte de sardines.

À 21 heures trente nous nous mettons en route après avoir coupé chacun un solide gourdin. La nuit est tombée quand nous sortons du bois et nous nous dirigeons vers Ladenburg. Il fait très sombre. Nous passons très à l'ouest de Wallstadt. Avant d'arriver au Neckar je tombe dans un ruisseau sortant d'une usine. Nous franchissons le Neckar sur le pont du chemin de fer qui n'est pas gardé et où un passage est réservé aux piétons. Sur le pont deux femmes nous croisent, reconnaissent des prisonniers évadés et nous disent en français « bonsoir ». À l'extrémité du pont nous descendons sur la berge du fleuve que nous longeons un moment et je pique sans dommage une tête dans un caniveau. Nous buvons au Neckar, couchés à plat ventre sur le bord, et emplissons nos gourdes ; l'eau sent le goudron mais nous paraît bonne tellement nous avons soif. Il y avait trente-sept heures que nous en étions privés.

4 juillet. – Au jour nous atteignons le bois de Grenzhof et nous nous cachons dans une sapinière très épaisse. Il pleut ; nous tendons la toile de tente. Pendant que l'un dort, l'autre veille, attentif au moindre bruit. Jusqu'au bout de notre marche nous nous protégerons ainsi, chaque jour. Nous entendons travailler assez loin un bûcheron. À la tombée de la nuit nous faisons cuire une gamelle de riz ; je creuse le fourneau en terre pendant que Marcelli ramasse le bois. Les sacs sont bouclés tant que dure la cuisine et seuls les objets indispensables sont sortis. Nous mangeons à la gamelle tous les deux à la fois.

Au départ nous gagnons la voie ferrée que nous allons suivre jusqu'à Kenzingen. Par l'est nous contournons, avec quelques difficultés à cause des usines, la station de Schwetzingen, traversant la Leim Bach sur le pont de la voie ferrée à la sortie de la gare. Marcelli perd sa gourde à une pause et nous la recherchons en vain, mais comme il nous en reste une le malheur n'est pas trop grand. Après avoir traversé une partie d'Oftersheim nous atteignons la Schwetzingen Hardt le 5 au matin.

5 juillet. – Comme « planque » (en langage d'évadé la planque est la cachette où l'on demeure tapi pendant le jour) nous choisissons une jeune sapinière. Le temps est beau ; nous nous séchons. Le soir nous faisons du café.

À 21 heures trente nous nous engageons sur un chemin dans le bois ; l'itinéraire est facile, le seul obstacle, le village de Reilingen, est contourné sans difficulté et nous atteignons le 6 au matin Neudorfmühle, dans le Luss Hardt.

6 juillet. – Nous nous cachons au milieu du bois dans un fourré. Il pleut un peu le matin. Toute la journée nous sommes tranquilles et le soir faisons du café.

À la nuit nous nous dirigeons vers la voie ferrée à travers le bois, traversant deux petites rivières sur des passerelles. Nous y prenons de l'eau. Nous contournons Graben sans trop d'encombre, longeons la

voie à l'ouest, arrivons à Friedrichsthal que nous traversons en partie. De l'autre côté du village, nous tombons sur l'enceinte du Wild Park. Nous la franchissons, mais comme le bois n'offre pas d'abri et que le jour approche, nous revenons sur la route et nous nous cachons dans une sapinière à un kilomètre de Friedrischsthal.

7 juillet. – Des femmes et des enfants passent près de nous. Le soir nous mangeons une boîte de corned beef avant notre départ que retardent des jeunes filles qui chantent en se promenant sur la route. Nous la traversons, sautons dans le Wild Park et, après avoir franchi l'enceinte une fois encore du côté opposé, nous atteignons la voie ferrée. Nous la traversons et la suivons à l'est.

Sans incident nous arrivons près de Karlsruhe, point dangereux. D'après les indications de Wattelier, il faut piquer plein sud pour passer entre cette ville et Durlach. Notre point de départ est-il trop à l'est, devions-nous en marchant à la boussole, quoiqu'il en soit nous arrivons dans un faubourg de Durlach après avoir traversé des voies de garage. Auparavant un chien a aboyé contre nous, mais son propriétaire l'a sifflé. Nous marchons quelque temps entre deux rangées de maisons de style munichois très pur. Un homme nous croise mais ne nous dit rien. Sortis des rues nous suivons la route d'Ettlingen et nous nous cachons près du village d'Aue, dans un vaste champ de blé.

8 juillet. – Nous choisissons un champ de blé formé de deux planches et, après en avoir fait le tour, entrons du côté opposé au chemin, par la raie entre ces deux planches. Arrivés au milieu du champ l'un entre, pose son sac, se glisse sous les épis, l'autre relève les épis avec sa canne et se couche à angle droit par rapport à son camarade. Ainsi le blé n'est pas couché sur une trop grande largeur et nous pouvons causer, nos visages étant l'un près de l'autre.

Il fait chaud dans le blé. Mauvaise « planque », ni air, ni ombre. Le soir nous partons contournant Aue. Nous trouvons un ruisseau descendant de la montagne ; l'eau est très fraîche et nous buvons à notre aise. Nous contournons Ettlingen par l'ouest, traversant l'Alb sur le pont d'une usine. À la boussole nous regagnons la route que nous suivons jusqu'au-delà de Neumalsch. Le 9 au matin nous nous cachons dans un bois peu épais, où nous devions avoir notre première alerte.

DEBUSQUÉS PAR UN GAMIN

9 juillet. – Nous nous installons au milieu d'un buisson peu touffu et pour être moins visibles coupons aux alentours des branches que nous fichons en terre et qui épaississent notre abri. Vers neuf heures un gamin, qui conduisait avec un camarade une voiture, vient couper une baguette dans le buisson où nous sommes. La branche qu'il saisit lui reste dans la main. Intrigué, il avance la tête, nous voit et dit à son camarade « zwei gefangenen». Ils s'éloignent, chercher du renfort sans doute. Sans attendre nous sortons, traversons un coin du bois et nous cachons en lisière dans un champ de blé. Le reste de la journée s'écoule sans incident.

Au soir nous rentrons dans le bois et faisons cuire une gamelle de riz.

Nous regagnons ensuite la route et la suivons jusqu'auprès de Rastadt, à l'embranchement de deux voies. Nous devons de là marcher vers le sud, mais nous trouvons de l'autre côté de la ligne un bois si épais que nous ne pouvons le traverser. Nous le contournons et tombons sur un dépôt de munitions entouré de fils barbelés. Craignant les sentinelles nous revenons jusqu'à la route et décidons de suivre le bord d'un ruisseau qui coule sud-nord. Tout va bien au début, puis nous trouvons deux fils téléphoniques ; nous avançons prudemment et apercevons quatre taches blanches : une batterie contre avions. Nous entendons la sentinelle remuer son arme.

Doucement nous rebroussons chemin et après un détour arrivons à la voie ferrée de Gernsbach. Il a plu ; nous sommes fatigués et décidons de nous arrêter là, dans un fourré de ronces tout près de la voie, n'ayant pas réussi, malgré nos efforts, à avancer de plus de six kilomètres à vol d'oiseau dans la nuit. Il pleut par averse ; impossible de songer à

tendre la toile. Les trains passent à quelques mètres de nous.

1**0 juillet.** – La journée est calme. Le soir nous faisons du café, puis, franchissant la voie, arrivons à la Murg que nous traversons sur le pont de Nied Bühl. Nous marchons un moment dans le village, puis piquons à la boussole vers le sud-ouest. Après une marche pénible à travers les blés nous finissons par rejoindre la grande voie et la suivons jusqu'à Oos. D'après nos renseignements il y a, à l'ouest de la station, un hangar à dirigeable qui est gardé. Comme notre carte indique qu'il y a entre le village et la voie un espace suffisant pour passer nous nous y engageons ; mais, près de la station, les maisons et les jardins touchent la voie et nous sommes obligés de traverser le village en grande partie. À sa sortie l'employé chargé du passage à niveau de la ligne de Baden nous voit venir du haut de son poste d'aiguillage. Il fait lever les barrières fermant le passage, nous évitant ainsi d'avoir à les sauter. Je le remercie en passant d'un geste de la main. Avant le jour nous grimpons dans la montagne et allons nous cacher au nord de Winden.

11 juillet. – Seconde aventure. Nous avons choisi un fourré en lisière du bois. La journée se passe fort tranquillement, mais le soir, vers 20 heures 30, un paysan qui passe sur le pré le long du bois en compagnie de son fils, nous entend tousser et dit : « Was ist das » ? À travers les branches nous voyons le gamin partir en courant vers le village, évidemment pour chercher du renfort. L'homme reste en sentinelle et du pré surveille le buisson. Nous prenons nos sacs, coupons quelques branches et rampons dans le bois. L'homme a certainement entendu notre remue-ménage mais doit en conclure sans doute que nous sommes toujours bien là et ne bouge pas. Il est vraiment peu perspicace. Celui-là encore ne touchera pas la prime – de 70 marks paraît-il – accordée à toute personne arrêtant un prisonnier évadé !

Nous partons doucement d'abord, puis accélérons l'allure. La forêt est immense et nous ne craignons pas beaucoup une poursuite. Bientôt nous nous arrêtons au sommet d'une butte où nous cassons la croûte. De là nous entendons des cris venant du point où nous étions. Ils se renouvellent presque aussitôt, suivis cette fois d'une détonation. On a dû nous sommer de sortir, puis devant l'absence de réponse – et pour cause – on a employé les grands moyens.

Peu après nous repartons, amusés maintenant par cet incident. La nuit tombe lorsque nous sortons des bois pour entrer dans la première des vignes qui garnissent la pente. Devant nous, mystérieuse et immense dans le crépuscule, se devine la plaine du Rhin, tandis qu'au lointain, sur quelques sommets des Vosges, apparaît parfois, fugitive et soudaine, la lueur des fusées éclairantes qui montent des tranchées.

En descendant vers la voie, nous croisons un paysan attardé qui rentre du village, la hotte au dos. Nous échangeons un « gut Nacht ». Arrivés à la voie nous la suivons, contournons la station de Steinbach. Entre Steinbach et Bühl, nous marchons un moment sur la voie ; un employé rentrant chez lui nous croise. C'est un homme poli évidemment – et il se sent seul. Il monte sur le rail pour laisser le sentier libre et nous souhaite bonne nuit. Nous contournons Bühl, puis un village et nous arrêtons dans un champ d'avoine, près de la voie, à quatre kilomètres au nord d'Achern.

12 juillet. – Journée tranquille. Au soir nous continuons à longer la voie, contournant Achern. À un passage à niveau nous marchons sur la voie et passons devant la guérite du gardien. Il sort, nous injurie parce que nous sommes sur la voie et pousse de vigoureux « herr gottt sacrament ». Nous filons en riant, passons Renchen et nous nous cachons près de la route, dans un champ de blé, à trois kilomètres au nord d'Appenweier.

13 juillet. – Toujours le calme. Le soir, au départ nous suivons la route, passons entre la voie et Zimmern et comptons faire de même à Appenweier. Impossible, les maisons vont jusqu'à la ligne. Au moment où nous nous en apercevons un groupe de civils, venant de la gare, débouche sur la route à vingt mètres derrière nous. Il faut user d'audace et nous traversons le village alors qu'il y a encore pas mal de monde dans la rue. J'allume

une cigarette pour me donner l'air d'un civil rentrant du travail et nous échangeons une dizaine de « gut nacht ».
À l'extrémité du village nous poussons un soupir de soulagement et accélérons l'allure. Jusqu'à Windschlag nous suivons la route. En traversant ce village nous nous trompons de route et arrivons à celle de Sand Griessheim. Nous allons alors vers Griessheim, espérant trouver la voie d'un « tacot » marquée sur notre carte, mais nous ne voyons rien. Arrivés près de ce village nous marchons à la boussole sur la Kinzig, la traversons sur un pont de bois en face de Griessheim et nous arrêtons près d'un bois dans un champ de blé.

NOUS SOMMES LES MAÎTRES DU HASARD...

14 juillet. – Journée calme. Le soir nous entrons dans le bois et nous offrons le luxe d'un riz au lait en l'honneur de la Fête Nationale. Nous contournons Weier et Waltersweier. Le long du bois, avant le Spitalhof, nous voulons faire la pause. Le coin est sombre. Marcelli me dit : « Qu'est-ce que c'est que cette tache blanche au pied de ce sapin » ? Je tâte avec ma trique. C'était la figure d'un boche qui prenait le frais, sans doute. Plus mort que vif, il balbutie je ne sais quoi et nous filons sans chercher à comprendre.
Arrivés au Spitalhof nous marchons à la boussole pour retrouver la voie ferrée et la suivons jusqu'à un kilomètre au sud d'Hofweier. Nous nous cachons dans un champ de blé.
15 juillet. – La journée est très chaude et nous sommes plutôt mal dans notre planque. L'après-midi nous assistons à un tir de barrage contre des avions alliés qui viennent bombarder Offenburg. Au soir nous nous remettons en route. Marcelli est malade mais avance malgré tout. Nous passons Dinglingen, Kippenheim et nous arrêtons le 16 dans le lit à sec d'un ruisseau à l'ouest de Mahlburg.
16 juillet. – La cachette est agréable et le soir nous faisons cuire du riz. Nous partons un peu trop tôt et ne sommes pas plutôt sortis de notre planque que nous arrivons à un passage à niveau. L'employé nous voit, nous interpelle et comme nous prenons le pas de course, rentre prendre son revolver et tire six coups. Nous sommes hors de portée, mais craignant d'être signalés nous ne rejoignons la voie qu'au sud de Ringsheim. Depuis notre départ de Mannheim, nous n'avons pas pu couvrir une moyenne de quinze kilomètres à vol d'oiseau par nuit. Comme nous ne voulons pas arriver à la frontière avec des rations réduites et en mauvaise condition physique, nous décidons d'aller demander des biscuits et quelques boîtes de conserves aux camarades du Kommando d'Endingen, petite ville située au pied du Kaiserstuhl, un massif montagneux qui se dresse au milieu de la plaine. Marcelli connaît les lieux y ayant travaillé et s'en étant évadé.
Aujourd'hui, en écrivant ces lignes, je reconnais que c'était là une décision folle. Mieux valait avoir encore un peu plus faim et ne pas courir ce risque. Mais nous étions audacieux, à une de ces heures où on se sent maître du hasard. Et l'aventure tentée réussit.
Après avoir contourné les stations de Herbolzheim et de Kensingen – pour cette dernière nous faisons près de deux kilomètres dans des prés inondés – nous arrivons sur la route d'Endingen. En une heure et dix minutes nous enlevons allégrement nos huit kilomètres. À un moment, Marcelli me montrant un arbre et un champ, me dit : « Voici l'arbre de mon ancien patron et un champ où j'ai travaillé ».
Malgré l'heure matinale, nous croisons à l'entrée d'Endingen un homme et une femme qui vont au travail et échangeons un « guten morgen ». Nous contournons la petite ville et grimpons dans le Kaiserstuhl en suivant une promenade. Nous devions nous cacher dans un souterrain qui s'enfonce dans la petite colline, mais l'abri ne nous paraît pas sûr et nous entrons dans un bois.
17 juillet. – Des gamins viennent de bonne heure jouer dans les prés, pas loin de notre planque. Nous montons au sommet de la pente. Pendant la journée nous fumons nos dernières cigarettes. Marcelli écrit une lettre destinée à son ami Grollet, qui travaille dans

le kommando, lui demandant cent biscuits, des boîtes de conserves, une pile électrique et du tabac. Avant la nuit nous descendons de la colline et mangeons un biscuit dans une vigne. Les moustiques ne nous laissent pas en repos.

Vers minuit nous atteignons la ville dans laquelle nous pénétrons vers une heure, après avoir mis nos chaussons par-dessus nos souliers. Arrivés à la maison du père Meyer, l'ancien patron de Marcelli, nous essayons d'ouvrir la porte de la cour ; impossible. La situation est mauvaise ; nous sommes dans la rue, un orage approche et les éclairs font une lumière dont nous nous passerions. Des gens réveillés par le grondement du tonnerre, allument leurs bougies. Il faut agir vite. Je fais la courte échelle, pousse avec mes mains Marcelli qui escalade un mur de plus de trois mètres et saute dans la cour du voisin de Meyer. Je suis seul dans la rue ; un gosse pleure dans la maison en face ; une femme ferme ses volets. Je m'éloigne un peu et vais au coin de la rue me cacher dans une encoignure. Quand je reviens vers la maison du père Meyer la porte se pousse doucement, ouverte de l'intérieur par Marcelli. Nous entrons, refermons la porte et gagnons le hangar à foin dans lequel nous nous cachons.

18 juillet. – Vers 7 heures 30, quand Fontaine, le prisonnier qui travaille chez Meyer, arrive, Marcelli appelle son ancien camarade et lui tend la lettre destinée à Grollet. Fontaine est ahuri. Il l'est même à tel point que pas un son ne sort de sa bouche entrouverte par la stupéfaction. Ce brave garçon, croyant que nous mourons de faim, nous apporte aussitôt quelques pommes de terre bouillies et nous dit que de 9 heures à 11 heures 30 nous serons seuls dans la maison.

Quand le père Meyer, sa servante et Fontaine sont partis travailler aux champs, nous passons du grenier à foin dans celui de la maison dont l'exploration commence. Nous buvons quelques quarts de vin au tonneau et emplissons notre gourde. Près de la cuisine, sur une planche formant étagère, s'alignent une quinzaine de boules de pain. Le père Meyer a dû, hier, faire cuire une fournée. Nous prenons une boule, écartant légèrement les autres pour qu'aucun vide ne se remarque dans la rangée. Ce serait vraiment une malchance si le paysan s'avisait de compter sa provision ! L'après-midi nous sommes seuls à nouveau et en profitons pour traire avec discrétion la vache. Pendant la nuit nous sortons dans la rue et allons boire à la fontaine.

19 juillet. – En arrivant le matin, Fontaine nous apporte, dans une vieille chemise qui donne à son chargement l'aspect d'un paquet de linge, 100 biscuits, sept boîtes de conserves, du chocolat. Mais nos camarades n'ont ni tabac, ni pile électrique. Comme la veille, nous sommes les maîtres de la maison, le matin et l'après-midi, pendant quelques heures. Nous buvons encore un quart de lait.

À 18 heures Meyer et Anna, la servante, montent au grenier et entassent les gerbes de deux voitures. Fontaine a tellement peur que nous soyons vus qu'il reste en bas. Meyer et Anna travaillent tout près de nous, mais nous sommes bien cachés, ne toussons pas et ils achèvent leur besogne sans nous apercevoir. Fontaine revient ensuite et nous donne une lettre de Grollet dans laquelle ce camarade nous supplie de ne pas demeurer plus longtemps ici. Ils tremblent pour nous au Kommando.

À minuit nous descendons, nos sacs faits, sortons et gagnons les vignes. Nous avons eu, en quittant la maison du père Meyer, si hospitalière à l'insu de son propriétaire, un instant d'émotion : un groupe de promeneurs attardés venait à notre rencontre, mais nous avons eu le temps d'enfiler une ruelle où nous sommes restés jusqu'à ce qu'ils se soient éloignés. Nous marchons dans les chemins encaissés du Kaiserstuhl, au milieu des vignes, vers Bahlingen, cherchant sans succès un champ de tabac. Nous contournons Bahlingen avec difficulté.

20 juillet. – Nous atteignons le 20 au matin un bois à l'est de Nimburg. Il est peu fourré pour s'y cacher et nous entrons dans un champ de blé qui le borde. La chaleur est tellement forte l'après-midi que je suis sur le point de me trouver mal pour la première fois de ma vie. Au risque d'être vus nous

gagnons le bois où nous passons le reste de la journée à lutter contre les moustiques. Le soir nous faisons cuire du riz, qui nous semble délicieux, car il y a cinq jours que nous n'avons mangé chaud.
Le moment est venu d'aborder la Forêt-Noire qui se profile à l'horizon.
Après avoir contourné un village, nous marchons vers la vallée de la Glotter. En cours de route, nous trouvons enfin un champ de tabac et arrachons une cinquantaine de feuilles.
Par des chemins nous atteignons vers une heure le bas de la vallée et la remontons en suivant la route. Des jeunes femmes, vêtues du costume si pittoresque de la Forêt-Noire, nous croisent.

LAIT CHAUD, CAFÉ, RIZ ET POMMES DE TERRE

21 juillet. – Avant le jour nous passons sur la rive gauche de la Glotter et allons nous cacher dans un bois sur la montagne. Nous essayons en vain de fumer des feuilles sèches de cerisier. Un troupeau, conduit par une fillette, passe près de nous. Le soir je cuisine du riz et du café, pendant que Marcelli fait sécher quelques feuilles de tabac, coupées en menus morceaux, dans une boîte de sardines vide. Le tabac a un goût bizarre, mais nous semble néanmoins excellent.
Nous continuons à remonter la vallée. À chaque pas nous rencontrons des sources et faisons avec du lait condensé et cette eau fraîche une boisson parfaite. Nous atteignons le plateau de St Peter. Je retrouve en y arrivant l'impression ressentie avant la guerre, sur le plateau de Schonwald tout près d'ici, à quinze kilomètres plus au nord, au cours d'une excursion à bicyclette que j'ai faite en Forêt-Noire avec mon père, mon frère et mesdemoiselles Berchon.
Nous contournons St Peter, puis St Margen, atteint après une nouvelle montée. Marcelli a été repris ici l'an dernier et se demande s'il ne va pas, cette fois encore, rencontrer les gendarmes. Mais rien de fâcheux ne nous arrive. Nous faisons cuire du riz dans un bois, puis reprenons notre marche pour nous arrêter deux kilomètres plus loin, le 22 au matin, dans une sapinière, au milieu des myrtilles et des framboisiers.
22 juillet. – L'endroit est désert. L'après-midi, au soleil, et en restant à plat ventre, nous cueillons des myrtilles. Le soir, au départ, nous mangeons du riz et buvons du café. On fait sécher du tabac, au soleil pendant la journée et au feu le soir.
Nous continuons notre marche sur le plateau, contournons au large le village de Waldau et par des chemins de tourisme nous nous dirigeons vers la route d'Eisenbach, non sans peine, car il y a peu de poteaux indicateurs et les chemins ne sont pas marqués sur notre carte. En passant près d'une ferme isolée, nous arrachons des pommes de terre et les lavons au ruisseau voisin. Nous faisons cuire du riz, puis traversons la route d'Eisenbach et gagnons le sommet d'une montagne.
23 juillet. – Nous nous cachons sous des sapins. Il pleut et il fait froid, car nous sommes à une altitude assez élevée, plus de 900 mètres. Nous tendons notre toile de tente et nous serrons l'un contre l'autre, dos à dos, pour essayer de nous réchauffer. Le soir nous faisons cuire deux gamelles de pommes de terre – les meilleures que j'ai mangées de ma vie – et buvons un quart de lait chaud. Le départ a lieu sous la pluie.
Nous atteignons la route du Kloster Wald que nous suivons à bonne allure jusqu'auprès de Weiler. De là, nous marchons sur Doggingen en suivant à travers bois des sentiers. Un admirable clair de lune facilite notre marche que ralentit quelques minutes un petit incident. À une pause j'oublie ma gourde et reviens seul sur mes pas tandis que Marcelli m'attend. Je retrouve heureusement cet objet indispensable. Avant le jour nous faisons cuire du riz dans un ravin et nous nous cachons ensuite à quatre kilomètres au nord de Doggingen, dans une sapinière.
24 juillet. – La planque est superbe. Nous nous installons dans une toute petite clairière où le soleil nous sèche. Pas un bruit humain toute la journée. Le soir Marcelli fait cuire le reste de nos pommes de terre et confectionne du café.
Au départ, quand nous arrivons sur le rebord du plateau, nous apercevons Doggingen. À

l'horizon se profilent dans le jour tombant les montagnes suisses que nous contemplons un moment, un peu émus de voir le but maintenant proche, et nous repartons ardemment, avec meilleur espoir que jamais. Après avoir contourné Doggingen, suivi un moment à distance respectable la voie ferrée, nous arrivons sur la route de Schaffhouse, au sud de Behla. Nous suivons un moment la route et voyons qu'à un carrefour les Allemands ont enlevé les plaques du poteau indicateur. Vraiment on approche. Nous continuons notre marche vers l'est, passons au large de Furstenberg et grimpons sur la montagne, à l'est de cette ville.

25 juillet. – Nous nous « planquons » au matin au bord d'un chemin dans une touffe de petits sapins. Deux jeunes paysans viennent, fauchent l'herbe de l'accotement et cassent la croûte à quelques mètres de nous. Je suis en veille, tandis que Marcelli dort profondément et heureusement sans ronfler. Les paysans ne nous voient pas et le soir, reviennent ramasser le foin. À la nuit nous faisons cuire du riz, buvons un café au lait et reprenons notre marche en forêt. Par des chemins nous arrivons près de Aulfingen, franchissons la rivière sur une écluse, traversons la voie ferrée et escaladons la pente. Nous contournons Leipferdingen et nous cachons dans un bois à deux kilomètres au sud-est de ce village.

MARCHE À LA BOUSSOLE DANS LA NUIT VERS LA SUISSE

26 juillet. – Pendant la journée nous voyons passer quelques paysans et une femme en costume du pays, jupe courte, bras nus jusqu'aux coudes, cheveux tressés. Le soir, un chevreuil vient près de nous. Cuisine : riz, café au lait. Nous abandonnons la gamelle, il ne nous reste ni riz ni café, mais nous avons encore deux boîtes de corned-beef et des biscuits.

Au départ nous apercevons pour la seconde fois les montagnes suisses. Nous contournons très au large Watterdingen, passons au dessus de Blumenfeld et après une rude escalade, qui dure plus d'une demi-heure, nous nous arrêtons sur le moins haut des sommets du Hohenstoffeln.

27 juillet. – Il pleut et il fait froid. Pendant toute la journée nous observons le terrain et la frontière et relisons encore les renseignements donnés sur le passage par le camarade de Marcelli. Je choisis des points de repère – que je ne retrouverai d'ailleurs pas tous – pour notre marche à la boussole cette nuit. Le soir nous brûlons nos renseignements, consommons nos derniers vivres et abandonnons nos sacs, pas loin de l'endroit où gît une vareuse allemande, sans doute celle d'un déserteur qui s'est arrêté là. À 21 heures, la poitrine un peu serrée à l'idée que dans quelques heures nous serons ou libres ou repris par les sentinelles – à moins qu'une balle de Mauser ne mette fin à notre tentative – nous descendons la pente à travers le bois d'où nous sortons à la nuit.

La marche à la boussole commence. Le vent souffle avec violence du sud et le ciel est très nuageux. Il pleut par averses. Nous marchons d'abord vers l'ouest, traversant la voie d'un tacot, puis vers le sud jusqu'à un bois. À partir de là il faut aller vers le sud-ouest. Nous avançons prudemment, avec arrêts, comme en patrouille.

Vers 23 heures nous apercevons le petit village de Schlatt où se trouve le corps de garde allemand. La ligne de sentinelles est proche. Avec encore plus de prudence, lentement nous avançons, passant à environ 150 mètres du village, où nous voyons une lumière, celle du corps de garde sans doute. D'un instant à l'autre nous pouvons entendre le cri de « Halt ! Werda ? », car des sentinelles ne sont, paraît-il, qu'à cent mètres les unes des autres. Nous avons d'ailleurs convenu, qu'à ce cri, si nous ne sommes pas arrêtés par le boche juste en face de lui, nous nous mettrons à courir de toute notre vitesse. Mais nous n'entendons rien.

Nous descendons une pente, franchissons, dans l'eau jusqu'au genou, un large ruisseau, puis une route, celle de Thaingen. D'après la carte, que nous connaissons par cœur, nous devons être en Suisse. Mais nous craignons tellement que la route ne fasse un crochet en territoire allemand que par prudence nous continuons à marcher à la boussole vers le sud-ouest. Nous escaladons, en nous

accrochant aux branches, une pente abrupte et finissons par atteindre le plateau.
À la clarté de la lune qui s'est levée la silhouette d'un village s'aperçoit toute proche. Nous y arrivons rapidement et nous arrêtons sur une petite place. Marcelli éclaire une maison ; au-dessus de la porte se lit le mot « Lohn ». Je lui arrache la lampe des mains, éclaire à mon tour et soudain apparaît la boîte aux lettres avec la Croix suisse.
Un double cri de joie jaillit.
Nous sommes bien en Suisse ! Il est une heure du matin,

NOUS CRIONS AU FEU DE TOUTES NOS FORCES

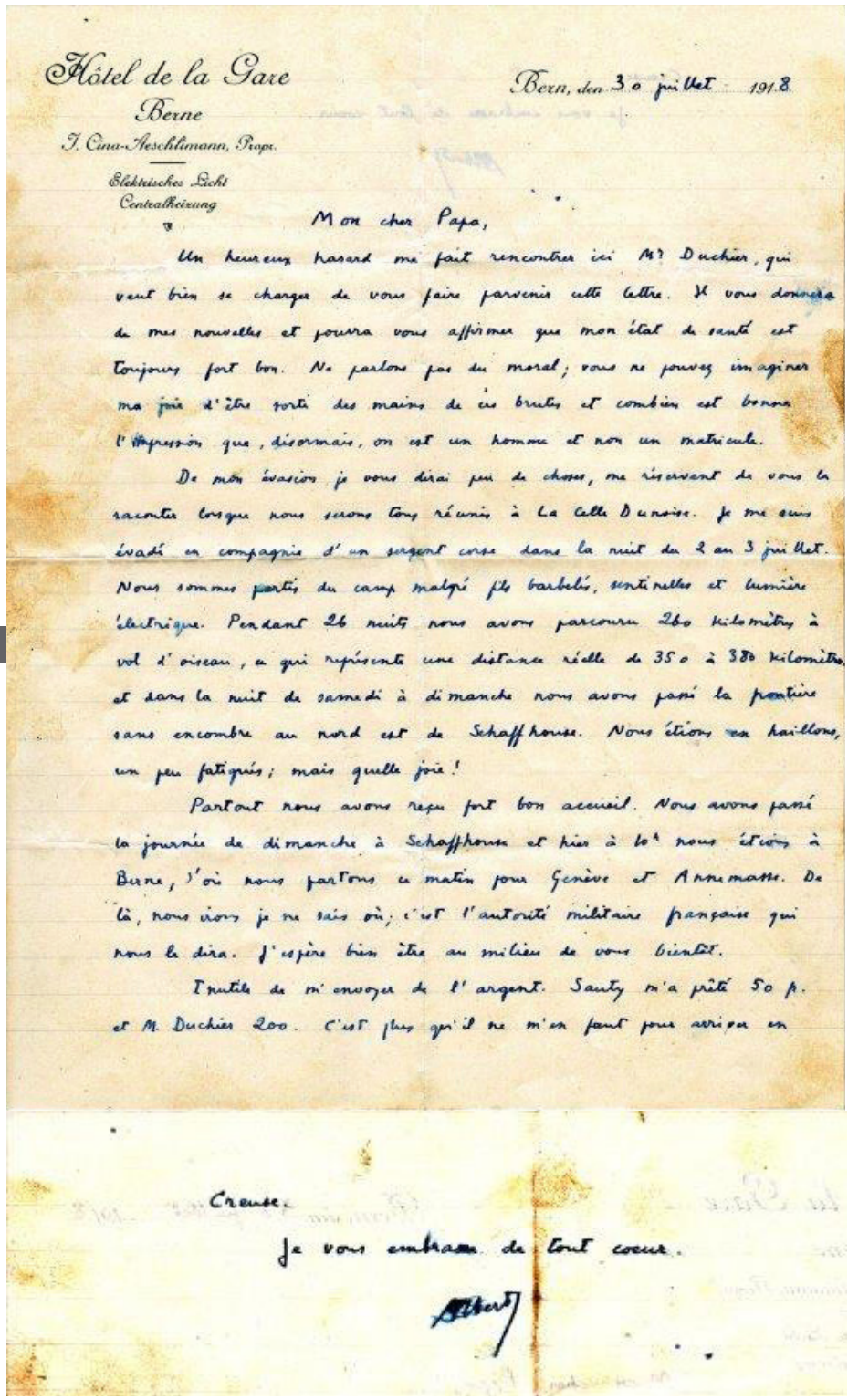
28 juillet, et il y a vingt-six nuits que nous marchons, ayant parcouru, à mon estimation, près de 350 kilomètres.
Nous décidons de continuer notre marche par Schaffhouse et, voulant être sûrs de notre route, nous cherchons un poteau indicateur. Aucun n'apparaît. Mais il y a de la lumière dans une maison. Voilà ce qu'il nous faut ; les habitants nous renseigneront. Nous frappons à la porte. Personne ne répond.
Il était dit que notre aventure offrirait jusqu'au bout de l'imprévu. En effet, n'obtenant pas de réponse malgré nos vigoureux coups de poing, nous faisons le tour de la maison située à l'angle d'une rue, pénétrons dans le jardin et avançons. La lumière que nous avons vue de la rue est celle d'une lampe électrique qui brûle dans une étable où personne ne se trouve. Mais un peu plus loin se voit une lueur. Nous y allons : c'est un commencement d'incendie dans un appentis. Un seau d'eau et une grande jatte de lait se trouvent sur le sol ; vivement nous en jetons le contenu sur les flammes encore courtes et crions « au feu » de toutes nos forces. Les habitants s'éveillent. Emportant les deux récipients nous courons vers une fontaine aperçue dans le village à quelque distance et revenons aussi vite que possible. Quand nous sommes de retour les habitants, avec de l'eau prise à un robinet que nous n'avions pas vu, ont fait le nécessaire et tout danger a disparu.
Voilà une manière peu banale d'entrer en relations ! Ces paysans, réveillés brusquement, mal revenus de leur émotion, regardent avec quelque inquiétude ces deux gaillards à mine patibulaire. J'explique qui nous sommes, pourquoi nous nous trouvons là et comment nous avons essayé d'éteindre le feu. Une des jeunes filles de la maison, qui parle très bien français, me questionne, traduit à ses parents et tous, enfin, nous accueillent avec cordialité.
Nous entrons dans la cuisine. Il nous faut donner quelques détails tout en buvant du café au lait et mangeant du pain et du gruyère. On nous offre ensuite un lit. À sept heures réveil, ou plutôt lever, car nous sommes dans un tel état de nervosité que nous n'avons pu fermer l'œil. Nous nous lavons, pour la première fois depuis le 2 juillet, et apercevons dans une glace nos silhouettes inquiétantes : visages hirsutes et maigres, vêtements en loques.
Nouveau café au lait. Puis deux des jeunes filles, qui vont chaque matin vendre le lait à Schaffhouse, nous emmènent en voiture et nous les aidons à charger les bidons. Avant le départ le chef de famille nous fait donner, à chacun, par la plus jeune de ces filles une pièce d'argent de cinq francs, que nous acceptons sans vergogne, et un paquet de cigarettes.
Dans un état de bonheur et de joie bien compréhensible, qui expriment d'une manière muette les regards que nous échangeons Marcelli et moi, nous descendons sur Schaffhouse, la « Terre Promise » vers laquelle, pendant près d'un mois, nerfs tendus, nous avons marché. De temps à autre la voiture s'arrête devant la maison d'un client qui regarde d'un air surpris les étranges voyageurs que les laitières emmènent. À l'entrée de la ville, pendant que les jeunes filles vendent leur marchandise, un passant francophile, qui a deviné en nous des évadés, nous entraîne dans un cabaret pour boire un verre de marc. Nous voici sur une grande place. Nos deux conductrices arrêtent leur véhicule près d'un agent de police ; nous les remercions et nous nous disons adieu. Nous allons au commissariat où on nous offre le choix entre rester en Suisse ou regagner la France.

Nous n'avons pas d'hésitation et signons une déclaration pour notre retour immédiat.
Un policier nous conduit ensuite à un hôtel où deux chambres sont retenues en permanence pour les évadés. Peu après, l'agent consulaire français, M. Otto Blank, homme plein d'amabilité et de prévenance, arrive.
Il nous fait prendre une douche, nous donne du linge, une veste et un pantalon, des souliers, des cigarettes. Lui-même nous coupe les cheveux et nous rase. Avant le déjeuner, il nous conduit à la poste d'où nous envoyons une dépêche à nos familles grâce aux cent sous de Lohn. Nous sommes en effet complètement dépourvus d'argent et le gouvernement français n'a accordé aucun crédit à son agent. Le soir, M. Blank nous emmène au café où se réunissent les francophiles. Nous apprenons là, avec joie, le succès de l'offensive des armées alliées. Nous dînons ensemble et nous séparons après avoir remercié de l'accueil reçu.

Le lendemain matin, 29 juillet, un policier vient nous prendre à l'hôtel, à cinq heures, et nous met dans le train. À dix heures nous sommes à Berne. On nous conduit à l'hôtel, puis au Consulat où un bureaucrate nous remet quatre francs à chacun, comme argent de poche, avec recommandation expresse de conserver soigneusement dix-huit sous pour payer notre place en tramway de Genève à Annemasse !
Et nous voici dans les rues de la ville aux pittoresques arcades, aux fontaines fleuries, avec nos trois francs utilisables en poche, jetant sur les cigarettes, les tablettes de chocolat et les friandises exposées aux devantures, les mêmes regards d'envie que des enfants sur des jouets. De temps en temps l'un de nous s'arrête et s'exclame : « Ça y est. On est en Suisse ! », puis, nous reprenons notre promenade, parlant à voix basse, n'osant pas tousser, tellement nous avons pris l'habitude, pendant un mois, d'éviter tout bruit. Quelques jours nous ont été nécessaires pour nous accoutumer à la liberté reconquise. Nous rentrons à l'hôtel où l'on nous fait déjeuner seuls, dans une petite salle, en raison sans doute de notre tenue peu élégante. L'après-midi je vais chez M. d'Hauteville que connaît mon père et qui m'a fait envoyer des colis par le comité bernois de Secours aux prisonniers de guerre. Mais il est en voyage. Nous nous dirigeons alors vers l'Ambassade où nous nous présentons à l'attaché militaire qui m'apprend la mort de mon colonel, le comte Taylor, tué au Chemin des Dames au mois de mai. En sortant je me souviens tout à coup que mon camarade de lycée, Camille Sauty, interné en Suisse, est employé à un service de l'Ambassade. Je le fais demander. Il vient. Surprise, causerie... et emprunt de cent francs.
Nous voici riches, pouvant satisfaire notre désir de cigarettes, de bière et de chocolat !
Au dîner, à l'hôtel, nous attendait un dernier incident qui ancra définitivement dans la cervelle de Marcelli, Corse superstitieux, la conviction – maintes fois exprimée en cours de route – que j'avais le « bon œil ».
À peine ai-je franchi, précédé de mon camarade, la porte de la salle à manger où, cette fois, on nous laisse entrer, qu'une jeune femme se lève au fond de la pièce et s'écrie : « M. Lacrocq ! ». Marcelli se retourne, l'air effaré. C'est Madame Bonnet, fille de M. Duchier, maire de Saint-Sulpice-le-Dunois, qui est venue avec son père voir son mari interné en Suisse depuis quelques jours.
L'accueil est chaleureux. Bras ouverts, M. Duchier m'embrasse. Nous dînons à la même table, racontons notre aventure. Avant de se séparer, M. Duchier, sans même que je lui fasse une demande, me tend son portefeuille pour que j'y puise à ma convenance. Crésus n'était qu'un gueux auprès de nous, riches de trois cents francs que j'emprunte !

MARCELLI PART POUR MARSEILLE ET MOI POUR LIMOGES

Le 30 juillet, à dix heures, nous prenons le train et arrivons à Annemasse le soir à 18 heures. Nous couchons à l'hôtel. Le lendemain nous donnons au service du contre-espionnage les renseignements d'ordre militaire que nous avons : mouvements de troupes observés à Mannheim, bombardements de cette ville, emplacements de batteries contre avions.



Hôtel de la Gare
Berne
J. Cina-Aeschlimann, Propr.
Elektrisches Licht
Centralheizung

Bern, den 30 juillet 1918.

Mon cher Papa,

Un heureux hasard me fait rencontrer ici Mr Duchier, qui veut bien se charger de vous faire parvenir cette lettre. Il vous donnera de mes nouvelles et pourra vous affirmer que mon état de santé est toujours fort bon. Ne parlons pas du moral; vous ne pouvez imaginer ma joie d'être sorti des mains de ces brutes et combien est bonne l'impression que, désormais, on est un homme et non un matricule.

De mon évasion je vous dirai peu de choses, me réservant de vous la raconter lorsque nous serons tous réunis à La Celle Dunoise. Je me suis évadé en compagnie d'un sergent corse dans la nuit du 2 au 3 juillet. Nous sommes partis du camp malgré les barbelés, sentinelles et lumière électrique. Pendant 26 nuits nous avons parcouru 260 kilomètres à vol d'oiseau, ce qui représente une distance réelle de 350 à 380 kilomètres et dans la nuit de samedi à dimanche nous avons passé la frontière sans encombre au nord est de Schaffhouse. Nous étions exténués, un peu fatigués; mais quelle joie!

Partout nous avons reçu fort bon accueil. Nous avons passé la journée de dimanche à Schaffhouse et hier à 10h nous étions à Berne, d'où nous partons ce matin pour Genève et Annemasse. De là, nous irons je ne sais où; c'est l'autorité militaire française qui nous le dira. J'espère bien être au milieu de vous bientôt.

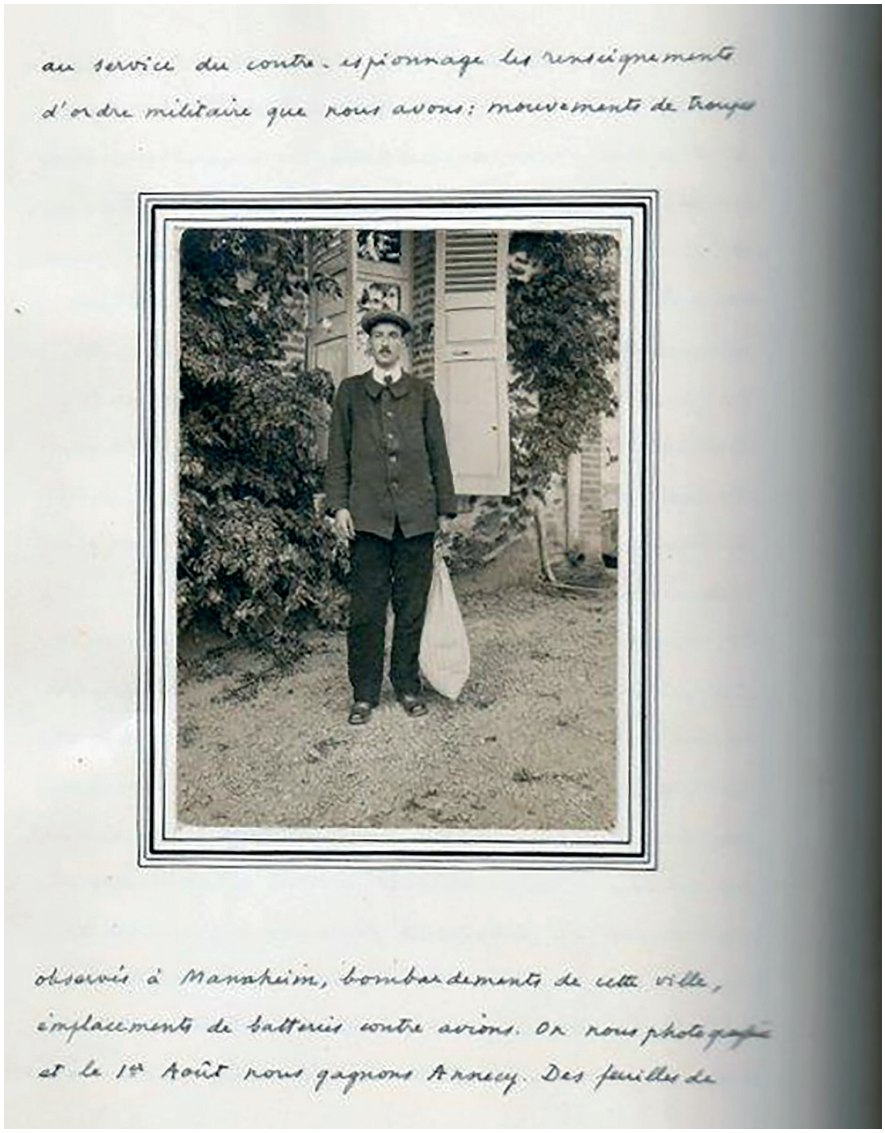
Inutile de m'envoyer de l'argent. Sauty m'a prêté 50 f. et M. Duchier 200. C'est plus qu'il ne m'en faut pour arriver en

Croire.

Je vous embrasse de tout coeur.

Albert

Lettre du 30 juillet 1918, d'Albert Lacrocq à son père, remise à M. Duchier, le maire de Saint-Sulpice-le-Dunois rencontré à Berne... Il y raconte s'être évadé du camp avec un sergent corse dans la nuit du 2 au 3 juillet, et dit « sa joie d'être sorti des mains de ces brutes et désormais d'être un homme et non un matricule ».


au service du contre-espionnage les renseignements
d'ordre militaire que nous avons: mouvements de troupes

observés à Mannheim, bombardements de cette ville,
emplacements de batteries contre avions. On nous photographie
et le 1er Août nous gagnons Annecy. Des feuilles de

L'avant dernière page du manuscrit du récit d'Albert Lacrocq avec en photo sa tenue lors de son arrivée en Suisse. Collection de la famille.

On nous photographie et le 1er août nous gagnons Annecy. Des feuilles de route nous sont remises, celle de Marcelli pour Marseille, la mienne pour Limoges. Nous arrivons à Lyon le premier août au soir et nous nous séparons. Je couche à Lyon, prends le 2, à 13 heures, l'express et arrive à Guéret le même jour à 23 heures.

Le lendemain, toujours dans mon costume de Schaffhouse, sous lequel bien des gens ne me reconnaissent pas – veste verdâtre trop grande, pantalon de velours et casquette à carreaux – je pars pour La Celle-Dunoise. Et bientôt après, mes parents et ma sœur me serraient dans leurs bras.

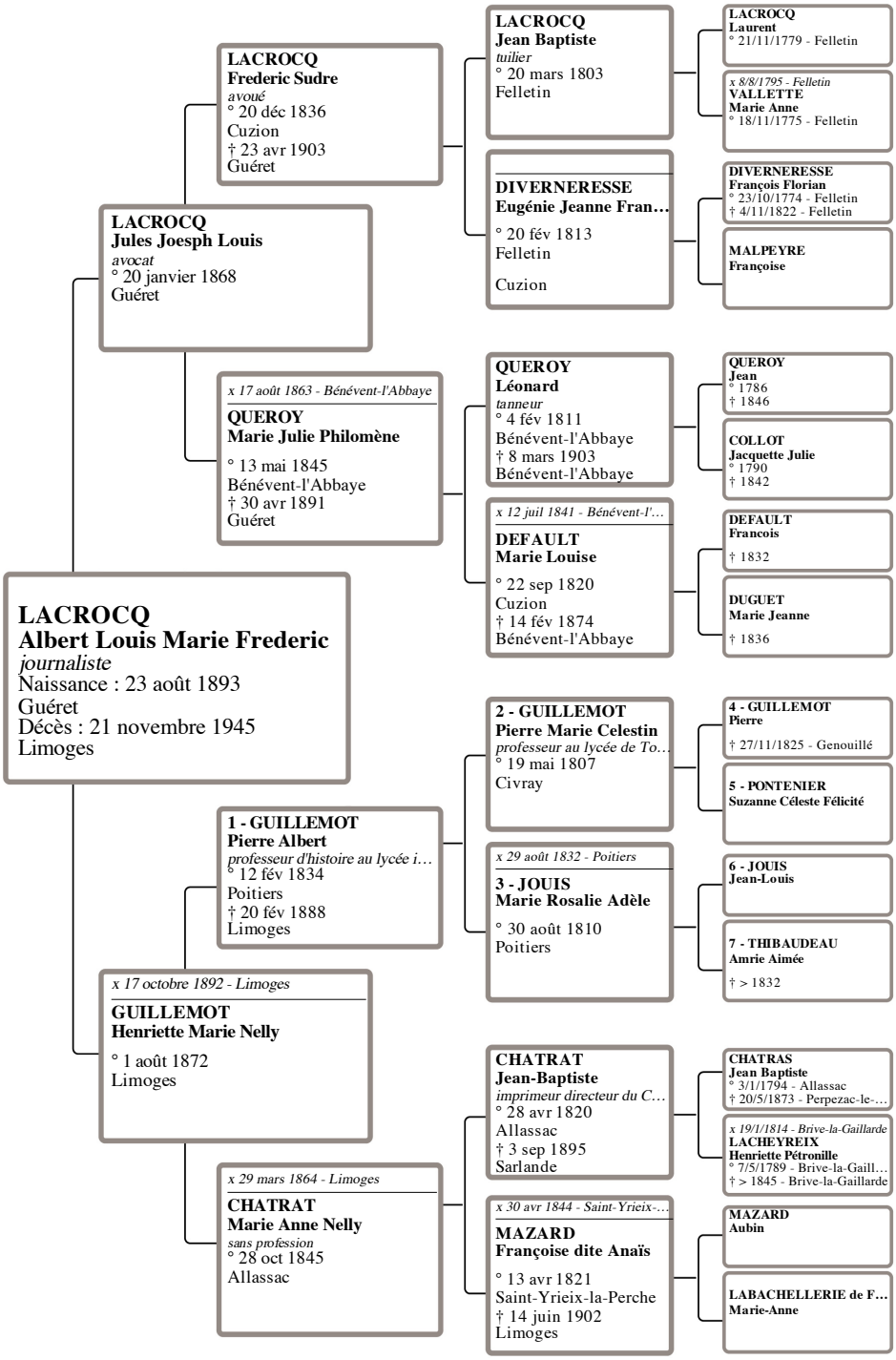
Albert Lacrocq
aspirant au 19e régiment d'infanterie

Et bientôt après, mes parents et ma sœur
me serraient dans leurs bras.

A. Lacrocq

Généalogie d'Albert Lacrocq

Dressée par Jean-Jacques Mauriat
avec Hélène Taillemite



DEUXIÈME CHAPITRE

Victoire des alliés et défaite allemande



Les troupes alliées, ici les Américains défilent sous l'Arc de Triomphe à Paris. Fonds Jean Labetoule du Cghml. Photo d'après tirage de plaque de verre.

Le 11 novembre : victoire et armistice

Philippe Grandcoing

D'ONTE SES N°18 AUTOMNE-HIVER 2018

CERCLE DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE DES MARCHOIS ET LIMOUSINS

L'auteur : Philippe Grandcoing, titulaire d'un doctorat et agrégé de l'Université, enseigne l'Histoire en classes préparatoires littéraires au lycée Gay-Lussac à Limoges. Il a publié de nombreux articles et ouvrages sur le Limousin des XIXe et XXe siècles.

Résumé : Le 11 novembre 1918 marque la fin des combats. Si la défaite allemande est indéniable, elle n'a été acquise que dans les derniers mois du conflit et résulte autant de l'effondrement global des empires centraux et de leurs alliés que d'une infériorité militaire sur le champ de bataille. Dès lors, si le sentiment d'avoir gagné la guerre est bien réel côté français, il se mêle au soulagement d'avoir mis fin à la tuerie et aux interrogations quant à l'issue des négociations de paix.

Le 12 novembre 1918, le *Populaire du Centre* titre sur six colonnes à la une : « Vive la paix ! L'Allemagne a signé l'armistice ». Plus que la victoire, c'est la fin des hostilités que célèbre le quotidien socialiste. Le long éditorial intitulé « la fin » est de même teneur. Précisant que l'armistice n'est pas encore la démobilisation, il commente : « mais plus de tueries horribles, plus de ruisseaux de sang sur les champs de bataille. C'est l'essentiel ». Et d'en appeler, en conclusion, à une paix générale mettant définitivement fin aux guerres sous l'égide du socialisme international. Le journal de la fédération départementale de la SFIO, gagnée depuis plus de deux ans à l'idée d'une « paix blanche »[1], ne saurait témoigner à lui seul de la nature des sentiments qui prévalurent lors de l'annonce de l'armistice. Toutefois, il invite à s'interroger sur la nature de l'évènement historique qu'est la fin de la Première Guerre mondiale : peut-on parler de victoire française le 11 novembre 1918 ?

11 NOVEMBRE DES COMBATTANTS

A partir de la mi-juillet 1918, alors que s'opère la contre-offensive alliée, le moral des troupes françaises remonte[2].

1 Sur l'évolution de la fédération socialiste de Haute-Vienne durant la guerre, voir Dominique Danthieux, Le Département rouge, République, socialisme et communisme en Haute-Vienne (1895-1940), Pulim, 2005.

2 Voir Bruno Cabanes, La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920), Le Seuil, 2004, p. 23-70.



Prisonniers Allemands rassemblés en longues colonnes. Fonds Jean Labetoule du Cghml.

Les succès rencontrés le 8 août par les armées anglaises, le recul des troupes allemandes, le nombre sans cesse croissant de combattants adverses faits prisonniers et la montée en puissance des sammies[3] amplifient le phénomène. L'analyse des correspondances montre également une animosité accrue, voire une implacable haine, envers l'ennemi. Les historiens évoquent à ce propos une « remobilisation culturelle », autour notamment du thème des atrocités allemandes, nourri de la découverte des destructions systématiques opérées par les troupes en retraite. Toutefois, les combattants français montrent aussi des signes de lassitude. Certains ont combattu depuis plus de quatre ans et tous, ou presque, ont été confrontés aux durs combats de l'année en cours. En juillet et août on compte près de 60 000 morts et plus de 37 000 pour le mois d'octobre, soit presque autant qu'en avril 1917 lors de l'offensive du Chemin des Dames et bien davantage que lors de la bataille de Verdun[4]. La reprise de la guerre de mouvement s'accompagne en effet d'opérations meurtrières auxquelles il faut ajouter la fatigue des marches, les difficultés

3 Les troupes américaines en référence à l'oncle Sam...

4 Durant le premier semestre 1916, la moyenne mensuelle des décès est de 18 000.



du ravitaillement, les pluies incessantes qui transforment le champ de bataille en véritable bourbier et, phénomène nouveau, l'épidémie de grippe espagnole[5]. Aussi les offensives françaises manquent-elles de mordant, surtout en octobre.

Toutefois, à partir du 5 novembre, la situation évolue rapidement. Ce jour-là les Américains franchissent la Meuse à hauteur de Stenay[6]. Le lendemain, Groener, le nouveau quartier-maître général qui a remplacé Ludendorff démissionnaire, donne l'ordre de repli général sur la ligne Anvers-Meuse. Le 8, Condé, Avesnes et Tournais sont libérées, le 9 Maubeuge, Fourmies, Mézières et Charleville, le lendemain, Gand, Mons et Rocroi. Dans les rangs, on sait que l'Allemagne a demandé un armistice mais que les négociations sont âpres. Le 10, la rumeur d'une fin imminente des combats commence à circuler. Mais beaucoup n'osent y croire. Le 11 au matin, les nouvelles semblent bien plus fiables, car émanant pour beaucoup des officiers[7]. Mais dans certains secteurs on se bat encore, notamment sur la rive droite de la Meuse,

5 L'épidémie fit environ 200 000 victimes en France, dont la moitié de soldats.

6 Sur le déroulement des derniers jours du conflit et les négociations de l'armistice voir l'ouvrage de référence : Pierre Renouvin, L'Armistice de Rethondes, Gallimard, 1968 (rééd. augmentée 2006).

7 Bruno Cabanes, op. cit., p. 36-38.

près de Charleville-Mézières. Enfin à 11 heures, tout un nouveau paysage sonore envahit la ligne de front. L'artillerie s'est tue. Dans un silence inhabituel retentissent sonneries de clairons et carillons des cloches. Parfois la Marseillaise monte des positions françaises. En revanche, à la différence de ce qui se passe à Paris, nulle explosion de joie collective sur le front. C'est la stupeur et l'ahurissement qui dominent dans un premier temps. L'arrêt des hostilités est brutal et les hommes ont du mal à réaliser la portée de l'évènement. Puis, une joie retenue, grave, leur succède. Bien évidemment les soldats sont contents d'être victorieux et plus encore en vie, mais on pense aussi à tous les camarades tombés, à toutes les souffrances endurées. Enfin, on finit par célébrer la fin des combats. De l'alcool, mais avec modération semble-t-il, des chants, des danses, des retraites aux flambeaux et des débauches de fusées[8].

UNE DÉFAITE ALLEMANDE

Pour en arriver là, il a fallu que l'État-major allemand reconnaisse sa défaite. Au début de l'été 1918, rien n'était moins évident. La paix de Brest-Litovsk a amputé la Russie d'une grande partie de ses territoires occidentaux, l'essentiel des Balkans est sous domination allemande, suite à la paix signée par la Roumanie en mars, et les armées du Reich occupent presque toute la Belgique et le nord de la France.

Mais tous ces avantages sont fragiles et menacés. Les offensives du printemps menées par Ludendorff n'ont pas permis d'emporter la décision. Pis encore, elles ont dramatiquement amplifié la crise des effectifs. Tous les mois, l'armée enregistre un déficit d'environ 80 000 hommes[9]. Certaines divisions sont squelettiques et n'ont plus d'utilité opérationnelle. Inversement, les alliés peuvent désormais compter sur le contingent américain, la guerre sous-marine n'ayant guère gêné le transfert de deux millions d'hommes d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Le 10 août, Pershing dispose ainsi de 1 200 000 hommes prêts à combattre[10]. Autre défi à surmonter, les effets du blocus se font de plus en plus sentir en Allemagne, alors que l'exploitation économique de l'Ukraine s'avère décevante. Les civils souffrent des pénuries et l'industrie de guerre éprouve des difficultés à maintenir un niveau élevé de production. La qualité des matériels s'en ressent, notamment pour l'aviation. Enfin, l'État-major n'a pas cru aux chars d'assaut. Les premiers engagements de tanks britanniques n'ayant guère été concluants, il a pensé que l'artillerie réussirait toujours à briser leur élan. A l'été 1918, les alliés ont une incontestable supériorité en ce domaine.

Le 8 août, devant la rapidité de l'avance anglaise, Ludendorff pense qu'il y a désormais un risque d'effondrement brutal de l'armée allemande. Il en informe le pouvoir politique, Guillaume II et le chancelier von Hertling. Pour le quartier-maître général, il est encore temps pour sauver l'essentiel des gains territoriaux à l'est, l'Alsace-Lorraine et même, peut-être, obtenir quelques avantages à l'ouest. Jusque-là tenus à l'écart de la conduite de la guerre, les dirigeants allemands se refusent à croire qu'une défaite est de l'ordre du possible. Mais ils acceptent d'entamer des démarches pour une paix négociée, pensant encore être en position de force. Ludendorff, passé un premier temps d'abattement, les y encourage car il a pu constater que son armée garde sa combativité même si elle bat en retraite. Ramenée sur un front plus court, plus facile à défendre, elle pourrait même infliger une sévère défaite aux troupes alliées. Français et Anglais sont épuisés par quatre ans de guerre et les Américains sont encore inexpérimentés.

Toutefois, fin septembre, la situation se dégrade brutalement sur le front occidental. Foch a lancé le 26 l'offensive générale

8 Sur le 11 novembre vécu par les combattants, voir Bruno Cabanes, op. cit. et pour un point de vue davantage centré sur les régiments limousins, Michel C. Kiener & Valérie Mazet, Nous étions des hommes malgré la guerre. 1914-1919, Métive, 2018, p. 302-304.

9 Pierre Renouvin, op. cit., p. 42.

10 Hélène Harter, Les États-Unis dans la Grande Guerre, Tallandier, 2017, p. 323.

contre la ligne Hindenburg. Le 1er octobre, les Anglais percent les positions allemandes à Saint-Quentin. Désormais, pour Ludendorff, le temps n'est plus à la négociation de la paix mais à la demande d'un armistice, afin de sauver l'armée. Le 3, un nouveau gouvernement, libéral, présidé par le prince Max de Bade, est formé. Deux jours plus tard, il adresse au président Wilson une note indiquant que l'Allemagne est prête à négocier l'armistice sur la base des quatorze points.

L'EFFONDREMENT GÉNÉRALISÉ DES EMPIRES CENTRAUX

Durant tout un mois s'engage un bras de fer entre Américains et Allemands. Ces derniers ont pensé qu'en s'adressant au président Wilson ils obtiendraient des conditions plus avantageuses, les clauses de l'armistice, notamment celles concernant les territoires à évacuer, conditionnant en partie la paix future. Mais Wilson, seul d'abord, en concertation avec ses « associés »[11] à la fin du mois d'octobre, se montre ferme. Au final, le gouvernement allemand doit s'incliner, ce qui entraîne la démission de Ludendorff le 26 octobre, remplacé par le général Groener. Entretemps, la situation du Reich s'est considérablement dégradée. Désormais, le risque est immense de devoir se battre seul sur plusieurs fronts. Le 15 septembre, l'armée d'Orient commandée par Franchet d'Esperey a débuté une grande offensive. Deux semaines plus tard la Bulgarie signe l'armistice. Au même moment, le front ottoman en Palestine s'effondre et le 31 octobre est conclu l'armistice de Moudros, mettant fin au conflit au Proche-Orient. La veille, les italiens ont remporté la victoire de Vittoro Veneto. Les nouvelles provenant de l'allié autrichien sont particulièrement inquiétantes. L'armée se disloque, les régiments croates, slovènes, slovaques et tchèques refusant de continuer à se battre. A Prague, le 29 octobre la république tchécoslovaque est proclamée, le même jour à Zagreb, Slovènes et Croates annoncent qu'ils font sécession et qu'ils vont former avec les Serbes une fédération des Slaves du sud. Enfin, le 31 octobre, les Hongrois proclament leur indépendance. La double monarchie[12] n'est plus et c'est un pouvoir moribond qui signe l'armistice de Villa Giusti le 3 novembre. En dépit des promesses de l'empereur Charles à Guillaume II, les troupes italiennes sont autorisées à traverser les territoires autrichiens. La Bavière est donc directement menacée.

Enfin, la situation intérieure se dégrade brutalement à la fin octobre. Le 28 octobre, l'équipage d'un navire de guerre se mutine dans le port de Kiel. Alors que l'amirauté envisageait une sortie de la flotte pour appuyer les troupes sur la côte flamande, les marins refusent de participer à ce qu'il leur semble être un inutile et sanglant baroud d'honneur. Quelques jours plus tard, c'est toute la ville qui passe sous le contrôle des marins qui ont formé des soviets. Entre le 7 et le 9 novembre la situation échappe de plus en plus au pouvoir. A Munich, à Cologne, à Düsseldorf et enfin à Berlin, la révolte éclate. En Bavière, la république est proclamée le 7 au soir. L'Allemagne fondée par Bismarck en 1871 semble être sur le point de disparaître. Conscients du risque, les leaders de la droite et du centre pressent Guillaume II d'abdiquer. Le 9, après avoir consulté ses généraux qui doutent de la loyauté des troupes, le kaiser quitte le quartier général de Spa et se réfugie aux Pays-Bas. Le IIe Reich n'est plus[13].

L'ENJEU DES NÉGOCIATIONS

Le 10 novembre, le gouvernement allemand prend connaissance des conditions d'armistice que lui a transmis l'état-major. L'avant-veille une délégation a été reçue par Foch. Elle a pris connaissance des conditions particulièrement dures imposées par les

11 Les États-Unis ne se considéraient pas comme alliés des Français et des Anglais mais associés dans la lutte contre un ennemi commun, ce qui leur laissait une entière liberté sur le plan politique.

12 Depuis le compromis de 1867, François-Joseph est roi de Hongrie et empereur d'Autriche. Les deux entités territoriales sont sur un pied d'égalité, unies par un même souverain.

13 Pierre Renouvin, op. cit., p. 245-282.

alliés : évacuation de tous les territoires occupés, à l'est comme à l'ouest, mais aussi de l'Alsace-Lorraine, de la rive gauche du Rhin et de quatre têtes de pont sur la rive droite, flotte désarmée et conduite dans un port neutre ou allié, remise d'une partie de son matériel : avions, canons, mitrailleuses, mais aussi camions, locomotives et wagons. La guerre sous-marine doit immédiatement cesser et tous les u-boots seront remis aux alliés. En revanche ceux-ci ne lèvent pas le blocus maritime de l'Allemagne. Etant donné la gravité de la situation, le gouvernement n'a presque aucune marge de manœuvre. Il n'obtient qu'une diminution du volume des livraisons de matériel de guerre et un allongement du délai d'évacuation des zones notifiées dans le texte. Le 11, à 5 h 10, l'armistice est signé dans le wagon de Foch en clairière de Rethondes. Il prend effet à 11 h.

S'il est logique que durant tout le mois précédent les Allemands aient tenté de négocier un accord qui leur soit plus favorable, il faut aussi garder à l'esprit que l'armistice a fait l'objet de longues tractations entre Wilson et ses interlocuteurs européens mais aussi entre pouvoirs civils et militaires[14]. Consultés, Foch, Haig, Pershing et Pétain ont obtenu ce qui leur semblait essentiel sur un plan stratégique : empêcher l'Allemagne de pouvoir reprendre le combat si elle refuse les conditions de la paix à venir. C'est pourquoi Foch tient tant à l'occupation de la Rhénanie. Mais l'armistice comporte aussi une dimension politique. En effet, dès le départ, il est pensé comme le prélude à une paix dont les principes sont contenus dans son propre texte. D'où la référence dès la première demande allemande aux quatorze points du président Wilson. Or, chacun des partenaires des États-Unis a des critiques à formuler. Les Britanniques ne veulent pas être privés de l'arme du blocus si l'entière liberté des mers est instaurée. Français et Italiens s'inquiètent d'une stricte application du principe des nationalités qui les priverait des gains territoriaux espérés (la Sarre, le Haut-Adige, l'Istrie, la Dalmatie), Français et Belges entendent obtenir des réparations financières, etc.

Enfin, certains en haut lieu pensent que l'armistice est prématuré, car l'Allemagne n'est pas encore à genoux et sa population n'a pas conscience de l'ampleur de sa défaite. C'est notamment la position du président Poincaré qui reproche à Clemenceau de risquer de « couper les jarrets » aux soldats par des négociations prématurées[15]. Toutefois, un consensus s'est dessiné en faveur d'un armistice le plus tôt possible. Wilson, affaibli par l'échec des démocrates lors des élections à mi-mandat du 5 novembre, y tient. Les dirigeants alliés s'inquiètent du risque d'expansion en Europe centrale des troubles révolutionnaires inspirés par le mouvement bolchevique. Enfin, après plus de quatre années d'hécatombes, personne ne peut songer à demander de nouveaux sacrifices à la population, une fois la défaite allemande acquise.

GAGNER LA PAIX

Le 14 juillet 1919 les troupes alliées victorieuses défilent dans Paris. Trois semaines plus tôt, la paix a été signée à Versailles. Certains la jugent trop douce au regard des pertes et des sacrifices consentis. En Allemagne, au contraire, on parle de « diktat ». Mais pour les gouvernements français, de droite comme de gauche, le traité est d'abord et avant tout un outil, permettant de contraindre l'Allemagne à respecter les clauses de Versailles (c'est le choix de Poincaré) ou de l'enserrer dans les filets de la sécurité collective (c'est celui de Briand). Les deux politiques ont toutefois le même but : préserver la paix. C'est ce aussi à quoi aspirent les anciens combattants et les communautés endeuillées qui commémorent tous les 11 novembre le sacrifice d'une génération[16].

Philippe Grandcoing

14 Ibid., p. 128-244.

15 Sur ce point voir Jean-Jacques Becker, Clemenceau chef de guerre, Armand Colin, 2012, p. 132 et sq. ainsi que François Roth, Raymond Poincaré, Fayard, 2000.

16 Voir la récente synthèse de Jean-Michel Guieu, Gagner la paix, 1914-1929, Le Seuil, 2015.

Témoignage

Dans un dossier remis par Me Pierre Fargeaud pour l'élaboration de l'arbre généalogique de sa famille à l'occasion du XIe Repas du cercle, nous avons découvert 5 cartes postales tamponnées du Monument de l'armistice en date du 11 novembre 1918.

L'oncle signataire des cartes postales, est, Albert-Henri Guillet, né à Limoges en 1887, officier d'administration de 2e classe, service de santé, qui à l'occasion d'un voyage à Compiègne au lendemain de la guerre, s'adresse au «Petit Jean» à qui il veut donner, à travers le récit qu'il en fait, les clés d'un moment de l'histoire de France : la signature de l'armistice le 11 novembre 1918. Ce petit Jean est un jeune garçon d'une douzaine d'années, qui deviendra Jean-Louis Fargeaud, avocat, bâtonnier au barreau de Limoges. Il est le grand-père de Pierre Fargeaud, jeune avocat limougeaud, dont l'interview et la généalogie sont à retrouver en page 129 de cette revue.



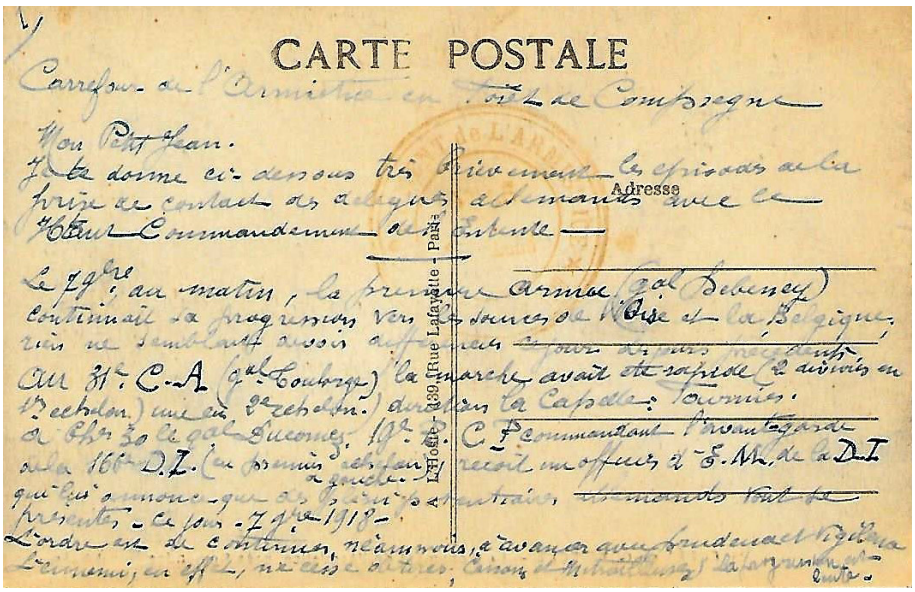
1- *Carrefour de l'Armistice en forêt de Compiègne Mon Petit Jean, Je te donne ci-dessous très brièvement les épisodes à la prise de contact des délégués allemands avec le Haut Commandement de l'Entente.*

Le 7 novembre au matin, la première armée (Général Debeney) continuait sa progression vers les sources de l'Oise et la Belgique rien ne semblait avoir de différence ce-jour des jours précédents.

Au 31e C.A. (Général Toulorge) la marche avait été rapide (2 divisions en 1er échelon, une en 2e échelon) direction La Capelle Fourmies.

A 6h30 le Général Ducornez, 19e B.C.P. commandant l'avant-garde ou la 166e D.I. (en premier échelon à gauche) reçoit un officier d'E.M. de la D.I. qui lui annonce que les parlementaires allemands vont se présenter. Ce jour 7 novembre 1918. L'ordre de continuer, néanmoins, à avancer avec prudence et vigilance.

L'ennemi, en effet, ne cesse de tirer canons et mitrailleuses. La progression est lente


CARTE POSTALE

Carrefour de l'Armistice en forêt de Compiègne

Mon Petit Jean.

Je te donne ci-dessous très brièvement les épisodes de la prise de contact des délégués allemands avec le Haut Commandement de l'Entente.

Le 7 novembre au matin, la première armée (Gal Debeney) continuait sa progression vers les sources de l'Oise et la Belgique, rien ne semblait avoir de différence ce jour des jours précédents.

Au 31e C.A. (Gal Toulorge) la marche avait été rapide (2 divisions en 1er échelon, une en 2e échelon) direction La Capelle Fourmies.

A 6h30 le Gal Ducornez, 19e B.C.P. commandant l'avant-garde ou la 166e D.I. (en premier échelon à gauche) reçoit un officier d'E.M. de la D.I. qui lui annonce que les parlementaires allemands vont se présenter. Ce jour 7 novembre 1918.

L'ordre est de continuer, néanmoins, à avancer avec prudence et vigilance.

L'ennemi, en effet, ne cesse de tirer canons et mitrailleuses. La progression est lente

Adresse

L. Floch, 39, (Rue Lafayette - Paris)



En prévision de l'arrivée dans nos lignes des plénipotentiaires allemands, le général Debeney avait envoyé en auto le Commandant de Bourbon-Busset et trois officiers de son E.M. à la Capelle, le Général Toulorge y avait envoyé également le Commandant du Fretay et deux officiers de son E.M.

Tous s'installent à la Villa Pasques et attendent 1 radio français prescrivant une suspension d'armes de 13h à minimum à 15h. 2 parlementaires allemands à cheval se présentent à la côte 232 l'un d'eux le Lieutenant Jacob à l'air très heureux et parle beaucoup. Ils déclarent au Commandant Ducornez être envoyé par le général commandant la D.I. allemande de Rocquigny pour avertir que les délégués allemands arriveront à 16h à la côte 232.

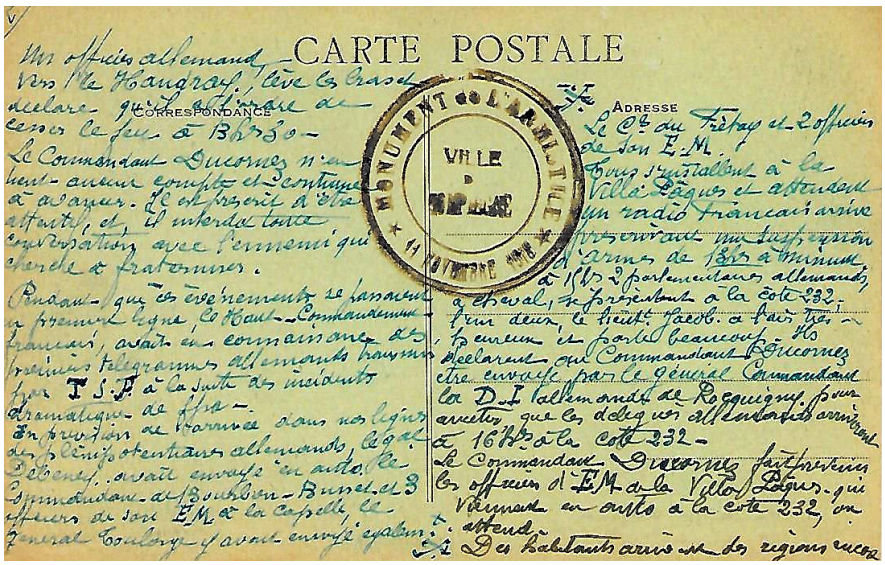
Le Commandant Ducornez fait prévenir les officiers de l'E.M. de la Villa Pasques qui viennent en auto à la côte 232, on attend.

Des habitants arrivent des régions encore...

2- *Un officier allemand vers le Haudroy, lève les bras et déclare qu'il a l'ordre de cesser le feu à 13h30.*

Le Commandant Ducornez n'en tient aucun compte et continue à avancer. Il est prescrit d'être attentif, et, il interdit toute conversation avec l'ennemi qui cherche à fraterniser.

Pendant que ces événements se passaient en première ligne, le Haut Commandement français, avait en connaissances des premiers télégrammes allemands transmis par T.S.F. à la suite des incidents dramatiques de Spa.


CARTE POSTALE

CORRESPONDANCE

ADRESSE

MONUMENT DE L'ARMISTICE

VILLE DE ROYE

Mr officier allemand vers le Haudroy, lève les bras et déclare qu'il a l'ordre de cesser le feu à 13h30 -
Le Commandant Ducornez n'en tient aucun compte et continue à avancer. Il est prescrit d'être attentif, et, il interdit toute conversation avec l'ennemi qui cherche à fraterniser.
Pendant que ces événements se passaient en première ligne Ct Haut Commandement français, avait en connaissance des premiers télégrammes allemands transmis par T.S.F. à la suite des incidents dramatiques de Spa -
En prévision de l'arrivée dans nos lignes des plénipotentiaires allemands, le Gal Debeney avait envoyé en auto le Commandant de Bourbon-Busset et 3 officiers de son E.M. à la Capelle, le Général Toulorge y avait envoyé également le Commandant du Fretay et 2 officiers de son E.M.
Tous s'installent à la Villa Pasques et attendent un radio français arrivé prescrivant une suspension d'armes de 13h à minimum à 15h. 2 parlementaires allemands, à cheval, se présentent à la côte 232. l'un d'eux le Lieutenant Jacob à l'air très heureux et parle beaucoup. Ils déclarent au Commandant Ducornez être envoyé par le Général Commandant la D.I. allemande de Rocquigny pour avertir que les délégués allemands arriveront à 16h à la côte 232 -
Le Commandant Ducornez fait prévenir les officiers d'E.M. à la Villa Pasques qui viennent en auto à la côte 232, on attend -
Des habitants arrivent des régions encore...

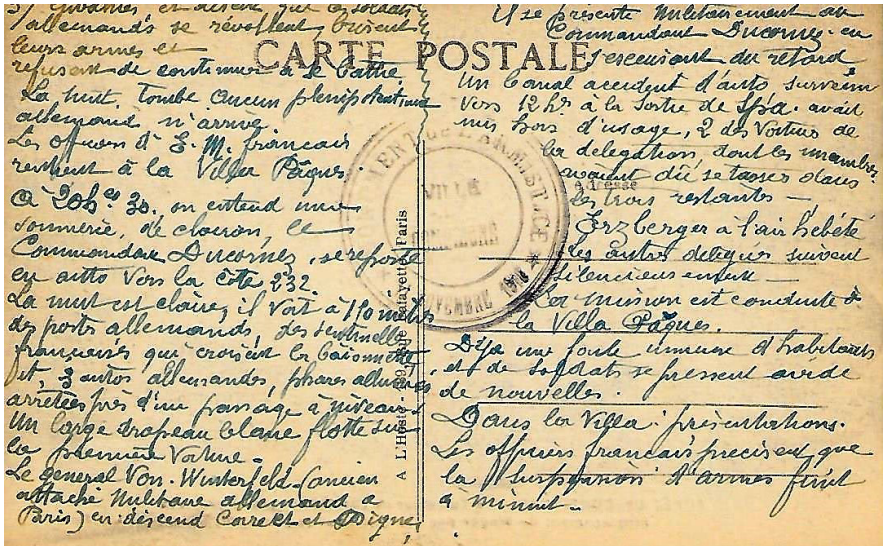
3- *...envahies et disent que les soldats allemands se révoltent, brisent leurs armes et refusent de continuer à se battre.*

La nuit tombe aucun plénipotentiaire allemand n'arrive.

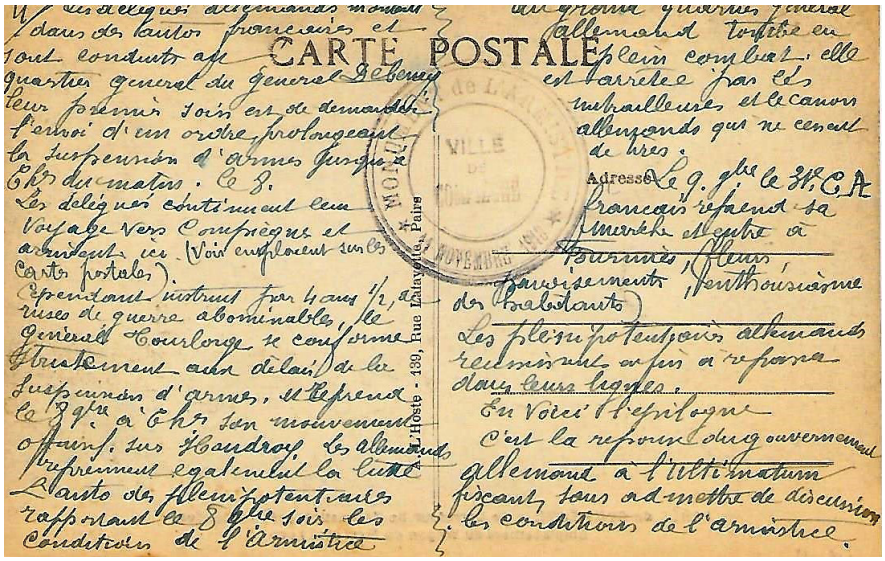
Les officiers d'E.M. français rentrent à la Villa Pasques.

A 20h30 on entend une sonnerie de clairon, le Commandant Ducornez se reporte en auto vers la côte 232.

La nuit est claire, il voit à 150 mètres des postes allemands, des sentinelles françaises qui croisent la baïonnette et 3 autos allemandes, phares allumées arrêtées près d'un passage à niveau, un large drapeau blanc flotte sur la première voiture.



Le Général Von Winterfeld (ancien attaché militaire allemand à Paris) en descend correct et digne et se présente militairement au Commandant Ducornez en s'excusant du retard. Un banal accident d'auto survenu vers 12h à la sortie de Spa avait mis hors d'usage, 2 voitures de la délégation dont les membres avaient dû se tasser dans les trois restantes.
Erzberger à l'air hébété les autres délégués suivent silencieusement.
La mission est conduite à la Villa Pasques.
Déjà une foule curieuse d'habitants et de soldats se pressent avide de nouvelles.
Dans la Villa présentations.
Les officiers français précisent que la suspension d'armes finit à minuit.



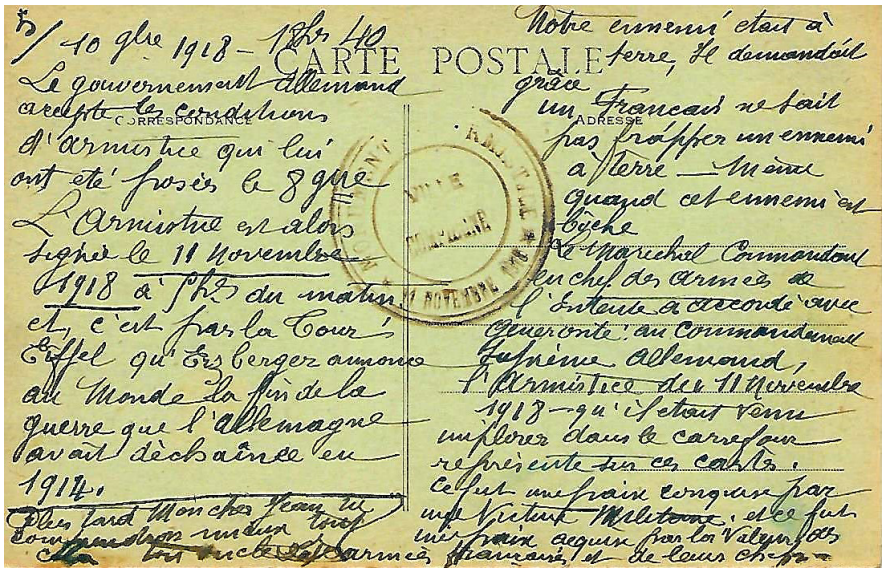
4- *Les délégués allemands montent dans des autos françaises et sont conduits au quartier général du général Debeney leur premier soin est de demander l'envoi d'un ordre prolongeant la suspension d'armes jusqu'à 6h du matin. Le 8, les délégués continuent leurs voyage vers Compiègne et arrivent ici (voir emplacement sur les cartes postales).*
Cependant instruit par 4 ans ½ de ruses de guerre abominables, le Général Toulorge se conforme strictement aux délais de la suspension d'armes et reprend le 8 novembre à 6h son mouvement offensif sur Haudroy.

Les Allemands reprennent également la lutte. L'auto des plénipotentiaires rapportant le 8 novembre soir les conditions de l'armistice au grand quartier général allemand tombé en plein combat. Elle est arrêtée par les mitrailleuses et le canon qui ne cessent de tirer. Le 9 novembre le 31e C.A. français reprend sa marche et entre à Fourmies (fleurs, pavoisements, enthousiasme des habitants).

Les plénipotentiaires allemands réussissent enfin à repasser dans leurs lignes.

En voici l'épilogue

C'est la réponse du gouvernement allemand à l'ultimatum fixant sans admettre de discussion les conditions de l'armistice.



5- *Le 10 novembre 1918 – 18h40 le gouvernement allemand accepte les conditions d'armistice qui lui ont été posés le 8 novembre.*

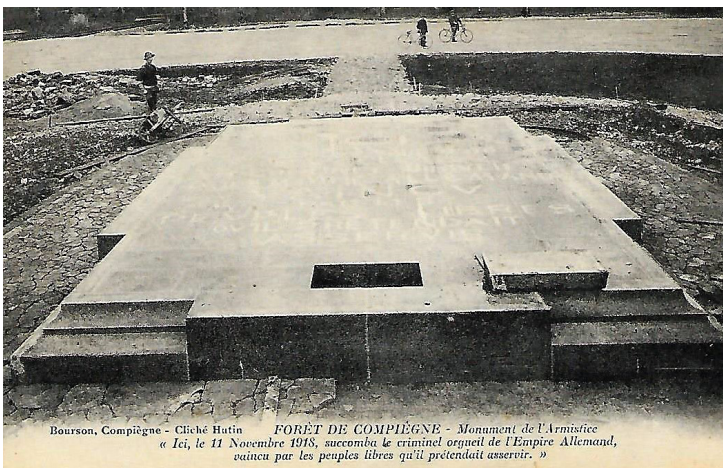
L'armistice est alors signé le 11 novembre 1918 à 5h du matin et c'est par la tour Eiffel qu'Ezberger annonce au Monde la fin de la guerre que l'Allemagne avait déchaînée en 1914.

Notre ennemi était à terre il demandait grâce, un Français ne sait pas frapper un ennemi à terre même quand cet ennemi est bôche.

Le Maréchal Commandant en Chef des Armées de l'Entente a accordé avec générosité au commandement suprême allemand l'armistice du 11 novembre 1918 qu'il était venu implorer dans le carrefour représenté sur ces cartes.

Ce fut une paix conquise par une Victoire militaire et ce fut une paix acquise par les valeurs des armées françaises et de leurs chefs.

Plus tard, Mon cher Jean tu comprendras mieux tout cela Ton Oncle...



Bien le bonjour à la maison...

Paul Alfred Verguet, un enfant de Jouillat dans la Grande Guerre

Gérard Chevalier

D'ONTE SES N°18 AUTOMNE-HIVER 2018

CERCLE DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE DES MARCHOIS ET LIMOUSINS

L'auteur : Gérard Chevalier est agriculteur retraité depuis août 2017 dans la Creuse, aux Châtelards sur la commune de Jouillat où il a élevé des bovins charolais durant son activité. Paul Michaud, lui-même agriculteur, était son arrière grand-père. Sa sœur Marguerite, épouse Verguet, mit au monde Paul Alfred le 26 décembre 1888. Il était de ce fait cousin germain de sa grand-mère Marceline, avec qui il a entretenu une correspondance pendant les années de guerre.
Cette correspondance en grande partie conservée, a permis grâce à l'association *Ateliers et vie aux Coudercs*, la création d'un ouvrage témoignage sur la vie de ce poilu sous le titre de *Bien le bonjour à la maison*, signé de son nom : Gérard Chevalier.
Gérard Chevalier est membre de la société des sciences naturelles, archéologiques et historiques de la Creuse.

Réumé : 1914 – 1918... Un siècle s'est écoulé et ceux qui ont vécu ces années-là sont désormais disparus, avec leurs souvenirs parfois indicibles et si secrets que nous n'avons eu connaissance qu'avec la plus profonde réserve, de leurs souffrances. ...À leur retour, ceux qui vivaient encore élevèrent dans chaque bourg un monument à la mémoire de ceux qui ne vivaient plus. Ils demeurent aujourd'hui plantés au cœur de nos villages... et nous regardent aller dans la paix de nos occupations.

JE VAIS BIEN POUR LE MOMENT...

Paul-Alfred Verguet
1888 – 1971 né au Bretouilly à Jouillat

La correspondance qu'a entretenue Paul-Alfred Verguet (on l'appelait Alfred) avec sa famille vivant au village du Bretouilly, dans la commune de Jouillat, nous est parvenue dans un état de conservation remarquable, malgré quelques inévitables lacunes. Elle témoigne de ce que fut la vie de ce jeune homme au début du XXe siècle et nous démontre également le rôle important et discret des *marraines de guerre* qui apportaient, par leur correspondance assidue, un véritable soutien aux soldats sur le front.
Des documents d'archives complèteront ce témoignage et lèveront partiellement le voile sur ce qu'a vécu ce jeune Jouillatois, avant, pendant et après la grande guerre.

Le 30 octobre 1916, Alfred s'adresse à son oncle Paul :
Cher oncle, Deux mots seulement pour vous donner de mes nouvelles qui sont assez bonnes pour l'instant et je désire que vous en soyez de même tous à la maison. La situation reste toujours périlleuse et le mauvais temps continue. A vous tous bonnes embrassades et poignées de main. Ton neveu qui ne t'oublie pas.
Et le 14 novembre 1916, c'est à toute la famille du Bretouilly qu'il adresse cette ultime correspondance du front.

Chers parents, Je vous souhaite le bonjour et une bonne santé. Je vais bien pour ce jour, vu la situation. Je vous en donnerai plus de détails plus tard, si je peux. A vous tous bonnes embrassades. Votre neveu, fils et parrain. A. Verguet.

À l'instant où ses proches lisaient ces quelques lignes, ils ne pouvaient imaginer que pour Alfred, la vie cachée dans les tranchées était terminée. Le silence angoissant et interminable qui s'ensuivit fut probablement, comme dans de nombreux foyers, propice à la prière et au recueillement.

LA REPRISE DE PRESSOIR

Un héroïque épisode de la reprise de Pressoir. Le communiqué de jeudi après-midi annonçant la reprise de Pressoir, signalait que dans le village occupé par l'ennemi, des éléments français s'étaient maintenus, résistant avec une énergie admirable.
Une relation officielle a fait connaître aujourd'hui qu'il s'agit de deux compagnies du 338e. Sous un bombardement d'une violence inouïe, ces braves résistèrent à tous les efforts faits par l'ennemi pour les rejeter des positions où ils se cramponnaient. Leur ténacité permit à un détachement commandé par le colonel du 338e et composé d'éléments de ce régiment et du 278e de revenir à la charge et de rejeter l'ennemi hors du village. Le même récit signale également l'héroïque conduite des grenadiers d'élite du 307e. «Attaqués dans la soirée du 14 décembre 1916, au sud d'Ablaincourt, ils escaladèrent le parapet et se lancèrent bravement au-devant de l'ennemi qui hésita et reflua tout à coup vers ses lignes de départ». Au cours de la bataille de Pressoir, un éclat d'obus vient frapper Alfred au visage. Grièvement blessé à la mâchoire inférieure, il fut dans un premier temps porté disparu, avant que l'on apprenne par « les nouvelles du soldat » du 22 décembre 1916, qu'il était détenu prisonnier à l'hôpital du camp de Darmstadt, en Allemagne. Et c'est de là qu'il s'adressera le 3 janvier 1917, à son oncle Paul Michaud du Bretouilly.

Kriegsgefangenenlager Darmstadt, 3 janvier 1917. Bien cher oncle, nous voici dans cette nouvelle année, dans ma situation elle a bien commencé pour moi et j'espère qu'elle nous amènera la paix et le retour près de vous. Je suis en bonne santé et ma blessure vient à bien. Mais c'est long, surtout en captivité. Je saurais de vos nouvelles depuis, mais je compte bien que cette carte ne manque pas de vous trouver en bonne santé. A vous tous poignée de main et embrassades.

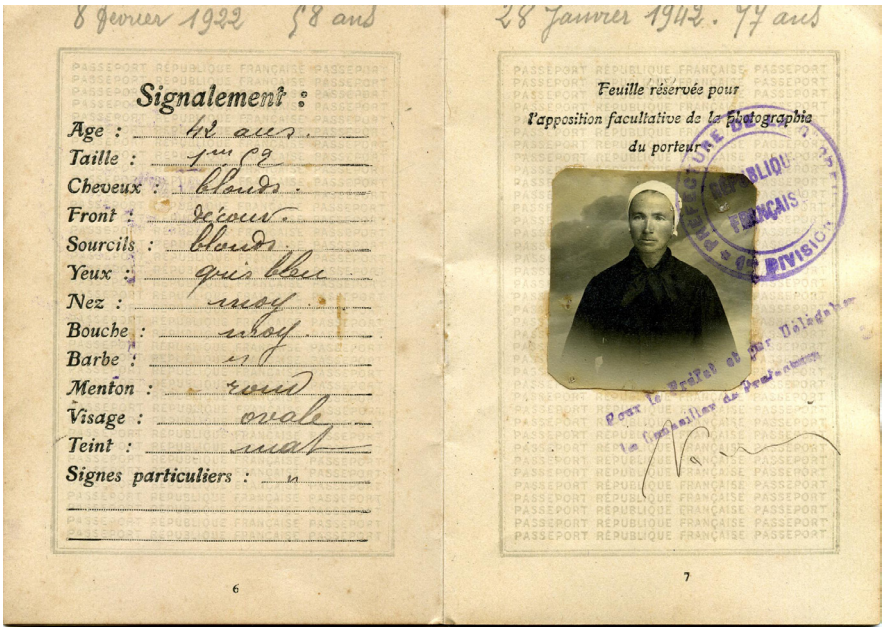
Alfred était vivant !

Alfred était vivant et il allait demeurer au camp de Darmstadt du 15 novembre 1916 au 7 août 1917, soit près de neuf mois captif en Allemagne. L'absence de correspondance avec sa famille de Bretouilly durant cette période ne nous permet pas aujourd'hui de connaître les conditions de sa détention. La suite de son parcours nous fera comprendre que les soins qu'il a reçus étaient probablement assez sommaires.
Marceline, la cousine, la filleule, qu'il appelait



La cousine Marceline à laquelle il adresse de nombreuses cartes postales. Document Gérard Chevalier.

aussi parfois Pauline de son deuxième prénom, devait se faire un sang d'encre.



Passeport n°310 accordé à Marguerite Verguet le 21 septembre 1917 pour un an. Avec ce document elle a retrouvé son fils blessé soigné en Suisse. Document Gérard Chevalier.

Nous ne saurons jamais si elle poursuivit sa correspondance durant cette période, mais elle avait comme beaucoup de femmes, assuré son « travail » de marraine de guerre, essentiel au moral des soldats. Et n'oublions pas non plus le rôle des épouses des maçons migrants creusois qui avaient accompagné leurs maris, souvent installés aux abords de grandes régions industrielles, et qui ont apporté dans les usines toutes leurs compétences pour remplacer les hommes partis sur le front. Ce fut le cas de Jeanne Chevalier du bourg de Jouillat et future belle-mère de Marceline. Elle s'investit en qualité de magasinière chez l'avionneur Louis Breguet à Vélizy-Villacoublay (Seine et Oise), du 7 août 1916 au 24 décembre 1918.

C'est le 7 août 1917 qu'Alfred Verguet a quitté l'Allemagne pour être hospitalisé en Suisse (zone neutre) où il séjournera jusqu'au 28 mars 1918. Il fut interné à Chernex /Montreux, dans le canton de Vaud, à l'hôtel Windsor. La neutralité de la Suisse allait enfin permettre à Marguerite de se rendre au chevet de son fils. À cette fin, elle obtint un passeport et un visa à la préfecture de la Creuse le 21 septembre 1917.

Deux jours après son arrivée en Suisse, Alfred lui avait adressé une lettre, comme en témoigne cette carte à destination de l'oncle Paul.

Berne, le 9 août 1917. Bien cher oncle, puisque tu verras la lettre que j'envoie à ma mère, je vous dis simplement bonjour et meilleures embrassades à tous. Ton neveu.

Installé en Suisse, Alfred avait la possibilité de reprendre sa correspondance avec sa filleule Marceline. De la clinique Florissant de Genève, il lui adressa cette carte le 22 septembre 1917 :

Ma chère filleule, je suis toujours en bonne santé pour le moment et le temps me tarde d'être opéré pour être tranquille et pouvoir prendre un parti si possible, rentrer ou travailler et cela toujours dans quelques temps. Je désire que cette carte vous trouve en bonne santé, ainsi que mon père. Je termine avec un bonjour et mes plus tendres baisers. Ton parrain dévoué.

Mais bien qu'il dise toujours aller bien, sa santé reste fragile.

Genève, le 15 octobre 1917. Ma chère filleule. Merci de ton aimable carte du 23 septembre, et excuse si je n'ai pas répondu plutôt, j'y pensais bien ces jours derniers mais deux abcès dans le corps m'ont fait filer quatre mauvais jours. Aujourd'hui je vais bien et je crois que le docteur ne sera pas longtemps maintenant à me greffer la lèvre, ce qui me



Carte postale du 15 octobre 1917 au dos de laquelle il explique qu'il va être greffé de sa lèvre emportée par un éclat d'obus. Document Gérard Chevalier.

fait beaucoup moins de peine que ce que je viens de supporter. Pour le jour, température assez bonne, mais la neige est tout autour de Genève. Je te quitte en vous souhaitant à tous une bonne santé et vous envoie un bonjour. Un gros baiser de ton parrain.

Genève, le 22 octobre 1917, Villa Beaulieu. Mon cher oncle, je suis en bonne santé et j'espère que la présente vous trouvera tous de même. Ce matin je suis allé me faire radiographier, rayons X, pour voir s'il ne restait aucun éclat, et après que le docteur aura vu les plaques on pratiquera au plus vite. En France, en ce moment nous possédons de l'aluminium, et ils pourrons aller bombarder Berlin en Zeppelin. Quelle râfle à ce coup là. Le temps est beau mais gagnant sur le froid. Je vous envoie à tous un cordial bonjour et vous serre la main d'assez loin, ainsi qu'à mon père. Ton neveu dévoué. Au revoir. Bonjour chez Bichon. »

Le zeppelin (du nom de son inventeur) était un ballon dirigeable allemand, à carcasse métallique.

Genève le 28 octobre 1917. Ma chère filleule, je te fais connaître pour aujourd'hui que je suis toujours en bonne santé et que je souhaite que cette carte vous trouve tous en bonne santé, ainsi que mon père. Rien de nouveau encore concernant mon opération, il y a déjà quelques jours que le docteur ne m'a pas vu. Aujourd'hui il fait très mauvais. Bonjour à tous. Je t'embrasse tendrement. »

Et ils étaient nombreux à être comme cela, en captivité, loin de chez eux, en cette année1917: souvenons-nous de ces 10300 prisonniers russes détenus chez nous, en Creuse, au camp de La Courtine, et qui devaient eux aussi envoyer le bonjour à leurs familles, des proches que beaucoup n'auront jamais revus, suite à un mouvement de révolte réprimé dans le sang, épisode étouffé longtemps sous le silence.

De Genève, Alfred répond à sa cousine qui le presse de questions.

Genève, le 3 novembre 1917, Ma chère filleule, merci de ta charmante carte que j'ai reçu il y a quelques jours, d'une chose qui m'a fait grand plaisir dans ces quelques lignes, c'est que mon père n'avait pas été malade de l'année, et que vous étiez tous en bonne santé. Pour moi, cela va toujours bien également pour le moment. Je ne puis t'expliquer les résultats de la greffe comme tu me le demandes. Mais cela ne sera pas longtemps à ce faire attendre maintenant. Lundi prochain, je suis présenté par le docteur à une conférence pour montrer mon cas et enseigner sa pratique. Si je n'avais pas été en traitement, j'étais rapatrié. Mais je veux vous surprendre, que vous ne puissiez

pas dire que je suis une victime de la guerre. A vous tous un bonjour. Je t'embrasse tendrement.

Mais le courrier passe mal.

Genève, le 13 novembre 1917. Ma chère filleule. Aujourd'hui je te fais deux mots pour te faire savoir que je suis toujours en bonne santé pour le moment, et j'espère bien que lorsque j'en aurai de toi, j'en aurai aussi de bonnes. Il y a déjà longtemps que je n'ai rien eu et je ne sais quand la frontière était fermée, rien ne passe. Je t'envoie donc la clinique où je serai opéré prochainement. Maintenant je crois que c'est l'hiver. Bonjour à mon père. et pour vous tous mes meilleurs baisers et amitié. Ton parrain qui ne t'oublie pas.

Genève, le 26 novembre 1917 (Villa Beaulieu, avenue Beauséjour) Ma chère filleule, en bonne santé je t'envoie un tendre baiser en attendant de vous donner de bonnes nouvelles après mon opération. Bien le bonjour à tous. Ton parrain qui t'aime.

et c'est à son oncle qu'il annonce que son opération est enfin réalisée.

Genève, le 5 décembre 1917. Cher oncle, deux mots pour te faire savoir que depuis le temps que j'en parlais, cette fois ça y est, tout s'est bien passé et ça va à merveille. Tout ira pour le mieux je pense. Il y aura peut-être encore quelque chose à enlever plus tard, mais ce ne sera rien. Je ne sais pas si je t'ai accusé réception de ton mandat. Je l'ai touché il y a déjà longtemps. Dans tous les cas je t'en adresse tous mes remerciements. Il fait assez beau. Le plus dur maintenant, c'est encore pour manger. Mais ce ne sera pas de longue durée heureusement. Bonjour à mon père et à vous tous ainsi qu'une cordiale poignée de main. Ton neveu. »



Carte postale du 13 novembre 1917 adressée à sa filleule Marceline. Clinique Florissent dans laquelle Alfred Verguet a été opéré de sa lèvre arrachée, dont il parle avec une grande confiance. Document Gérard Chevalier.

Pour Alfred, la perspective de revoir les siens se faisait grandissante.

Genève, le 13 décembre 1917. Ma chère filleule, Deux mots pour te faire savoir que je vais bien en ce moment et la lèvre aussi. Seulement cela demande encore quelque temps. Mais enfin je suis très heureux que cela va bien s'arranger. Merci de ton souvenir du 25 dernier que j'ai reçu il y a quelques jours. Bonne température ici, mais froide. Il me reste à vous donner à tous un bonjour ; ainsi qu'à mon père. En attendant le grand plaisir de ce parler tous ensemble un jour, je vous serre la main et à toi tendres baisers.

1918

Et revoilà la saison des vœux !

Genève, le 1er janvier 1918. Ma chère filleule, j'ai reçu ta carte de bonne année hier et je

t'en remercie. Tu dois avoir reçu la mienne maintenant. Je suis toujours en bonne santé et je vais bien en tout lieux. Ici à Genève, c'est l'hiver en plein, il gèle et il neige. Bonjour à toute la maison et reçois un tendre baiser de ton parrain.

et déjà, il perçoit le printemps.

Genève, le 21 janvier 1918. Ma chère filleule, je vous envoie un bonjour à tous et désire de grand cœur que la présente vous trouve en parfaite santé, comme elle me quitte. Voici quelques jours que la neige est partie ici, et depuis il fait un temps superbe, véritables premières journées de printemps, il serait à souhaiter que cela continue. Je parle pour nous. Au revoir chère filleule, je te quitte avec un gros baiser.

Son impatience se fait grandissante.

Genève, le 1er mars 1918. Ma chère filleule, je serais donc en France de ce moment si mon appareil avait été terminé comme je te le marquais sur la précédente, j'ai été accepté rapatriable au lendemain que je t'avais écris, je suis toujours en bonne santé et je désire que vous soyez de même, en attendant un jour qui ne se fera peut-être pas trop attendre maintenant pour nous voir. Aujourd'hui il tombe encore de la neige. Les camarades sont heureux de se regarder en France. Au revoir. Je t'embrasse.

Mais une nouvelle opération va retarder encore son départ.

Genève le 20 mars 1918. Ma chère filleule j'accuse réception de ta carte du 8 qui m'a fait plaisir en vous sachant tous en bonne santé. Tant qu'à moi, cela va bien également. Mon appareil est fini, et en attendant de rentrer je vais être opéré encore à nouveau le 25. Mais ce ne sera pas aussi fort que la première. Je pense bien qu'après ça il n'y aura plus rien et je n'en serai point fâché, depuis seize mois, c'est bien long. J'espère que je ne serai plus trop longtemps à attendre pour rentrer. Ici il fait beau temps. Un grand bonjour à tous, ton parrain qui t'embrasse de loin. Alfred.

Alfred quittera définitivement la Suisse, pour rejoindre la France le 28 mars 1918. Il gardera sa vie durant, la cicatrice provoquée par cet éclat d'obus qui lui brisa le maxillaire inférieur gauche le 15 novembre 1916, lors de la reprise de Pressoir. Son nom s'est alors inscrit dans la trop longue liste des blessés de la face, que l'on appellera plus communément « les gueules cassées ».

Le sénateur de la Creuse, Monsieur Defumade, était intervenu en haut lieu, semble-t-il, un peu tardivement pour que soit rapatrié le soldat Alfred Verguet.

Depuis sa mobilisation, le 3 septembre 1914, Alfred Verguet avait connu des jours bien sombres, comme tous ses camarades


OFFICE NATIONAL
DES MUTILÉS, COMBATTANTS
ET VICTIMES DE LA GUERRE

Comité Départemental
d Creuse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1482

CARTE DU COMBATTANT

Valable du 29 Xbre 19 33 au 28 Xbre 19 38

Délivrée à

Monsieur Verguet
Prénoms Paul
Domicile Champagnat
Né le 26 Xbre 1885
A Soudiat Départ Creuse
A Guéret, le 29 Xbre 1933

Le Président
du Comité Départemental,

Le Titulaire,

Carte du combattant d'Alfred Verguet. Son visage souriant affiche la trace de cette blessure qui lui emporta la lèvre inférieure. Document Gérard Chevalier.

partis au front. Il en avait reçu des autorités une citation du corps d'armée en date du 14 *Soldat très dévoué et très courageux, a été blessé grièvement le 15 novembre 1916 à Pressoir, à son poste de combat*. Et il reçut la croix de guerre avec étoile en vermeil, ainsi que la médaille militaire qui lui fut attribuée bien plus tard, le 31 décembre 1936.

La guerre se termina pour lui au 78e régiment d'infanterie, qu'il rejoignit le 13 juin 1918. Afin d'être pensionné pour les dommages causés par sa blessure, il dut subir différentes expertises et contre-expertises médicales qui le conduisirent tant à Guéret qu'à Limoges. Mais de nombreux combattants ont perdu la vie dans ce conflit, et dans les familles, celles et ceux, femmes, personnes âgées et enfants qui avaient à charge les fonctions matérielles du quotidien et la lourde tâche de faire produire les terres, savaient que désormais il faudrait compter sans eux.

Que nous reste-t-il d'eux aujourd'hui, si ce ne sont ces 40 noms inscrits sur le monument aux morts de la commune de Jouillat et les 39 gravés sur une plaque de marbre fixée à l'intérieur de la mairie, plaque offerte par les conseillers municipaux de l'époque ? Qui étaient-ils ? De quel village, à quel âge et où ont-ils perdu la vie ? Beaucoup de questions auxquelles il est bien difficile de répondre un siècle plus tard. Les familles conservent encore parfois une photo, une correspondance, des documents... pas toujours accessibles.

L'un de ces soldats envoya une carte postale à son frère, il s'agit de Élie-Jean Brelingard né au village du Chêne, le 11 décembre 1895, il disparut en Turquie à l'âge de 19 ans. Son jeune frère à qui il adressait cette carte, mourut au Chêne le 12 mai 1917, à l'âge de 14 ans. Son frère aîné, Jean-Firmin est mort pour la France le 25 septembre 1917. L'unique survivante de cette fratrie, Maria-Mélanie Brelingard, épousera, bien après la guerre, le parrain de Marceline Michaud, Alfred Verguet.

Mais bien d'autres absences endeuillèrent des familles de Jouillat et le bilan de cette guerre sera effroyable.

On peut lire dans *Le journal de Jean Brayaud*: « Sur les 18 tués de la guerre 14-18 du Breuil et de Villecoulon, il y a 12 ou 13 maçons [1]»

Au mois d'août 1918, grâce à l'appui des armées alliées, les troupes allemandes vont commencer à reculer. Bientôt les régiments français avanceront sur le Chemin des Dames où ont combattu tant et tant de soldats, parmi lesquels s'est illustré en octobre 1917, le jeune sous-lieutenant jouillatois Émile Glomot.

Bientôt, l'armistice, signé le 11 novembre 1918, sonnera la délivrance pour tous les poilus survivants.

Un enfant du bourg de Jouillat, Émile Chevalier laissera éclater sa joie dans une lettre adressée à ses parents :

Honneur aux marsouins 11 novembre 1918 Jour de la victoire, le 21e colonial en marche sur Nancy, Meurthe et Moselle. Les vaillants poilus du 21e ont défilé devant leurs drapeaux glorieux, déployés dans une ville d'Alsace. Les Panthères comme nous appelaient les boches ne les ont pas amusés. On vient de faire 22 km, en arrivant dans le patelin on s'est mis à sonner les cloches de l'église. Tous les civils se demandaient ce que ça voulait dire. Nous marchons sur Baden-Baden, c'est-à-dire Berlin. Je pense être en Allemagne après-demain. Vous pourrez m'envoyer un petit mandat, je veux arroser notre victoire. Le temps me tarde d'aller en perme pour arroser cela comme il faut. En attendant on va aller boire de bons coups et défiler en Allemagne. Gare la bombe quand je vous disais que les boches n'auraient pas ma peau. Nous avons eu aucun repos depuis mon autre perme et on est encore appelés à marcher. La perme je ne sais pas quand est-ce qu'elle viendra, mais on l'attendra bien à présent. J'ai quelques souvenirs que je pourrai emporter : un masque boche contre gaz, une musette, un bidon, un quart, enfin tout un tas de choses. Adieu l'esclavage : on commence à voir l'avenir pour nous. Je ne suis pas loin de Carcieux. Si j'y passais, je vous le dirais. Enfin j'espère que vous penserez à moi pour que je puisse arroser

1 *Le Journal de Jean Brayaud* présenté par Hervé de Bellefon, éd. A.D.C.F., Guéret, 1974.

la mère Victoire. Le temps me tarde de rentrer en Allemagne, on leur fera payer tout ce qu'ils ont fait les salauds. J'espère que mon frère François ne tardera pas à présent à rentrer en France. Je suis à peu près le cinquième à partir en perme à présent, mais je ne sais pas quand est-ce que j'irai enfin. On les a eus, c'est le principal et comme il faut, encore ! Laissons tomber le cafard à présent les marmites et les balles. J'espère que je verrai mon frère François quand j'irai en permission. Je serai heureux de le revoir. Je ne vois plus grand-chose à vous dire. Je termine avec l'espoir que vous penserez à moi pour un petit mandat pour arroser le jour de la victoire. Ton frère qui vous embrasse bien fort. Chevalier Émile.

APRÈS LA GUERRE

Après la guerre, l'administration montait les dossiers et faisait ses comptes. Les épouses et les mères des militaires morts pour la France recevaient les imprimés sur lesquels figuraient le montant des allocations qui leur étaient attribuées. Les malheureuses qui avaient perdu plusieurs de leurs fils au cours de ce conflit se voyaient allouer une majoration pour les enfants décédés à partir du deuxième inclusivement. Pour la veuve Brelingard du village du Chêne, cette majoration s'élevait à 100 francs.

Elle percevait alors un total de 900 francs qui était supposé subvenir à ses besoins. Au ministère de la guerre, on ne faisait pas preuve de compassion envers les « anciens » combattants. Les plus jeunes, ceux qui avaient été mobilisés au cours de la guerre, n'étaient pas exemptés du temps réglementaire de 3 ans à passer sous les drapeaux. Voilà pourquoi si les clairons du 11 novembre 1918 sonnaient l'armistice, ils ne signifiaient pas pour autant le retour au foyer de tous les « poilus ».

Émile Chevalier, qui avait été mobilisé le 9 août 1916, semblait, après avoir combattu à la bataille de Reims, au fort de la Pompelle, à Vitry-le-François, à Épernay et Bazancourt, être encore « redevable » à la patrie. C'est pourquoi il quitta l'Allemagne pour un séjour au Maroc qui dura du 15 mars au 27 septembre 1919, date à laquelle il fut enfin libéré.

Parti « au-delà des mers », à bord du Volubilis, c'est de Fès, le 7 juin 1919 qu'il écrivit à son frère : *Cher frère, j'espère que vous êtes toujours en parfaite santé. Pour moi il en est de même. J'ai demandé le certificat de présence au corps que vous me demandiez, mais il n'est pas encore prêt. Je vous l'enverrai dans une lettre recommandée aussitôt que je l'aurai. Je pense que nous allons partir en colonne dans le commencement de la semaine prochaine. On va prendre quelque chose avec cette chaleur. J'ai reçu deux feuilles de piqûres, mais elles sont arrivées trois jours trop tard, sans cela elles m'auraient évité la dernière piqûre. Enfin j'ai la peau dure. Je termine en vous embrassant tous bien fort. Ton frère qui t'aime. E. Chevalier.*

À sa démobilisation, Émile se retirera au 25 rue de la Gare, à la Courneuve, où il reprendra ses activités de maçon qui le conduiront à Reims en 1920 et Sainte-Croix, près de Laon, en 1921.

Enfin il reviendra en Creuse, le 15 décembre 1925, où il épousera Marceline, fille de Paul Michaud, et filleule d'Alfred Verguet. Installé comme cultivateur sur le domaine du Bretouilly, il aura la possibilité d'utiliser la faucheuse Deering, qu'il avait admiré en démonstration dans le *Champ à Martin*, lorsqu'il était écolier et dont *Louis d'or* avait fait l'acquisition.

Pour Alfred Verguet, qui envisageait sa reconversion professionnelle dans le métier de receveur buraliste, la vie n'était pas simple. Sa propriété de Tirelangue était toujours aussi petite et ce n'est pas l'achat du taillis de la Fosse au Renard près du village de Roussines, le 28 mai 1919, qui pouvait lui permettre d'espérer faire carrière dans l'agriculture.

Après le décès de son père, survenu le 8 février 1922, il se présenta devant la commission de subdivision de région, dans le but d'obtenir le certificat d'aptitude professionnelle exigé pour l'emploi de receveur buraliste de 1re et 2e classe. Il l'obtiendra le 8 janvier 1924.

Mais sa situation n'évoluait pas vite. Un an

plus tard, le service des emplois réservés l'informait que son nom figurait sur la 33e liste de classement de receveur buraliste, insérée au journal officiel du 17 février 1925. Enfin il allait toucher au but tant convoité, il lui restait encore à prêter serment ; ce qui fut fait le 9 avril 1926.

Mais Alfred Verguet allait de nouveau devoir quitter le département de la Creuse. Le bureau de tabac qui lui était attribué se trouvait à Breuilly-Cesset, dans l'Allier. Il bénéficiait là-bas d'une activité élargie aux loisirs, puisqu'il disposait d'un billard. Et après en avoir si souvent envoyé, voici que maintenant, il vendait des cartes postales !

Mais, éloigné de sa famille, il était naturel qu'il reprenne sa correspondance avec sa cousine. *Breuilly, le 6 août 1928. Ma chère Marceline, je réponds à ta lettre qui nous a fait grand plaisir de vous lire tous en bonne santé. Vous devez maintenant terminer la moisson, parce que avec ces temps de sécheresse et de chaleur, ça fait de l'avance. On bat déjà où nous sommes, il y a quelques jours que les machines marchent. On dit que c'est pas fameux par suite de la sécheresse. Où nous sommes, il y a deux jours la chaleur est moins forte ça s'est un peu rafraîchi du matin, mais le temps est animé à la sécheresse. Pas de pommes de terre, pas de haricots, plus de salade, rien et moyen de rien faire. Nous sommes en bonne santé pour le moment. Comme je vous écris cette petite carte je ne puis vous en mettre davantage. Quand tu nous écriras, tu nous mettras les nouvelles. Je vous embrasse tous. M.V.*

Il ne vivait pas seul, sa mère était venue le rejoindre et c'était elle qui tenait la plume. Désormais nous ne lirons plus de lettres d'Alfred Verguet. Mais il s'ennuyait à Breuillly-Cesset et c'est grâce à l'action efficace d'intervenants « très haut placés » qu'il put rejoindre la Creuse.

Le sénateur de la Creuse, François Binet, natif de Bonnat fut ministre de l'agriculture. Alfred revenait en Creuse, mais pas encore auprès du clocher et du château de Jouillat. Il n'en était pourtant plus très loin et l'on pouvait espérer que cette proximité lui apporte une vie paisible.

Mais à Pionnat, tout n'allait pas pour le mieux. Était-ce la guerre qui l'avait changé ? Y avait-il au plus profond de lui, des cicatrices invisibles qui ne pouvaient se refermer, causées par ces choses qu'il évoquait dans ses cartes où il écrivit un jour qu'elles étaient *si difficiles à imaginer pour ceux qui n'y sont pas*? Ou était-ce le caractère trop fort de Marguerite, sa mère, qui rendait leur cohabitation difficile ?

Dans une lettre du 30 mai 1933 qu'elle adressa à son frère Paul Michaud, Marguerite se plaignait : *il ne veut pas me causer ou alors c'est pour se fâcher, pour m'abattre la parole quand je lui fais la morale. Je lui dis tout pour le bien que je ne fais pas comme lui ; que je n'ai pas besoin des étrangers pour me mettre les fers aux pieds (...) et puis sur cette parole je lui ai répondu que ceci ne faisait pas l'affaire, s'il voulait se marier qu'il tomberait sur moi comme le loup sur la brebis*... Il y eut des hommes que les conflits poursuivaient au-delà des tranchées ! Mais bientôt Alfred reviendra à Jouillat. La nouvelle tant attendue lui est arrivée le 5 mars 1934 : *Le directeur général des contributions indirectes commissionne M. Verguet Paul en qualité de receveur buraliste de 2ème classe à la résidence de Jouillat.*

Son rêve enfin s'accomplissait, il allait retrouver ce bourg où il avait « tant traîné » étant plus jeune, comme le lui avait écrit Marceline dans l'une des cartes envoyées sur le front. Voici le château et l'église, immuables ; les maisons bien rangées le long des rues ; la place, avec au fond l'hôtel Vernet au bout duquel se trouvait le bureau de tabac qu'il allait occuper maintenant ; puis, se dressant à l'angle de la rue qui longeait l'ancien cimetière, taillé de granite et surmonté de bronze, portant sur ses flancs des noms qui ne voulaient pas mourir et sur lesquels s'accrochaient encore des visages, des voix, des fils, des frères, des amis, des voisins, il découvrit un monument qu'il ne connaissait pas... offert à des hommes qu'il avait bien connus !

Gérard Chevalier

Jouillat (23) 1914-1918 A ses morts glorieux

Monographie dressée par Gérard Chevalier

Le monument aux morts de la commune de Jouillat fut érigé en 1924, sous l'autorité du « Comité pour l'exécution du monument aux morts pour la patrie ». Ce comité comptait sept membres : MM. Pissaloux Augustin, Rougier Jules, Bichon Victor, Glomot Jean, Lamoureux Jean, Ganier Louis, Lebrun Victor, désignés par le Conseil municipal au cours de sa séance du 19 juin 1921. Le devis s'élevant à 19 500 Fr, le Conseil vota le 3 juin 1923, un crédit de 12 650 Fr pour venir en complément des 6 850 Fr recueillis dans le cadre d'une souscription volontaire. C'est également le Conseil municipal qui eut à choisir l'emplacement où serait érigé le monument. Après délibération, décision fut prise d'une implantation sur « l'ancien cimetière, entre les deux premières rangées d'arbre, et dans l'axe de la route de l'église ». La mention « Jouillat à ses morts glorieux » relève également du choix du Conseil, ainsi que la disposition alphabétique des noms. Une liste provisoire fut affichée à la porte de la mairie jusqu'au 14 juillet 1923, afin de susciter d'éventuelles réclamations. Les plaques de bronze (1 824 Fr) où sont inscrits les noms furent commandées par la municipalité, ainsi que le coq en fonte bronzée (1,15 m), œuvre du sculpteur Charles Pourquet. C'est le maréchal-ferrant de Boisfranc, M. Cacard, que le maire de la commune sollicita pour réaliser la grille d'entourage du monument. L'ensemble des travaux dura deux ans. Dans sa séance du 6 juin 1924, le Conseil municipal invita l'architecte à faire le nécessaire pour qu'il soit terminé dans les deux mois.
40 noms allaient alors pouvoir y prendre place.

G.C.

PLANTELIGNE Félicien, Silvain
(transcrit à la mairie de Jouillat) né à Glénic, le 11 octobre 1887. Cultivateur, du village de Villemorle Soldat au 263e R.I. de Limoges a été tué à l'ennemi, le 28 août 1914 à Rocquigny (Pas-de-Calais) à l'âge de 26 ans.

RAZET Pierre, Frédéric
né à Jouillat, le 11 décembre 1889. Maçon, du bourg de Jouillat. Soldat au R.I. de Tulle. Citation : *Soldat courageux et dévoué, mort glorieusement au champ d'honneur, le 28 août 1914 à Yoncq (Ardennes) âgé de 24 ans.*

GUILLEMET Antoine
né le 26 juillet 1890. Cultivateur, du village de Lascoux Soldat tué à l'ennemi le 30 août 1914 et inhumé dans la tombe collective du vieux cimetière de Vouziers (Ardennes), de source allemande, âgé de 24 ans.

GANIER Jean, Armand
né à Jouillat, le 23 juin 1887. Maçon, du village de Villecoulon (habitait à Chantilly) Incorporé au 2e zouave, le 3 août 1914. Disparu le 16 septembre 1914 à L'Aigle (Oise), âgé de 27 ans.

COUDERCHON Jules, Alphonse
né à Glénic, le 23 octobre 1893. Garçon de café, (résidant à Montluçon). Soutien de famille? Soldat au 121e R.I. Mort le 17 septembre 1914 aux Clorpes près Carlepont (Oise), âgé de 20 ans.

VERNET Albert
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 14 juillet 1884. Habitait le bourg de Jouillat. Soldat au 278e R.I. Tué à l'ennemi le 20 septembre 1914 à Touvent (Oise), âgé de 30 ans.

PIGNOUX Henri, Baptiste
(transcrit à Jouilllat) né à Chantilly (Oise),

le 10 octobre 1888. Maçon, du village de Villecoulon. Soldat au 63e R.I. A été tué à l'ennemi le 26 septembre 1914 à Saint-Léonard (Marne), âgé de 26 ans.

LECANTE François
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 18 février 1890. Maçon, du village de Villecoulon (habitait Choisy-le-Roi, alors dans le département de la Seine) 52e R.A., 67e batterie, 2e canonnier. Est décédé étant de garde à la poudrerie, le 11 décembre 1914 à 18h00. Apporté mort à l'hôpital d'Angoulème, âgé de 24 ans. (La poudrerie d'Angoulème a explosé en 1914.)

BRUNET Frédéric, François
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 22 octobre 1888. Forgeron, du village du Breuil. Soldat au 52e R.A., 31e batterie. Faisait partie de l'équipe téléphonique et a été blessé alors qu'il exécutait un ordre. Est décédé à l'hôpital de Manonville (Meurthe-et-Moselle) le 20 décembre 1914 à 9h00 du matin, des suites de blessures de guerre, âgé de 26 ans.

ARREAUD Antoine, Albert
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 10 novembre 1883. Du village du Breuil. Caporal au 78e R.I. Décédé à Flirey (Meurthe-et-Moselle) le 13 avril 1915 à 16h00, sur le champ de bataille, âgé de 31 ans.

BRELINGARD Élie
(transcrit à Jouillat) né le 11 décembre 1895. Musicien, du village du Chêne. Soldat au 176e R.I. En Orient du 13 mai au 21 juin 1915. Disparu à Sedd el Bahr (Turquie), le 21 juin 1915, âgé de 19 ans. Croix de guerre avec étoile de bronze.

GERBY Martin
(transcrit à Glénic) né à Glénic, le 17 avril 1883. Maçon, du village du Breuil. Soldat au 342e R.I. Tué à l'ennemi, le 2 juillet 1915 près de Perthes (Marne) à l'âgé de 32 ans.

DAIRE Jean
(transcrit à Jouillat) né à Glénic, le 28 octobre 1879. Du village du Breuil. Soldat au 368e R.I. Paraît avoir été tué par l'ennemi, le 5 juillet 1915, au Bois le Prêtre (Meurthe-et-Moselle), âgé de 35 ans.

CHEVALIER Henri
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 22 octobre 1885. Cultivateur, du bourg de Jouillat. Soldat au 63e R.I., 8e compagnie. Tué à l'ennemi par une bombe à Roclincourt (Pas-de-Calais), en s'élançant à l'attaque des positions allemandes, le 25 septembre 1915 à 11h00 du matin, âgé de 29 ans. Citation à l'ordre du régiment. Médaille militaire.

RAPHANAUD Hippolyte
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 6 décembre 1873. Du village de Soulat. Soldat au 297e R.I., 17e compagnie. Décédé à l'hôpital militaire annexe temporaire n° 5, le 10 octobre 1915 à 9h00 du matin à Besançon (Doubs), âgé de 41 ans.

VERGER Claude
(transcrit à Jouillat) né le 21 mai 1882 à Beaune (Côte-d'Or). Du village de Lombarteix. Sous-lieutenant au 78e R.I., 6e compagnie. Décédé à Habarcq (Pas-de-Calais), le 19 octobre 1915 à 19h05, des suites de blessures de guerre. Son nom est également inscrit sur la plaque commémorative de l'ancienne mairie et sur le monument aux morts à Eaubonne (Pas-de-Calais).

DUFOUR Pierre, Firmin
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat le 12 août 1880. Du village du Breuil. Soldat au 320e R.I. paraît avoir été tué à l'ennemi, le 11 décembre 1915, à Tahure (Marne), âgé de 35 ans.

DAIRE Félix, Alfred
(transcrit à Jouillat) né à Glénic, le 18 novembre 1892. Maçon, du village du Breuil. 31e formation de chasseurs à pied. Disparu le 2 avril 1916 à Verdun, secteur de Vaux (Meuse). Précédemment inhumé à 100 m au nord de l'étang de Vaux, a été identifié par sa plaque d'identité et transféré au cimetière militaire de Douaumont, tombe 9904, âgé de 23 ans. Citation, médaille militaire.

ROBY Émile
(transcrit à Jouillat) né à Paris, le 19 novembre 1894, soutien de famille. Maçon du village de Lavaud. Soldat au 21e R.A. Blessé par éclat d'obus, le 7 mai 1916 à 10h00 du matin. Décédé des suites de blessures de guerre, le 8 mai 1916 à Baleicourt, commune de Verdun (Meuse), âgé de 21 ans.

PIGNOUX Émile, Silvain
(transcrit à Jouillat) né le 9 octobre 1895. Maçon, du village de Villevaleix. Soldat au 412e R.I. Tué à l'ennemi, le 9 juin 1916 à Verdun, côte 304, à 4h00 du soir, par un éclat d'obus qui lui a arraché la tête.

CHANSARD Auguste, Louis
(transcrit à Genouillac) né à Genouillac, le 19 juin 1881. Forgeron, du village de Villecoulon. Soldat au 12e escadron du train. Mort pour la France, le 17 juillet 1916, à l'hôpital temporaire n°3 à Salonique (Grèce) de la fièvre typhoïde, âgé de 35 ans.

THONNIER Silvain, Auguste
(transcrit à Bagneux Seine) né le 26 janvier 1874 à Jouillat. Du village de Villecoulon Marié à Pont-Sainte-Maxence (Oise). Adjudant au 287e R.I. Tué à l'ennemi le 17 juillet 1916 au Bois des Buttes à Pontavert (Aisne), âgé de 42 ans.

BELUGEON Philippe, Léger
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 9 octobre 1879. Soldat auxiliaire au 1er R.A. Décédé à l'hôpital militaire de Bourges, le 25 septembre 1916 à 4h00 du soir, âgé de 36 ans.

AUCLAIR Léon, Martial
(transcrit à Jouillat) né à Anzème le 14 octobre 1878. Du village de Villevaleix. Soldat au 12e escadron du train des équipages. Décédé à Harbonnières (Somme), le 20 octobre 1916 à 11h30 du matin, des suites de ses blessures de guerre, âgé de 38 ans.

BELLON Emmanuel, Célestin
(transcrit à Jouillat) né à Champsanglard, le 2 septembre 1885. Soldat au 338e R.I. Mort à Harbonnières (Somme), le 27 novembre 1916 à 18h45, des suites de blessures de guerre, âgé de 31 ans.
Décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre. Son nom est également inscrit sur le monument aux morts de Champsanglard.

MAYETON Victor
(transcrit à Jouillat) né le 3 décembre 1877. Maréchal ferrant, du village du Breuil. Soldat au 34e R.A. Décédé au sanatorium de Sainte-Feyre, le 12 avril 1917 à 8h00, âgé de 39 ans.

DUBROUILLET Frédéric, Gabriel
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 23 octobre 1895. Du village du Breuil. Caporal au 121e R.I. A été tué à l'ennemi, le 13 avril 1917 à Grugier (Aisne), âgé de 21 ans.

GERBY Victor
(transcrit à Jouillat) né le 21 juillet 1891, à Lyon. Maçon, du village de Lascoux. Soldat au 44e R.I. disparu à Soissons, le 13 janvier 1915. Décédé à Niederzwehren, au lazaret de prisonniers de guerre, le 12 mai 1917 à 8h00 du matin des suites de maladie.

BOURLIOT François
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 23 juillet 1879. Du village de Villecoulon. Sergent au 278e R.I. Mort pour la France, tué par une balle ennemie à mille mètres environ, au nord de Laffaux (Aisne), le 16 mai 1917 à 5h00, âgé de 37 ans.

PAROTON Henri, Pierre
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 30 août 1886. Cultivateur, du village de Villecoulon. Soldat du 5e bataillon de chasseurs à pied. Disparu le 16 mai 1917 au nord-ouest du Moulin de Laffaux (Aisne), âgé de 30 ans. (Selon un témoignage rapporté, son corps prisonnier dans les barbelés se serait « desséché » des jours durant sous les yeux de son frère)

LECANTE Antonin
(transcrit à Jouillat) né le 12 février 1894, à Jouillat. Cultivateur, du village de Soulat. Soldat au 42e R.I. Prisonnier à Tracy-le-Val. Décédé le 2 septembre 1917 à 10h00 du matin au Lazard de Sprottan, au lazaret

de prisonniers de guerre, âgé de 20 ans.

BRELINGARD Firmin
(décédé à Jouillat) né le 20 mars 1894. Musicien, du village du Chêne. Caporal au 80e R.I. Blessé le 21 août 1916 à Verdun par éclat d'obus (plaie au cuir chevelu). Décédé le 27 septembre 1917 de maladie au village du Chêne, âgé de 23 ans.

MURAT Félix, Émile
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 6 avril 1895. Maçon, du village de Roussines Soldat au 281e R.I. Disparu le 10 décembre 1917. Le corps a été trouvé au nord de la ferme de la Jouissance (Marne) (liste officielle allemande ZNB) Trois citations :
8 avril 1917 : *Soldat toujours courageux et plein d'entrain, a fait preuve d'un grand sang-froid, le 3 mars 1917, en servant son armée en dépit du feu des mitrailleuses ennemies qui rasait le parapet.* Croix de guerre étoile de bronze
8 mai 1917 : *Soldat courageux pour sa belle conduite au feu lors d'une opération offensive, le 28 avril 1917, a témoigné d'un bel entrain, explorant les abris ennemis avec le plus beau sang-froid.* Croix de guerre étoile d'argent
9 septembre 1917 : *Soldat toujours volontaire pour les missions périlleuses. A été blessé dans la nuit du 22 au 23 août au moment où il se lançait à la poursuite de l'ennemi mis en fuite après un vif combat engagé par le détachement dont il faisait partie. Mort pour la France le 10 décembre 1917, âgé de 22 ans.*

RAZET Alfred, Jean
Né à Jouillat le 11 octobre 1881. Maçon, du bourg de Jouillat. Soldat au 278e R.I. Tué le 13 mars 1918 dans les tranchées, devant Vienne-le-Château (Marne) par une torpille, âgé de 36 ans. Citation : Croix de guerre étoile de bronze Son nom est inscrit également sur le monument aux morts d'Ajain.

GLOMOT Émile
Né le 28 septembre 1893. Cultivateur, du village de Péchadoire. Soldat au 109e R.I. Caporal le 26 septembre 1914. Sergent le 11 janvier1915. Adjudant le 21 octobre 1915. Sous-lieutenant à titre temporaire le 23 mars 1916. Lieutenant à titre temporaire le 26 avril 1918. Décédé le 28 mai 1918 à Château-Thierry (Aisne). Inhumé, tombe 603 au cimetière militaire, âgé de 24 ans. 15 citations parmi lesquelles :
Le 24 octobre 1917, *à la bataille du Chemin des Dames a, malgré un très violent tir de barrage, entraîné ses hommes à l'assaut des positions ennemies et, en manoeuvrant habilement, a évité des pertes de sa section. Officier d'un grand courage, plein de mépris du danger.*
Officier grenadier d'une bravoure remarquable, a entraîné ses hommes à l'assaut d'une tranchée ennemie avec un élan magnifique. »
Le 12 septembre 1916, a organisé deux barrages dans les boyaux ennemis sous un feu d'enfilade de mitrailleuses et y a placé 2 poste de grenadiers d'élite.
Le 28 mai 1918 a été blessé à la tête de sa section en maintenant ses hommes sous un feu violent de mitrailleuses pour retarder l'avance de l'ennemi. Blessé une deuxième fois grièvement, a conservé l'exercice de son commandement jusqu'au moment où, à bout de force, il s'affaisse complètement épuisé, officier remarquable de bravoure et de sang-froid, a été tué...
Croix de guerre. Son nom est inscrit sur la nécropole nationale « Les Chesnaux ».

GLOMOT Ernest, Jean
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 29 juillet 1894. Meunier au moulin des Rivailles. Soldat au 11e R.I. Tué à l'ennemi par un éclat d'obus à la tête, à environ 500 m à l'ouest de la station de Silly-la- Poterie (Aisne), le 13 juillet 1918 à 19h00.

LAMIER Aristide, Pierre
(transcrit à Jouillat) né le 5 septembre 1886. Du village du Breuil. Caporal, décédé à Coincy (Aisne), le 14 septembre 1918 à 10h30 du matin, des suites de blessures de guerre, âgé de 32 ans.

GLOMOT Félix, Silvain
(transcrit à Jouillat) né à Jouillat, le 18 décembre 1895. Du village du Bretouilly.

Soldat au 148e R.I. Mort pour la France, le 15 septembre 1918 à 5h50, sur le champ de bataille du massif du Sokol (Macédoine – Grèce), âgé de 22 ans.

NOBLET Eugène, Frédéric

Né à Jouillat, le 29 septembre 1880. Maçon, du village de Villecoulon. Fait prisonnier le 20 octobre 1915 à Tahure (Marne). Interné à Giessen, décédé au Lazaret d'Essen, le 30 octobre 1918, âgé de 38 ans.

COUDERCHON Lucien, Armand

(transcrit à Jouillat) né à Sannat, le 26 mai 1896. Maçon Habitait à Baigneux-Cheville (canton de Voves). Soldat au 210e R.I. Blessé à l'avant-bras gauche et derrière l'oreille, le 10 novembre 1916 à Verneuil (Aisne) par une torpille. Disparu le 26 novembre 1918 pendant la traversée du Danube. Présumé noyé, inhumé au cimetière français de Roustchouck (Bulgarie), âgé de 22 ans.

Quelques cas particuliers

LECANTE Pierre, Émile

Né à Jouillat, le 7 janvier 1887. Maçon du village de Lavaud. Soldat au 156e R.I. Disparu le 22 août 1914 à Saint-Vincent (Belgique), âgé de 22 ans. Habitait sur la commune de Sainte-Feyre (Creuse) depuis le 21 juin 1912. Son nom est inscrit sur le monument aux morts de ce bourg.

BRUNET François, Jules, Amédée

Né à Bonnat, le 7 juillet 1886. Cultivateur sur la commune de Jouillat. Soldat au 50e R.I. Disparu le 13 septembre 1914 à Fontenoy (Aisne), âgé de 23 ans. Habitait sur la commune de Genouillac (Creuse) depuis le 26 février 1911. Son nom est inscrit sur le monument aux morts de ce bourg.

BÉTHUNE Ildefonse, Eugène

(transcrit à Jouillat) né à La Fère (Aisne), le 17 janvier 1893. Biseauteur de glaces à Paris XIe. Soldat au 152e R.I. Tué au champ de bataille de Steinbach (Alsace), le 25 décembre 1914, âgé de 22 ans. Il avait pour tuteur Brunet Frédéric, de Jouillat, Le Breuil. Sa transcription a été envoyée à la mairie de Jouillat avec pour prénom Alfonse. Son nom est absent des monuments de Jouillat et de La Fère. Il ne figure pas non plus sur le livre d'or de la mairie de Paris XI.

Ce soldat est enterré dans la nécropole du Hartmannswillerkopf (le Vieil Armand) tombe 51.

Malgré tous les efforts de recherches déployés, quelques lacunes subsistent. Un siècle plus tard, il n'a pas été possible de retrouver dans quels villages de la commune ont vécu Couderchon Jules et Couderchon Lucien (ils n'étaient pas frères). De même, nous ne savons plus pourquoi le nom de Couderchon Jules ne figure pas sur la liste des soldats morts pour la France qui se trouve à la mairie de Jouillat.

L'oubli les aurait-il déjà menacés de ses pages blanches ?..., blanches comme celles qui se suivent, entre le 21 avril 1914 et le 29 mars 1919...

... dans le registre des mariages de la commune de Jouillat sur lesquelles rien n'est écrit, si ce n'est qu'il n'y a eu aucune union ces années-là. L'encre a laissé vierges 38 pages destinées à une jeunesse et à des jours qui auraient dû être heureux.

Gérard Chevalier

Bibliographie

A. Goutard
La Marne ; victoire inexploitée
Robert Laffont, 1968.

H. Isselin
La bataille de la Marne, Arthaud, 1964.

Edmund Stillman et les rédacteurs de Life : *Les Balkans*. Collection Life, 1965.

Stéphane Capot et Jean-Michel Valade
Limousin 14-18, Les Ardents éditeurs, 2008.

Jean-Pascal Soudagne
Chemins de mémoire 14-18, Éditions Ouest-France 2008.

H. de Bellefon
Le journal de Jean Brayaud
Éditions A.D.C.F., 1974.

Danièle Demachy-Dantin
Histoire des maçons de la Creuse
Le Puy Fraud, 2011.

Fédération de la Libre Pensée
Creuse 1917, Histoire du soviet de la Courtine, 2012.

Agenda du centenaire, La Grande Guerre, GD Éditions Saint-Malo, 2014.

1914 – 1918 Auvergne Limousin
La Montagne-Le Populaire du Centre, 2013.

Nouveau Petit Larousse Illustré
Librairie Larousse 1938.

Le panorama de la guerre 1914 – 1918.
Bibliothèque contemporaine illustrée du nouveau siècle.

Anthony Livesey
Atlas de la première guerre mondiale 1914-1918.
Éditions autrement, collection Atlas/Mémoire.

TROISIÈME CHAPITRE

Juillet 1918, l'offensive allemande puis la contre-offensive alliée



Route de Somme-Tourbe en mars 1915, dans la boue, le froid, la neige... Les soldats français se retrouvent au même endroit, en septembre 1918, cette fois pour la victoire. Fonds du Cghml Jean Labetoule.

1918 : Offensives et contre-offensives jusqu'à la victoire

Alain Pérel

LA SITUATION DÉBUT 1918

À l'Ouest, la ligne de front n'a pratiquement pas bougé depuis fin 1914 : toutes les offensives des deux camps, en dépit des hécatombes causées, ont échoué : l'avantage à toujours été du côté du belligérant défenseur. Dans les deux camps, la puissance de feu de l'ennemi (artillerie, mitrailleuses lourdes), l'impératif de résister aux attaques massives de l'infanterie adverse, ont nécessité la mise en place de puissants rideaux successifs protecteurs (tranchées, cagnas[1] enterrées à plusieurs mètres de profondeur). Chaque offensive de grande envergure, après quelques succès initiaux, a été asphyxiée par les dispositifs de protection et l'artillerie du camp défenseur : malheur à l'infanterie attaquant à découvert sitôt la sortie des tranchées…

La « guerre sous-marine à outrance » décidée par les Allemands qui torpillent les navires commerciaux neutres, et leurs intrigues au Mexique (proposition d'une alliance contre les États-Unis), ont provoqué l'entrée en guerre des Américains en avril 1917 au côté de la France et de la Grande Bretagne. L'entrée effective des USA dans les hostilités est progressive (les soldats doivent être équipés et entrainés à ce conflit hors normes), mais elle est espérée comme décisive à Paris et Londres.

En contre-partie, les nouvelles du front de l'Est sont très mauvaises pour les Alliés occidentaux : minée par les désertions, l'armée russe a cessé toute action offensive cohérente à l'été 1917. La Révolution d'octobre 1917 amène les bolcheviks au pouvoir. Ceux-ci ont pour priorité d'assurer la survie du nouveau régime face aux Russes Blancs fidèles au tsar et sont disposés à cesser les hostilités avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, même au prix de cessions territoriales considérables. Les pourparlers débutent à Brest-Litovsk le 22 décembre 1917 après un premier armistice le 15 décembre. Les négociations s'éternisent : les bolcheviks espèrent que le réveil de la classe ouvrière allemande (qui n'interviendra finalement qu'après la défaite à l'ouest, en novembre 1918), qui s'était déjà manifesté par des grèves importantes fin 1917, empêchera les armées impériales de continuer les combats. Cependant, la solution d'attente « ni guerre, ni paix » ne tient pas : la révolution n'a pas lieu en Allemagne, et le 21 février les troupes allemandes reprennent leur avancée en Russie, occupent les pays baltes et l'Ukraine dont les ressources agricoles pourront compenser le blocus allié. Les bolcheviks sont alors contraints par Lénine d'accepter les conditions très défavorables qui leur sont imposées. Le traité de Brest-Litovsk est signé le 3 mars 1918.

LA GRANDE OFFENSIVE ALLEMANDE : MARS À JUILLET 1918

L'arrêt des hostilités sur le front Est permet à l'Allemagne d'organiser le transfert sur le front Ouest de 47 divisions, soit environ un million d'hommes. 3,6 millions de soldats du Kaiser sont positionnés sur ce front en mars 1918. Il ne reste qu'une solution pour l'Allemagne : attaquer sans attendre à l'ouest pour profiter de sa supériorité temporaire, avant que la montée en puissance de l'armée

1 Abris de tranchées.



La victoire : sur les Champs Élysées, les maréchaux français avec le Maréchal Foch, à qui fut confié en mars 1918 le commandement unique du front occidental. Fonds Jean Labetoule du Cghml.

américaine n'ait produit tous ses effets.
L'effort principal porte sur la Somme et l'Aisne, c'est-à-dire sur le secteur le plus proche de Paris. L'objectif est de percer le front allié, d'arriver jusqu'à Compiègne et de là, *nach Paris !* De fin mars à mi-juin, d'abord côté Somme, puis sur l'Aisne, le front se déplace de 50 à 80 km : du jamais vu depuis fin 1914 … Compiègne est en vue. Paris n'est plus qu'à 120 km du front à portée des *Pariser Kanonen* : il s'agit de sept pièces d'artillerie à très longue portée qui bombardent Paris entre le 23 mars et le 9 août 1918. Connues sous le nom de *Grosse Bertha* par les Français (mais ce nom désigne en fait un autre canon chez les Allemands), elles multiplient par 4 la portée maximale des pièces d'artillerie lourde classiques de l'époque (30 km) ; en un peu plus de 4 mois, elles ont envoyé 367 obus sur Paris et les communes environnantes, causant la mort de 256 personnes. L'objectif était de briser le moral des Parisiens et de contraindre le gouvernement français à demander l'armistice : il échouera.
Le 26 mars, les Alliés se sont mis d'accord pour confier au général Foch[2] le commandement unique sur le front occidental. Un de ses premiers actes de commandement est d'employer une partie de ses maigres réserves pour boucher la dangereuse brèche sur la Somme. Le 27 mars, l'offensive allemande sur la Somme est arrêtée dans la région de Montdidier.
Sur l'Aisne, l'offensive allemande est stoppée en juin, une contre-offensive française est même amorcée, le tout grâce à un premier concours de divisions américaines.

LA CONTRE-OFFENSIVE ALLIÉE ET LA VICTOIRE : JUILLET - NOVEMBRE 1918

L'offensive allemande principale en deux temps, en mars (Somme) et juin (Aisne) a échoué ; Les Franco-Américains remportent

2 Il fut fait maréchal le 6 août 1918.

d'autre part la *seconde bataille de la Marne* (18 juillet 1918). Les objectifs stratégiques initiaux de l'état-major allemand ont, semble-t-il, été insuffisamment précis, et les cibles des attaques trop mouvantes au gré de l'évolution de la situation sur le champ de bataille. Les Alliés, en comparaison, ont su concentrer leurs forces principales sur des objectifs défensifs essentiels.

Peut-être et surtout, les Allemands ont également été incapables d'assurer l'approvisionnement en fournitures et matériels assez rapidement pour suivre le rythme de l'attaque. L'armée du Kaiser avait en tout cas subi de lourdes pertes et ne disposait plus d'assez de personnels pour poursuivre l'offensive.

Au début du mois d'août, les conditions d'une large contre-offensive alliée sont désormais mises en place : affaiblie par ses nombreuses pertes et ses récents revers, l'armée allemande commence à battre en retraite tandis que les Alliés peuvent désormais compter sur de nouveaux armements produits en grand nombre (chars) et sur une participation désormais effective des soldats américains aux combats.

Le 8 août 1918, les armées alliées engagent une importante contre-offensive en Picardie, au niveau de la Somme, entre Amiens et Saint-Quentin. Les Britanniques attaquent au centre et au nord, les Français au Sud. Une énorme force blindée de 530 chars britanniques et 70 chars français est engagée dans la bataille aux côtés de l'infanterie. Pour la première fois, les Alliés combinent une attaque aérienne (les avions de la RAF mitraillent les tranchées ennemies) avec une offensive terrestre menée par les chars puis l'infanterie. Ludendorff a appelé le 8 août 1918, jour où Français et Britanniques percèrent le front à Amiens, le *jour noir de l'armée allemande*: les pertes allemandes s'élèvent en une seule journée à 27 000 victimes et 16 000 prisonniers. En quatre jours seulement, l'essentiel de l'ancien champ de bataille de la Somme est repris.

À la fin du mois d'août, les Alliés ont progressé jusqu'aux fortifications avancées de la ligne Hindenburg, dont ils avaient été repoussés par l'offensive allemande de mars 1918. À partir de cette date, l'avancée alliée ne s'arrêtera plus et la défaite de l'Allemagne devient inéluctable. Le 26 septembre, les armées alliées lanceront une offensive générale contre la ligne Hindenburg.

D'autre part, l'Empire allemand est miné par le blocus imposé par la flotte britannique ; les révolutionnaires du pays grondent. Enfin, il a dû constamment soutenir militairement ses deux alliés : l'Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman ; ceux-ci sont malgré tout au bord de l'effondrement militaire.

Fin septembre, le gouvernement allemand demande l'ouverture de négociations. Mais les alliés n'entendent pas négocier et brisent la ligne de résistance allemande. Ludendorff lui-même finit pas presser le Kaiser d'en finir. L'armistice est signé le 11 novembre 1918. La Grande Guerre est terminée.

Alain Pérel

Témoignage

ERNEST MAZAUD 1897-1980 SOUS-LIEUTENANT D'ARTILLERIE CROIX DE GUERRE

Témoignage rassemblé par Alain Pérel

Ernest Mazaud, mon grand-oncle, a fait l'objet d'un premier article dans les *Mémoires de guerre des Limousins* de 1916. Né le 15 février 1897, à Pérols-sur-Vézère en Corrèze. Il est engagé volontaire en 1915 à dix-huit ans et peut ainsi choisir son arme : l'artillerie. Brigadier puis maréchal des logis pendant les campagnes de 1916 et 1917 (Somme, Verdun), ses états de service et son bon niveau d'instruction lui valent d'être admis à suivre à Vincennes la formation d'élève officier à partir de l'automne 1917 avant d'être réaffecté en mars 1918 au 283e régiment d'artillerie lourde (4e Groupe, 27e Batterie) en tant qu'aspirant.

Le régiment est basé en mars 1918 tout près de Noyon, en protection de Compiègne. L'examen des cartes du front montre qu'il est situé à la limite entre les deux secteurs clés du front : Somme et Aisne. Autrement dit, de mars à juin 1918, il va devoir faire face successivement aux deux grandes attaques allemandes de mars (Somme) et juin (Aisne). Il se situe plus précisément, au niveau des bois de Thiescourt et du Plémont, sommet d'une ligne de collines qui constitue un point d'installation stratégique pour l'artillerie française.

Les lettres publiées ici sont parfaitement éclairées par la situation du front.

Celles des 1er avril et 16 juin sont saisissantes, elles nous donnent l'impression d'être au cœur des combats. La première montre aussi en termes très durs sa haine des Allemands ; la seconde, comporte un croquis (non publié dans cet article) détaillé et géographiquement très précis des opérations. Je me suis rendu sur place et pense avoir retrouvé l'emplacement exact de la batterie d'Ernest !

Celle du 11 août sent déjà la victoire : le 8, *jour noir de l'armée allemande* selon Ludendorff, les Français et les Britanniques ont enfoncé le front ennemi sur la Somme. À cela s'ajoute la fierté personnelle d'Ernest d'avoir été promu sous-lieutenant.

La journée du 16 septembre montre que les Allemands résistent encore avec acharnement sur la ligne Hindenburg.

Le 8 novembre, Ernest a pratiquement croisé les plénipotentiaires allemands se rendant auprès du Maréchal Foch. L'émotion est intense. Et que dire du vécu de la journée du 11 novembre …

DES MOMENTS TERRIBLES

1er /4/1918

Bien chers parents,

Un mot bien vite pour que vous sachiez que je suis en excellent santé et vous désire de même. Ne m'en veuillez pas trop car je n'ai pas un instant à moi sauf quelques heures de sommeil pris à la course car le métier n'est pas une sinécure comme aspirant d'artillerie. D'ailleurs je ne pense pas écrire à Léo plus qu'à vous et d'autre part je ne sais pas si vous recevrez mes lettres car depuis trois jours nous n'avons rien reçu dans toute ma batterie.

J'ai vécu des moments terribles depuis trois jours. J'avais annoncé à Léo que je partais le lendemain matin samedi à 5 h à l'observatoire et pour deux jours. Je ne vous dirai qu'une chose c'est que l'observatoire en question était le Plémont. Aidés de ce renseignement prenez les communiqués et vous comprendrez mes malheurs. J'étais bien tombé ce jour-là où les Boches ont attaqué 60 km de notre front. Je suis parti au Plémont comme c'était convenu avec deux téléphonistes. Juste comme nous arrivions sans avoir entendu un obus jusque-là le tir de barrage boche nous tombe en plein dessus. Nous avons été bloqués pendant deux heures sous une pluie d'obus dans des boyaux éboulés. Mes compagnons étaient affolés et je n'étais guère fier non plus surtout à un moment où un 150 a éclaté à deux mètres du bord du boyau nous couvrant de terre. Ils voulaient se sauver en terrain découvert pour

échapper au barrage. Je les ai maintenus car ils se seraient fait hacher, les obus tombant à gauche et à droite devant derrière. C'est à ce moment que deux divisions boches se lançaient à l'assaut du Plémont défendu par un bataillon et ½.Ils sont arrivés au sommet là où est notre observatoire mais n'ont pu aller plus loin quoique étant à dix contre un même vingt contre un. Peu à peu avec prudence nous nous sommes repliés dans nos boyaux vers l'arrière et je suis allé m'établir avec eux à un ancien observatoire à deux kilomètres plus en arrière et d'où je voyais la bataille. Un nouveau danger est alors venu à ma gauche. Les Boches avec dix mille hommes avaient réussi à prendre un bois presque dans notre dos et menaçaient de nous envelopper et faire prisonniers. L'artillerie a alors tapé dans le tas, notre infanterie en réserve est venue et a conjuré le danger. Le soir à 17 h une division des nôtres nouvellement arrivée est partie à l'attaque et a balayé devant elle les trois divisions boches qui avaient avancé et a repris le Plémont et tout le terrain perdu avec 700 prisonniers que j'ai vu descendre des lignes à mon observatoire. Le soir je suis rentré mais le Commandant ne comptait plus sur moi et avait dit à tous Mazaud est sûrement prisonnier. Seulement on se laisse pas faire. Demain matin j'y reviens avec mon lieutenant. Mais je ne risquerai rien car les Boches ont été encore poussés plus loin du pied du Plémont massif dominant, par nos chasseurs ce soir. Résumé : sur les trois kilom. en face nous 30 000 boches ont attaqué avant-hier. Sans aucun résultat. 10 000 au moins ne mangeront plus de choucroute. Ça a été un massacre de Boches. Ils croyaient qu'ils allaient tout renverser puisqu'ils avaient pour objectif pour le lendemain Compiègne. Ils étaient tellement sûrs qu'ils n'avaient même pas fait de préparation d'artillerie. Aussi nos mitrailleuses toutes intactes et nos canons ont eu beau jeu. De ce jour je me souviendrai aussi longtemps que de la nuit du 17 au 18 août de Verdun puisque j'ai failli être fait prisonnier 2 fois ou pis être démoli sous le barrage boche.

Mais le moral est excellent quand même car on sent qu'ils ne feront pas un pas de plus ces crapules de vermine de Boches et le poilu français conserve une supériorité nette sur eux. À 1 contre cinq il les bat et les fait reculer. Et quand ce sera la grande contre-attaque qu'est ce qui ne va pas se passer ? Ayez bon espoir en moi et aucune crainte. Bons baisers à ma Léo Joseph et à vous tous.

Ernest

LA CHANCE AU MILIEU DE L'ENFER

16 juin 1918

Bien chers parents,

Aujourd'hui j'ai le temps de vous écrire longuement et de vous raconter ma petite vie depuis le 9, ce dimanche si peu de fête pour nous. Pendant les 8 jours qui ont précédé l'attaque je dirigeais un travail fort pénible par cette chaleur torride et assez loin de ma Batterie avec une nombreuse équipe. Partant à 2h du matin et rentrant le soir en plein soleil, mangeant la moitié du nécessaire, cela m'avait éreinté. C'est dans ces conditions que je m'étais couché le 8 au soir après avoir écrit à Lyon à 22 h. À 23h50 on devait exécuter un violent tir sur les Boches : à 23h48 l'artillerie boche avec un ensemble formidable commença son tir de préparation d'attaque. Aussitôt nos batteries tonnèrent et des deux côtés ce fut un vacarme assourdissant. Je sautai aussitôt de mon lit en ajustant mon masque car j'avais entendu le « ploc » peu rassurant des obus à gaz boches qui tombaient partout et ça commençait à sentir leurs drogues. Les marmites pleuvaient comme la grêle. Vers ma cagna c'était une pluie d'éclats. Je traversai en vitesse cette zone dangereuse équipé contre les gaz et aussi les Boches. Il faisait assez clair. Ma Batterie tira toute la nuit avec les masques. Tous se montrèrent merveilleux et entre deux marmites nos gros 220 allaient balayer un débouché important des Boches où ils durent faucher ferme dans leurs rangs. Jusqu'à 9h du matin tout allait bien. Le Plémont tenait toujours et les Boches n'avaient guère avancé que de 2 kilomètres en sept heures dans notre secteur. L'idiotie d'un capitaine de l'infanterie qui était autour de nous nous fit beaucoup tort. Il m'envoya

un agent de liaison pour demander d'urgence un officier près de lui. Mon chef y alla et peu après revint complètement affolé. Les Boches paraît-il étaient à 300 mètres devant nos pièces et il fallait occuper les tranchées pour les arrêter. Je distribuai plus de cent cartouches par homme. Mon chef prit la moitié des hommes avec lui et alla dans la tranchée avec notre mitrailleuse. Il me dit de faire sauter les pièces et me remplit les bras d'engins à cet effet. Après avoir repris mon sang-froid je jugeai tout cela ridicule. En effet les Boches faisaient leurs tirs de barrage à plus d'un kilomètre devant nous : donc ils étaient encore loin. Avec l'autre moitié de la Batterie je fis continuer le tir jusqu'à épuisement complet des munitions. Aussitôt le tir terminé je fis enlever les culasses et les pièces essentielles des canons qui furent enterrées à 500 mètres à l'arrière dans un coin perdu et je préparai tout pour faire sauter le reste pour que les Boches ne puissent s'en servir. Des reconnaissances de ma Batterie envoyées à 1 kilomètre en avant revinrent sans avoir vu de Boches mais nos fantassins. Donc ça allait bien et j'avais rudement bien fait de ne pas détruire nos canons car on pouvait espérer les sauver intacts. Chacun plia bagage. Des camions arrivèrent et emmenèrent tout le matériel en commençant par le plus précieux. Les culasses furent déterrées et dirigées vers l'échelon ce qui de toute manière rendait les pièces inutilisables. Des tracteurs furent commandés pour emmener les pièces. Entre-temps, avec un side-car, je conduisis les dossiers de la 2e position à l'arrière et je revins. Quand je fus de retour à 4 heures du soir la situation était devenue très dangereuse pour nous. Voila ce qui s'était passé. Notre secteur avait tenu ferme sur les 5 ou 6 kilomètres devant nous mais on ne voyait que ce front. Malheureusement le secteur de gauche avait été enfoncé avant midi et aussitôt les Boches y avaient enfourné des masses d'hommes. Les Boches se trouvaient à ce point à au moins 5 kilomètres plus bas que les positions de gauche et de droite qui tenaient ferme.

Au lieu de persister à nous attaquer de front ils lancèrent une puissante colonne vers l'Est à la lisière sud de la forêt de Thiescourt et dont le but était d'envelopper tout le triangle boisé jusqu'à l'Oise. Son but était sûrement d'atteindre Ribécourt. Tout ce qui était dans le bois eût été pris. Cette fois c'était très grave.

Mon chef ne voulut point faire sauter les pièces encore. On en mit fiévreusement une sur roues. Le 1er tracteur arriva. Pendant ce temps les Boches continuaient leur enveloppement. Au bruit de la fusillade je les sentais passer à 1 kilomètre plus bas et derrière nous puis presque à notre gauche (en se retournant). À ce moment le 2e tracteur arriva et par des prodiges de force la 2e pièce fut attelée. Aussitôt les deux tracteurs furent lancés à toute vitesse sur la dernière route qu'on espérait encore pas atteinte par les Boches. Il était temps car ils n'en étaient plus qu'à une centaine de mètres et leur fusillade n'eut pas le moindre effet sur les tracteurs qui passèrent à leur barbe en sauvant 2 pièces. On fit sauter ce qui restait des deux autres et on partit à pied. Nous ne restions plus qu'une trentaine qui étaient restés jusqu'au dernier moment dont quatre officiers. Mais nous avions pas mal de retard sur les tracteurs et quand on voulut suivre la route, les Boches y étaient arrivés et déjà envoyaient leurs fusées-signaux de là. Donc ce chemin était barré par eux. Nous dûmes quitter la route et appuyer fortement vers l'est à gauche pour essayer de trouver un passage plus loin avant que les Boches y soient. Après avoir sauté boyaux et tranchées on trouva le chemin libre au fond d'un vallon. Mais les Boches étaient arrivés sur la colline en haut. Leurs balles et marmites nous saluèrent sans dommages et une deuxième fois à leur barbe on s'échappa. Après 15 kilomètres de marche le ventre vide depuis la veille on arriva à l'échelon à 9h du soir. À l'échelon tous les autres du Groupe étaient là, étant partis bien avant nous et ils faisaient déjà leur deuil de nous, annonçant tristement 4 officiers et 25 hommes prisonniers. C'est à ce moment que malgré la fatigue, comme pour une parade, au pas, bien alignés nous fîmes notre entrée parmi les exclamations des copains. On nous aurait embrassés et le Commandant en



Photographie prise en 2015 depuis l'emplacement estimé de la Batterie d'Ernest le 9 juin 1918 ; en face, les bois de Thiescourt et le Plémont ; sur la gauche, dans la plaine, l'axe de progression de la « colonne boche d'enveloppement ».

pleurait presque. On y trouva les 2 tracteurs et canons arrivés sans encombre et ce fut parfait. Je fus moi-même épaté de retrouver 2 téléphonistes que je croyais prisonniers. Au dernier moment ils avaient été envoyés chez le Commandant à 1500 mètres. Le 1er frappa respectueusement à la porte du Commandant. Ce sont les Boches qui lui ouvrirent. Il fut saisi et désarmé. D'un geste sans réplique ils lui firent signe de partir dans la Bochie. Il marcha pendant 100 mètres mais la direction du Nord ne lui allait guère. Il se cacha derrière une haie et à toutes jambes il repassa par la Batterie et réussit à échapper aux Boches. L'autre tomba sur un groupe de Boches et comme le 1er se sauva avant d'avoir été vu.

Aussitôt après avoir mangé à l'échelon tout le Groupe s'embarqua pour Venette où nous avions déjà cantonné fin mars. Nous sommes un peu plus loin à présent et nous attendons qu'on nous donne du nouveau matériel.

Nous avons eu dans tout le Groupe 2 tués et 2 blessés dans cet enfer grâce à une formidable chance.

Depuis il y a 4 jours j'ai conduit mon convoi de camions chargés de munitions de 75 pendant toute une nuit et les ai distribuées à plusieurs batteries avancées sur le front de bataille. Le reste du temps je me repose et à la bonne table du Commandant mange comme quatre pour me remettre à point de mes fatigues et privations des 10 jours précédents.

Aujourd'hui j'ai reçu deux lettres de Léo et une de la Tante. Ils étaient tous bien inquiets par cette attaque. J'ai reçu aussi votre lettre avant-hier.

J'espère avoir bientôt ma permission si les Boches se calment.

Rien de nouveau.

Mille affectueux baisers à tous.

Ernest

PROMU SOUS-LIEUTENANT

11 août 1918

Bien chers parents,

Ces jours derniers je n'ai pu vous écrire pour les multiples raisons que vous avez devinées à la lecture des journaux : observations, préparations formidables d'artillerie, déménagements, poursuite des Boches puisque la Victoire a adopté définitivement notre cause. Mais je suis en excellente santé et vous désire tous de même. Depuis le 9 je suis officiellement sous-lieutenant et cela à compter du 15 juillet. Vous voyez que la

transmission ne se fait pas vite. Je reste donc à la 27e Batterie qui n'a d'ailleurs comme officiers que 2 autres sous-lieutenants.
Je tâcherai de vous écrire au moins tous les 2 jours. Je crois qu'on ne restera pas ici et que nous changerons de secteur sous peu. Tout de même les Boches en voient de dures depuis un mois.
Mille affectueux baisers à tous.
Ernest

ÇA TOMBAIT DE PARTOUT

16 septembre 1918

Bien chers parents,
Quelques mots pour vous dire que je suis en excellente santé et vous souhaite tous de même.
Hier j'ai vécu une de mes plus dures journées de front qui peut se classer à côté de la nuit du 17 août 17 à Verdun et du 9 juin 1918 à Thiescourt. De bonne heure hier matin je suis monté à l'observatoire pour régler le tir des deux batteries du Groupe. Pendant près de cinq heures les Boches ont exécuté un marmitage terrible sur notre coin. Les 77, 105 et 150 craquaient sans arrêt et il y avait pas mal d'obus toxiques. J'avais trois hommes avec moi : on s'est blotti au fond de notre bout de tranchée pendant tout ce temps. Pendant les accalmies j'ai pu faire tirer les Batteries, mais je n'ai eu fini qu'à 13h. J'estime qu'on avait reçu au moins 1 500 coups dans notre coin. Enfin ça tombait de partout. Et puis leurs saletés de gaz ! Je suis rentré fourbu pour manger un peu tardivement mais de bon cœur.
Il fait beau en ce moment ici.
Rien de nouveau. Je termine en vous embrassant tous bien affectueusement.
Ernest

LA SENSATION QUE C'EST FINI

8 novembre 1918

Bien chers parents,
Une petite lettre pour vous donner de mes nouvelles qui par ces jours de gloire et de grandes espérances ne peuvent être que bonnes. Je vous écris de StQuentin car mon Groupe a été retiré de la bataille avant-hier. En effet pendant ma permission la grippe s'est mise dans ma batterie surtout et plus de quarante hommes ont été évacués pour cela. Cinq sont morts à l'heure actuelle à l'hôpital des complications. Presque tous nos sous-officiers, les conducteurs d'autos sont partis de la sorte, même mon ordonnance. Aucun officier. Aussi on n'était plus en nombre suffisant pour tenir notre place au front et hier matin nous avons quitté la position pour aller à Homblières à l'Échelon et ensuite nous sommes venus cantonner à St Quentin. Nous en repartons après-demain pour aller au-delà de Laon. On changera probablement d'adresse mais aussitôt je vous enverrai la nouvelle.
C'est en passant à Homblières où est le quartier général Debény que j'ai appris que les parlementaires allemands y étaient attendus pour être conduits auprès de Foch. Ils sont arrivés hier soir et cette nuit ils ont passé ici pour aller au rendez-vous de Foch qui est à la Fère où se discutera la paix ou la suite des hostilités. Nous ne savons pas encore le résultat mais il ne fait pas beaucoup de doute car ils sont obligés sous peine des pires catastrophes. Tout le monde a la sensation que c'est fini et la joie de tous est immense et débordante. D'ailleurs l'ennemi s'en va en déroute. Hier Sedan a été pris et presque toute la France est libérée. Ce sont des journées émouvantes et quand on a souffert on les trouve plus belles. On n'en peut croire ses sens qu'en quatre mois la plus formidable des machines de guerre ait été mise en poussière et que d'arrogants et ambitieux conquérants partis pour avoir le monde mendient leur vie à genoux.
Aussi comme on est heureux de sentir que la Vie va renaître partout pour faire vite oublier ces souffrances de quatre ans. Nos quatre ennemis se sont écroulés et les capitulations se sont succédé sans arrêt. La guerre est finie et il fait bon de vivre et de s'en être sorti pour voir ce beau travail.
Je ne sais pas trop ce qu'on va faire de nous. Sans doute on va nous laisser au repos près de Laon car il est tout à fait impossible de continuer avec nos effectifs et aussi nos camions qui ont tant roulé depuis quatre mois qu'ils n'en veulent plus du tout. La preuve



Les personnels d'une des pièces de la 27e batterie d'Ernest, les officiers de la batterie, et le Chef d'escadron (commandant) François-Victor Gigout, qui dirige le Groupe, au second rang au centre. Ernest est repéré par un rectangle rouge. Le nom donné au canon constitue tout un programme…

c'est que pour aller à Laon on se déplace par batteries car il faut tous les véhicules et les chauffeurs restant au Groupe pour emmener une seule Batterie.
Quelques jours avant ma rentrée la grippe avait passé et depuis il ne s'en parle plus. Je suis en excellente santé et vous désire tous de même. Tout le monde va bien à Lyon dont j'ai eu des nouvelles aujourd'hui.
Est-ce que vous m'avez envoyé tous mes objets oubliés (gants, blaireau, brosse à dents, cadenas). Si ce n'était déjà fait vous y joindriez deux serviettes de toilette car je n'en ai plus ici.
Rien à signaler.
Je vous embrasse tous bien affectueusement.
Nette

QUEL BONHEUR : LA VICTOIRE ET LA PAIX !

11 novembre 1918
Bien chers parents,
Un mot pour vous dire que je suis en excellente santé et vous désire tous de même. Je n'ai encore rien reçu de vous depuis mon retour. Que devenez vous donc ?
…
Nous sommes à Festieux près de Laon et ma foi puisque depuis aujourd'hui à onze heures la guerre est finie on ne fiche plus rien. Ici c'est un délire universel. Ce ne sont que chants cris et rires. Quel bonheur que la victoire et la paix nous aient enfin souri. J'espère que le grand drapeau de la gare flotte à la façade arrière. Hier on a passé à Laon parmi la population délivrée et heureuse. On ne sait pas ce qu'on va faire de nous mais je ne pense pas qu'on participe à l'occupation qui s'étendra paraît-il jusqu'à une bande de 40 km au-delà du Rhin. Enfin à présent ça nous est égal. Nous sommes ici à la disposition du corps d'armée italien qui opère en France et qui fait partie de notre 3e Armée Humbert. Ça n'a plus guère d'importance d'ailleurs. J'ai chaque jour d'excellentes nouvelles de Lyon.
Rien à signaler.
Mille affectueux baisers à tous.
Votre Nette

Ernest est cité à l'Ordre de l'Armée le 19 décembre 1918 pour l'ensemble de ses actions pendant les mois de septembre à novembre et se voit, à ce titre, décerner la Croix de Guerre avec palme.

Alain Pérel



François Noël Boulaige est né le 25 décembre 1878, à Saint-Paul-d'Eyjeaux fils de Léonard Boulaige cultivateur âgé de 50 ans et de Marie Gourdis, 40 ans, son épouse. Il a épousé le 29 octobre 1904, Rose Garguet dite Marguerite née à Feytiat le 3 janvier 1886.

Tué en juillet 1918
Le parcours de guerre de François Boulaige

Michèle Delame

L'auteur : Michèle Delame, née à Fourmies, Nord, mais ayant vécu jusqu'à il y a peu de temps en région parisienne, d'un père originaire de Cambrai et d'une mère limousine, née à Limoges et ayant passé toute sa jeunesse à Saint-Paul, est une des petits-enfants de François Boulège, (ou Boulaige) dont le parcours durant la guerre de 14-18 est raconté ici.
Après avoir passé sa vie active à la tête d'un institut de recherche sociologiques et marketing, elle est aujourd'hui à la retraite et consacre une partie de son temps à la recherche de ses ancêtres issus de ces deux régions, en gardant un souvenir attendri des vacances passées chez cette grand-mère limousine, à Feytiat.

L'histoire de mon grand-père : L'envie de rechercher l'histoire de ce grand-père trop tôt disparu, dont nous ne savions presque rien, excepté de rares photographies et un grand portrait dans la maison de notre grand-mère, m'est venue en retrouvant l'album de cartes postales écrites par lui et reçues par notre grand-mère tout au long de cette guerre. Je me suis alors lancée dans des recherches, de documents familiaux pour commencer, puis aux archives de l'Armée de Terre à Vincennes pour trouver les JMO des deux régiments 89e RIT puis 1er Zouave. J'y ai trouvé l'inespéré « rapport détaillé des opérations du 18 et 19 juillet 1918, 1er RMZ et diverses notes et ordres de service », qui détaille quasi heure par heure lesdites opérations de Longpont et m'ont permis d'appréhender ce que pouvaient être les combats qui ont coûté la vie à notre grand-père, ainsi que le lieu probable de sa mort. Mais il reste une interrogation quant à sa sépulture, non identifiée à ce jour.

Que savons-nous de notre grand-père François Boulaige? Fort peu de choses en vérité. Et fort peu de sa campagne de 14-18. Quelques bribes glanées ici et là dans notre enfance, quelques photos et quelques cartes postales envoyées du front à sa fille et sa femme, ou envoyées par elles et que notre grand-mère nous montrait parfois avec une sorte de recueillement, lorsqu'elle sortait pour nous l'album qui les contenait... On ne parlait en effet pas beaucoup de la Grande Guerre dans la famille, c'était un sujet dont nous sentions bien qu'il réveillait de douloureux souvenirs, aussi bien chez notre grand-mère que chez notre mère. Et que savaient-elles réellement, elles aussi, de son parcours, en ces temps où la censure était très présente, les hommes peu bavards et notre mère, alors bien petite!
Quelques lieux : Villers-Cotterêts, la bataille de la Marne (la deuxième), quelques souvenirs : la boue des tranchées, le manque d'hygiène et la « vermine »... son régiment à la fin de la guerre, un régiment de zouave, ceux qui montaient en première ligne, sa mort presqu'à la fin, en juillet 18, à la suite d'une blessure à la cuisse qui a provoqué l'hémorragie qui l'a emporté, mais dont on ne sait rien de plus, et l'absence de sépulture connue, malgré les recherches faites après la guerre par notre grand-mère. C'est bien peu !
Cet article tente de retracer son parcours tout au long de la guerre à l'aide des archives familiales, les cartes postales envoyées et reçues [malheureusement, seules quelques-unes sont parvenues jusqu'à nous et nous n'avons pas trace des lettres auxquelles il est souvent fait allusion dans ces cartes et qui donnaient sans doute un peu plus

d'informations sur la vie quotidienne pendant ces 4 années, et de documents d'archives militaires.
Il semble que le courrier fonctionnait à peu près correctement et que les échanges épistolaires aient été fréquents entre François et Marguerite et Suzanne, et aussi avec les membres de la famille les plus proches, du moins à certaines périodes. Dans ces cartes, peu d'informations sont données sur les lieux où notre grand-père se trouve, ni sur les conditions de vie au quotidien sur le front. Tout au plus signale-t-il des gardes, des corvées, sa présence dans les tranchées ou la sortie de celles-ci. Les informations données concernent majoritairement la santé de part et d'autre, préoccupation primordiale, de la part de notre grand-mère de savoir son mari en bonne santé et bien vivant, et de notre grand-père de savoir que tout allait bien pour sa famille. Quelques anecdotes sont parfois racontées par notre grand-mère ou notre mère sur ce qui se passait à Saint-Paul ou au Châtenet.

Parfois, certaines cartes témoignent de mouvement d'humeur et de la dureté des conditions dans lesquelles notre grand-père a vécu, datée d'un 21, mais sans précision de mois ou d'année, sans doute du début de la guerre, car la tenue du soldat sur la carte est encore avec le pantalon garance.
D'autres, souvent, sont empreintes d'une grande tristesse et témoignent de la difficulté d'être séparé des siens.

Ce qui frappe en étudiant l'ensemble de ces documents, au delà de l'horreur de cette guerre, des différentes batailles et combats et du nombre impressionnant de victimes, ce sont les changements incessants de cantonnement des régiments, les réorganisations permanentes de l'armée, le changement des hommes à la tête des bataillons, régiments, corps d'armée, et ce à tous les niveaux, en raison bien sûr du très grand nombre de tués, blessés ou gazés, les journaux de marches et d'opérations font état de tués et blessés pratiquement chaque jour, même pendant des périodes réputées calmes, et probablement aussi pour des raisons, peu évidentes a priori pour le non initié, peut-être selon une stratégie dont nous ne connaissons pas les clefs.
Notre grand-père a été affecté successivement à deux régiments : du début de la guerre en août 1914 au mois de juin 1917, au 89e régiment d'infanterie territoriale, et à partir du 12 juin 1917, au 1er régiment de Zouave appelé à cette période 1er régiment de Marche de Zouave.
Il a été, au cours de ces quatre ans de guerre, successivement sur le front de Belgique, dans la région d'Ypres, jusqu'en avril 1915, sur le front de l'Aisne, jusqu'en décembre 1916, sur le front de Champagne jusqu'en mai 1917, à Verdun d'août à décembre 1917, ensuite en Lorraine, dans l'Aisne, la Somme, l'Oise, puis de nouveau dans l'Aisne de janvier à juillet 1918.
Si au tout début de la guerre, son régiment de territoriaux est resté en position arrière, intervenant essentiellement pour des travaux de construction de tranchées, de routes..., très vite, étant donné le nombre de victimes, il s'est trouvé en première ligne en alternance avec des régiments d'active et de réserve.
Les cantonnements dans lesquels séjournaient les régiments, lorsqu'ils sortaient des tranchées, étaient le plus souvent sommaires : cabanes, baraquements, abris en forêt ou dans des carrières, parfois dans des cantonnements gagnés sur l'ennemi [qui étaient, semble-t-il plus perfectionnés et «confortables» que ceux des Français] et plus rarement dans des casernes. Les journaux de marches et d'opérations signalent souvent « cantonnement correct », ou « cantonnement suffisant », ce qui laisse penser que ce n'était pas toujours le cas.
À cela s'ajoutent des conditions climatiques le plus souvent désastreuses, avec des hivers très rigoureux : froid, neige, pluie qui ont transformé les zones de combat en bourbiers.

QUI ÉTAIT-IL, CE GRAND-PÈRE ?

Il est né le 25 décembre 1878, le jour de Noël, ce qui lui a valu son second prénom, à Saint-Paul-d'Eyjeaux, plus précisément au Nipoulaud, dans une famille de 7 enfants,

dont deux morts en bas âge, Léonard et Martial, deux frères François, dont l'un était le père d'Alice, l'autre, l'aîné, était le père de Grégoire-Antoine et deux sœurs : l'une dite la Tante Jeanne Mausset, du Châtenet, que notre mère aimait tant, mère de Catherine Boulège épouse Mausset, l'autre Catherine Martin de Linards qui a eu trois filles : Germaine, Andrée et Lucie (celle qui est devenue Tuilhiéras). Curieusement et à cause d'officiers d'état civil peu rigoureux, l'orthographe du nom s'est transformé pour chacun des frères : Boulège pour le papa d'Alice, Bouleige pour le papa d'Antoine et Boulaige pour notre grand-père.
Le registre matricule du recrutement militaire donne de lui la description suivante :
Taille : 1m57, ce qui est petit, mais à cette époque les hommes n'étaient pas aussi grands qu'aujourd'hui et si l'on en croit les archives militaires qui ont mesuré tous les hommes valides depuis des générations, en 1914, la majorité se situait autour d'1m60 et ceux qui mesuraient 1m70 et au-delà faisaient figure de géants !
Cheveux : châtains, yeux : gris, visage ovale, bouche et nez moyens ; menton rond. Ce registre indique par ailleurs son niveau d'instruction : sait lire, écrire et compter, ce qui était loin d'être le cas à cette époque pour une majorité, car beaucoup dans nos provinces ne parlaient que le dialecte local et ne savaient pas parler français, alors lire et écrire !

Il a fait son service militaire du 15 novembre 1899 au 20 septembre 1902, date à laquelle il est passé dans la réserve de l'armée active. Ce service a été effectué au 27e régiment d'infanterie et lui a valu un certificat de bonne conduite. Il a fait ensuite deux périodes d'exercices : la première au 7e R.I. à Cahors du 20 août au 16 septembre 1906, la seconde au même régiment du 6 au 22 novembre 1908. Son grade après ces périodes militaires : caporal infirmier dans l'armée territoriale en juillet 1913. Il est devenu sergent le 2 février 1915.

Entre-temps, il s'est marié avec Mademoiselle Rose Garguet, dite Marguerite, notre grand-mère, le 29 octobre 1904 à Limoges.

Le couple a vécu plusieurs années en région parisienne, au service de la famille Marienval à Palaiseau et à Enghien-les-Bains, avant de s'installer à Limoges où une petite Suzanne est née le 10 octobre 1907, puis de se fixer à Saint-Paul-d'Eyjeaux. Ils y ont tenu un hôtel-café-restaurant, que notre grand-mère a gardé jusqu'à la fin des années 30.
Le registre matricule indique qu'il était cultivateur. Il avait été cocher au moment de son mariage et pendant les années parisiennes. À Saint-Paul plus tard - selon les dires de nos grand-mère et mère - il exerçait le métier de feuillardier.
De son caractère, nous savons peu de choses, sinon que c'était un père très attentionné pour sa fille, à laquelle il offrait des petits cadeaux dès qu'il revenait du front, ou, avant la guerre, d'un voyage à Limoges ou ailleurs.
C'était certainement un gros fumeur, car toutes les photos le montrent une cigarette ou une pipe à la main.
Il était habile de ses mains, ainsi qu'en témoignent les deux petites boîtes sculptées dans les tranchées auxquelles notre mère tenait tant.

LA MOBILISATION 12 AOÛT AU 10 OCTOBRE 1914

À la déclaration de guerre et au rappel à l'activité militaire du 1er août 1914, il est affecté au 89e régiment d'infanterie territoriale (RIT), 1er bataillon, 1re compagnie, avec le grade de caporal infirmier.

L'armée territoriale accueillait les *mobilisables* ayant déjà effectué leur service militaire, c'est-à-dire, les hommes nés entre 1880 et 1875. Notre grand-père avait 36 ans lors de la mobilisation. Ces combattants étaient donc des *vieux* et ils étaient appelés familièrement *les pépères* par les autres régiments. Ils étaient, dans les premiers mois de guerre, affectés à l'arrière, mais très vite, comme pour les régiments de réserve de l'armée active, il n'y eut plus de différences entre les unités et ils furent



François Boulaige pendant son service militaire au 27e régiment d'infanterie entre novembre 1899 et septembre 1902.

amenés à remplir les mêmes fonctions que les régiments d'active.
Le 89e RIT faisait partie de la 89e Division d'infanterie territoriale, de la 177e brigade, et a été rattaché à différents Groupements, Corps d'Armée et Armées au cours de la guerre : au GMP d'août à octobre 1914, à la DT Bidon en octobre 1914 ; au 32e Corps d'Armée (DAB puis 8e Armée) en octobre et novembre 1914 ; au 20e CA - 8e Armée en décembre 1915 ; au DAB jusqu'au 13 avril 1915 ; à la 6e Armée d'avril à juin 1915 (successivement à la 5e GDR, puis au 37e CA) ; à la 5e Armée du 4 août 1915, au 11 décembre 1916 (37e CA jusqu'en février, puis 16e CA jusqu'en juillet, 12e CA, puis Groupement Baquet) ; à la 6e Armée début janvier 1917 ; à la 5e Armée à partir du 12 janvier jusqu'au 17 juin 1917, date de sa dissolution.
Ce régiment, comme beaucoup d'autres, a été mis à la disposition d'autres Divisions d'infanterie et d'autres Corps d'Armée, selon les besoins du moment. Ce régiment fut dissout le 6 juin 1917.
Le 89e RIT a été constitué à Limoges du 5 au 11 août 1914.
Le 12 août 1914, l'état-major et le 1er bataillon quittent Limoges par le train pour le Camp Retranché de Paris, débarquent à Ivry où le régiment cantonne, puis, le 13 août se porte d'Ivry à Saint-Cyr.
Du 14 au 29 août 1914, le régiment est chargé de la défense du secteur 7, c'est-à-dire la région sud-ouest de Paris : Saint-Cloud, Villacoublay, Chevreuse, Cernay... où il effectue divers travaux de reconnaissance, fait de l'instruction, des marches et des manœuvres et participe à l'organisation défensive de ce secteur.
Le régiment cantonne à Saint-Cyr à ce moment-là, ainsi qu'en témoigne une carte de la sœur de François, Jeanne, adressée à Marguerite, dans laquelle elle fait état de « deux mots » reçus de François qui espère y rester avec sa compagnie à l'abri du danger. Cette carte est le reflet du sentiment partagé par tous à ce moment : une guerre dont on espère qu'elle ne va pas trop durer...! La « Tante Jeanne » recommande aussi à notre grand-mère de se faire inscrire à la mairie pour bénéficier des subsides accordés aux femmes et enfants des soldats mobilisés : 25 Francs pour l'épouse et 50 Francs pour chaque enfant... l'histoire ne dit pas quelle est la fréquence de ce subside.
Du 30 août au 2 octobre 1914, le régiment est chargé de la défense du front de Trappes et change de cantonnement. Plusieurs cartes postales de Versailles sont envoyées par François Boulaige à sa famille pendant cette période. Il y communique entre autres son adresse : La Minière, près Versailles.

Du 4 au 7 octobre 1914, le 89e R.I.T. est constitué en régiment de campagne, est complètement réorganisé et, les 8 et 9 octobre 1914, il quitte le Camp Retranché de Paris pour Cherbourg, à destination des champs de bataille de Belgique.

LE FRONT DE BELGIQUE
LA BATAILLE DE FLANDRES
12 OCTOBRE 1914 - 18 AVRIL 1915
LA BATAILLE D'YPRES
JUSQU'AU 17 NOVEMBRE 1914

Le 10 octobre 1914, le régiment embarque à Cherbourg à bord du Niagara à destination

de Dunkerque. Il cantonne à Malo-les-Bains, d'où il est transporté par train à destination de Poperinge (près d'Ypres) en Belgique, mais la bataille faisant rage au Mont-de-Cats, le régiment débarque à Caëstre le 12 pour renforcer les troupes anglaises qui étaient au combat. Le 1er bataillon reste en réserve sur la route d'Ecke et en fin d'après-midi, l'ennemi ayant été repoussé, il s'installe en cantonnement d'alerte au Mont-de-Cats, y passe la nuit, puis repart le lendemain pour Poperinge. Le 14 octobre, le 1er bataillon s'installe au sud de la ville de Poperinge, où il organise une position sur le ruisseau de Reningelst, puis, le 15 et le 16, il est en position de 2e ligne vers Hooge-Graeves (?).
Le 17 octobre 1914, le régiment effectue un mouvement vers Noordschote, la 1re compagnie se rend à Reninge en soutien d'artillerie, avec pour mission de constituer une ligne de protection sur la partie du canal de l'Yser allant de Furnes à Ypres, en liaison avec l'armée belge. Le 1er bataillon se porte à Bixschoote le 19 octobre, puis sur Boezinge, où se produit un fort mouvement ennemi.
Le 21 octobre 1914, le 1er bataillon, ainsi que l'état-major du régiment, se déplacent vers Zuidschote et, le 22, il occupe les tranchées de première ligne sur le canal de l'Yser entre Noordschote et Lizerne, où il subit les feux d'artillerie et d'infanterie. Le 23, il occupe les tranchées au Nord et au Sud du pont de Noordschote, un de ses pelotons étant chargé de la défense de ce pont.
Il occupe cette position jusqu'au 25 octobre, date à laquelle il est relevé et mis à la disposition du 9e corps d'armée.
Le 25 octobre 1914, le 1er bataillon se rend à proximité d'Ypres, cantonne à Saint-Julien et du 26 au soir au 7 novembre 1914, occupe les tranchées de 1re ligne à l'est de Fresemberg. Il exécute de jour et de nuit des travaux d'organisation que le mauvais temps et les tirs d'artillerie et feux d'infanterie rendent dangereux et pénibles.
Le 8 novembre 1914, les 1er et 2e bataillons sont envoyés à Zillebeke pour construire des tranchées et exécuter des travaux en 1re ligne. Ils sont rattachés à la 31e D.I., 16e C.A. Le 1er bataillon occupe les tranchées de 2e ligne de Zillebeke, où il est exposé à des bombardements incessants et des tirs nourris d'artillerie allemande, puis, le 11, il est en 1re ligne pour renforcer les unités d'active, sous un violent barrage d'artillerie et des pluies d'obus, dans un fracas épouvantable. Le 12, le poste de secours est bouleversé par l'artillerie et le médecin-major blessé ainsi que plusieurs de ses hommes.
Le 14 novembre 1914, il est relevé et se rend à Dieckebusch, mais la marche se fait dans des conditions très difficiles, sous le feu de l'ennemi, et cause de lourdes pertes. Le 17 novembre, le 1er bataillon rejoint le 2e et le 3e bataillon à Loo.

LA GUERRE DE POSITION JUSQU'AU 18 AVRIL 1915

À partir du 18 novembre 1914, et après les violents combats qui ont permis aux armées françaises, belges et anglaises d'endiguer l'avance allemande et barrer la route de Dunkerque et Calais, le régiment prend position dans les tranchées de première ligne, le long de l'Yser : un bataillon en première ligne à l'ouest d'Oudecapelle et Nieuwecapelle, un second en deuxième ligne dans la région de Hazewind, le troisième en troisième ligne à Loo. Les trois bataillons vont ainsi, jusqu'au 9 décembre, se relayer tous les 4 jours en première, deuxième et troisième ligne.
Le 9 décembre 1914, le régiment quitte Loo pour la région de Boezinge. Le 1er bataillon reste en réserve à Woesten du 9 au 21 décembre 1914, le 21, il cantonne à Eikhoek et le 25, se rend au sous-secteur de Bixschoote. Le 30 décembre, il remplace le 2e bataillon au N/NE de Boezinge.
Le 26 janvier 1915, il cantonne à Osteleteren et le 27 relève le 90e R.I.T. en première ligne sur la berge ouest de l'Yser au Nord de Steenstraat. Jusqu'à la fin février, le 89e et le 90e R.I.T. vont assurer leur relève mutuelle.
Le 2 février 1915, François-Noël Boulaige, notre grand-père, devient sergent.
Le 26 février 1915, le 89e R.I.T. est transporté depuis Alveringhe à Wormhout et y reste au repos jusqu'au 13 mars – seul repos accordé pendant toute cette campagne de Belgique et ceci malgré la dureté des engagements

et des conditions dans lesquelles ils ont eu lieu. En effet, l'hiver 1914/1915 a été particulièrement rude.
Le 13 mars1915, le régiment est transporté à Woestern et le 19, il relève le 73e RIT en 1re ligne. Le 1er bataillon est tête de pont à Boezinge, en alternance avec la 174e brigade. Il reste dans ce secteur jusqu'au 18 avril 1915.
Tout au long de la campagne de Belgique, les conditions que notre grand-père a dû affronter ont été extrêmement dures : construction de tranchées et travaux sous des tirs d'artillerie incessants, combats en 1re ligne dans des positions à peine ébauchées, dans un terrain découvert marécageux, souvent sous les plus intenses bombardements, avec parfois un ravitaillement sommaire, et qui plus est avec un temps froid, pluvieux ou neigeux, ne disposant pour ses rares moments de repos que de maisons à moitié détruites, dépourvues de confort et ouvertes à tous les vents.
Un aperçu en est donné par les extraits d'un envoyé spécial de *l'Exelsior* en date du 10 novembre 1914 :
La campagne n'a pas exactement son aspect coutumier. branchages élagués, les arbres ne sont plus que des têtards chauves, les plus grands gisent, ébranchés, les maîtresses branches épointées. Des lignes de tranchées, de talus, de glacis, des ronces artificielles enchevêtrées : la terre est hérissée, soulevée, creusée et des nappes d'eau s'étendent sur les labours et les prairies. Dans ce verger, trois fossés s'entrecoupent: il y a là trois canons, dit notre guide... Toujours des hommes creusent et hérissent la terre... Nous nous arrêtons à Poperinge... les vitres tremblent tant la canonnade est intense et proche.... À Polinchove, un bataillon de territoriaux fait la soupe... après trois mois de campagne, ce sont des soldats accomplis que ces hommes. Un de leurs régiments vient d'enlever sept mitrailleuses à la baïonnette. Nulle part cet exploit n'a été mentionné : il est donc devenu si ordinaire !... Dix fois on nous demande nos papiers, des falots explorent le fond de la voiture, des yeux soupçonneux vérifient le contenu, les territoriaux font exactement leur service....

Le 89e R.I.T. a été cité à l'ordre de l'armée en date du 3 janvier 1919 pour les actions menées pendant la bataille des Flandres :
régiment territorial animé d'un noble sentiment de dévouement et de sacrifice. Jeté en pleine bataille des Flandres du 20 octobre au 16 novembre 1914, il a réussi par ses vigoureuses contre-attaques, notamment à la Maison du Passeur et au pont de Steenstraat, à arrêter la progression ennemie, malgré les dangers et les fatigues, faisant l'admiration des troupes d'active combattant avec lui.
Le régiment a subi de lourdes pertes pendant cette bataille de Flandres et son séjour en Belgique : 81 tués, 300 blessés et 19 disparus. Les JMO de cette période signalent des tués et des blessés tous les jours.
Peu de correspondance est parvenue jusqu'à nous pendant cette période, seulement deux cartes de François, l'une à sa fille, datée du 29 décembre 1914, lui souhaitant une bonne année, en réponse à une carte qu'elle lui avait envoyée.
L'autre du 25 mars 1915 à sa femme. Dans cette dernière il parle de sa sortie des tranchées et de la garde qu'il doit effectuer, probablement sur le pont de Boezinge, puisque c'est là que le 1er bataillon séjourne à cette date :
Nous sommes sortis des tranchées hier soir et je t'assure que l'on n'est pas fâchés, car c'est fatigant et il n'y fait pas bon. Je pense que nous allons avoir quelques jours de repos, mais je t'écrirai plus longuement demain, car aujourd'hui je suis de garde sur un pont et ce n'est pas facile.

Pendant la période qui suit, le 89e R.I.T. est dissous, François Boulaige est affecté au 1er régiment de Zouave, 4e bataillon.

LA CONTRE-OFFENSIVE MANGIN DÉCEMBRE 1917 - JUILLET 1918 - LORRAINE - AISNE - SOMME - OISE - AISNE

Fin décembre 1917, le régiment de Zouave est mis en réserve générale de l'Armée. La division à laquelle il appartient se déplace alors constamment et est envoyée sur les points du front où il y a un danger à parer ou

des travaux à exécuter.
Plusieurs cartes sont envoyées et reçues cette fin décembre par Suzanne pour présenter des vœux de bonne fête, de Joyeux Noël et de Nouvel An. Elle fait part une fois de plus de la tristesse de la séparation, parle du mauvais temps et s'inquiète de la présence de neige sur le front :
Je te souhaite une bonne fête et te voudrais parmi nous pour te le dire de vive voix, car malheureusement séparés les uns des autres, elle sera pas bien gaie... En espérant que cette nouvelle année fera terminer cette terrible guerre qui nous sépare depuis si longtemps. Aujourd'hui, il neige depuis ce matin, cela n'a pas cessé... Il fait toujours mauvais temps, la neige est épaisse et où tu es cela doit être pareil malheureusement...
Le 1er janvier 1918, le 4e bataillon quitte Bois-la-Ville, embarque à Dugny par chemin de fer pour la région de Saint-Dizier. Le 2, il cantonne à Morancourt, où il s'installe pour effectuer divers travaux d'aménagement et suivre une instruction.
Le 21 janvier 1918, le régiment se rend, toujours dans cette région, près de Charmes. Le 4e bataillon stationne à Osne-le-Val jusqu'au 24 janvier où il bénéficie de 2 jours de repos et effectue probablement des exercices, car le 24 janvier 1918, une carte de François, de Domrémy, signale son passage dans le village natal de Jeanne d'Arc, « en colonne ». Il se dit fatigué – il est rare qu'il parle de sa fatigue – et ne peut visiblement pas écrire ce qu'il souhaiterait.
Le 26 janvier 1918, le 4e bataillon stationne à Tranqueville, puis fait mouvement vers Batterey, Hergugnoy et Xaronval où il reste au repos et en instruction jusqu'au 3 février.
Le 6 février 1918, le régiment est transporté dans la région de Nancy et le 4e bataillon cantonne successivement à Roville, puis, le 7 février, au château de Sandronvillers, le 8 à Essey-les-Nancy, le 9 à Malleloy.
Le 11 février 1918, le régiment est mis à disposition de la 37e D.I. pour effectuer divers travaux à l'arrière.
Le 17 février 1918, il est au repos et « la Chechia » donne une représentation à Nancy.
Le 22 février 1918, une carte de François le dit « toujours en bonne santé » et impatient de partir en permission.
Le 25 février 1918, une carte de notre grand-père annonce un prochain déménagement et il semble de plus en plus impatient quant à sa prochaine permission. Il indique également ne pas avoir participé à une opération de Lorraine dont notre grand-mère lui a parlé :
Rien de nouveau au sujet de ma perm, mais je pourrais être fixé demain et quand je serai fixé, je crois que je ne serai pas loin de partir. Je suis le 2e et ça me tarde, car je crois que l'on va encore déménager. Au sujet de ce que tu me dis qui s'est passé en Lorraine, on y a pas participé, ne t'inquiète pas.

Cette carte est la dernière qui soit arrivée jusqu'à nous, il n'y a plus aucun courrier dans les archives familiales de François à sa famille, ni de sa famille à son intention.
Le 28 février 1918, une partie des unités fait mouvement derrière la 37e D.I., ce qui confirme ce nouveau déménagement annoncé dans la dernière carte. Par contre, rien ne nous indique si notre grand-père a pu bénéficier de sa permission tant attendue.
Le 10 mars 1918, le régiment se rend de nouveau à Nancy et s'installe à la caserne Monitor, le 12, il est à Rigny la Salle, le 13, il défile à Vaucouleurs devant le général Daugan.
Le 13 mars 1918, le 4e bataillon se rend à Broussey et jusqu'au 22 est au repos et suit une nouvelle instruction.
Le 22 mars 1918, il fait mouvement vers Void et cantonne à Naives-en-Blois.

Le 26 mars 1918, le régiment est transporté en camion dans la région d'Epernay, le 4e bataillon cantonne à Grauves, où il suit une instruction jusqu'au 31 mars.
Le 1er avril 1918, il gagne le front Nord de l'Aisne, cantonne à Ouilly, puis près de la Fère-en-Tardenois à Bruyères et Rugny. Après 4 jours de repos, le régiment est mis à la disposition du général Fayolle pour assurer la défense des ponts sur l'Oise. Le 4e bataillon est mis en réserve et cantonne dans le parc du Château de Rimberlieu, où il participe les jours suivants à des manœuvres.
Du 9 au 28 avril 1918, le 1er Zouave se trouve dans la région de Verzapontin et le 4e

bataillon cantonne successivement à Tracy-au-Mont, Nampcel, Ouilly, puis le 15 vers Morsain et Eury. Pendant toute cette période, il exécute divers travaux de réfection des positions sous d'incessants bombardements de l'aviation allemande, mais sans que ceux-ci ne fassent de victimes.

Le 27 avril 1918 les permissions, suspendues pendant l'offensive allemande des derniers jours, sont rétablies, le régiment est mis au repos « jusqu'à nouvel ordre » et, le 28 avril, une fête sportive est organisée par le 4e bataillon.

Le 11 mai 1918, le régiment fait mouvement vers Vic-sur-Aisne et le 4e bataillon cantonne à Lamotte.

Le 14 mai 1918, il part de Rethondes pour la Somme, en réserve de la Xe Armée, passe le 15 à Amiens sans dommages sous les bombardements et, du 16 au 20, stationne à Foufflin-Ricametz (près de Hesdin). Le 20 mai 1918, il fait mouvement et le 4e bataillon stationne à Herlincourt. Le régiment y poursuit son instruction et n'a pas à intervenir, l'offensive allemande du 27 mai s'étant faite loin de ce front.

Le 2 juin 1918, le régiment embarque à Frévent pour Mareuil-sur-Ourcq. Le 8, le train transportant le régiment déraille et arrive à destination avec 22 heures de retard !

Du 6 au 10 juin 1918, le 4e bataillon stationne à Etavigny, effectue des travaux de défense autour du village de Rouvres.

Le 10 juin 1918, le régiment embarque en auto pour participer à la contre-offensive Mangin qui doit briser l'attaque allemande et enrayer son avance sur le front Montdidier-Compiègne et rejeter l'ennemi dans la vallée du Matz. Il arrive le 11 à Rouvillers et est engagé presque immédiatement. Il est en réserve de division, suit à faible distance les vagues d'assaut, coupe la voie ferrée près de la gare de Waquemoulin et marche en direction de Marqueglise. Le 12, les bataillons de réserve prennent place dans le ravin de Neufuy. Le 14, le 4e bataillon débarque dans les bois de Roy-Saint-Nicolas.

Cette bataille est un succès, l'avance allemande est contenue.

Le 16 juin 1918, le régiment stationne à Chelles, non loin de Pierrefonds, où il fait d'importants travaux sur les plateaux à l'ouest jusqu'au 8 juillet 1918 : travaux de construction d'une position de barrage, manœuvres, travaux de campagne et instruction.

Le 27 juin 1918, il est soumis à des bombardements ennemis et en alerte toute la journée.

Le 30 juin 1918, une fête sportive est organisée par le 4e bataillon.

LES COMBATS DE LONGPONT PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE MANGIN DU 18 JUILLET 1918

Le 8 juillet 1818, le régiment reçoit à 17 h un ordre de déplacement en forêt de Retz. Il doit se porter dans la Forêt de Villers-Cotterêts, carrefour de Cottignies à 1 500m S/E d'Haramont. Il se met en route à 21 h et, le 9 juillet, il est en place et immédiatement opérationnel. En effet, il va relever des éléments des 201e et le 233e R.I. au carrefour de Retz. Il effectue des reconnaissances dans la nuit des 9 et 10 juillet.

Le 11 juillet 1918, les 5e et 11e bataillons s'installent en première ligne, le long de la rive du ruisseau Chavigny, le 4e bataillon auquel appartient François, est en soutien, avec pour misson de prendre pied le plus loin possible dans la direction de la crête 21-63 et de l'étang de Longpont et d'installer sa ligne de surveillance sur la route de Longpont à Corcy.

Le 12 juillet 1918, le 5e bataillon progresse jusqu'au croisement de la route de Longpont à Corcy, au village de Longpont et à 200 m à l'ouest de la Ferme de la Grange. Le 11e, quant à lui, progresse sur les rives NE du ravin de Chavigny et vient s'accrocher sur les pentes N de celui-ci.

Le 13 juillet 1918, le 11e bataillon poursuit son avance jusqu'à la tête du ravin et fait la liaison avec le 5e bataillon au NO de la Ferme de la Grange.

Le 14 et le 15 juillet 1918, sont consacrés à des travaux d'organisation poussés à l'extrême par les bataillons en 1re ligne, dans des conditions très pénibles, en raison de difficultés de ravitaillement et d'approvisionnement et de violentes réactions des troupes allemandes : en particulier le 14 juillet, une contre-attaque allemande essaie de reprendre les positions



En juin 1917, François Boulaige est au premier rang, le deuxième à partir de la droite. Photo Michèle Delame.

acquises sur la lisière est de Longpont, mais elle repoussée par le 5e bataillon. D'autres essaient de rejeter le régiment dans le ravin de Chavigny à Longpont, mais sont arrêtées net.

Le 16 juillet 1918 à 4h15 une attaque est lancée par le 4e bataillon de notre grand-père et le 5e bataillon qui franchissent la Savières sous le feu de mitrailleuses, mitraillettes et d'obus à ypérite, soit sur des passerelles, soit directement dans le cours d'eau avec de l'eau jusqu'au cou. À 7h00, le régiment occupe la ferme de Catifet, la Côte 126, la région des carrières et les débouchés de Longpont. Cette attaque se fait au prix de combats meurtriers, sous de violents bombardements à ypérite, dans des conditions météorologiques mauvaises : épais brouillard tôt le matin, violent orage, qui rendent les opérations difficiles et ce, d'autant plus que cela se situe dans des zones marécageuses le long de la Savières.

Ces combats ont fait 22 morts, 494 blessés ou gazés dans le seul 1er régiment de Zouaves.

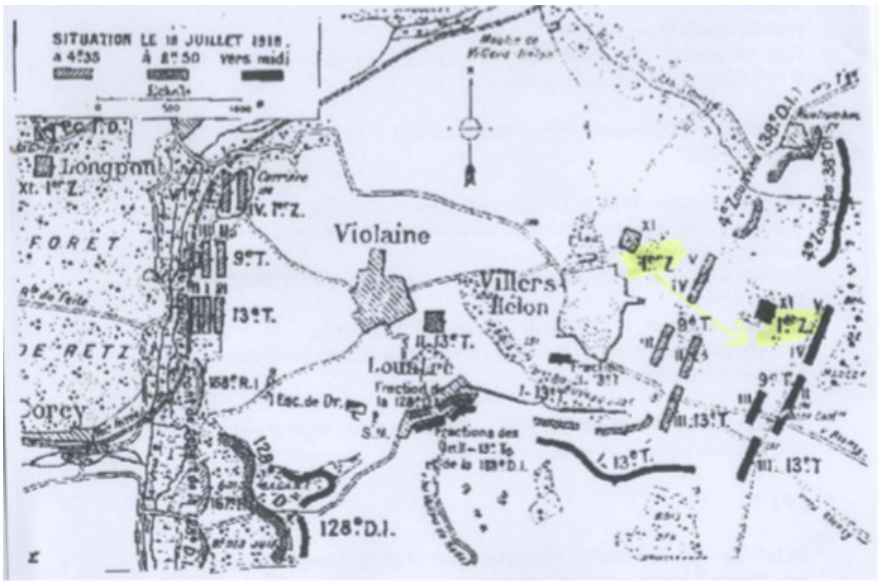
Le 17 juillet 1918, le régiment prend position à la lisière nord de Longpont, à l'entrée du tunnel en vue de l'offensive fixée au lendemain.

Les objectifs assignés au 1er Zouave et sa mission lors de cette offensive du 18 juillet 1918 sont les suivants :

- faciliter la progression de la 38e D.I. à travers le bois du Mausolée et permettre à cette D.I. de prendre pied sur les pentes N et S du Moulin des Comtes.
- Au nord : le carrefour de la Grosse Pierre, la Ferme de la Grange, les Points 41-46 / 57-58 (chemin de terre), 71-80, carrefour du chemin de terre dans le Bois de Mauloy, côte 206-205, station à 150m au nord de Plessier Huleu,
- Au sud, route de Longpont à Villers-Hélon, la partie nord de Villers-Hélon, les petits bois à l'est inclus, la lisière sud du bois de Mauloy, la côte 190 à la lisière nord de Blanzy, les lisières sud du Bois à l'ouest du Plessier-Huleu, la Baillette.

Pour la journée du 18 juillet 1918 :

- Objectif intermédiaire : les pentes comprises entre la limite nord de la division et la route de Longpont à Villers-Hélon
- 1er objectif : les petits bois au nord et nord/est de Villers-Hélon, jusqu'au chemin de terre du Moulin des Comtes,
- 2e objectif : successivement, la partie sud du bois de Mauloy, la côte 190, la région nord de Blanzy, la côte 170, les bois à l'ouest



Carte du JMO de la 48e D.I. - Emplacement des régiments et de l'artillerie le 18 juillet 1918.
Situation le 18 juillet 1918 : avance du 1er Zouave depuis les carrières de Longpont, jusqu'au nord-est de Villers-Hélon, puis jusqu'à la lisière ouest du Bois de Mauloy.

de Plessier Huleu, la station au sud de Grand Rozoy, les pentes nord des mamelons à environ 1 200m de la station.
Dans cette opération, le 1er Zouave est encadré à gauche par le 4e Zouave, à droite par le 9e régiment de tirailleurs.

LA BATAILLE DE LONGPONT - VILLERS-HELON - BOIS DE MAULOY LES COMBATS DU 18 JUILLET 1918

Le dispositif du régiment le 18 juillet 1918 est le suivant : le 5e bataillon à gauche, en liaison avec le 4e zouave, le 4e bataillon avec François Boulaige en arrière à gauche également, et le 11e à droite, en liaison avec le 9e tirailleur.
Dans la nuit du 17 au 18, le 4e bataillon et le 5e se sont massés sur la rive est, de la Savières, terrés contre le talus du chemin de fer utilisant comme abri le tunnel du chemin de fer et les carrières et ce par une nuit noire et sous un violent bombardement d'obus à ypérite.
À l'heure H, c'est-à-dire 4 h 35 – le départ du 1er Zouave et de toutes les autres unités engagées dans le combat se fait. Le régiment dispose de 2 groupes d'artillerie et d'une batterie de 150 de tranchée en appui.
À 4 h 40 éclate le premier coup de canon de barrage d'artillerie et le régiment s'élance depuis la rive est de la Savières où il s'est massé pendant la nuit, le 4e bataillon auquel appartient notre grand-père, le bataillon du commandant Simondet, en tête. La 15e compagnie, celle de notre grand-père, commandée par le lieutenant Boivert, se distingue et parvient à capturer à la baïonnette une batterie allemande de 77. Ce lieutenant a été blessé peu de temps après et est porté disparu.
À 6 h 00, un compte-rendu du commandant Simondet indique que son bataillon (le 4e) est arrivé dans le bois à l'ouest de Villers-Hélon.
À 7 h 10, le 4e bataillon arrive à 300 m au nord de Villers-Hélon, mais est arrêté par des tirs trop courts de l'artillerie française (75).
À 7 h 40, ordre est donné de reprendre le mouvement, mais le régiment rencontre de grande difficultés car les environs de Villers-Hélon sont sous les feux de très violents tirs d'artillerie qui forment un barrage pour empêcher son avance et font de nombreux tués ou blessés, dont le capitaine Texier qui commande le 5e bataillon, remplacé par le capitaine Ginestet.
À 8 h 50, le régiment parvient à progresser à travers les champs de blé, marche pénible car les blés sont hauts, et atteint le premier objectif fixé, c'est-à-dire les petits bois au

nord-est de Villers-Hélon, pour faire la liaison avec la 38e division.
À 10 h, ordre est donné de reprendre l'attaque sur le Bois de Mauloy. Suivant de près le barrage d'artillerie, le régiment parvient à progresser et s'empare de tous les petits bois au SE de la côte 136.
À 11 h 30 des patrouilles du régiment commencent à pénétrer dans le Bois de Mauloy. Mais pour l'ensemble du régiment, la progression devient de plus en plus difficile, car les mitrailleuses et batteries allemandes balayent le plateau et bombardent violemment les lignes. Vers 12h00 la marche s'arrête.
À 14 h 15, ordre est donné de s'organiser sur le petit chemin creux partant de la cabane cantonnière (au bord de la route Villers-Hélon / Blanzy) vers la lisière nord-ouest du Bois de Mauloy, car il n'est alors pas possible de s'engager dans le bois qui est assez touffu et dans lequel se tient une importante batterie d'artillerie allemande, sans être davantage renseignés et sans que le 4e Zouave au nord et le 9e tirailleurs au sud ne débordent ce bois. Le 1er Zouave doit d'ailleurs faire face à une violente contre attaque de l'artillerie allemande, appuyée par l'aviation qui bombarde les lignes.

À 15 h, alors qu'un ordre va être donné au régiment de poursuivre le mouvement, un message du 9e tirailleur fait surseoir à celui-ci : *...le bois de Mauloy fourmille de boches où ils s'infiltrent vers les 1res lignes en nombre. Les pertes sont graves, il faut de l'artillerie.*
À 16 h, ordre est donné à toute la division de reprendre le combat à 16h30. Le 5e bataillon qui se situe le plus à gauche du régiment réussit à progresser légèrement, mais les autres, sur la droite, sont cloués sur place par de nombreux tirs de mitrailleuses et il est impossible d'avancer et de pénétrer dans le Bois de Mauloy.
À 18h30, ordre est donné à l'artillerie française de diriger ses tirs sur la lisière ouest du bois de Mauloy : *Les bataillons, par suite des pertes, sont très réduits, comme cadres et comme effectifs. Si la situation ne change pas, j'ai donné l'ordre à l'artillerie d'appliquer son barrage sur la lisière ouest du bois de Mauloy et d'arroser copieusement ce bois.*

En fin de journée, la ligne de front est arrêtée à 500m à l'ouest environ du Bois de Mauloy. Il faut donc s'organiser sur les positions acquises, soit le chemin de terre longeant celui-ci, qui part de la cabane cantonnière, la côte 196 et se dirige vers le nord-est. Mais cela est difficile, car les avions ennemis survolent les positions des régiments et les tirs d'artillerie les harcèlent et le ravitaillement se fait mal. Le 1er Zouave reste sur cette position pendant la nuit, jusqu'au lendemain.

ÉPILOGUE

Les combats du 18 et 19 juillet 1918 ont été décisifs, car, pour la première fois depuis longtemps, l'armée française, soutenue par les troupes anglaises et américaines, avec l'appui de l'aviation et des chars, réussissait à faire reculer les troupes allemandes qui n'attendaient pas la contre-offensive sur ce front.
Malheureusement cette avancée s'est faite au prix de très violents combats et a fait de très nombreux tués, blessés ou gazés parmi les hommes de troupe, les officiers et sous-officiers. Les journées du 18 et 19 juillet 1918 ont fait au total, dans le régiment du 1er Zouave, 1 218 victimes : 32 officiers et 1 186 hommes de troupe et sous-officiers, dont 932 blessés ou gazés et 113 tués. La journée du 18 juillet 1918 a fait à elle seule 85 tués dans ce régiment, dont François Boulaige, notre grand-père.

Les actions menées par le 1er régiment de zouaves du 11 au 19 juillet 1918, ont valu au régiment une citation à l'ordre de la Xe Armée par le général Mangin :
Le 1er régiment de Marche Zouaves, sous le commandement du lieutenant-colonel Pompey, après une série de dures actions de détail exécutées avec succès du 11 au 18 juillet, et dont la réussite a eu une importance de premier ordre pour les opérations ultérieures, a participé les 18 et 19 juillet

à l'offensive générale avec une bravoure et un allant admirable, brisant après des combats acharnés, toutes les résistances ennemies. Au cours de neuf jours de combat a capturé 350 prisonniers, 13 canons et 130 mitrailleuses.
Signée : au quartier général le 9 octobre 1918, le général, commandant la Xe Armée, Mangin

Où notre grand-père a-t-il été blessé exactement et où est-il mort? Les documents officiels relatifs au lieu de son décès portent des indications un peu différentes : *décédé des suite des blessures reçues en présence de l'ennemi au combat de Longpont* pour l'acte de décès, *le Bois de Mauloy* pour le registre matricule du recrutement militaire, ses états de service et le site *Mémoire des Hommes*. Cette dernière indication étant plus précise que *Combats de Longpont* qui fait référence à plusieurs jours de combat à Longpont et alentours, on peut raisonnablement penser qu'il a été blessé dans l'après-midi ou dans la soirée devant le Bois de Mauloy.

Cependant, nous ne savons pas ce qu'il est advenu de lui après sa blessure. Aurait-t-il pu être ramené à l'arrière pour être soigné et dans ce cas, où? L' évacuation des blessés se faisait par brouettes porte-brancards vers les postes de secours à l'arrière. Le service médical réglementaire se trouvait sur une ligne parallèle au front, à 3 km à l'arrière et, en avant-poste de bataillon, à 1km à l'arrière. Le poste central de la 48e D.I. se trouvait à la Ferme de la Noue, à 1 km au SO de Villers-Cotterêts et l'évacuation des blessés du 1er Zouave s'est faite ce jour-là au centre de triage de la Grille (quelques kilomètres au NO de Longpont). Est-ce dans l'un de ces deux endroits que notre grand-père est décédé, mais peut-être existait-il aussi des postes de secours plus proches des combats? Il n'a sans doute pas été transporté dans un hôpital, par exemple celui installé dans le parc du château de Villers-Cotterêts, car, selon les archives, lorsque les blessés étaient transportés vers un hôpital et y mouraient, ou mouraient pendant le



Monument aux morts de Saint-Paul (87).

transport en ambulance, cela était signalé sur les actes de décès. Selon toute probabilité, il est décédé, soit sur le champ de bataille sur le lieu même où il a reçu ses blessures, soit dans l'un des deux postes d'évacuation des blessés à la Ferme de la Noue ou à La Grille, cela étant cependant moins probable, puisque *Bois de Mauloy* est indiqué sur le registre matricule du recrutement militaire. Il a vraisemblablement reçu une sépulture sur le lieu même de sa mort, sépulture sans doute insuffisamment identifiée pour qu'elle puisse avoir été retrouvée par la suite peut-être détruite par les combats qui se sont poursuivis les jours suivants sur ces lieux.
Ce lieu de sépulture reste donc inconnu, malgré les recherches effectuées après la guerre par notre grand-mère. Selon le service des nécropoles de l'Aisne, les corps non identifiés retrouvés dans le secteur

de Longpont seraient inhumés dans les ossuaires de Vauxbuin et Ambleny.
Sur les 85 soldats du 1er Zouave ayant été tués le 18 juillet 1918 au Bois de Mauloy et identifiés, 19 sont inhumés dans des tombes individuelles à la nécropole du Bois Roger à Ambleny et 2 autres à la nécropole de Vauxbuin. D'autre part, sur les 20 soldats de la 15e compagnie du 1er zouave tombés au Bois de Mauloy le 18 juillet, le même jour que notre grand-père et au même endroit, 7, identifiés, sont inhumés dans la nécropole du Bois Roger d'Ambleny dans des tombes individuelles, les 11 autres n'ont pas de sépulture connue. Et parmi tous ceux du 1er Zouave, quelle que soit leur compagnie ou leur arme, qui sont tombés aussi ce jour-là au Bois de Mauloy, à Villers-Hélon ou à Longpont, ceux ayant été identifiés sont également inhumés dans cette nécropole à de rares exceptions près. Il est donc probable que notre grand-père a été inhumé dans l'un des ossuaires du Bois Roger d'Ambleny. Mais il existe aussi de nombreuses tombes isolées d'inconnus dans la région, dont plusieurs associations tentent de retrouver l'identité... et beaucoup de soldats que la terre n'a pas encore rendus et que l'on découvre encore aujourd'hui...

Le seul lieu où son nom est officiellement inscrit est le monument aux morts de Saint-Paul.

Michèle Delame

Sources:

Archives Départementales de la Haute-Vienne .

Archives de Saint-Paul d'Eyjeaux .

SGA - Ministère de la Défense - Mémoire des Hommes

Archives du Service Historique de la Défense : - Journal de Marche et Opérations du 89e régiment d'infanterie Territorial -
côte 26N792 - Journal de Marche et Opérations du 1er régiment de Marche de Zouave -
côte 26N837 - Combats de Longpont - Rapport des opérations du 18 et 19 juillet 1918, 1er RMZ et diverses notes et ordres de service - côte 24 N 1188 et 1189

Sites Internet : - Historique du 89e régiment Territorial d'infanterie - Henri-Charles Lavauzelle Editeur militaire 1920 - Vinny 03 -

Historique du 1er régiment de Marche de Zouave - Chtimiste / batailles 14-18 - Verdun juin à octobre 1917 - Batmarn2 - Attaques de la 48e Division d'infanterie les 18 et 19 juillet 1918, Violaine, Villers-Hélon - Mémorial Genweb - base 1914-1918

Cartes : Michelin / IGN / carte des lignes allemandes après l'attaque du 18 juillet 1918 dans le soissonnais

La Grande Guerre Illustrée
Pierre Miquel
Ed. Tallandier-Historia

QUATRIÈME CHAPTIRE

Le difficile retour au temps de paix



14 juillet 1919, un coq sur un champ de ruines... Fonds Jean Labetoule du Cghml.

Une lente démobilisation

Philippe Grandcoing

L'auteur : Philippe Grandcoing, enseignant et historien, a publié, seul ou en collaboration, de nombreux ouvrages sur le Limousin. Il s'est lancé depuis peu dans le roman policier histoire avec *Les Enquêtes d'Hippolyte Salvignac*.

Résumé : Le 11 novembre 1918 n'est pas synonyme de retour immédiat des soldats dans leurs foyers. La démobilisation s'étire sur plus d'un an et, durant tout ce temps, la société locale panse ses plaies, célèbre la victoire et rend hommage aux disparus. La démobilisation des hommes et des esprits n'est donc pas immédiate et les mois qui suivent l'armistice constituent un entre-deux temporel, où se dessinent bien des enjeux de l'après-guerre.

LA FIN DE GUERRE D'UN CAPORAL LIMOUSIN

Le 24 septembre 1919, le caporal Honoré-Jean Champcommunal est démobilisé. Natif de Saint-Sylvestre, faisant partie de la classe 1916, il avait été appelé sous les drapeaux en avril 1915. Depuis le 11 novembre 1918, il avait été cantonné en Alsace – où il avait participé avec le 10e Corps au défilé de la victoire à Strasbourg – puis durant de longs mois il avait stationné en Sarre et au Luxembourg, avant de rejoindre la Lorraine puis de regagner le Limousin. Ces dix mois passés sous les drapeaux alors que la guerre est finie, ont considérablement accru son antimilitarisme. Les rigidités de la hiérarchie, la vacuité des heures, l'absurdité de la discipline et des exercices n'y sont pas étrangères. Plus que tout autre, un évènement a profondément meurtri Champcommunal. Alors qu'il bataillait en vain pour obtenir une permission sachant sa mère malade, il put enfin partir suite à un télégramme indiquant que son état de santé s'était aggravé. Mais il arriva trop tard à Saint-Sylvestre et apprit son décès à sa descente du train. Il note alors dans ses carnets : « près d'un mois après, le 7 juin, il fallut me résigner à repartir, à reprendre cet uniforme que je maudissais et que, je ne sais pour quelle raison, j'accusais du malheur dont j'étais frappé »[1]. De la même façon, il est choqué par l'absence de cérémonies, voire même d'information, lorsque l'Allemagne accepte de ratifier le traité de Versailles. « Ce silence me parut ignoble. Je pensais

1 Honoré-Jean Champcommunal, *Carnets de campagne 1915-1920*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2014, p. 172.

que nous, les premiers intéressés, aurions dû être prévenus officiellement, que nos chefs par amour de courtoisie et de dignité, voire de reconnaissance, auraient dû avoir à cœur de faire part de la fin de la vie de martyre à ceux qui avaient de leur sang payé chèrement la victoire dont ils se glorifiaient […]. Ah ! Pauvre troupe, si tu voyais avec quelle considération on te classe et te regarde !!! »[2].

Cette période est également fondamentale pour l'affirmation de ses convictions pacifistes. En Alsace puis en Allemagne, logé chez l'habitant, il a l'occasion de rencontrer des anciens combattants du camp adverse et de découvrir villes et campagnes. Il en revient admiratif pour la propreté, le sens de l'organisation et le niveau de développement constaté partout où il est passé. Plus encore, il ne veut voir en l'ancien ennemi qu'un membre d'une même humanité et dans les frontières qu'un trait artificiel tracé sur une carte, fruit de rapports de forces aléatoires. Aussi, lorsqu'il évoque les Prussiens – qu'il distingue des Bavarois – il précise : « cette race connue de tout le monde qui ma foi me parut comme les autres »[3]. Et lorsqu'il franchit la frontière pour la première fois, dans les environs de Bitche, et voit l'ancienne borne frontière, il note : « en regardant autour de moi, il me vint l'idée qu'une analogue ligne imaginaire au milieu de ces mêmes champs de blé suffit pour faire verser tant de sang. Et qu'à deux hommes qui cultivent de chaque côté de cette ligne (qui n'existe que sur le papier), voisins, amis, parents même, il suffit d'une date qui peut être fixée selon le bon goût de deux dirigeants, pour les rappeler à leur garnison respective et leur donner un uniforme différent, pour en faire deux ennemis qui feront tout pour se mettre à mort »[4].

Finalement, Honoré-Jean Champcommunal n'est rendu à la vie civile que le 24 septembre 1919. Il n'est fêté ni en héros, ni en vainqueur, mais assiste en spectateur « à la rentrée des glorieux drapeaux qu'une foule énorme était venue saluer », ayant réussi à échapper à la corvée du service d'ordre[5]. Puis, il est une ultime fois confronté à la bureaucratie militaire, devant effectuer pas moins de douze stations avant d'arriver « au bureau final. Et je calcule, ne voulant rien comprendre, que de tout l'énorme, l'inutile peut-être assemblage de manuscrits, d'imprimés qui sont passés par mes mains en l'espace de vingt minutes et que j'ai signés 2 ou 3 fois chacun, sans parler des nombreuses signatures que j'ai données sur divers registres, il me reste un livret militaire, une carte-billet de chemin de fer valable d'ici chez moi et 250 F. »[6].

DES SOLDATS ENCORE LONGTEMPS SOUS LES DRAPEAUX

Le cas du caporal Champcommunal est-il unique ? Bien sûr que nom. L'étude exhaustive menée par Michel Kiener et Valérie Mazet à propos des régiments de la 12e région militaire le confirme[7]. Durant une grande partie de l'année 1919, les hommes sont employés à diverses tâches : garde des prisonniers allemands ou russes (les anciens mutins de La Courtine), police de la ville de Reims, surveillance de la frontière espagnole… Sans compter tous ceux qui, faisant partie du corps expéditionnaire envoyé en Italie après le désastre de Caporetto, restent dans la péninsule, voire sont envoyés dans les Balkans ou au Proche Orient, alors en plein chaos. Des éléments du 12e Corps embarquent ainsi pour le Monténégro et la Cilicie. Les derniers ne rentreront en France qu'en 1920.

La lenteur de la démobilisation s'explique donc en partie par les nécessités de l'immédiat après-guerre, ou plus exactement de cette période qui n'est pas encore tout à fait la paix mais qui n'est plus tout à fait la guerre. Comme l'a montré Bruno Cabanes, les premiers mois de l'armistice sont

2 Ibid., p. 187.
3 Ibid., p. 203
4 Ibid., p. 181.
5 Ibid., p. 228.
6 Ibid., p. 230.
7 Michel C. Kiener & Valérie Mazet, *Nous étions des hommes malgré la guerre. 1914-1919,* Métive, 2018, p. 306-308.

marqués par la crainte d'une reprise des hostilités de la part de l'Allemagne en cas de refus du traité de Versailles. Son acceptation en juin 1919 lève une première hypothèque. Mais il faut aussi faire face à tous les besoins générés par la situation nouvelle issue de la guerre : occupation de la Rhénanie, contrôle du désarmement allemand, remise en état des infrastructures de première nécessité dans les régions dévastées, etc. S'y ajoutent les nécessaires interventions dans les zones politiquement instables, notamment tout l'est méditerranéen des anciens empires ottoman et austro-hongrois, mais aussi la Russie bolchevique alors en proie à la guerre civile[8]. Malgré tout, le gouvernement entend libérer le plus rapidement possible les combattants les plus âgés. Dès la fin de l'année 1918, les classes 1887 à 1891 sont démobilisées. Puis vient le tour des classes 1891-1906, entre le 25 décembre 1918 et le 3 avril 1919. La remontée des tensions avec l'Allemagne interrompt le processus pendant plusieurs mois. Les hommes âgés de 22 à 32 ans ne regagnent leurs foyers qu'entre juillet 1919 et juin 1920[9]. La règle qui a prévalu est donc celle de l'âge. Certains, notamment les classes 1912 et 1913, sont donc restés six ou sept ans sous les drapeaux. Mais les pouvoirs publics ont également tenu à introduire des correctifs en fonction de la situation familiale ou économique. Les soldats pouvaient être rattachés à des classes plus anciennes s'ils comptaient deux frères tués au combat, s'ils s'étaient l'aîné d'une fratrie d'orphelins, s'ils étaient agriculteur ou fils aînée d'une veuve agricultrice, etc.

La question du retour des cultivateurs est particulièrement lourde d'enjeux, en cette période de pénurie de main-d'œuvre agricole. Alors qu'approchent les travaux des champs du printemps et de l'été 1919, l'absence des hommes dans les campagnes suscite en effet de plus en plus de récriminations. Bruno Cabanes note ainsi que le nombre de lettres se plaignant de la lenteur de la démobilisation augmente fortement alors et de citer le courrier d'un soldat-vigneron de la Xe armée : « je voudrais bien être chez moi pour les vendanges »[10].

DES POILUS OUBLIÉS OU HONORÉS ?

La longueur et la lourdeur du processus de démobilisation ont généré incompréhension, agacement et contestation. Les bureaux sont submergés de demandes d'explications et d'exposés de cas ne rentrant pas dans les critères permettant de bénéficier d'une libération anticipée. S'y ajoute la question complexe des permissionnaires et surtout des convalescents. Peut-on envisager de les renvoyer dans leurs unités pour des périodes parfois fort brèves ? Mais c'est surtout la complexité du processus qui pose problème. Le soldat démobilisé, après avoir reçu du commandant de son unité son carnet de pécule, mentionnant la solde qu'il doit toucher, gagne un centre de regroupement avant d'être envoyé dans un dépôt démobilisateur où sont effectuées les opérations finales : vérification de l'identité du soldat, établissement du titre de congé, remise de la solde et de tickets de pain, paiement des frais de route, fourniture de l'habillement, etc. À chaque fois, de longues et pénibles vérifications administratives ralentissent le rythme, sans compter d'éventuels problèmes de transport, de stocks et de logistique.

Tout cela suscite plaintes et mouvements de colère de la part des poilus pressés de regagner leurs foyers et considérant que leurs sacrifices ne sont pas pris en considération. D'où, par exemple, la multiplication des incidents dans les gares et les trains. Un rapport du 15 mai 1919 signale ainsi plus de 13 000 bris de glaces et 400 avaries de portières survenus au cours des mois

8 Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Le Seuil, 2004.
9 Ibid., p. 295.

10 Ibid., p. 325. Dans l'industrie, les enjeux n'étaient pas les mêmes. Durant la guerre, le travail des femmes, le retour du front des « affectations spéciales », l'emploi de la main-d'œuvre coloniale avaient permis de faire face aux besoins. Le brusque arrêt des commandes militaires à la fin de l'année 1918 entraîne de plus une courte mais brutale poussée du chômage.

précédents[11]. Les 250 francs de prime de démobilisation, les vêtements donnés – deux chemises, deux caleçons, un pardessus, un veston, une paire de brodequins, un pantalon et quelques autres accessoires – , le casque Adrian et la plaque commémorative en cuivre apparaissent souvent comme de chiches compensations au regard des sacrifices consentis[12].

La République a toutefois tenu à honorer les soldats. C'est dans cette logique que s'inscrivent les différents défilés de la victoire. Les premiers ont lieu dans l'Alsace-Moselle libérée et le caporal Champcommunal se montre sensible à l'accueil réservé aux troupes françaises par les populations locales, mais aussi à la pompe de ces cérémonies qu'il décrit longuement, notamment l'entrée des maréchaux Pétain et Foch à Strasbourg, celle de Poincaré et Clémenceau à Colmar. Toutefois, son horreur de la guerre l'empêche d'être en communion avec les spectateurs exprimant leur ferveur patriotique : « je pense que toutes ces fêtes ont quelque chose qui choque. Je pense que pour qu'elles aient lieu, il a fallu la vie de millions d'hommes. Aujourd'hui il me semble que c'est comme si l'on fêtait leur mort »[13].

Défilés et prises d'armes sont l'occasion de décorer hommes et régiments. Le 63e R.I. de Limoges reçoit ainsi la fourragère des mains du général Debeney le 6 janvier 1919. Le 78e sera lui aussi récompensé quelques mois plus tard[14]. Puis viennent les fêtes du retour des régiments dans leur ville de garnison. C'est sans doute à ce moment que les populations locales expriment, dans des sentiments mêlés, la joie de la victoire, la satisfaction de la paix retrouvée et le soulagement du retour des hommes. Magnac-Laval et Bellac célèbrent ainsi le retour du 138e le 27 juillet 1919, Tulle fête les 100e et 300e le 15 septembre. La veille, à Limoges, une grande cérémonie au Champ de Juillet avait marqué le retour du 63e R.I. au milieu des drapeaux de tous les régiments du 12e corps d'armée[15]. On sait également qu'il y a eu des fêtes du retour organisées dans certains villages, fêtes « joyeuses » incluant bal et feu d'artifice, mais aucun dénombrement n'en a été fait sur le plan régional[16].

UNE FIN DE GUERRE POUR LA SOCIÉTÉ LIMOUSINE ?

Ce temps du retour est aussi celui du deuil, de la réinsertion et de la commémoration. Le Limousin, du fait de son caractère rural, a été une des régions où les pertes ont été les plus importantes. Au total, plus de 38 000 morts, la Haute-Vienne étant proportionnellement moins touchée (autour de 15 000 décès) que la Creuse et la Corrèze (respectivement 10 000 et 13 000 morts). Mais les villes ont aussi payé un lourd tribut. Ainsi, à Limoges, on compte 3 000 soldats décédés pour une population d'un peu moins de 100 000 habitants[17]. Toute la société locale est donc touchée par les « cercles de deuil », tels que les a définis Stéphane Audoin-Rouzeau[18]. La visibilité dans l'espace public des veuves de guerre, des pupilles de la nation[19], identifiables à leurs vêtements ou leur brassard noirs, mais aussi celle des mutilés, amputés et autres blessés rappelle au quotidien le lourd bilan de la guerre. L'érection des premiers monuments aux morts, le retour des dépouilles des soldats rendu possible par la loi du 31 juillet 1920[20], les premières cérémonies du 11 novembre font de la guerre une perpétuelle actualité dans les années qui suivent l'armistice. Dans les cimetières, de nombreuses plaques funéraires rappellent le souvenir des disparus. Souvent, le corps est ailleurs,

11 Ibid., p. 313.
12 Ibid., p. 334-353.
13 Honoré-Jean Champcommunal, op. cit., p. 151.
14 Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op.cit., p. 309.
15 Ibid., p. 310-311.
16 Voir Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme,* (1870-1940), PUR, 2011.
17 Chiffres tirés de Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op. cit.
18 Stéphane Audoin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre. 1914-1918,* Némésis, 2001.
19 Ils sont 1 100 000 à l'échelle du pays (Olivier Faron, Les Enfants du deuil. Orphelins et pupille de la Nation de la Première Guerre mondiale, La Découverte, 2001). En Corrèze on en dénombre 9 000 (Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op. cit., p. 315).
20 Voir Béatrix Pau, *Le Ballet des morts. État, armée, familles : s'occuper des corps de la Grande Guerre*, Vuibert, 2016.

dans un cimetière militaire, à moins qu'il n'ait jamais été retrouvé ou identifié. Mais, grâce à la chromophotographie et à la diffusion massive des plaques funéraires en porcelaine, il est possible aux familles de réintégrer symboliquement les soldats décédés dans le caveau familial et, au-delà, dans la communauté locale des vivants et des morts[21].

S'y ajoutent d'autres phénomènes indiquant qu'il ne pourra y avoir de retour à l'avant 1914. Il en est ainsi du personnel des écoles communales. Désormais, la règle de la non-mixité n'est plus tenable et des femmes remplacent les instituteurs devant les classes de garçons, à moins que l'on fusionne les classes[22]. De la même façon, l'agriculture manque de bras et il faut avoir recours à une main-d'œuvre étrangère à la région. Il faut également vivre avec l'inflation, la disparition du franc-or, l'évaporation d'une grande partie de l'épargne… Si les détenteurs d'emprunts russes ou les rentiers de la terre ont perdu tout ou partie de leurs revenus, en revanche les producteurs ont mieux tiré leur épingle du jeu. Il en résulte une prospérité réelle des campagnes, mais qui ne s'accompagne pas d'une véritable modernisation, l'essentiel des bouleversements ayant eu pour effet de transférer la propriété de la terre des notables vers les paysans[23].

Se pose enfin la question de la démobilisation des esprits et de la capacité des poilus à reprendre le fil d'un quotidien interrompu durant plusieurs années. On manque, localement, d'études sur le sujet[24], sauf pour ce qui est des conséquences politiques. De façon générale, on sait que les anciens poilus ont peu parlé de leur expérience de guerre à leurs proches. En revanche, les associations d'anciens combattants ont connu un succès massif et le 11 novembre est très vite devenu leur fête. Ces associations, qu'Antoine Prost qualifie de « confréries modernes » perpétuent le souvenir des camarades morts, mais sont aussi les gardiennes vigilantes des droits des anciens combattants et s'érigent en censeurs de l'action politique, veillant à ce que le sacrifice de tant d'hommes ne soit pas vain[25]. En Limousin, même s'il convient de ne pas généraliser, l'expérience combattante a renforcé l'ancrage à gauche de la région, la SFIO et le PCF étant les formations politiques les plus soucieuses de défendre la paix et de dénoncer les horreurs du conflit. D'où, surtout en Corrèze, l'apparition d'un communisme rural prenant appui sur les communautés paysannes traumatisées par le conflit[26].

Porté notamment par la jeune génération estimant que les pères avaient trahi en 1914 la cause de la paix et du peuple des campagnes, le mouvement connaît son apogée un quart de siècle plus tard, enrichi de l'expérience de la Résistance. Le Limousin, pour reprendre la formule de De Gaulle, venait alors de clore sa nouvelle « guerre de Trente Ans ».

Philippe Grandcoing

21 Jean-Marc Ferrer & Philippe Grandcoing, *Des Funérailles de porcelaine*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2000.

22 En Corrèze, sur les 173 instituteurs mobilisés, 94 ne sont jamais revenus de la guerre (Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op.cit., p. 312).

23 Philippe Grandcoing, « La crise dans les campagnes limousines a début des années Trente », in 1936. *Le Front Populaire en Limousin*, Les Ardents Editeurs, 2016, p. 117-126.

24 Sur un plan national voir Dominique Fouchard, *Le Poids de la guerre. Les poilus et leur famille après 1918*, PUR, 2013.

25 Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française 1914-1939,* Presses de la FNSP, 1977.

26 Dominique Danthieux, *Le Département rouge. République, socialisme et communisme en Haute-Vienne (1895-1940)*, Pulim, 2005, p. 217 et sq. et Laird Boswell, *Le Communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, Pulim, 2006.

Blessés, mutilés, ils sont devenus des gueules cassées



Congrès de la paix. Versailles le 28 juin 1919, délégation des mutilés français.

L'effrayant monde des blessés et des malades

Cet enfer, cette boucherie, ces malheureux hurlant, ces salles regorgeant d'une souffrance houleuse et confuse où la mort travaillait à mettre de l'ordre.

Georges Duhamel. *Civilisation.*
Le Mercure de France, 1918.
Prix Goncourt 1918.

D'ONTE SES N°18 AUTOMNE-HIVER 2018

CERCLE DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE DES MARCHOIS ET LIMOUSINS

L'auteur : Brigitte Favrie-Banette collabore régulièrement à notre revue. Originaire de Tarnac en Corrèze elle s'est particulièrement intéressée aux souffrances des soldats Limousins de la Grande Guerre et de leur famille.

Résumé :
Des armes particulièrement étudiées pour mettre rapidement le soldat hors de combat, une organisation tardive des services médicaux de l'armée, des conditions d'hygiène déplorables, une guerre qui n'en finit pas ont conduit les combattants à subir des blessures, des traumatismes, des infirmités irréparables. Le dévouement du personnel médical et les progrès scientifiques n'ont pas toujours pu enrayer cette violence faite aux corps de la jeunesse entre 1914 et 1918.

Les morts pour la France de la Première Guerre mondiale sont très justement honorés, avec respect et compassion, depuis près de cent ans mais les blessés, mutilés et estropiés sans oublier les soldats qui ont contracté une maladie au cours du conflit ont bien souvent été occultés lors des cérémonies commémoratives. Et pourtant 3 153 000 hommes furent blessés, accidentés ou gazés sur 8 millions de mobilisés et 40% des soldats subirent au moins une fois une blessure auxquels il faut ajouter les 5 millions de malades (ce chiffre prend en compte ceux qui le furent à plusieurs reprises).
La Grande Guerre se caractérise dramatiquement par son extrême violence et la brutalité des combats et ce, dès les premiers affrontements. Elle rompt avec ce qu'était depuis le XVIIe siècle une « guerre réglée » : arme blanche, lance, sabre, baïonnette et balles tirées à une vitesse assez lente, pouvant laisser de réelles chances de survie si l'abdomen n'était pas atteint et l'infection enrayée[1], et des belligérants respectueux des trêves pour secourir les blessés et ramasser les morts…

L'EFFICACITÉ MEURTRIÈRE DES NOUVELLES ARMES

En 1914, « la modernité industrielle se met

1 Une étude comparative des pertes britanniques à Waterloo en 1815, et dans la Somme en 1916, a montré que le taux de survie était plus important en 1815, qu'un siècle plus tard.

au « service de la guerre »[2] et les armes deviennent plus vulnérantes.
Le projectile des mitrailleuses vrille dans les corps, se fragmente en particules métalliques, une cavité temporaire trente fois plus grande que le diamètre de la balle provoque des lésions à distance sur les nerfs, les os, les organes sans qu'il y ait eu contact. Les grenades, efficaces sur une courte distance, s'avèrent redoutables pour les hommes confinés dans les tranchées.

L'obusite

Les médecins dépourvus de connaissance appellent ainsi au début du XXe siècle le syndrome de stress post-traumatique. Ils disposent de peu d'outils pour traiter les cauchemars, les troubles, les tremblements des patients, souvent dépourvus de mémoire et de sentiments, immobiles et en pleurs « muets parce que personne ne voulait les entendre ». Des sujets décrits par le Dr Janet comme « accrochés à un obstacle insurmontable et passant leur vie indéfiniment contre un mur ». Un sérum est bien mis au point. Mais les militaires n'y voient que de la faiblesse, assimilée à de la lâcheté ou à un refus de discipline. Certains seront d'ailleurs considérés comme déserteurs et fusillés. Les rescapés ne seront qu'une charge pour la société d'après-guerre. On estime à 100 000 ces « soldats de la honte » traumatisés par la violence qu'ils avaient subie et celle qu'ils avaient dû infliger à leur corps défendant.

La grande vélocité des balles délabre les visages. Hématomes, œdèmes et bouillie cérébrale causent des dommages irréversibles en atteignant les crânes sans protection efficace (il faut attendre septembre 1915 pour que les soldats soient équipés du casque Adrian qui se révélera un abri bien précaire pour les os crâniens, 77% des blessures sont infligées à la tête, et 88% sont mortelles)[3]. La mitraille d'obus propulsée à 1200 mètres par seconde a des effets encore plus dévastateurs sur le corps mais aussi plus septiques car les projectiles peuvent être souillés par la terre et les vêtements. L'obus explosif crée une onde de choc qui atteint l'oreille, le larynx, provoque une surpression sur le thorax et le diaphragme entraînant l'écrasement du poumon entre les côtes et le rachis. Il y a les projectiles qu'on reçoit mais ceux qu'on envoie sur l'ennemi affectent et blessent aussi les artilleurs. Les servants du crapouillot sont atteints de malaises, céphalées, saignement du nez et des oreilles. L'acier échauffé fait exploser le canon, les tirs tombent parfois sur leur propre ligne.
C'est l'artillerie qui occasionne 70% des blessures, les éclats d'obus hérissés d'aspérités causent les pires dégâts. Les corps peuvent être volatilisés, des fragments de chair et d'os projetés sur les soldats proches. L'impact sur un abri mal étayé, l'explosion des mines sous les tranchées adverses condamnent les victimes à être emmurées vivantes. Les blessures par le gaz utilisé sur le front ouest en 1915, l'ypérite, occasionnent de graves atteintes et d'atroces souffrances, considérées comme les plus inhumaines, tant par les soldats que les médecins. C'est pour le combattant une longue agonie par étouffement qu'on ne peut ni efficacement soulager ni soigner. « À Litz, on traite les gazés, hypérités ; les yeux sont rouges, pleurent sans arrêt, les nez suintent. Au bout de quelques jours, les gorges et les trachées se dépouillent, les patients expectorent tout le moule intérieur. On soulage à la cocaïne, on lave les pauvres yeux à l'eau bicarbonatée et l'on met des tampons d'huile goménolée dans les nez. Après avoir douché les blessés tout le corps est passé au talc, les vêtements à l'étuve ; les complications pulmonaires sont graves surtout les cas de pallite, cause d'énormes œdèmes pulmonaires »[4]. Que dire des gueules cassées ces 10 à 15 000 soldats défigurés par cet armement particulièrement destructeur.

2 Gérard Guicheteau, Jean Claude Simoën, *Les années sanglantes 1914-1918*. Fayard 2006.
3 In *Mémoire des Hommes*.
4 Georges Legros, *Médecin au front*. Éditions Sutton 2018.

Alphonse Pierre Froment

Le douloureux parcours du combattant.

La Patrie doit à nos chirurgiens de carrière ou à nos chirurgiens improvisés un million de vie humaines et cinq cent mille combattants retournés au front après blessures.

Dr Bianchon. Compte-rendu du bilan annuel de la Société de chirurgie 1915.

Né en 1891 à Pontcharraud, Canton de Crocq (Creuse). Il est incorporé le 8 octobre 1912 et passe de l'instruction militaire directement au front en octobre 1914.

– 21 septembre 1914, évacué blessé au bras par éclat d'obus. Reparti aux Armées le 2 février 1915.

– Intoxiqué par les gaz le 1er juin 1916, évacué et hospitalisé jusqu'au 27 juin 1916, rejoint la compagnie le 28 juin 1916.

– Évacué le 4 mars 1917 vers l'hôpital Luxembourg, rejoint son régiment le 4 avril 1917 après 7 jours de congé.

– Évacué blessé le 28 septembre 1917 entre à l'HOE La Veuve. Rejoint son corps après un congé de 20 jours le 23 novembre 1917.

– Évacué malade le 28 décembre 1917 à l'ambulance 514 jusqu'au 26 janvier 1918.

– Au dépôt d'éclopés (*sic*) du 4e C.A. du 27 janvier au 2 mars1918

– Évacué blessé le 15 août 1918, éclat d'obus à la main gauche.

Réformé définitif avec une pension d'invalidité de 65% pour impotence presque totale de la main gauche. Ablation des 3 derniers doigts de la main gauche et de leurs métacarpiens. Préhension nulle.

Caporal le 15 novembre 1915.

Réformé définitivement le 11 octobre 1918.

Médaille militaire le 20 juin 1919.

Chevalier de la Légion d'Honneur en 1960. Registre matricule des archives départementales de la Creuse.

Alphonse Froment[1] est peintre en bâtiment. Un chirurgien prothésiste réussira à lui adapter une fixation en forme de pince fixé à ses deux doigts restants dont le pouce, ce qui lui permettra une meilleure préhension de sa main gauche bien utile pour sa profession. Sur les photos il tiendra sa main amputée bien cachée dans son dos.

1 Avec l'aimable autorisation de Michèle Froment Védrine.

LA TRANCHÉE FOYER DE MORBIDITÉ

Les tranchées voulues par les Allemands pour conserver leurs gains territoriaux avaient bénéficié d'aménagements moins précaires que celles des Français, l'état-major refusant que le soldat « s'installe, pour maintenir l'ardeur guerrière ». Le froid, la boue, la chaleur, les détritus, les latrines délaissées dans l'ardeur des combats, les cadavres qu'on ne peut évacuer à temps engendrent une prolifération de rats[5], mouches, poux. Les mycoses, la teigne et la gale, assaillent le combattant. Tuberculose, pleurésie, bronchite, pneumonie, les gelures – pied de tranchée –, intoxication au plomb des mitrailleuses, syphilis[6] mettent les hommes sur le flanc. Dans les tranchées d'Orient « les maladies serpentent allongent leurs tentacules invisibles et tenaces dans l'air, dans la nourriture, l'eau pourrie, le sifflement des moustiques, le bourdonnement des mouches énormes, la morsure intolérable des puces et des poux »[7]. Dysenterie, dengue et paludisme atteignent 120 000 soldats des Dardanelles, 40 000 en meurent.

La saleté, les chaussures rarement délacées (les rats s'attaquent aux doigts de pied), les bandes molletières souillées (les Allemands ont des bottes), les vêtements qu'on ne peut changer ni laver, aggravent les risques de maladie. Le barda alourdi par la pluie lors des marches de 30 à 40 kms au pas cadencé, le ravitaillement qui ne suit pas, le sommeil impossible sous la menace des bombardements, le transport des troupes dans les wagons à bestiaux de 36 à 40 hommes et 8 chevaux, le matériel qu'il faut apporter dans les boyaux boueux – claies, madriers, sacs de terre – autant de facteurs qui fragilisent le soldat. Les pioupious sont pour l'essentiel des ruraux pourtant

5 Il faut attendre 1916 pour que des campagnes de dératisation soient entreprises.

6 Cf. Brigitte Favrie-Banette, « La sexualité des poilus au front ». D'onte Ses n° 14. Automne-hiver 2016

7 Capitaine Canudo. Cité par Pierre Miquel.

habitués aux rudes travaux et à un confort rudimentaire…

LE CHAOTIQUE PÉRIPLE DU MALADE ET DU BLESSÉ

Le service de santé des armées doit faire face, dès les premières semaines du conflit à une masse considérable de victimes militaires dont la prise en charge immédiate, à proximité des zones de combat, n'a pas été anticipée et se révèle quasi impossible.

Les premiers postes de secours, de modestes abris précaires installés à la hâte n'ont pas vocation à soigner les blessés et les malades. Il y a bien un médecin et une vingtaine de membres du personnel sanitaire, brancardiers et infirmiers, mais en nombre insuffisant et manquant de matériel pour traiter efficacement et dignement la victime. Encore faut-il que le blessé ait pu être évacué du champ de bataille ! La violence des combats ne permet pas toujours aux brancardiers de relever les blessés, les trêves ne sont pas respectées. Il faut souvent attendre qu'il fasse nuit pour les rechercher au milieu des terrains bouleversés par les obus, la boue et sans lumière. Les brancardiers n'ont pas l'expérience des blessures et peuvent laisser sur place telle victime qu'ils jugent perdue. Que dire du soldat inanimé incapable de se signaler à l'équipe de sauveteurs, ou de se mouvoir pour rejoindre les lignes arrière. Combien agonisèrent sans aucun secours, combien ont « séché sur les barbelés »! « Il entre à Sapicourt un malheureux blessé resté sept jours entre les tranchées françaises et ennemies, sans être pansé, sans absorber la moindre parcelle de nourriture. Relevé au cours d'une attaque heureuse des nôtres, il est amené à l'ambulance dans un état d'émaciation et d'inanition extrêmes. Il succombe peu de jours après son entrée, malgré tous les efforts tentés pour relever son état général. C'était un chanteur de café-concert ! »[8]. La gravité des blessures avait-elle permis au soldat de s'appliquer lui-même, ou avec l'aide d'un compagnon épargné ou moins grièvement touché, le pansement dont il était muni ? Le blessé relevé, il faut le transporter, cheminer à travers les tranchées, le porter à bout de bras ou enroulé dans une toile de tente maintenue par une perche, sans aucune précaution liée à la nature de la blessure. En 1915, des brouettes porte-brancard furent distribuées mais elles étaient peu maniables sur les terrains boueux.

Ce n'est qu'à l'arrivée à l'ambulance, que le médecin pratique les premiers gestes d'urgence : arrêt d'une hémorragie, traitement d'un état de choc, lutte contre l'infection. Il est assisté d'une équipe composée dans le meilleur des cas, d'un chirurgien, un radiographe, un pharmacien et une dizaine d'infirmiers. Mais le blessé est pris en main bien souvent trop tardivement, souvent dix à onze heures de transport depuis les lignes. Les moyens sanitaires et chirurgicaux sont sommaires. Les salles de soins sont installées dans des caves, des baraques en planches, sous des tentes, près d'une ligne de chemin de chemin de fer – cible privilégiée de l'ennemi – éclairées par des lampes à acétylène. Le chirurgien pouvait pratiquer, dans l'urgence, jusqu'à trente opérations par 24h. Devant l'affluence des blessés, les diagnostics restent sommaires,

Georges Legros, médecin originaire de la Creuse, engagé sur le front.

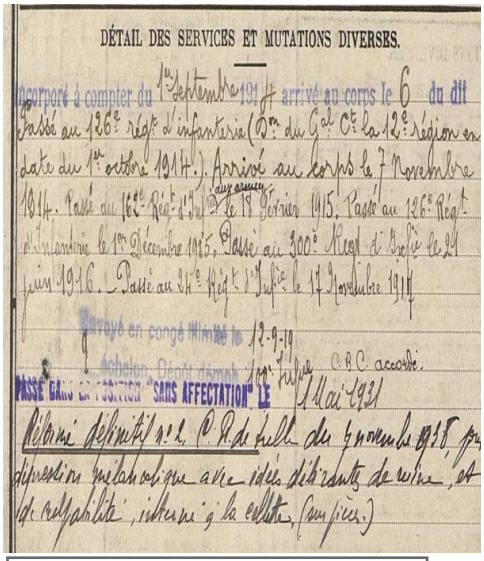
Né le 28 mai 1861 à Aubusson, fils unique de Laurence Cancalon et de Michel Legros, médecin, il fait ses études à Paris et épouse sa cousine germaine, Renée Cancalon, fille de médecin. Il s'installe à Montrichard dans le Loir-et-Cher en 1888 et est élu député de cette circonscription en 1914. Républicain progressiste il rejoint à la Chambre le parti de la gauche républicaine et démocratique. À 53 ans il s'engage dans le service de santé des armées et consigne dans ses carnets son journal. Il prend aussi de nombreux clichés sur les activités médicales au front.
Il est par ailleurs le biographe du naturaliste Jean-Henri Fabre.

8 Georges Legros. Op. cité.

Léon Jouhaud, limougeaud médecin, émailleur, aquarelliste et pastelliste

Né à Limoges en 1874 où il exerce comme praticien de 1904 à 1906 avant de se lancer dans une carrière artistique. Pendant la guerre, il reprend son activité de médecin, d'abord à l'hôpital mixte de Limoges puis sur le front dans une ambulance, de février 1915 à mars 1917, et enfin à l'hôpital complémentaire d'Eymoutiers jusqu'en janvier 1919. Il consigne ses souvenirs dans ses carnets et transcrit en 1919 ceux de la période juillet 1914 / mai 1915. Ce témoignage est publié par les éditions PULIM en 2005.

la gravité des cas mal évaluée.[9] Une blessure simple peut, par complication septique, compromettre le pronostic vital d'un blessé. L'absence d'hygiène élémentaire compromet les soins : « Des mouches volent partout, se posent sur les instruments, les pansements et même sur les intestins mis à découvert »[10]. Les équipes ne sont pas toujours formées pour évaluer la nature et la sévérité des blessures, établir la fiche médicale, diriger le patient vers les structures sanitaires adaptées à ses pathologies : les hôpitaux de l'avant dans un premier temps puis ensuite dans les hôpitaux d'origine d'étape (H.O.E.). Ce sont dans ces établissements, que sont accueillis les blessés et malades triés. Les médecins affectés aux centres de triage doivent faire preuve d'un sens clinique certain et dans un temps record. Situés à proximité immédiate du front, ces centres de soin sont exposés aux canons à longue portée. Les soldats intransportables sont opérés et les évacuations par train sont préparées vers les hôpitaux militaires de l'Arrière. Ces transports sanitaires, dont l'équipement ne s'améliorera que très progressivement, rencontrent par ailleurs des difficultés à circuler. Les rails sont encombrés de convois qui acheminent troupes et matériel, mais


DÉTAIL DES SERVICES ET MUTATIONS DIVERSES.

Incorporé à compter du 1er Septembre 191[illegible] arrivé au corps le 6 du dit
Passé au 126e Régt d'infanterie (5me du Cal Cte la 12e Région en
date du 1er octobre 1914). Arrivé au corps le 7 Novembre
1914. Passé au 16e Régt [illegible] le 19 Février 1915. Passé au 126e Régt
d'infanterie le 1er Décembre 1915. Passé au 300e Régt d'Infie le 24
Juin 1916. Passé au 24e Régt [illegible] le 17 Novembre 1916

Envoyé en congé Illimité le 12-9-19

Réformé définitif n°2 C.R.A. de Lille du 7 novembre 1918 pour
dépression mélancolique avec idées délirantes de suicide, et
de culpabilité, internée à la Cellette (Corrèze)

PASSÉ dans la position "SANS AFFECTATION" LE 1er Mai 1921

François P. 20 ans en 1914, agriculteur dans le canton de Treignac. Blessé le 15 mai 1915 par balles, séton mollet gauche puis par éclat d'obus le 2 août 1918 au thorax. Plusieurs citations : « 15 novembre 1917 brave et consciencieux ; au front depuis plus de 30 mois a toujours accompli son devoir » « 16 décembre 1918 Mitrailleur brave et dévoué malgré un violent bombardement a assuré le service de sa pièce jusqu'à ce qu'il fut mis hors de combat. Croix de guerre ». (Registre matricule Archives Départementales de la Corrèze). François finira ses jours à l'hôpital psychiatrique de La Cellette en Corrèze.

aussi réfugiés à évacuer des zones occupées par l'ennemi. Les lieux n'ont pas toujours été préparés à temps : « Un train de huit cents blessés errait sur le réseau ne sachant où déposer son chargement », rapporte Léon Jouhaud[11], un général fait évacuer une caserne, « mais quand il s'agit de coucher les blessés, on s'aperçut qu'on n'avait pas de couvertures, pas de seaux, pas de matériel, pas de pansements, pas de nourriture, pas de médecins, pas d'infirmiers… »
Progressivement des hôpitaux militaires sont aménagés dans des casernes, des écoles, des locaux industriels, des bâtiments religieux et aussi dans des maisons

9 À Tarnac, un tiers des soldats morts pour la France, décède à l'ambulance à la suite de leurs blessures de guerre. Grièveté de leur état ou absence de soins appropriés ?
10 Georges Legros. Op. cité

11 Léon Jouhaud, *Souvenirs de la Grande Guerre*. PULIM 2005.

particulières. Brive, Guéret, Tulle et Limoges par exemple en Limousin[12] accueillent plus de 7 000 patients en 1916[13].

Les flottements dans l'organisation du service de santé des armées, les lenteurs, les tâtonnements dans son organisation ont coûté la vie à bien des combattants, en particulier les premières années de guerre. Les médecins se divisent sur les soins à apporter. Méthodes d'asepsie pasteurienne (empêcher l'introduction de microbes dans l'organisme par des moyens appropriés) et/ou d'antisepsie (détruire les micro-organismes responsables d'infection médicale ou chirurgicale) sont en débat. Certains amputent à tout va, alors qu'il faudrait opérer et soigner de façon rationnelle même si la chirurgie de guerre est une chirurgie d'urgence. Des médecins militaires sont soupçonnés par leurs collègues civils de rechercher les galons au détriment du dévouement aux malades. D'autres vantent les pratiques allemandes qui soignent en priorité les mobilisés qui sont immédiatement récupérables pour retourner au front, envoyant les autres à l'Arrière.

Des améliorations techniques et fonctionnelles sont cependant adoptées, tout au long du conflit : formation du personnel, répartition plus équilibrée des soignants. Elles impulsent de nouvelles pratiques de soins innovantes et adaptées aux blessures. La médecine de guerre s'appuie sur les progrès de la fin du XIXe siècle et tente de s'adapter aux pathologies qui ne sont pas nouvelles mais qui présentent des signes cliniques déroutants voire spectaculaires. Des mesures prophylactiques sont proposées, car des rapports officiels mettent en cause la responsabilité de l'armée dans le développement de pathologies graves comme le typhus, le choléra, les dysenteries, les parasitoses mais aussi les infections des plaies (tétanos, gangrène gazeuse qui provoque une mortalité de 21% chez le soldat atteint aux membres inférieurs[14]). La vaccinothérapie (antityphoïdique et antitétanique), la sérothérapie, sont largement développées. L'anesthésie (à l'éther, au chloroforme, ou au chlorure d'éthyle), la radiographie qui facilite la localisation et l'extraction des projectiles, viennent seconder plus efficacement la chirurgie. Les prothésistes font preuve d'ingéniosité pour maintenir les membres fracturés en place, aider les amputés à se mouvoir. Différentes méthodes de greffes osseuses et de chirurgie réparatrice sont expérimentées, avec des débuts incertains, en particulier

Pension

« Ces Français que nous fûmes contraints de jeter dans la bataille, ils ont des droits sur nous » Georges Clémenceau président du conseil.

La République française reconnaissante envers les anciens combattants et victimes de la guerre qui ont assuré le salut de la patrie s'incline devant eux et devant leur famille (article 1 du Code des pensions militaires)

C'est par la loi du 31 mars 1919 que fut instauré un véritable droit à réparation pour les anciens combattants infirmes, mais aussi pour les veuves et orphelins. Cette loi prend en compte la reconnaissance des notions d'aggravation, de présomption d'imputabilité et d'origine des infirmités par le fait ou à l'occasion du service.

La générosité des intentions s'est heurtée aux difficultés économiques et les associations d'anciens combattants ont dû batailler avec les pouvoirs publics et pas toujours avec succès, pour que les pensions soient à la hauteur des handicaps subis au cours du conflit et revalorisées avec justice.

12 Cf. Pascal Soula, « Les hôpitaux militaires en Limousin » in *D'onte Ses* n°14. Automne-hiver 2016

13 On trouve aussi des structures sanitaires dans des localités plus modestes comme à Saint-Junien où infirmières bénévoles et visiteuses s'investissent dans les soins aux blessés. Cf. Annette Bigaud. « À Saint-Junien : après la mobilisation des hommes. Les femmes mobilisées » in *D'onte Ses* n°14. Automne-hiver 2016

14 La gangrène gazeuse est une infection microbienne provoquée par une bactérie anaérobie qui produit du gaz au sein du tissu infecté. Elle se déclare après souillures des plaies par la terre, des instruments ou mains sales. Très fréquente sur les plaies de guerre elle est redoutée et souvent soignée par amputation.

pour les blessures maxillo-faciales. Tout au long du conflit le monde médical, praticiens, chercheurs, infirmiers, pharmaciens, se mobilise pour être plus efficace et faire face au défi imposé par l'hécatombe des victimes alors même que les industries de l'armement continuent elles, à déployer des techniques de plus en plus destructrices.
Durant le conflit, plus de 9 millions d'admissions sont recensées dans les formations sanitaires (à l'avant comme à l'arrière), 10 700 000 évacuations se font par voie routière et 5 000 000 par voie ferroviaire[15].

LE BLESSÉ DE GUERRE : HÉROS OU TIRE AU FLANC ?

Les premières images diffusées par la presse montrent un blessé intrépide, insensible à la douleur, allant au-devant du sacrifice. Exemplaire, n'envisageant que son retour sur le champ de bataille immédiat, le blessé même mutilé et en lambeaux fait preuve d'un patriotisme sans faille… mais cette image s'effrite et on évoque des simulateurs qui doivent être sévèrement sanctionnés. Les médecins militaires sont attentifs aux blessures des mains et des bras afin de débusquer des éventuelles automutilations et n'hésitent pas à établir des rapports qui risquent de conduire le soldat au poteau d'exécution. Les malades et blessés sont examinés avec attention, en particulier au moment de leur éventuelle évacuation vers l'arrière, afin de renvoyer au front les resquilleurs qui feignent quelque pathologie.
On s'enorgueillit de soigner pour garder des forces vives à remettre sur le champ de bataille : « Combien de blessés guéris par nous sont retournés prendre leur place au combat ! Leur nombre est assez grand pour former des armées entières »[16] ; « La Patrie doit à nos chirurgiens de carrière ou à nos chirurgiens improvisés, un million de vie humaines et cinq cent mille combattants retournés au front après blessures »[17].
Les fiches matricules des soldats pensionnés montrent qu'ils sont nombreux à avoir été évacués pour maladie ou blessure, puis remis à disposition de leur régiment en zone de combat, les moins malchanceux sont affectés aux services auxiliaires.
(Cf. l'exemple du soldat Alphonse Froment).

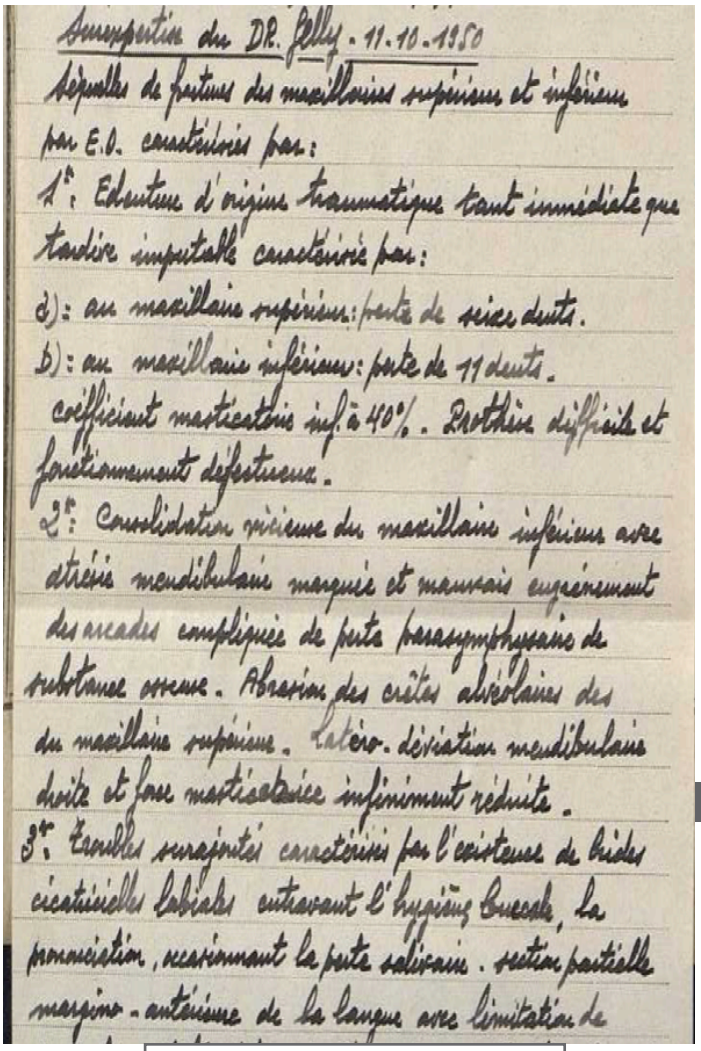
Ceux qui ne peuvent être remis à la boucherie, retournent à la vie civile, diminués, amputés, ou défigurés. Les populations de l'Ar-

Les Gueules cassées

10 à 15 000 soldats blessés de la face ont perdu sur le champ de bataille une part de leur identité. Épreuves morales, matérielles, souffrance et parfois échec des douloureuses opérations subies « La nature même de nos blessures qui constitue à proprement parlé l'Horreur » en a plongé plus d'un dans la détresse.
Cinq d'entre eux furent invités en juin 1919 à la cérémonie de la signature du traité de Versailles. Une présence symbolique mais aussi un des pires héritages de la violence de la Grande Guerre.
Leur apparence physique, les conséquences de leurs blessures, on les appelait les baveux, car ni lèvres ni mâchoires pour retenir leur salive, leur rendaient tout accès au travail et à la société difficile. Leur désarroi, la difficulté à affronter le regard des autres, a poussé les plus atteints, à se constituer en association et à tenter de se regrouper dans des établissements adaptés (cf. le château de Moussy le Vieux en Seine et Marne), se protégeant des regards extérieurs dans un souci louable de fraternité, mais aussi se marginalisant dans une forme de résignation et de renoncement.
Il fallut attendre 1925 pour que soit reconnu le préjudice spécifique à la défiguration et le droit à la réparation.

15 Statistiques extraites d'Éric Deroo, *La médecine militaire : le service de santé des armées.* Ivry Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense. 2008. Cité par Jérémy Brunet *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive.* Pulim 2014.
16 Dr J.L. Faure. « Compte-rendu du bilan annuel de la Société de Chirurgie » in *Le Figaro*,1915.
17 Dr H. Bianchon « Compte-rendu du bilan annuel de la Société de Chirurgie » in *Le Figaro*,1915. In *Le Figaro* Histoire octobre 2014.

rière les découvrent avec gêne. Ils sont le témoignage de la violence guerrière, de ses répercussions physiques, de l'infernale réalité des combats que la presse s'est bien gardée d'évoquer. La famille, les voisins, les amis sont partagés entre pitié, compassion, embarras, reconnaissance, dégoût, inquiétude. Quel patron les embauchera ? Com-ment pourront-ils travailler la propriété ? Des fiançailles sont rompues. L'État, des associations s'attacheront avec difficulté à leur réinsertion professionnelle, sociale et affective. « Mon corps était retranché de la vie ; par amour pour elle je rêvais d'abord de le détruire (…) Blessé je devenais déjà ma blessure. J'ai survécu dans une chair qui était la honte de mes désirs »[18].


Inscription du Dr. Jelly - 11.10.1950
Séquelles de fractures des maxillaires supérieurs et inférieurs
par E.D. caractérisées par :
1°: Edentation d'origine traumatique tant immédiate que
tardive imputable caractérisée par :
a) : au maxillaire supérieur : perte de seize dents.
b) : au maxillaire inférieur : perte de 11 dents.
coefficient masticatoire inf. à 40%. Prothèse difficile et
fonctionnement défectueux.
2°: Consolidation vicieuse du maxillaire inférieur avec
attrésie mandibulaire marquée et mauvais engrènement
des arcades compliquée de perte parasymphysaire de
substance osseuse. Abrasion des crêtes alvéolaires des
du maxillaire supérieur. Latéro-déviation mandibulaire
droite et fosse masticatrice infiniment réduite.
3°: Troubles surajoutés caractérisés par l'existence de brides
cicatricielles labiales entravant l'hygiène buccale, la
prononciation, occasionnant la perte salivaire. section partielle
marginale antérieure de la langue avec limitation de

François B. maçon du canton de Sornac en Corrèze, 20 ans en 1914. Blessé par un éclat d'obus au visage en avril 1917 et versé dans les services auxiliaires. Le précédent compte-rendu médical de la commission de réforme en 1927 souligne « la perte de 8 dents inférieures, 6 supérieures, un coefficient de mastication réduit en raison de la consolidation vicieuse du maxillaire inférieur et une défiguration au 4e degré ».
Registre matricule. Archives départementales de la Corrèze.

LA VIOLENCE DES CHIFFRES

28% des combattants ont perdu la vie. Un million de pensionnés (dont plus d'un quart souffrant d'un taux d'invalidité supérieur à 50%) répartis entre 600 000 invalides, 300 000 mutilés et amputés, 42 000 aveugles, 10 à 15 000 « gueules cassées ». Parmi les victimes, 19% sont mortes des suites de leurs blessures, 13% de maladie (on dénombre 19 morts par maladie pour 100 blessés)[19].

Des familles déchirées, une génération saignée, d'autres morts qui s'ajoutent, dans les années qui suivent le conflit sans que statistiques ou hommages les prennent réellement en compte. Les séquelles de la guerre s'affichent dans la souffrance des blessés, gazés, mutilés, infirmes et finissent par se banaliser[20]. Médailles et croix de guerre peinent à consoler des cauchemars endurés. Les pensions ne compensent pas les revenus perdus, sa force de travail

18 Joël Bousquet, *Le meneur de lune*, Paris, Albin Michel 1979. Cité par Jérémy Brunet in *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive,* Pulim 2014.

19 Joseph Toubert, *Documents de statistiques concernant la guerre mondiale et l'après-guerre,* Paris, Charles Lavauzelle, 1934.

20 500 000 soldats sont morts des suites de leurs blessures après le conflit, pour l'ensemble des belligérants.

amoindrie, sa vaillance d'homme diminuée. Le sentiment d'inutilité, d'être à charge de la société, s'installe sournoisement. Le patient doit se soumettre aux commissions de révision des taux d'invalidité. Leur manière parfois tatillonne de suspecter quelque simulation marque pour l'infirme un manque de reconnaissance des dommages subis.

La blessure peut guérir, l'infirme s'accommoder de ses béquilles, cacher la perte de son bras en rentrant sa manche de veste dans sa poche mais le combattant ne peut oublier cette sauvagerie destructrice qui imprègne au plus profond sa condition d'homme et pèse sur son devenir.

Cette violence de guerre, brutalité sans précédent, palpable au quotidien bien des années après est conceptualisée par l'historien George Mosse sous le terme de *brutalisation*, « amenant les hommes qui en ont été les acteurs et les victimes – et souvent hélas avec leur consentement – à prendre en charge cette brutalité nouvelle et à être eux-mêmes rendus brutaux par l'expérience inouïe qu'ils avaient traversée »[21].

Certains y puisent une inébranlable conviction pacifiste tandis que d'autres constatent avec amertume et pessimisme que désormais « les civilisations sont mortelles »[22].

Brigitte Favrie Banette

21 Stéphane Audouin-Rouzeau, préface in *Les Gueules Cassées,* Sophie Delaporte, Noêsis 1996.
22 Paul Valéry, *La crise de l'esprit*, 1919.

Bibliographie

Jérémy BRUNET
Quand la Grande Guerre s'invite à Brive 1914-1917. Histoire de deux hôpitaux de l'arrière.
Pulim, 2014.

Sophie DELAPORTE
Les Gueules cassées, les blessés de la face de la Grande Guerre.
Noêsis, 1996.

Pierre MIQUEL
Les Poilus. Terre Humaine
Plon, 2000.

Anne-Marie SLEZEC, Georges LEGROS.
Médecin au front.
Muséum. Editions Sutton, 2018

Exposition

Guerre et trauma, des soldats et des psychiâtres.
Museum Dr. Guislain. Gand (Belgique). 2014

CINQUIÈME CHAPITRE

Le temps de la mémoire

Témoignage L'instituteur de Saint-Pantaléon-de-Larche «On les aura»

Pascal Soula



L'auteur : Pascal Soula, enseignant lui-même et aujourd'hui chef d'établissement, poursuit la publication des cahiers tenus pendant la Grande Guerre par l'instituteur de Saint-Pantaléon-de-Larche. Ce texte porte témoignage d'une réalité vécue au jour le jour à la manière d'un journal local.

Quatre années de guerre viennent de s'écouler, quatre années de martyre pour nos héroïques Poilus.

Mais on sent que la fin est proche. L'arrivée de nombreux contingents américains, la présence d'un homme énergique et résolu à la tête du gouvernement, la nomination du général Foch comme commandant unique et suprême de toutes les armées alliées ont déjà commencé à porter leurs fruits ; l'ennemi recule et tout permet d'espérer un heureux dénouement. Enfin « on les aura ». Quelle joie pour tous et quelle fierté pour ceux qui n'ont jamais désespéré.

Depuis 1916 de nouveaux appels ont été faits : la classe 1918 a été incorporée au mois d'avril. Par contre, les cultivateurs des classes 88, 89, 90, 91, les auxiliaires des

classes 92 à 97 ont été successivement libérés de janvier 1917 à avril 1918.
Pour Saint-Pantaléon, l'appel des classes 18 (16 hommes), 19 (7 hommes) et celui de 4 nouveaux récupérés ont porté à 276 le nombre des appelés, mais le retour des classes précitées a rendu à la terre 25 hommes dont l'aide a été précieuse.
Voici la répartition par classe des territoriaux libérés :

	Classe 1888	: 1
		89 : 7
		90 : 4
		91 : 5
Auxiliaires	classe 92	: 1
		93 : 2
		94 : 1
		96 : 3
		97 : 1

Le travail des champs a été encore facilité par les nombreux détachements à la terre accordés par l'autorité militaire, après avis du service départemental de la Main d'œuvre agricole, conformément à la circulaire ministérielle du 4 décembre 1917.
Le nombre des demandes établies par la mairie a été de 115 dont un très grand nombre a pu recevoir satisfaction.

JOURS DE GLOIRE, JOURS DE SOUVENIR 11 NOVEMBRE 1918

L'armistice

L'armistice est signé, le télégramme annonçant la nouvelle a été apporté vers deux heures de l'après-midi. On se met aussitôt à pavoiser. Les enfants sont d'une gaieté exubérante. « La guerre est finie » dit un bambin de trois ans ; et, se dirigeant d'un air résolu vers la grand'route, « je vais attendre mon papa », dit-il.
Les cloches qui ne devaient commencer à sonner que vers quatre heures et demie sont mises en branle dès quatre heures et jusqu'à neuf heures sans discontinuer, elles ont égrené leurs joyeux carillons. À chaque instant, et d'un peu partout arrivent de nouveaux sonneurs : hommes, femmes et enfants ; tous veulent avoir travaillé à annoncer l'heureuse nouvelle à tous les échos. Sous le porche de l'église on sert à boire aux sonneurs ; la joie est sur tous les visages et c'est à peine si l'on perçoit un peu de tristesse, bien excusable pourtant chez les éprouvés dont la pensée à ce moment doit aller vers ceux de la famille qui sont tombés au champ d'honneur.
À neuf heures les cloches sonnent toujours et elles auraient sonné sans doute longtemps encore sans la rupture de l'attache d'une cloche qui mit fin au carillon de la victoire.
Pendant toute la soirée la foule joyeuse continue de manifester et durant une partie de la nuit les auberges retentissent de chants et de cris de joie.

28 JUIN 1919

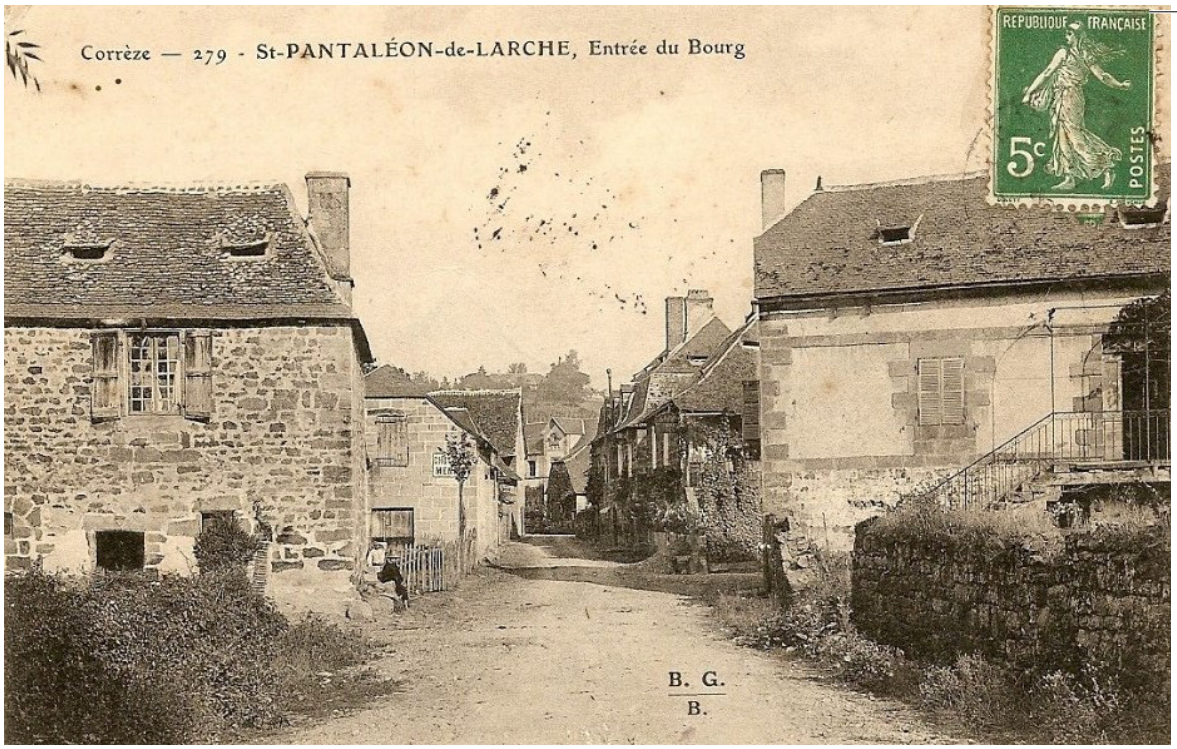
Signature de la paix avec l'Allemagne

Après plusieurs mois de patientes et laborieuses délibérations, le traité de paix avec l'Allemagne est enfin sur pied. Le jour de la signature est arrivé.
De nouveau, les cloches viennent de s'ébranler, les drapeaux claquent au vent ; le soir, les bâtiments publics s'illuminent. Mais l'enthousiasme n'est plus le même qu'au moment de l'armistice. Cette longue attente a fini par détendre les nerfs. D'ailleurs les prisonniers sont rentrés de captivité en décembre et janvier, la plupart des poilus ont rejoint leurs foyers et retrouvé leurs occupations d'avant-guerre ; il ne reste à démobiliser que les jeunes classes et cette opération tant attendue s'effectue lentement peut-être mais avec régularité.
D'autre part, les grands travaux de la fenaison et de la moisson battent leur plein et à la campagne, ce n'est pas le moment des démonstrations bruyantes.

3 AOÛT 1919

Journée de la « Reconnaissance nationale envers le soldat français »

Le dimanche 3 août 1919, à onze heures du matin a eu lieu à la mairie, en présence du Conseil municipal, des institutrices, des instituteurs, de leurs élèves et d'un public nombreux, la manifestation nationale en l'honneur des Poilus.



Programme de la réunion :
Distribution des insignes aux Poilus
Allocution de M. Vallat, instituteur
Lecture de la liste des soldats de la commune morts au champ d'honneur et remise du tableau « Aux Morts pour la Patrie »
au nom de l'« Union des Grandes Associations Françaises »
Lecture des déclarations de MM. Poincaré, Président de la République, Maréchal Foch, Clémenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre Deschanel et Lavisse, Présidents de « L'Union »
Poésie de Jean Aicard, par Mlle Olive
Poésie de Richepin par H. Bordas
Lecture de la déclaration de M. Robelin, délégué général de « L'Union »
Hymne à la France
Poésie de V. Hugo, par M. Vallat, instituteur

2 NOVEMBRE 1919

Hommage aux Morts pour la Patrie

La distribution solennelle des diplômes offerts par « L'Union des grandes Associations Françaises » aux familles des soldats morts pour la France a eu lieu à la mairie à onze heures et demie, en présence du Conseil municipal, du Président de la section cantonale des Pupilles de la Nation et d'une nombreuse assistance.

Compte-rendu de la séance :
Aux Morts pour la Patrie
Chant par les élèves de l'école de garçons
Allocution de M. Vallat, instituteur
Salut aux Morts !
Poésie de Henri de Régnier, récitée en chœur par les petits enfants
Les Orphelins de la Guerre,
Poésie de J. Aicard par Mathou Charles ;
Distribution des diplômes et lecture du livre d'or de la Commune ;
Au soldat, mort pour la France,
poésie de M. Hébrard de Villeneuve, par M. Vallat ;
Allocution de M. Duverdier, président du Comité Cantonal des Pupilles de la Nation

LA VIE CHÈRE

La guerre a créé une crise économique mondiale. Il en a d'ailleurs été ainsi après tous les conflits d'une certaine durée : la valeur de denrées et des marchandises diverses s'est élevée à des prix exorbitants. Voici un aperçu des prix d'avant-guerre et de 1919 :

	1914	1919
Pain (le ½ kilo)[1]	0,20	0,30
Viande de bœuf (le ½ kilo)	0,80	4
Fromage d'Auvergne (le ½ kg)	1	5,80
Fromage de Gruyère (le ½ kg)	1,60	7
Fromage de Roquefort (le ½ kg)	1,50	7
Fromage de Camembert (la pièce)	0,80	2,75
Riz (le ½ kg)	0,25	1,75
Sel (le ½ kg)	0,10	0,25
Café (le ½ kg)	2,80	5
Sucre (le ½ kg)	0,40	1,60
Chocolat (le ½ kg)	1,60	4
Pâtes (le ½ kg)	0,50	1,50
Haricots (le ½ kg)	0,20	1
Farine de blé (le ½ kg)	0,20	1
Vin (le litre)	0,60	2
Graisse (le ½ kg)	1,10	5,30
Lard (le ½ kg)	1,10	5,40
Huile d'olive (le litre)	2	8
Huile d'arachide (le litre)	1,20	6,50
Huile de noix (le litre)	2,80	10
Poisson ordinaire (le ½ kg)	0,90	3,20
Œufs (la douzaine)	1,50	8
Volaille (le ½ kg)	0,90	4,50
Lapin (le ½ kg)	0,50	2,80
Déjeuner d'auberge	2,50	7,50
Savon (le ½ kg)	0,50	2,50
Bougie (le ½ kg)	1	4,50
Fil (la bobine)	0,35	2
Assiette plate ordinaire	0,10	1,25
Assiette creuse ordinaire	0,15	1,50
Bouteille	0,10	0,50
Drap ordinaire pour homme (le m)	12	40
Sabots pour hommes (la paire)	1,50	10
Souliers d'usage (la paire)	20	75
Pointes (le ½ kg)	0,40	2
Clous à ferrer les sabots (le ½ kg)	0,50	3,50
Pelle à bêcher	3,52	18
Charrue	40	420
Faucheuse	400	1800
Vaches de travail (la paire)	580	2500
Bœufs de travail (la paire)	900	4800
Veau de boucherie (le ½ kg)	0,40	3,25
Porc gras (les 50 kilos)	45	380

1 Le prix du pain a été porté à 0,50F le ½ kilo le 15 mars 1920 et à 1,25F le kilo le 1er septembre.

Journalier nourri (la journée)	2	5
Journalière nourrie (la journée)	0,75	2,50
Domestique de ferme (l'année)	280	950
Bois de chêne à brûler (les 50 kg)	0,80	3,50
Foin (les 50 kg)	3	14
Paille (les 50 kg)	1,25	7

Pour suppléer à l'insuffisance de la monnaie divisionnaire et de la petite monnaie, devenues très rares, la Chambre de Commerce de la Corrèze a émis, à partir de 1916, des coupures de 1F et de 0,50F, et en 1917 l'Union des Commerçants de Brive, des pièces de 0,10F et de 0,05F en carton.
Ces mesures, en permettant de faire l'appoint, ont rendu les transactions plus faciles.



Pièce en carton de 10 centimes émise par l'Union commerciale de Brive (collection Lapeyre)[1]

LES VICTIMES DE LA GUERRE
Les mutilés et invalides de la guerre

NADAL Léopold, à Puymorel, classe 1912, ablation totale du poumon gauche et de son métacarpien, réf. N°1, 14 septembre 1915.

MATHOU Louis, à Grange, classe 1900, amputation de l'index gauche, réf. temporaire, 1er juillet 1915.

RAYMOND Antoine, à Puyfaure, classe 1911, perte de l'œil droit (6 sept. 1914), réf. N°1, médaille militaire.

DRUILLOLE Justin, à la Nadalie, classe 1913, réf. temporaire le 22 juin 1916 pour blessures de guerre.

1 La jeune fille représentée en barbichet à l'avers de la pièce est Marguerite Priolo (1890-1955), fille du Dr Priolo de Brive, épouse Gaillot. Elle fut reine du Félibrige en 1913 à Aix-en-Provence après avoir été reine du Félibrige limousin de 1909 à 1912. Conteuse limousine, auteur de plusieurs ouvrages, elle fut en outre infirmière aux côtés de la Croix-Rouge à Brive durant la 1re guerre mondiale.

PALEYRIE Antoine, à Audeguil, classe 1910, réf. temp. 15 juillet 1916 pour infirmité contractée au service.

BORDAS Pierre, à Lestrade, classe 1910, luxation de l'épaule gauche et atrophie du deltoïde et des muscles, réf. temp.

PASCAL Clément, à Puyfaure, classe 1906, sergent au 326e R.I., impotence fonctionnelle du bras gauche, réf. temp. 1er janvier 1917.

DRUILLOLE Henri, à Bernou, classe 1907, écrasement de l'os iliaque, réf. temp. 1er juillet 1917.

SANTAX Pierre, à Laroche-Haute, classe 1895, réf. temp. 1er janvier 1917 pour infirmité contractée au service, décédé le 20 sept. 1919.

DELCLAUD Pierre, à Laroche-Haute, classe 1911, réf. N°1, 17 juin 1917 pour blessures de guerre, décédé le 17 oct. 1918.

GILLET Antoine, à Gumont, classe 1917, nerf sciatique coupé, paralysie des doigts du pied droit, réf. temp.

MARTY François, à la Chatonie, classe 1911, blessure de guerre reçue le 27 sept. 1915, par éclat d'obus et balle, plaie de la face externe du mollet droit paralysée dans la région innervée par le sciatique poplité externe droit, réf. temp., décédé le 26 avril 1918.

CRAMIER Pierre-Edouard, à Lestrade, classe 1916, amputé de la jambe gauche ; réf. N°1, 23 juin 1918, médaille militaire.

COMBY Henri-Antoine à Gumont, classe 1902, réf. N°1, 22 sept. 1918, blessures de guerre.

BIZAT Jean, à Puyfaure, classe 1912, réf. temp. 1er juillet 1918.

BOUSQUET Germain, à la Jarousse, classe 1903, réf. temp. 1er juillet 1918.

MARCOU Jean, à Laroche-Haute, classe 1901, amputation de la main gauche, accident de battage en Allemagne.

LABARDE Guillaume-Auguste, à Laroche-Basse, classe 1917, médaille militaire.

GAUCHET Michel, à Grange, classe 1916.

CHAUMOND Eugène, à Laroche-Basse, classe 1893, réf. temp. Pour maladie contractée au sevice.

VERLHAC Pierre-André, à Gumont, classe 1917, réf. N°1, raccourcissement de la jambe gauche.

LACHASSAGNE Auguste, à Grange, classe 1912.

CONCHARD-VERMEIL Jules, au bourg, classe 1918, plaie pénétrante à la cheville droite avec fracture du péroné et plaie pénétrante du pied droit.

Les veuves

1-FERIGNAC Léontine, à Gumont, le mari **PRADOUX Firmin** (Mansac) tué le 25 septembre 1915, un enfant.

2-VILLEPREUX Marie, à Gumont, le mari **CHASTIN François** tué le 19 octobre 1915, deux enfants.

3-ROUGIER Lisa, au bourg, le mari **MAURY Joannès** décédé antérieurement au 10 août 1915, un enfant.

4-BOSCHE Marie, à Grange, le mari **AURIAC Eugène** tué le 9 avril 1916, deux enfants.

5-BOUSSIER Noémie, à la Jarousse, le mari **LESTRADE Pierre** tué le 27 octobre 1916, deux enfants.

6-LAJOINIE Marie, à Grange, le mari **DAYRE Jean** décédé le 19 décembre 1916, deux enfants.

7-CHANTALAT Marie-Madeleine, à Bernou, le mari **FAURE…** tué le 15 juillet 1916.

8-LABARDE Marie, à Cramier, le mari **DELBARY Jacques** décédé le 8 octobre 1918, deux enfants.

9-SOULIER Françoise-Marie, aux Nicoux, le mari **RAMISSE Jean-Baptiste** décédé le 27 octobre 1918, un enfant.

10-CHASTAGNOL Jeanne, au bourg, le mari **SANTAX Henry** décédé le 26 janvier 1919.

11-DEBAT Marie, à Laroche-Haute, le mari **SANTAX Pierre** décédé le 20 septembre 1919, trois enfants.

12-BESSAC Suzanne, à la gare, le mari **BAUDRY Émile** disparu antérieurement au 20 décembre 1914, un enfant.

Les orphelins

1-MIALET Marie-Elise, née le 14 octobre 1905, fille de MIALET Jean décédé le 10 décembre 1914 et de LHOMOND Jeanne décédée le 16 octobre 1910.

2-CHASTIN Marcelin, né le 27 avril 1908, fils de CHASTIN François et de VILLEPREUX Marie, à Gumont.

3-CHASTIN Noélie-Victoria, née le 27 octobre 1911, sœur du précédent.

4-MAURY Maurice, né à Larche le 29 mars 1914, fils de MAURY Joannès et ROUGIER Lisa.

5-AURIAC Marcel, né à Brive le 2 décembre 1910, fils de AURIAC Eugène et de BOSCHE Marie, à Grange.

6-AURIAC Renée, née le 18 août 1915, sœur du précédent.

7-LESTRADE Jean-Cyprien, né le 19 octobre 1913, fils de LESTRADE Pierre et de BOUSSIER Noémie, à la Jarousse.

8-LESTRADE Robert-Albert, né le 27 janvier 1915, frère du précédent.

9-PRADOUX Gabrielle, née à Mansac le 1er janvier 1909, fille de PRADOUX Firmin et de FERIGNAC Léontine, à Gumont.

10-DAYRE Jean, né le 6 septembre 1903, fils de DAYRE Jean et de LAJOINIE Marie, à Grange.

11-DAYRE Pierre, né le 11 novembre 1905, frère du précédent.

12-DELBARY François, né le 23 mars 1902, fils de DELBARY Jacques et de LABARDE Marie, à Cramier.

13-DELBARY Henri, né le 19 novembre 1912, frère du précédent.

14-RAMISSE Berthe, née le 16 novembre 1914, fille de RAMISSE Jean-Baptiste et de SOULIER Françoise-Marie, aux Nicoux.

15-SANTAX Henri, né le 29 décembre 1900, fils de SANTAX Pierre et de DEBAT Marie à Laroche-Haute.

16-SANTAX André, né le 29 novembre 1902, frère du précédent.

17-SANTAX Charles, né le 13 septembre 1909, frère des précédents.

Enfants assimilés aux orphelins, pères mutilés

1-COMBY Marie-Renée-Yvonne, née le 3 avril 1911, fille de COMBY Henri et de PUYBARET Catherine, à Gumont.

2-COMBY Henri-Jean-Baptiste, né le 28 août 1915, frère de la précédente.

3-COMBY Raymond-Raoul, né le 16 octobre 1916, frère des précédents.

4-PASCAL Julia-Aline, née le 20 février 1915, fille de PASCAL Clément et de CHAMPAGNAC Marie, à Puyfaure.

5-BOUSQUET Maurice, né le 14 juin 1913, fils de BOUSQUET Germain et de BOUNAIX Anna, à Gumont.

6-DRUILLOLE Anna, née le 31 août 1913, fille de DRUILLOLE Henri et de FARGES Louise, à Bernou.

7-DRUILLOLE André, né le 2 février 1920, frère de la précédente.

5. Pupilles de la Nation

Les enfants dont les noms suivent ont été admis comme « Pupilles de la Nation » par application de la loi du 27 juillet 1917.

MIALET Marie-Elise, jugement du 20 décembre 1918.
CHASTIN Marcelin, jugement du 26 décembre 1918.
CHASTIN Noélie-Victoria, jugement du Tribunal civil de Brive.
DAYRE Jean, jugement du Tribunal civil de Brive.
DAYRE Pierre, jugement du Tribunal civil de Brive.
LESTRADE Jean-Cyprien, jugement du Tribunal civil de Brive.
LESTRADE Robert-Albert, jugement du Tribunal civil de Brive.
AURIAC Marcel, jugement du Tribunal civil de Brive.
DELBARY Henri, jugement du 14 mai 1919.
BAUDRY Albert, jugement du 28 avril 1920.

Les prisonniers de guerre

1914

1-BUISSON Pierre, à Gumont, classe 1909, soldat au 7e R.I., à Lauben (Silésie), rapatrié en 1919.

2-POUCH Henri, à Grange, classe 1906, soldat au 250e R.I., à Sennelager, blessé, interné en Suisse, rapatrié en 1918.

3-DUFOUR François, au bourg, classe 1903, soldat au 211e R.I., à Golzern s/Mulde.

4-MERCIER Fernand, à Lestrade, rapatrié en 1918 et décédé à Brignac (Corrèze) après son retour de captivité.

1916

5-MARCOU Léonard, à Laroche-Haute, classe 1901, soldat au 211e R.I., à Münsingen (Wurtemberg), amputé de la main gauche en Allemagne, accident de battage, rapatrié en 1919.

6-FRANCISCON Henri, à Laumeuil, classe 1900, soldat au 211e R.I., à Münsingen, rapatrié en 1919.

7-PEYSSONNERIE Jean, à Laumeuil, classe 1900, soldat au 211e R.I., à Münsingen, rapatrié en 1919.

8-COMBY Henri, à Gumont, classe 1902, soldat au 165e R.I., blessé, interné en Suisse en 1917, rapatrié en 1918.

1917

9-PUYBARET Jean, à Gumont, classe 1897, soldat au 95e R.T., à Giesen, rapatrié en 1919.

1918

10-LAC Louis, au bourg, classe 1893, 12e section infanterie militaire, à Soltau, Hanôvre, rapatrié en 1919.

11-LEYGONIE Henri, à Grange, classe 1918, soldat au 100e R.I., rapatrié en 1919.

12-LACHASSAGNE François-Léon, à Grange, classe 1917, soldat au 219e R.I., à Soltau, rapatrié en 1919.

13-LABATUT Émile-Joseph, à Gumont, classe 1918, soldat au 273e R.I., décédé à Ludwigshafen le 23 janvier 1919.

RÉPARTITION DES DÉCÈS

1 Par armes

Infanterie	35
Artillerie	5
Cavalerie	2
Génie	2
Train des équipages militaires	2
Régiments d'Afrique	3

2 Par classes

Classe 1893	1	Classe 1909	4
Classe 1895	1	Classe 1910	2
Classe 1896	2	Classe 1911	3
Classe 1897	2	Classe 1912	5
Classe 1900	2	Classe 1913	4
Classe 1902	1	Classe 1914	3
Classe 1903	4	Classe 1915	2
Classe 1904	1	Classe 1916	2
Classe 1905	2	Classe 1917	2
Classe 1906	3	Classe 1918	3

3 Par profession

Cultivateurs	33
Menuisiers	2
Ouvriers métallurgistes	2
Employés tramways	3
Maçons	1
Forgerons	1
Plâtriers	1
Tailleurs	1
Séminaristes	1
Garçons de café	1
Valets de chambre	1
Marchands de bois	1
Huissiers	1

4 Par année

Année 1914	10
Année 1915	12
Année 1916	9
Année 1917	4
Année 1918	10
Année 1919	4

MOBILISÉS ET INCORPORÉS

Répartition par classe

Classe 1887	2	Classe 1904	7
Classe 1888	3	Classe 1905	6
Classe 1889	7	Classe 1906	9
Classe 1890	5	Classe 1907	4
Classe 1891	7	Classe 1908	5
Classe 1892	7	Classe 1909	12
Classe 1893	7	Classe 1910	5
Classe 1894	5	Classe 1911	10
Classe 1895	7	Classe 1912	12
Classe 1896	6	Classe 1913	15
Classe 1897	7	Classe 1914	7
Classe 1898	6	Classe 1915	12
Classe 1899	14	Classe 1916	13
Classe 1900	13	Classe 1917	13
Classe 1901	4	Classe 1918	16
Classe 1902	10	Classe 1919	7
Classe 1903	13	TOTAL	276

MORTS POUR LA PATRIE
Décédés ou disparus

Gloire à notre France éternelle !
Gloire à ceux qui sont morts pour elle !

1914

LESPINASSE Antoine, à Crouzet, classe 1912, soldat au 78e R.I., tué à l'ennemi le 28 août 1914, Bois de Gerfaux (Meuse).

BOURGEADE Antoine, à Gumont, classe 1906, soldat au 326e R.I., décédé le 7 septembre 1914 à l'Hôpital complémentaire 26 Bordeaux (suites de blessures).

MATHOU Baptiste, aux Nicoux, classe 1910, brigadier au 20e Dragons, décédé le 18 septembre 1914 à l'Hospice général de Tours (suites de blessures).

THEILIET François, à Bernou, classe 1903, sergent au 11e R.I., tué à l'ennemi à Dompierre (Meuse) le 22 septembre 1914.

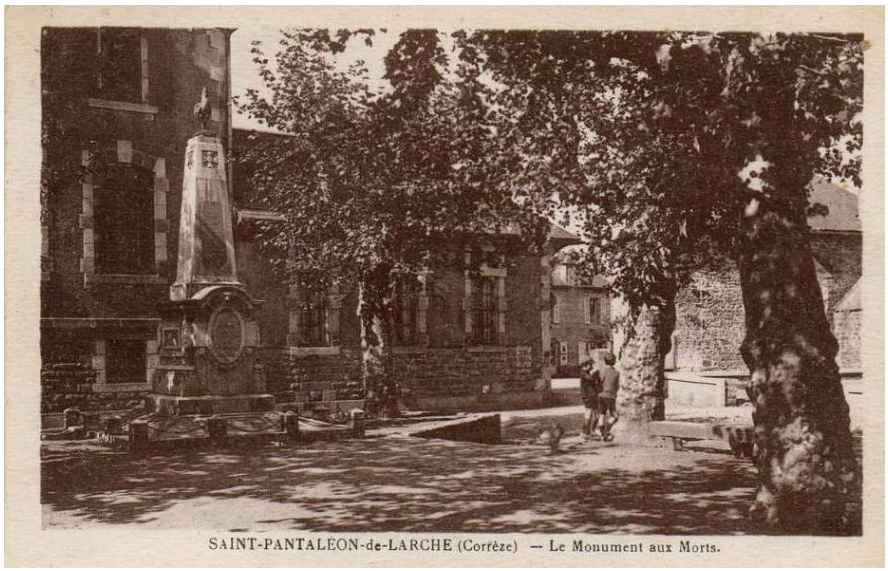
MIALET Jean, à la Jarousse, classe 1900, soldat au 34e RA, décédé à l'Hôpital militaire du Camp de Châlons le 10 décembre 1914.

PUYDEBOIS Jules, à Cramier

[le feuillet suivant est manquant].

…

22. ORFAURE Louis, à Lestrade, classe



SAINT-PANTALÉON-de-LARCHE (Corrèze) — Le Monument aux Morts.

1915, soldat au 418e R.I., disparu à Beauséjour (Marne) le 27 septembre 1915.

1916

23. AURIAC Eugène, à Grange, classe 1902, soldat au 162e R.I., tué à l'ennemi à Éthincourt (Meuse) le 9 avril 1916.

24. GILIBERT Pierre, à Lestrade, classe 1914, soldat au 77e R.I., décédé à l'hôpital mixte de Limoges le 26 mai 1916.

25. VERLHAC Antoine, à Bernou, classe 1914, soldat au 69e R.I., tué à l'ennemi à Maurepas le 30 juillet 1916.

26. BOUDY Émile, au Roch, classe 1915, soldat au 140e R.I., décédé à Dugny (Meuse), ambulance 13/14 le 21 août 1916.

27. AUDEGUIL Antoine, au bourg, classe 1897, soldat au 155e R.I., tué aux environs de Morval (Somme) le 7 octobre 1916.

28. LESTRADE Pierre, à la Jarousse, classe 1903, soldat au 401e R.I., décédé à Fleury-Douaumont-Vaux le 27 octobre 1916.

29. DAYRE Jean, à Grange, classe 1897, soldat au 126e R.I., décédé à l'ambulance 10/1, blessure par éclat d'obus le 19 décembre 1916.

30. PEBEYRE Charles, à Gumont, classe 1914, soldat au 2e Zouave, disparu à Douaumont (Meuse) le 26 février 1916.

31. CROZE Pierre, à Vermeil, classe 1911, soldat au 108e R.I., disparu à Barleux (Somme) le 11 décembre 1916.

1917

32. BITARD Jean, à Lestrade, classe 1912, soldat au 1er Génie, décédé à Florina (Grèce), maladie contractée en service le 16 janvier 1917.

33. BOSREDON Antoine-Louis, à Laroche-Haute, classe 1912, soldat au 126e R.I., décédé au combat d'Auberive (Marne) le 17 avril 1917.

34. PUYDEBOIS Charles, à Cramier, classe 1917, soldat au 19e R.I., tué à l'ennemi à Chavignon (Aisne) le 4 novembre 1917.

35. SAGES Romain, à Gumont, classe 1900, soldat au 17e escadron des EM, décédé à Salonique, hospice 12, suites de blessures le 21 décembre 1917.

1918

36. MARTY François, à la Châtonie, classe 1911, soldat au 9e Zouave, décédé à St-Pantaléon le 26 avril 1918 (blessure de guerre reçue le 27 septembre 1915).

37. VERLHAC Romain, aux Guierles, classe 1916, soldat au 56e R.I., décédé à Moulin-s-Touvent (Oise) le 4 juillet 1918.

38. BOSREDON Charles, à Grange, classe 1913, brigadier au 20e Dragons, décédé à



Ménil le Hutier (Marne), noyade accidentelle en service le 18 juillet 1918.

39.COUSSIRAT Jean-Baptiste-Benjamin, à Laroche-Haute, classe 1909, soldat au 1er R.I., décédé des suites de blessures à l'ambulance, les Fossés en Haramont le 23 juillet 1918.

40. DELBARY Frédéric, à Renaudet, classe 1918, soldat au 321e RAL, décédé sur le champ de bataille du secteur de Souain le 2 août 1918.

41. BARDON Paulin, aux Nicoux, classe 1918, soldat au 102e bataillon de chasseurs à pied, tué à l'ennemi à l'Epine du Vallon (Aisne) le 19 septembre 1919.

42. DELBARY Jacques, à Cramier, classe 1896, soldat au 4e Génie, décédé à l'hôpital de Beaugency le 8 octobre 1918.

43. RAMISSE Jean-Baptiste, aux Nicoux, classe 1910, caporal au 108e R.I., décédé à St-Pantaléon au cours d'une permission le 27 octobre 1918.

44. MIRAT Pierre, à Grange, classe 1893, soldat au 12e escadron du TEM, décédé en Italie, ambulance 9/6 le 13 octobre 1918.

45. LASCAUX Pierre-Élie, à Laroche-Basse, classe 1917, soldat au 43e R.I., disparu à Tartiers (Aisne) le 21 août 1918.

1919

46. LABATUT Émile-Joseph, à Gumont, classe 1918, soldat au 273e R.I., décédé à l'ambulance 1/3 à Ludwighafen le 23 janvier 1919.

47. SANTAX Henry, au bourg, classe 1905, soldat au 52e RA, réformé N°2, décédé à St-Pantaléon le 26 janvier 1919.

48. BORDES Jean, à Laroche-Haute, classe 1916, soldat au 208e R.I., décédé à l'ambulance 3/70 à Wiesbaden le 14 février 1919.

49. SANTAX Pierre, à Laroche-Haute, classe 1895, caporal au 90e RT, décédé à St-Pantaléon (après réforme pour maladie) le 20 septembre.

1919

L'école de garçons a perdu un de ses anciens maîtres, **GUIRANDE Léon**, né à Laguenne, instituteur-adjoint à Saint-Julien-aux-Bois, classe 1912, aspirant au 78e R.I., tué à l'ennemi, devant Flirey le 13 avril 1915.
.

D'ONTE SES N° 18 AUTOMNE-HIVER 2018
CERCLE DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE DES MARCHOIS ET LIMOUSINS

Les enfants de Salon-la-Tour (19) morts pour la France 1918

Relevés réalisés par Patrick Renaudie

La commune de Salon-la-Tour, canton d'Uzerche, arrondissement de Tulle, ancien archiprêtré de Vigeois.

Salon, dit autrefois Celom en 1608, Celomus, Celomium, nous est probablement connu depuis le VIIe siècle, par la *Vie de saint Vincentian* ou *Viance*, qui en nomme l'ermitage, puis Sallon d'après l'arpentement de 1747, plus récemment Salons et enfin Salon-la-Tour par décret du 8 janvier 1880.

Le recensement de 1911 nous donne une population de 1 945 habitants. L'utilisation des sols agricoles est de 75% avec un cheptel important.

1914 compte ses premiers tués. Ils seront ramenés au village par le train et accompagnés au bourg par leur proche et représentants de la municipalité. Un hôpital de convalescence a été installé au Château du Pin par la comtesse de Cosnac pour accueillir les blessés.

Nombre de morts l'année 1918, 10 et 2 pour 1919.

1 – BORDES Pierre Armand

Soldat –137e régiment d'infanterie.
Matricule 814 au recrutement de Brive (19).
Né le 5 août 1889 Saint-Martin-Sepert fils de Pierre et DESAGULIER Anna.
Mort des suites de maladie contractée en service. Mort pour la France le 28 février 1918 à Limoges Hôpital complémentaire 50.

2 – DAUDE Jean Léon

Caporal –11e régiment d'infanterie.
Matricule 1632 au recrutement de Tulle (19).
Né le 20/04/1895 Salon-la-Tour fils de Pierre et BERLAND Henriette.
Tué à l'ennemi. Mort pour la France le 24/07/1918 à Armentières (Aisne).
Inhumation : Nécropole Nationale Neuilly-Saint Front (Aisne) Tombe 517.

3 – DUPUY Jean Léon François

Soldat – 9e régiment d'infanterie.
Matricule 1648 au recrutement de Tulle.
Né le 15/02/1895 à Salon-la-Tour (19) fils de Léonard et JUGE Marie.
Mort des suites de maladie contractée en service. Mort pour la France le 05/08/1918 à Menton (Alpes-Maritimes) – Hôpital auxiliaire 222.
Inhumation : Carré militaire Verdun – Menton (Alpes-Maritimes).

4 – LAFORET Léonard

Soldat – 17e Section des Commis et Ouvriers d'Administration.
Matricule 1707 au recrutement de Tulle.
Né le 9 septembre 1897 à Salon-la-Tour fils de Gabriel et PIERREFITTE Louise.
Mort des suites de maladie contractée en service. Mort pour la France le 9 septembre 1918 – Hôpital de Vertus (Marne).

Inhumation : Nécropole Nationale Fère-Champenoise Tombe 345.

5 – MAURY Jacques Louis
Soldat - 105e régiment d'infanterie.
Matricule 1855 au recrutement de Tulle.
Né le 4 juin 1890 Salon-la-Tour (19) fils de Pierre et BORNE Marie.
Mort des suites de ses blessures. Mort pour la France le 2 août 1918 à Villers-Cotterêts (Aisne) Ambulance 16/22.

6 – PENELAUD Antoine
Sergent 43e régiment d'infanterie coloniale.
Matricule 1940 au recrutement de Tulle.
Né le 06/08/1885 à Salon-la-Tour fils de Léonard et CONVERT Marie-Louise.
Tué à l'ennemi. Mort pour la France le 25/10/1918 à Herpy (Ardennes).

7 – RENAUDIE Pierre
Soldat - 150e régiment d'infanterie.
Matricule 1887 au recrutement de Tulle.
Né le 21/11/1894 Salon-la-Tour fils de François et LESPINAS Marie.
Tué à l'ennemi. Mort pour la France le 29/07/1918 à Grand-Rozoy (Aisne).

8 – ROUX Léonard
Soldat - 169e régiment d'infanterie.
Matricule 1811 au recrutement de Tulle.
Né le 31/01/1896 à Salon-la-Tour (19) fils de François et BUSSIERE Henriette.
Tué à l'ennemi. Mort pour la France le 18/08/1918 à Autreches (Oise).

8 – SARDAINE Louis Henri
Cavalier – 21e régiment de chasseurs à Cheval.
Matricule 1765 au recrutement de Tulle.
Né le 07/05/1893 à Salon-la-Tour (19) fils de Antoine et RENAUDIE Anna.
Mort des suites de maladie contractée en service. Mort pour la France le 24/10/1918 – Vicenza (Italie).
Inhumation : Monument ossuaire – Pederobba (Italie).

9 – VALETON Léonard
Conducteur – 7e Escadron du Train des Équipages Militaires – 11e Cie.
Matricule 1067 au recrutement de Tulle.
Né le 31/07/1890 à Rilhac-Treignac (19) fils de Pierre et BOURIQUET Anne. Marié le 30/06/1917 à Paris 14e avec CHAUFFOUR Catherine.
Mort des suites de maladie contractée en service. Mort pour la France le 25/10/1918 – Ochrida (Serbie) – Ambulance de colonne mobile B.
Inhumation : Bitola Macédoine) - Cimetière militaire – tombe 5684.

10 – VEYTIZOUT Léonard
Chasseur, 30e bataillon de chasseurs alpins.
Matricule 1716 au recrutement de Tulle.
Né le 24/09/1898 à Salon la Tour (19) fils de Pierre et LAURENT Marie.
Tué à l'ennemi. Mort pour la France le 08/10/1918 à Saint-Quentin (Aisne).
Inhumation : Nécropole nationale Saint-Quentin (Aisne) – tombe 2525.

1919

1 – ANGLARD Antoine
Soldat – 126e régiment infanterie.
Matricule 1598 au recrutement de Tulle.
Né le 25/09/1895 Vigeois fils de François et SURGET Marie.
Mort des suites de maladie contractée en service, Mort pour la France 16/01/1919 à Salon-la-Tour(19).

2 – MANET Lucien Marcel
Soldat mécanicien breveté – Armée de l'Air-1er Groupe d'Aviation.
Matricule 1787 au recrutement de Tulle
Né le 01/03/1896 à Salon-la-Tour (19) fils de Jean et ROCHE Marie.
Mort des suites de maladie contractée en service Mort pour la France le 19/02/1919 Saint-Cloud (Haut de Seine) – Hôpital.

Les enfants de Mautes (23) morts pour la France



Dominique Lecointre-Montagne

L'auteure : Dominique Lecointre-Montagne
En novembre 2014 a été présentée une exposition « à la mémoire glorieuse des enfants de Mautes morts pour la France 1914 à 1918 ». Sur chaque soldat une fiche donnait l'identité, le métier, le parcours militaire et les liens familiaux. Les recherches avaient été effectuées par Dominique Lecointre-Montagne à partir des registres matricules, des fiches de décès du site *Mémoire des Hommes*, des registres de la commune, et des informations données par les habitants. L'exposition comprenait aussi des photos, médailles, cartes et lettres de soldats ainsi que des objets réalisés dans les tranchées à partir d'obus. Une synthèse de ce travail de mémoire est présentée ici aux adhérents du Cghml.

Résumé : La commune de Mautes se situe à l'est de la Creuse dans l'ancien canton de Bellegarde-en-Marche. En 1911, Mautes compte 202 maisons, 210 ménages et 859 habitants répartis entre le bourg et 33 villages ou hameaux. L'agriculture est l'activité dominante, mais les activités artisanales et commerciales sont bien représentées : boulangeries, aubergistes, marchand de vins, buraliste, forgerons, sabotiers, charrons, menuisiers. La commune est aussi un pays traditionnel de maçons et tailleurs de pierres qui migraient essentiellement vers Lyon et Saint-Étienne ; au recensement de 1911, on trouve ces deux métiers, et surtout celui de cimentier. Cultivateurs, sabotiers ou cimentiers, tous seront appelés en 1914 et connaîtront dans les tranchées, sans distinction, le même terrible sort.

LE MONUMENT AUX MORTS

Le monument de Mautes, édifié à l'intersection des trois rues principales se trouvait, à l'origine, à l'ombre d'un grand tilleul. Il comprend une base en pierre à quatre faces sur lesquelles sont inscrits, en lettres dorées les noms de quarante soldats morts pour la France ; la liste est rédigée chronologiquement par année, puis par grade et ordre alphabétique. Ce socle est surmonté de la statue d'un soldat.
Cette statue dite du POILU AU REPOS est l'œuvre du sculpteur Étienne Camus de Toulouse et était fabriquée par les Établissements Hector Jacomet de Villedieu (Vaucluse), La Fonderie de Tusey (Meuse) ou les Établissements artistiques Edmond Guichard à Castelnaudary (Aude). Cette statue est le modèle le pus répandu en France. Il en existait plusieurs types :
- un modèle en fonte de fer bronzé d'une taille de 1m60 pesant entre 200 et 220 kilos ; il était vendu 3 500 francs.
- une version peinte qui accentuait le réalisme,
- une version en bronzo-ciment pouvant être livrée en ton bronze patiné ou en ton pierre de taille ; celle-ci coûtait 1 800 francs
Le *Poilu* de Mautes est une version peinte. Dans les années 70 il avait été peint en couleurs réalistes, mais désormais il a une couleur neutre.

Le monument de Mautes a été édifié entre 1919 et 1930. Mais on ne trouve aucune mention de cette opération dans les registres du conseil municipal. Et pourtant le droit de décision d'ériger un monument qui appartenait au seul État a été transféré aux Préfets par décret de juillet 1922, et la possibilité, pour les communes, d'obtenir

une subvention a été instituée par la loi du 25 octobre 1919 relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la Grande Guerre.
Ils sont quarante soldats à figurer sur le monument de Mautes. L'année 1915 a été la plus « noire » avec quinze morts, pour huit en 1914 et 1918, six en 1916 et trois en 1917. Trois familles (Dupleix, Fonteix et Piron) ont été particulièrement touchées en perdant, chacune, deux fils.

TROIS FRATRIES DÉCIMÉES

A - Les fils de Paul Piron, cultivateur, et Fany Aymard, du village de La Chaud.

1- PIRON François, Victor, mort le 5 octobre 1914. Né le 25 août 1891.
1m76 – yeux orange vert - cheveux blonds moyens. Pelletier.
Classe 1911 registre matricule n°1345 Guéret. Incorporé le 9 octobre 1912 au 121e R.I. comme soldat de 2e classe. Maintenu sous les Drapeaux par décret du 1er août 1914. Décédé le 5 octobre 1914 à Parvilliers (Oise), suites de blessure de guerre.

2 –PIRON François, Pierre, Louis, mort le 1er juin 1918. Né le 22 septembre 1896.
1m69 – yeux gris clairs- cheveux châtains clairs. Cimentier.
Classe 1916, registre matricule n° 1347 Guéret. Incorporé le 17 décembre 1914 au 57e R.I., soldat de 2e classe. Soldat de 1e classe le 25 mai 1918. Tué à l'ennemi le 1er juin 1918 au combat de Vaubuin (Aisne), ferme du Mont Lavé.
Croix de guerre - Citation à l'ordre du régiment :
Bon soldat dévoué et courageux. Pourvoyeur de fusil-mitrailleur a très largement secondé son tireur au cours des combats. A de nouveau fait preuve des mêmes qualités de courage et de sang-froid qu'il avait eu l'occasion de montrer depuis le début de la campagne.

B - Les fils de Victor Dupleix et Philomène Delarbre, cultivateurs au village du Mont.
1 - DUPLEIX Silvain, Louis, mort le 15 janvier 1915. Né le 22 septembre 1894.
1m62 – Yeux marron clair – cheveux châtain clair. Cultivateur.
Classe 1914 registre matricule n° 1096 Guéret. Incorporé le 4 septembre 1914 au 170e R.I, arrivé au corps le 9 septembre comme soldat de 2e classe.
Décédé le 15 janvier 1915 au château de Rozières (Aisne) des suites de ses blessures.

2 - DUPLEIX Alexandre, Victor, Marien, mort le 25 septembre 1915. Né le 2 février 1890.
1m66 – Yeux marron clair – cheveux blonds. Cimentier.
Classe 1911 registre matricule n° 1360 Guéret. Incorporé au 35e R.I. le 1er octobre 1912. Passé dans la réserve de l'armée active le 10 octobre 1914 mais maintenu sous les Drapeaux par décret de mobilisation. Tué sur le champ de bataille le 25 septembre 1915 près de la Ferme des Jacques (Marne) ; inhumé par l'ambulance.

C- Les fils de François Fonteix et Amable Chabassière, colons au village de Lascaux.

1 - FONTEIX Xavier, François, Félix, mort le 14 décembre 1916. Né le 24 mai 1884.
1m64 – yeux bleus - cheveux châtains
Cultivateur.
Classe 1904, registre matricule n° 918 Guéret. Incorporé au 78e R.I. Guéret du 8 octobre 1905 au 18 août 1906.
Rappelé à l'activité le 1er août 1914; arrivé le 3 août au 321e R.I. à Montluçon - Nommé caporal le 17 juin 1916, mais cassé de son grade le 4 août, remis soldat 2e classe.
Tué à l'ennemi le 14 décembre 1916 à Bezonvaux[1] (Meuse) dans le secteur de Verdun.

1 * Bezonvaux a été perdu par les Français le 23 février 1916, puis repris le 16 décembre 1916 ; mais il a été détruit par le pilonnage des obus français et allemands. C'est un des neuf villages totalement détruits pendant la guerre et jamais reconstruits qui ont toutefois conservé le statut de commune ; on les appelle « villages morts pour la France ».

Croix de guerre – Citation à l'ordre du régiment : *S'est porté bravement à l'attaque des positions ennemies*. Corps retrouvé en 1927 au ravin de La Caillette. Inhumé à la nécropole nationale de Douaumont, tombe collective n°7722.

2- FONTEIX Joseph, Élie, mort le 25 septembre 1918. Né le 25 mai 1881.
1m62 – yeux gris bleu - cheveux châtain clair. Cimentier, habite Paris en 1910-1913.
Classe 1901, registre matricule n° 1672 Guéret. Incorporé au 4e régiment de chasseurs du 4 novembre 1902 au 23 septembre 1905. Soldat de 2e classe, puis Eclaireur le 12 décembre 1904. Passé dans la Réserve en 1905.
Rappelé à l'activité le 1er août 1914 ; arrivé le 3 août au 12e Escadron du Train à Limoges. Passé au 1er Escadron du Train le 11 février 1917, puis au 3e Escadron du Train le 3 juin 1917.
Décédé le 25 septembre 1918 à Mautes, *dans ses foyers étant en permission de détente, suite à maladie contractée en service.*

HUIT MORTS EN 1914

Le 8 septembre 1914, **CLERMONTEL Joseph** est le premier mort de la commune. Né le 29 août 1886, fils de Joseph Clermontel et Louise Duchassagne, cultivateurs au village du Riollet.
1m69 – yeux gris – cheveux châtain foncé.
Cultivateur – pelletier.
Classe 1906 registre matricule n°1208 Guéret. Incorporé au 138e R.I. à Magnac-Laval (87), du 6 octobre 1908 au 25 septembre 1910. Soldat de 2e classe, puis de 1re classe le 26 août 1910.
Rappelé à l'activité le 1er août 1914 et dirigé vers le 321e R.I. à Montluçon où il arrive le 3 août.
Tué sur le champ de bataille de Puissieux (77) le 8 septembre 1914.

De septembre à décembre 1914, huit soldats de Mautes incorporés dans des régiments d'infanterie tombent au combat.

CLERMONTEL Joseph né le 29/08/1886, mort pour la France le 8/09/1914 à Puissieux (77) 321e R.I.
BOURDERY Annet, né le 21/11/1887, Mort pour la France le 20/09/1914 à Touvent (60) 278e R.I.
JALADON Pierre, né le 1er/09/1882, mort pour la France le 20/09/1914 à Moulin sur Touvent (60) 278e R.I.
PIRON François, sergent, né le 25/08/1891 mort pour la France le 5/10/1914 Parvilliers (80) 121e R.I.
BRETTE Victor né le 4/04/1890, Mort pour la France le 2/11/1914 à Limoges 126e R.I.
CERMONTEL Félix, né le 12/07/1880, mort pour la France le 5/11/1914 à Versailles (78) 321e R.I.
BRILLAUD Henri né le 12/10/1885, mort pour la France le 13/11/1914 à Fontenoy (60) 321e R.I.
LEFAURE Jean Marcelin né le 20/12/1883, mort pour la France le 6/12/1914 à Parvilliers (80) 121e R.I.

QUINZE MORTS EN 1915

L'année 1915 est la plus douloureuse pour la commune de Mautes. De janvier à septembre quinze de ses enfants tombent au combat sur tous les fronts y compris celui de Dardanelles. Parmi eux les deux frères Dupleix.

DUPLEIX Silvain né le 22/09/1894 mort pour la France le 15/01/1915 à Château-des-Rosières (02), 170e R.I.
DUBREUIL Lucien né le 12/10/1892 mort pour la France le 25/01/1915 à Uffholtz (68), soldat au 5e bat. chasseurs.
MIGNON Antoine né le 7/02/1883 mort pour la France le 12/02/1915 à Jonchery (51) soldat au 78e R.I.
BUGEON Léonce né le 28/07/1894 mort pour la France le 18/02/1915 à Zonnebeck-Belgique soldat au 90e R.I.
CONCHON Édouard né le 16/05/1885 mort pour la France le 29/03/1915 à Paris soldat au 3e R Génie.
BONNAUD Louis né le 7/01/1892 mort pour la France le 25/04/1915 en Alsace soldat au152e R.I.

CROUZOL Alfred Sergent né le 18/03/1883 mort pour la France 03/05/1915 mort pour la France Seddul Bahr - Turquie, sergent au 175e R.I.
RODOLPHE Edmond aspirant né le 11/04/1894 mort pour la France le 10/05/1915 à Bois de Berthonval (62) aspirant au 159e R.I.
MARCOUX Antoine adjudant chef né le 9/06/1885 mort pour la France 07/06/1915 à Tracy le Val (60) adjudant chef au 3e Zouave marche.
CHAUMEIX Alfred caporal né le 18/02/1890 mort pour la France le 03/07/1915 à Bois de la Garenne (51) caporal au 151e R.I.
DUTEL Jean sergent né le 29/07/1893 mort pour la France le 01/08/1915 à Schratzmasnule (Alsace) sergent au 15e bataillon de chasseurs.
BONNAUD Jean né le 14/02/1895 mort pour la France le 08/08/1915 aux Dardannelles – Turquie soldat au 176e R.I.
DUPLEIX Alexandre né le 2/02/1890 mort pour la France le 25/09/1915 à la Ferme des Jacques (51) soldat au 35e R.I.
KELLER Louis né le 9/09/1894 mort pour la France au 25/09/1915 à Angres (62) soldat au 1er bat chasseurs.
JUNIAT Aristide né le 5/12/1883 mort pour la France le 30/09/1915 à Aubigny-en-Artois (62) soldat au 78e R.I..

Parmi les morts de 1915, on relève cinq sous-officiers dont un instituteur mort à l'âge de 21 ans et un adjudant-chef du 3e Zouave.

1 - Aspirant RODOLPHE Edmond, mort le 10 mai 1915. Fils de Joseph Rodolphe et Marie Louise Queyret domiciliés à Mautes, né le 11 avril 1894 à Paris.
1m72 – yeux bleus – cheveux châtains. Instituteur dont le dernier domicile connu est Briançon (Hautes-Alpes).
Classe 1914, registre matricule n°117 Guéret. Incorporé le 4 septembre 1914 au 158e R.I. comme soldat de 2e classe. Nommé Caporal le 7 novembre 1914, puis Aspirant le 25 décembre 1914. Passé au 159e R.I. le 18 janvier 1915.
Tué à l'ennemi le 10 mai 1915 au Bois de Berthonval (Pas de Calais).



Plaque au cimetière de Mautes – famille Rodolphe-Queyret. Photo DLM.

Croix de guerre avec palme et Médaille Militaire.

2 – Adjudant-chef MARCOUX Claude, Antoine, mort le 7 juin 1915. Fils de Claude Marcoux cultivateur et Marie Brias domiciliés à Laprugne (Allier), né le 9 juin 1885 à Laprugne. Sabotier au bourg de Mautes où il s'est installé avec son frère Jean.
Classe 1905 – registre matricule n° 2083 Roanne. Incorporé au 3e Zouave, 20e compagnie. Tué à l'ennemi le 7 juin 1915 à Tracy le Val (Oise).


3e Zouave, Antoine Marcoux 1er à droite du groupe. Collection de la famille.

SIX MORTS EN 1916 ET TROIS MORTS EN 1917

CARRET Antoine né le 3/01/1878 mort pour la France le 10/03/1916 à La Ville-aux-bois (02) soldat au 276e R.I.

CORNABAT Jean né le 10/03/1881 mort pour la France le 30/04/1916 à Verdun soldat au 78e R.I.

PARET Michel né le 26/03/1888 mort pour la France le 13/05/1916 à Froides (55) soldat au 78e R.I.

TIXIER Jean Antonin né le 31/08/1882 mort pour la France le 28/07/1916 à Marseille soldat au 78e R.I.

LANGLADE Auguste Léon né le 13/05/1895 mort pour la France 17/10/1916 à Harbonnières (60) soldat au 408e R.I.

FONTEIX Xavier né le 24/05/1884 mort pour la France le 14/12/1916 à Bezonvaux (55) soldat au 321e R.I.

BERTRAND Louis né le 22/07/1871 mort pour la France le 25/02/1917 à Sainte-Feyre (23) soldat au 12e Esc. Train.

GAILLARD Émile né le 14/08/1875 mort pour la France le 15/04/1917 à Villejuif (94) soldat au 91e R.I.

COUTURIER Louis né le 6/03/1897 mort pour la France le 10/07/1917 à Reims (51) soldat au 409e R.I.

La guerre perdure dans les tranchées et la liste des morts s'allonge sur les fronts de l'est et du nord. Parmi eux un soldat de 21 ans tombe lors de la bataille de la Somme.

LANGLADE Auguste, Léon, Albert, mort le 17 octobre 1916. Fils de Jules Langlade, menuisier, et Jeanne Jasseny, couturière, du bourg de Mautes, né le 13 mai 1895.
1m70 – yeux gris noir- cheveux châtain clair. Cimentier.
Classe 1915, registre matricule n° 1013 Guéret. Incorporé le 17 décembre 1914 au 13e R.I., soldat de 2e classe. Passé au 408e R.I. le 1er avril 1915. Soldat de 1re classe le 17 avril 1916.
Décédé le 17 octobre 1916 à l'ambulance 3/21 secteur postale 116, à Harbonnières (Oise) lors de la bataille de la Somme, suite à blessures de guerre. Croix de guerre avec étoile de bronze. Citation à l'ordre du régiment :
Soldat brave et courageux ; au cours des attaques a été blessé à son
poste de combat et a fait preuve de calme et sang-froid.



Hommage de la Nation et Diplôme de la Médaille Militaire à Auguste Langlade. Collection de la famille.

HUIT MORTS EN 1918

PIRON François Pierre né le 22/09/1896 mort pour la France le 01/06/1918 à Vauxbuin (02) soldat au 67e R.I.

JASSENY Adrien sous lieutenant né le 28/11/1896 mort pour la France le 08/06/1918 à Vic-sur-Aisne (02) sous-lieutenant au 9e Génie.

BEAUFORT Fernand capitaine né le 18/5/1890 mort pour la France 13/06/1918 dans l'Oise capitaine au 2e R Génie.

FONTEIX Joseph né le 25/05/1881 mort pour la France le 25/09/1918 à Mautes soldat au 3e escadron Train.

DUMONT Victor né le 16/11/1897 mort pour la France le 27/10/1918 à Abbécourt (02) soldat au 6e R Tirailleurs.

DAYRAT Benjamin né le 12/01/1898 mort pour la France le 21/11/1918 à Saint-Quentin (02) soldat au 249e Artillerie.

GUILLOT Félix né le 17/02/1886 mort pour la France le 21/11/1918 à Chalon (51) gendarme à la 9e Leg. Gendarmerie.

BROUSSE Félix né le 13/3/1875, mort pour la France x/x/1918.

L'année 1917 avait connu une accalmie dans les deuils, mais la guerre n'en finit pas. Les familles Piron et Fonteix perdent leurs seconds fils. L'armistice sera enfin signé le 11 novembre 1918, mais en cette dernière année, la commune de Mautes aura encore perdu huit hommes, dont un sous-lieutenant de 22 ans. La mort de deux soldats est déclarée dix jours après l'armistice ; l'un avait 20 ans, l'autre, engagé volontaire dans l'Armée, avait 32 ans.

1- DAYRAT Benjamin, François, Victor, mort le 21 novembre 1918. Fils de Pierre Dayrat, cimentier, et d'Augustine Cibiat, qui habitent d'abord le bourg, puis le village de Villevaleix, né le 12 janvier 1898.
1m74 – yeux gris noir – cheveux châtain foncé. Cultivateur.
Classe 1918 registre matricule n°1097 Guéret. Incorporé le 3 mai 1917 au 2e régiment d'Artillerie. Passé au 22e régiment d'Artillerie de Campagne le 1er mai 1918, puis placé au 249e régiment d'Artillerie le 20 mai 1918.
Décédé le 21 novembre 1918 à Saint-Quentin (Aisne) ambulance 2156 secteur postal 234, suites à maladie contractée en service.

2- GUILLOT Félix, Joseph, Eugène, mort le 21 novembre 1918. Fils de Marien Guillot cultivateur et Anne Citaire, du village de Naleichard, né le 17 février 1886 à Lyon.
1m65 – yeux verdâtres - cheveux blonds.
Cultivateur – gendarme.
Classe 1906 registre matricule n°1906 Guéret. Incorporé au 146e R.I. du 8 octobre 1907 au 25 septembre 1909 ; soldat de 2e classe, puis de 1re classe le 11 avril 1909.
Réengagé pour 3 ans à partir du 7 janvier 1911 au titre du 22e R.I. coloniale ; participe en 1911-1912 aux opérations dans le Maroc Occidental. Obtient la Médaille commémorative du Maroc.
Passe dans la Gendarmerie, 15e Légion d'Ajaccio à partir du 2 janvier 1914 après un réengagement d'un an. Pendant la guerre



il appartient à la 9e Légion de Gendarmerie.
Décédé à Chalons-sur-Marne le 21 novembre 1918, suite à maladies contractées en service. Inhumé à Chalons - carré militaire communal, tombe n°729, puis au cimetière de Mautes.

Benjamin Dayrat et **Félix Guillot** clôturent la liste des quarante morts de 1914-1918, liste lue tous les 11 novembre depuis 100 ans sur la place du village de Mautes.

Dominique Lecointre Montagne

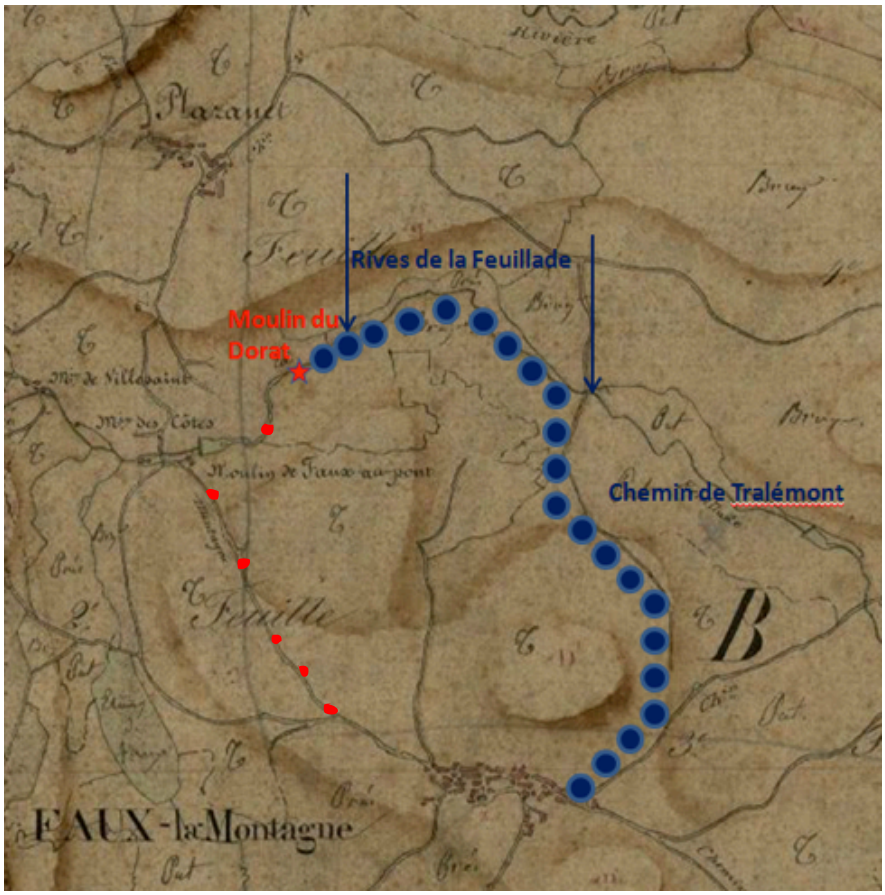
Le crime du moulin du Dorat en décembre 1918

Monique Lornac Sassatelli

L'auteure : Monique Lornac Sassatelli, adhérente depuis 1992 au C.G.H.H.M.L. (à l'époque) a toute son ascendance dans les 3 départements de l'ancienne région Limousin. En 1997, la Fédération française de généalogie lui attribue le 1er prix des arbres d'or, lors de la 1re biennale de généalogie à Paris.
De 1998 à 2004, elle est administratrice au Conseil d'administration du Cercle et anime pour les Franciliens de nombreuses réunions à la Bibliothèque généalogique de Paris (aujourd'hui fermée).
Son arbre généalogique paraît, énormément complété, dans la revue française de généalogie de novembre-décembre 2016.

Résumé : Dans les années cinquante, je passais toutes mes vacances scolaires dans la maison de ma grand-mère à Faux-la-Montagne. Lors de soirées, les événements du moulin sont souvent abordés et l'attitude d'Anne Degeorges est toujours admirée : cette femme blessée et choquée qui choisit le chemin le plus scabreux pour chercher du secours !
En ce centenaire du drame et celui de la fin de la Première Guerre mondiale, j'ai voulu démêler le *vrai* et ce que la transmission orale avait arrangé. J'ai ainsi découvert en recherchant la généalogie de ces victimes qu'elles avaient vécu dans les trois départements du Limousin.

Lors de la Première Guerre mondiale, le moulin du Dorat situé entre Faux-la-Montagne et le village Plazanet en Creuse, est composé d'une famille de quatre personnes : le meunier Henri Orliange, sa femme Anne Degeorges, leur fille, Eugénie Marie, âgée d'une vingtaine d'années et leur fils, Victor, absent car mobilisé. Cette famille n'est pas originaire de Faux (voir généalogie en annexe).
Il faut être au moins trois adultes pour alimenter jour et nuit le moulin à eau. En ce mois de décembre 1918, le meunier s'est absenté pour aller à la foire d'Eymoutiers à une vingtaine de kilomètres en Haute-Vienne. Son frère, Léonard Orliange, est venu aider les deux femmes.
Dans la soirée du 19 décembre 1918, un homme frappe à la porte. La meunière le connaît et lui ouvre. Il s'agit de François Roche qui habite Faux-la-Montagne, marié à Marie Chatou, il a des enfants et est sabotier. Il arrive avec un sinistre plan dans la tête : il est venu tuer les trois personnes présentes, puis il s'emparera de l'or que les meuniers possèdent et s'enfuira. Les meules n'étant plus alimentées de grain provoqueront par friction des étincelles qui mettront le feu au moulin. Donc plus de témoins et plus de preuves ; il pense avoir imaginer un crime parfait !
Les deux femmes comprennent le dessein de leur visiteur du soir. La jeune fille se débat mais va succomber aux coups de couteau (une dizaine selon l'autopsie). François Roche parvient aussi à tuer Léonard, le frère du meunier, qui dort dans une pièce attenante à la cuisine. La mère déjà blessée pour tenter de secourir sa fille, s'enfuit voulant chercher du secours à Plazanet, hameau le plus proche, mais elle ne peut



En bleu le chemin reporté sur le cadastre napoléonien, suivi par Anne Degeorge fuyant le meurtrier qui partira par le chemin balisé en rouge.

franchir la cascade d'eau trop haute. Elle a alors une idée lumineuse : dans un instant aussi dramatique, elle fait preuve d'une extraordinaire présence d'esprit.

Son mari est absent, son fils à la guerre, son beau-frère tué chez elle et sa fille en train de mourir… Elle décide de rejoindre le bourg de Faux-la-Montagne mais par le chemin dit de Tralémont plus long en temps car moins praticable que la route normale (voir schémas).

Elle pense à juste raison, que le meurtrier va chercher à la rattraper par cette route. Ce qu'effectivement il va tenter. Ne la trouvant pas, il comprend qu'il est perdu. Il passe chez lui pour obliger sa femme à jurer qu'elle ne parlera pas et il disparaît.

La meunière ensanglantée, épuisée et très choquée, arrive à la première maison en haut du bourg de Faux : c'est un café-restaurant. Tout d'abord incrédules et la croyant devenue folle, les propriétaires comprennent cependant le drame auquel elle a assisté. Elle est conduite au centre du bourg pour recevoir des soins mais elle supplie de revenir au moulin car elle craint que le feu ne détruise tout et surtout les siens.

Peu d'hommes sont présents car l'armistice vient juste d'être signé. Un adjoint au maire suivi de plusieurs femmes dont ma grand-mère maternelle, Jeanne Monteil (veuve de Pierre dit Paul Lafond) arrivent sur les lieux. Les meules continuent de tourner. La meunière trouve encore la force d'arrêter le mécanisme. Le moulin ne brûlera pas.

La police se rend sur place. Anne Degeorges, interrogée, dénonce sans difficulté le coupable qu'elle connaît parfaitement.

La presse relate les faits. La terrible nouvelle se répand de maison en maison. La peur s'empare de la population. Le meurtrier, en fuite, est prétendument vu un peu partout…



Le moulin du Dorat au début du xxe siècle. Qui sait si le couple Orliange n'est pas celui présent sur la photo ?
Collection MLS.

Une garde est organisée chaque nuit, les gens se barricadent... C'est un grand soulagement lorsqu'un pêcheur découvre François Roche dans la Vienne, une pierre au cou, en février 1919.
Reste à savoir ce que la communauté villageoise va faire de ce cadavre bien encombrant.
Qu'en faire? Lui donner une sépulture? L'enterrer sur place? Les villageois s'y opposent formellement. L'assassin sera enterré dans la fosse commune du cimetière de Faux et son convoi funéraire sera hué tout le long du parcours.
Nous étions en février 1919, la guerre restait dans toutes les mémoires avec son cortège de malheurs. Les gens auraient eu besoin de sérénité mais les consciences étaient durablement marquées.
Ce drame sera très souvent évoqué lors des veillées ; une chanson, complainte paysanne, sera même composée. C'est de là qu'en vient ce récit complété par des sources plus classiques.

Le moulin du Dorat n'est plus qu'une ruine où subsistent quelques vestiges au pied de la digue du barrage de Faux-la-Montagne. Le chemin qu'avait emprunté la meunière lors de sa fuite a été noyé dans le lac de ce barrage dans les années 1950.

Le fils Victor reviendra au pays. Henri Orliange et Anne Degeorges achèteront une petite propriété dans le bourg de Faux-la-Montagne et quitteront le moulin.
Anne est décédée en 1930 et Henri en 1943. Toutes les familles sont éteintes aujourd'hui. Ne reste dans l'histoire de Faux-la-Montagne que la magnifique inspiration d'Anne Degeorges pour survivre !

Monique Lornac Sassatelli

Sources

La mémoire orale.

Article paru dans le bulletin municipal de Faux n°19, automne-hiver, du 11-2012

Le journal *Réveil de la Creuse* classé aux A.D. de Guéret sous la référence 158T1-9, I A.D. de Limoges et de Tulle.

Sources pour les illustrations avec mes vifs remerciements :
Alain Pérel, Jacqueline Deschamps, André Bessette, Christiane Burdin.

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE ORLIANGE

Génération I

ORLIANGE Pierre, profession cultivateur. Né en 1789, décédé le samedi 31 mai 1856 à Tarnac, uni avec ORLIANGE Élisabeth. Un enfant est né de cette union : ORLIANGE Guillaume

ORLIANGE Élisabeth. Née en 1794, décédée le mardi 22 avril 1879 à Tarnac (19).

Génération II

ORLIANGE Guillaume. Fils de ORLIANGE Pierre et de ORLIANGE Élisabeth. À sa naissance, ses père et mère étaient âgés de 42 ans et 37 ans. Né le lundi 16 mai 1831, à Pérols-sur-Vézère (19), décédé le lundi 15 avril 1907 à Sussac (87), profession : scieur de long puis meunier. Il a épousé à l'âge de 27 ans, le dimanche 14 novembre 1858 à Tarnac (19), VAREILLETTE Léonarde, née le dimanche 25 octobre 1840 à Tarnac. 5 enfants sont nés de cette union : ORLIANGE Henri, ORLIANGE Léonard, ORLIANGE Jean, né le jeudi 9 janvier 1873 à Rempnat (87), ORLIANGE Virginie, née le mercredi 9 février 1876 à Rempnat (87), ORLIANGE Marie, née le samedi 3 août 1878 à Rempnat (87).

VAREILLETTE Léonarde. Fille de VAREILLETTE Léonard, et de VERDEAUX Marie. À sa naissance, ses père et mère étaient âgés de 33 ans et 26 ans. Née le dimanche 25 octobre 1840 à Tarnac. Elle est morte le 24 décembre 1902 à Sussac (87).

Génération III

ORLIANGE Henri. Fils de ORLIANGE Guillaume et de VAREILLETTE Léonarde. À sa naissance, ses père et mère étaient âgés de 33 ans et 24 ans. Né le mardi 1er novembre 1864 à Rempnat (87), décédé en 1943 à Faux-la-Montagne (23), profession : cultivateur puis meunier.
Il a épousé à l'âge de 23 ans, le lundi 13 février 1888 à Sussac (87) DEGEORGES Anne. Contrat de mariage devant Me REGAUDIE à la Croisille-sur-Briance. 3 enfants sont nés de cette union : ORLIANGE Victor, ORLIANGE Eugénie Marie, ORLIANGE enfant mort né.

DEGEORGES Anne. Fille de DEGEORGES Léonard, et de SAUTOUR Jeanne. Née le vendredi 16 décembre 1864 à Linards (87). *Blessée au moulin du Dorat le 19 décembre 1918* est décédée à Faux-la-Montagne en 1930.

ORLIANGE Léonard. Fils de ORLIANGE Guillaume et de VAREILLETTE Léonarde. À sa naissance, ses père et mère étaient âgés de 39 ans et 29 ans. Né le mercredi 28 septembre 1870 à Rempnat (87), décédé le jeudi 19 décembre 1918 à Faux-la-Montagne (23), profession : meunier. Il a épousé à l'âge de 31 ans, le samedi 3 mai 1902, DELANNE Marie.
Assassiné au moulin du Dorat de Faux-la-Montagne le 19 décembre 1918, à 48 ans.

DELANNE Marie.

Génération IV.

ORLIANGE Victor. Fils de ORLIANGE Henri et de DEGEORGES Anne. À sa naissance, ses père et mère étaient âgés de 29 ans et 28 ans. Né le mercredi 29 novembre 1893 à Sussac (87), décédé le mardi 12 octobre 1976 à Faux-la-Montagne (23). Classe 1913, matricule 1626 dossier 1R574. Il a épousé à l'âge de 25 ans, le mardi 24 juin 1919 à Faux-la-Montagne (23), LACHAUD Jeanne. 3 enfants sont nés de cette union : ORLIANGE Louise, ORLIANGE Émile, ORLIANGE Suzanne.

LACHAUD Jeanne.

ORLIANGE Eugénie Marie. Fille de ORLIANGE Henri et de DEGEORGES Anne. À sa naissance, ses père et mère étaient âgés de 32 ans et 31 ans. Née le dimanche 15 novembre 1896, à Sussac (87), décédée le jeudi 19 décembre 1918, à Faux-la-Montagne (23).
Assassinée au moulin du Dorat de Faux-la-Montagne le 19 décembre 1918, à 22 ans.

ORLIANGE enfant mort né, le 23 octobre 1903, à Faux-la-Montagne.

Pierre Fargeaud, avocat

Le Limousin est une respiration. . .

Propos recueillis par Jean-Jacques Mauriat



Pierre Fargeaud est un jeune avocat limougeaud. Inscrit au barreau de Limoges, il est membre du Conseil de l'Ordre et enseignant à la faculté de droit. Sa spécialité est le droit des auteurs et de l'internet. Il a la parole directe, et le raisonnement limpide. Privilège de cette génération qui considère comme il le dit lui-même qu'elle est née « heureuse » et « insouciante ».

C'est peut-être pour cela que ce jeune homme a une forte ambition... Ambition pour le Limousin, plus encore que pour sa ville dont il dit qu'il est « triste du sort qui lui est fait ».

Pierre Fargeaud est un jeune Limousin terriblement fier de sa terre.

JJM

D'onte ses, d'où êtes vous ?

Je viens d'Aixe-sur-Vienne, où j'ai vécu toute mon enfance mais je suis né à Limoges le 11 juin 1976. Je suis le plus jeune d'une fratrie de 3 enfants.

Mon père était médecin généraliste à Aixe. Il est né à Aubusson mais sa famille vient de Saint-Léonard-de-Noblat. Du côté de ma mère nous sommes originaires de Flavignac ou de Gorre. Au plus loin que je puisse remonter nous sommes Limousins, et pour l'essentiel Haut-viennois.

Mon nom lui-même est originaire du Limousin. D'après M. Lavalade, un linguiste spécialiste de langue occitane, Fargeaud se dit de celui qui travaille à la forge, à la différence de Fargeot qui est celui qui vit à côté de la forge.

L'arbre généalogique qui avait été fait par mon grand-père paternel permet de remonter jusqu'en 1485… Ma famille a évolué dans la bourgeoisie et dans le monde marchand ou des professions libérales. Ce sont des indépendants… Une psychologie importante dans la mentalité des Fargeaud.

Du côté de ma mère, nous avons évolué dans un monde paysan qui a fait de mes grands-parents des instituteurs.

Que vos parents souhaitaient-ils pour le jeune Pierre ?

J'ai reçu une éducation avec beaucoup de bienveillance, et je pense qu'ils souhaitaient simplement que je sois heureux. Une enfance idéale. En revanche je pense qu'ils n'avaient, pour moi, aucun désir professionnel. J'ai 7 ans avec mon frère aîné et 5 ans avec ma sœur. Ce n'est pas une très grande différence, mais nos parents s'occupaient surtout des aînés, et me laissaient très

autonome.
Lorsque j'étais collégien je voulais être journaliste… Je faisais des petits journaux dans les foyers… Ensuite j'ai pensé m'orienter vers la bio technologie. Mon père m'a permis de faire un stage au CHU, mais mes capacités en sciences étaient limitées. Je me suis donc réorienté vers le journalisme. Cependant j'ai tout de même fait une première année de médecine. Je voyais comment les patients avaient apprécié mon père, et je trouvais la relation patient praticien intéressante et humainement épanouissante. Mais je n'avais pas les capacités.
Je suis alors allé voir des copines à la fac de droit. J'ai assisté au cours. Et l'année suivante je me suis inscrit en droit.

Votre ascendance vous conduit vers le droit…
Mon grand-père paternel était avocat. Il est décédé quand je suis né. Mais il reste une figure tutélaire dans la famille. Un personnage, bon vivant qui aimait manger et boire, mort à 64 ans. Ma grand-mère me parlait de lui… Elle est morte quand je me suis inscrit en faculté de droit. Elle était très fière que je fasse du droit et que je suive les pas de mon grand-père : Jean-Louis Fargeaud.
En fait le métier d'avocat est une image d'Épinal. Il faut y avoir touché pour se rendre compte de ce dont il s'agit. J'ai retrouvé dans le droit ce qui m'avait plu dans l'idée d'être journaliste : la recherche, l'enquête… Trouver des preuves. Cette démarche intellectuelle m'a plu et j'ai eu l'occasion de plaider en faisant le concours René Cassin à Strasbourg dans le cadre de mes études. Je me suis mis dans la peau de ce métier et j'ai attrapé le virus.

Lorsque vous regardez votre ascendance, quel sentiment cela vous inspire ?
Je regarde mon ascendance comme une somme d'expérience. J'essaie de regarder ce que chacun des mes ascendants a pu faire, a pu accumuler comme expérience. Car je crois que cela explique une partie de ce que l'on est. C'est une approche sociologique de la généalogie. J'ai l'impression de connaître un peu tous ces gens qui m'ont précédé.

Est-ce qu'ils vous obligent ?
Oui parfois. Ce n'est pas un poids, mais on est redevable. Cette généalogie dont on est le résultat, fruit de toutes ces expériences accumulées, me conduit parfois à penser : qu'est-ce que mon grand-père notamment qui fut avocat, qu'est-ce qu'il aurait fait ou pensé. Même si je ne l'ai pas connu.
Ce fut souvent l'objet de discussions avec mon père qui me disait, ne reste pas avocat généraliste comme ton grand-père. J'ai connu un grand avocat pénaliste sur Limoges qui lorsqu'il m'a rencontré me disait « Pierre Fargeaud…, tu ne fais pas du droit pénal ! ». Dans son esprit en qualité de petit-fils du bâtonnier Fargeaud, je ne pouvais pas ne pas faire du droit pénal…
Je ne sais pas si je dois être complexé par rapport à cela, ou si, écoutant mon grand-père qui m'aurait dit « Non… il ne fallait pas que tu fasses du droit pénal… »
Finalement je suis très content de faire du droit des affaires, du droit des auteurs, du numérique, des choses qui ne se font pas ailleurs. Mais je garde cette paradoxale frustration de ne pas avoir fait de droit pénal. Je garde avec ce grand-père que je n'ai jamais rencontré, une relation particulière. Je porte avec ma robe d'avocat, l'hermine qu'il portait avec sa dernière robe.

Vos choix d'homme. Compte tenu de votre année de naissance, vous êtes le fruit d'une période heureuse.
Je pense que cette réalité a influé sur ce que je suis aujourd'hui. Nous n'avions pas à nous inquiéter de l'avenir. Les parents faisaient des enfants, prenaient des emprunts… C'était une vie heureuse. Mon père médecin généraliste gagnait bien sa vie. J'ai senti par rapport à la lignée dont je suis issu, que nous vivions une période privilégiée.
Psychologiquement je ne serais pas ce que je suis si je n'avais pas eu cette protection. Cela donne une sorte d'insouciance et l'on se dit qu'il ne peut rien nous arriver de mal. Nous sommes dans un pays où tout va bien. Je le dis souvent à mes clients :



Pierre Fargeaud, « je suis plus heureux avocat à Limoges, que je ne l'aurais été à Paris ». Photo GB.

- Nous sommes en France. Même si demain votre entreprise est en liquidation judiciaire, vous ne serez jamais à la rue. Nous avons aujourd'hui des mécanismes qui nous permettent de se raccrocher.
J'ai conscience de cette réalité qui pour moi, prolonge une enfance très heureuse. Je n'ai donc pas peur de l'avenir. Je pense qu'on s'en sortira toujours.

Vous avez toujours vécu en Limousin qui est globalement un pays pauvre… Mais vous étiez riche dans ce pays pauvre.
De cela je n'ai jamais eu vraiment conscience. Car si j'ai côtoyé les petits bourgeois de Limoges, je considérais qu'il n'y avait pas à faire de différences entre les uns et les autres. Je ne voulais pas afficher des signes extérieurs de richesse ou de bourgeoisie. J'ai gardé des liens forts avec mes copains d'Aixe. Nous avions une simplicité et une proximité qui, un jour, m'a fait vouloir quitter Paris où je suis resté 8 ans et revenir vivre à Limoges.

Lorsque vous avez eu à faire des choix d'hommes, le Limousin s'est imposé…
Il s'est imposé sans doute malgré moi. Car après mes études je suis parti vivre et travailler à Paris au sein d'un cabinet d'avocats.
Quand je suis revenu j'ai vécu cet épisode un peu comme un échec, mais je ne voulais pas le vivre comme ça. Après avoir quitté le Limousin… Avoir vécu à Paris et vu ce que c'était. Je n'avais pas forcément envie de revenir à Limoges. Quand je suis revenu j'avais 35 ans et deux enfants. Je considérais que Paris était une perte de sens. Que je n'étais pas au bon endroit au bon moment.

Être avocat au barreau de Paris est pourtant sans doute plus gratifiant que de l'être au barreau de Limoges…
Oui mais c'est un leurre. En tout cas aujourd'hui je suis plus heureux avocat à Limoges que je ne l'aurais été à Paris. La réussite professionnelle ce n'est pas un titre.

Comment voyez-vous votre avenir à Limoges ?
(Long silence...) Aujourd'hui je suis à Limoges et je ne me pose pas la question de savoir ce que je ferai dans 5 ou 10 ans ; je sais que je veux demeurer à Limoges. Je ne suis pas prisonnier de cette ville, même si Limoges reste mon point d'attache.

L'avenir de la Cour d'Appel de Limoges est incertain ?
Je crois que c'est la justice qui est en train de changer. Le métier d'avocat accompagne la Justice, mais ce qui est en train de se passer à Limoges se passe un peu partout. Notre métier change. Mon incertitude est liée à ce que sera notre métier d'avocat dans 5 ou 10 ans.
En fait, on en vient à une justice technicienne. Si je travaille dans une spécialité technique, je reste un avocat qui parle, peu plaider, enquêter, garder une relation avec nos clients… Mais si l'on en vient à une justice purement technicienne où l'on dépose un dossier. Où l'échange n'existe pas. Où le juge rend sur pièce une décision… Il n'y a plus d'humain.
La médecine semble évoluer de la même manière, et je me félicite de ne pas avoir pu poursuivre. Mon père m'avait dit, surtout ne fais pas ce métier, il est en train de devenir un métier de technicien.

Vous travaillez sur le droit et son application aux réseaux sociaux dont Élisabeth Badinter disait qu'ils sont une forme dévoyée du débat public.
Je suis assez d'accord car il s'agit d'un débat public sans la confrontation. On en revient à l'aspect humain. Quand on parle à un juge, quand on plaide pour un client, il n'y a pas que le fond du dossier, il y a tout ce que l'on ressent dans la relation humaine. Avec les réseaux sociaux, le gros problème est qu'il n'y a pas de dialogue possible. On écrit sans percevoir la réaction de son interlocuteur. Il s'agit de fausse relation humaine car il manque un aspect essentiel : le contact.
Les réseaux sociaux se sont développés hors du champ classique du forum ou du café du commerce. Y prennent aujourd'hui la parole, ceux qui jusque là gardaient le silence.
Il est intéressant sur Twitter, de voir diffuser des propos particulièrement abjects. Jamais des propos aussi méprisants, insultants, racistes, ne seraient tenus dans un débat public. Mais de façon paradoxale ces propos sont le fruit de la liberté d'expression que l'on doit pouvoir renforcer par ses limites : la diffamation, l'injure publique. Cela doit permettre de tester jusqu'où on peut aller dans la liberté d'expression. Sauf qu'il faut pour cela un pouvoir judiciaire très fort, qui puisse poser des jalons. On manque aujourd'hui de juges qui osent trancher, parfois violemment, pour sanctionner des propos qui sont outrageants.
Imaginer qu'une telle pratique ait pu se développer pendant la dernière guerre, à quelque chose d'effrayant.

Qu'est-ce que le Limousin pour un homme de votre génération ?
Le Limousin c'est une respiration. Une bulle d'air. L'espace. On ne peut pas comparer Paris et Limoges. À Paris tout est beau : la tour Eiffel, l'Arc de Triomphe, le pont Alexandre III. Tout est beau. C'est une ville musée.
Ici on est tout de suite à la campagne… on respire… Les arbres, les rivières, la forêt. C'est ça le Limousin.

Quel est le mot qui vous vient à l'esprit pour qualifier le Limousin…
Indépendance. Indépendance forcée. La Nouvelle-Aquitaine nous laisse tomber. Alors nous nous devons à l'indépendance. Il n'y aura jamais d'équité territoriale. Je ne crois pas du tout au ruissellement cher à Emmanuel Macron et repris par Alain Rousset avec la Nouvelle-Aquitaine.

Hubert Védrine disait, la Nouvelle-Aquitaine est une chance pour Limoges et un pari pour la Creuse…
Je ne suis pas d'accord. Après tous les débats sur la place du Limousin dans la Nouvelle-Aquitaine, j'ai le sentiment qu'il n'en est resté qu'une terrible injustice territoriale. On ne peut rien faire entre Paris et Limoges, Paris sera toujours plus beau… Rien faire

entre Bordeaux et Limoges… Limoges est petite, enclavée et n'a pas eu les politiques qu'elle méritait, nous avions plein d'atouts. J'aime beaucoup Bordeaux qui est une très belle ville que l'on voit s'épanouir, mais j'ai mal au cœur pour Limoges. C'est injuste.

Que pensez-vous des hommes et des femmes de ce pays ?
Ils sont complexés parce qu'ils ne sont pas allés voir ailleurs. Ils passent pour des arriérés et ne font pas grand chose pour lutter contre ça.

Il y a une sorte de fatalisme de l'échec ?
C'est le syndrome de la femme battue ou de l'enfant battu. «Je suis nul» parce que tout le monde me dit que je suis nul. On aime bien se faire du mal, répéter que nous ne sommes pas bons, que nous sommes enclavés… C'est en fait le meilleur moyen de ne rien faire.

Qu'est-ce qui vous semble important dans cette région ?
C'est la résistance. On a peu de moyens, mais peut-être serons-nous dans la Nouvelle-Aquitaine, les gardiens du Temple. La mise en avant de la ruralité par la Creuse est intéressante parce qu'elle va un jour attirer ceux qui se retrouvent dans ces valeurs.
Je crois que l'on peut valoriser cette ruralité parce que je crois que ce n'est pas la richesse qui fait la réussite.

Qu'est-ce que vous n'aimez pas dans le Limousin ?
Le défaitisme. L'absence d'une politique ambitieuse. La logique du plaçou a tué toute ambition.

Quels sont les Limousins dont vous appréciez le parcours ?
Martin Nadaud, le maçon de la Creuse. Quand on est à Paris, boulevard Haussmann, on voit tout ce que nos ancêtres ont réalisé... Nous avons tous des ancêtres maçons, on voit, à Paris, tout ce que les Limousins ont apporté à cette ville capitale.

Vous êtes fier d'être Limousin ?
Oui. Tout le monde sait que je suis Limousin. À Paris j'ai toujours été marqué comme ça. Je parlais sans cesse de Limoges à mes amis et je leur disais, vous m'oublierez sans doute, mais chaque fois que vous entendrez parler de Limoges vous vous souviendrez de moi !

Vous êtes père de famille, aimeriez-vous voir vos enfants s'inscrire dans l'histoire du Limousin.
Oui, je pense que ça me plairait.

Vous aimeriez faire de la politique ?
Oui. Je pourrais encore, je ne suis pas trop vieux, mais j'ai peur d'en être déçu. Je préfère garder l'image d'une possibilité d'agir…

Portrait chinois.
Si le Limousin était un arbre.
Ce serait un châtaignier… Mais je voudrais un arbre protecteur… peut-être le chêne sous lequel on rendait la justice…

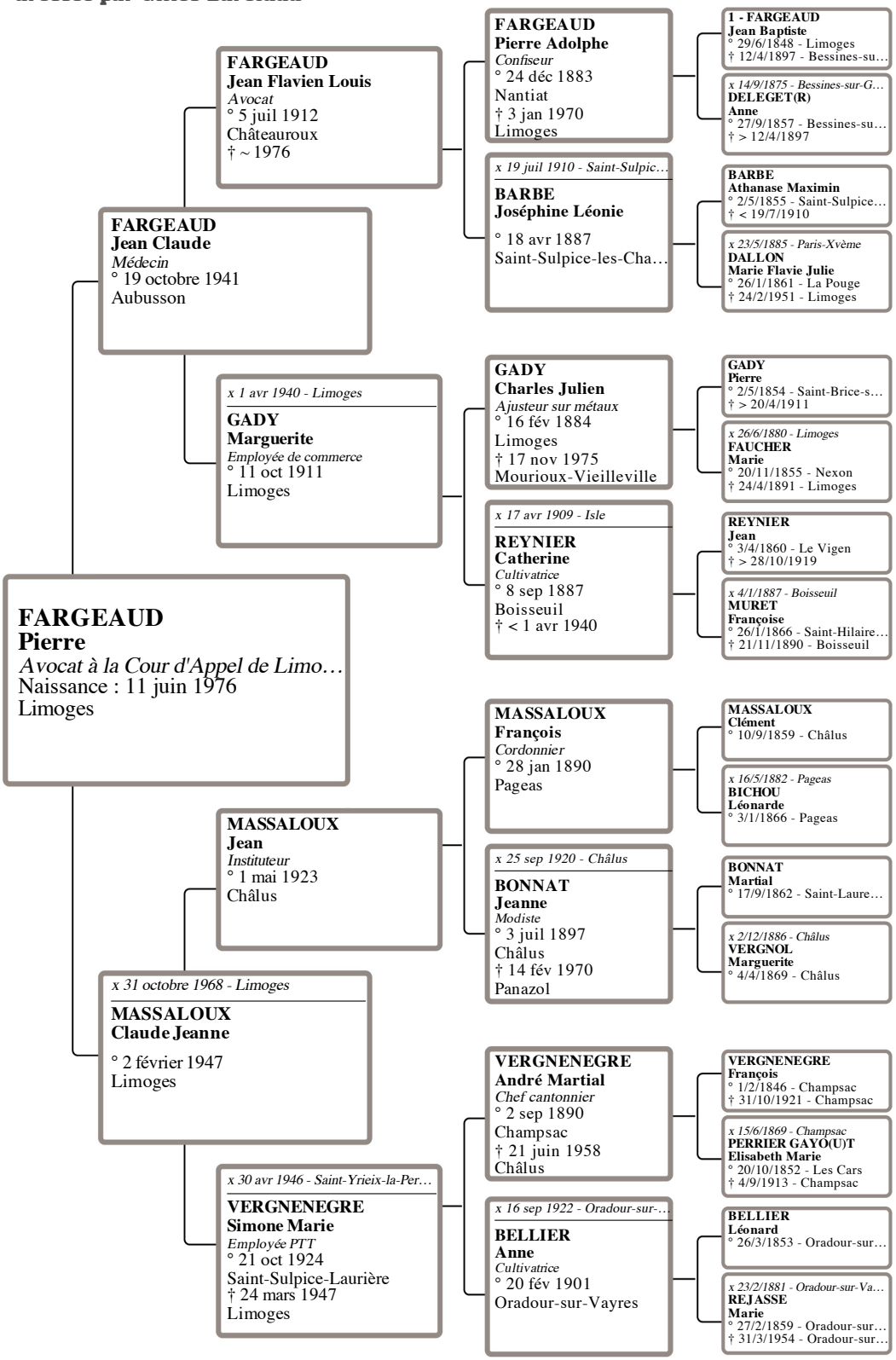
Si le Limousin était un animal.
Un lion, comme le cœur de Richard…

Si le Limousin était un rêve…
Voler, s'envoler, que le Limousin prenne son essor.

Propos recueillis par Jean-Jacques Mauriat

GÉNÉALOGIE DE PIERRE FARGEAUD

dressée par Gilles Barelaud



BULLETIN D'ABONNEMENT À "D'ONTE SES"

REVUE D'HISTOIRE ET GÉNÉALOGIE DES LIMOUSINS

Éditée par le Cghml

Je soussigné M. ou Mme _

Demeurant : _
_ _
_ _
_ _

Pour me permettre de recevoir les Bons de souscription des publications hors-séries de D'Onte ses, je donne mon adresse courriel :

_ _

SOUHAITE M'ABONNER À LA REVUE SEMESTRIELLE "D'ONTE SES" ÉDITÉE PAR LE Cghml

cochez les périodes d'abonnement qui vous intéressent

◊ **Abonnement à la revue "D'onte ses" histoire et généalogie des Limousins deux numéros par an : 25€ (au lieu de 32€) et j'économise 7€**
sortie en avril et novembre de chaque année, frais de port inclus en France métropolitaine

◊ **Abonnement à la revue "D'onte ses" histoire et généalogie des Limousins quatre numéros pour deux ans : 48€ (au lieu de 64€) et j'économise 16€**
sortie en avril et novembre de chaque année, frais de port inclus en France métropolitaine

Fait à le (date) Signature

Ci-joint le règlement de mon abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT À RETOURNER À :
CGHML
D'ONTE SES
54, RUE PIERRE ET MARIE CURIE
87000 LIMOGES
OU ABONNEMENT EN LIGNE SUR LE SITE : www.cghml.fr

D'ONTE SES
LES HORS-SÉRIE N° 21 À 24
BON DE SOUSCRIPTION

N° 21 - LE TRÉSOR DE VENTADOUR (2e PARTIE)

de Philippe Florentin

Les Archives Nationales détiennent trois des inventaires du Trésor de Ventadour, lequel n'est pas très ancien car les pièces originales du XIIIe siècle y sont peut nombreuses. Les deux premiers inventaires se réfèrent aux mêmes documents, cotés et paraphés, ce qui en assure la traçabilité, et le deuxième, déjà publié (Hors-série D'onte ses, mars 2011, Philippe Florentin, *Le Trésor de Ventadour*), m'a toujours semblé être le plus agréable à compulser, car il a été rangé par terres et seigneuries pour en faciliter l'usage et le recours aux originaux. Le premier inventaire, moins soigné que le deuxième (premier publié), est pourtant celui qui en a permis la rédaction ultérieure.

prix exceptionnel : 20€

N° 22 - CONNÉTABLIE ET MARÉCHAUSSÉE EN LIMOUSIN

de Philippe Florentin

Dans les lettres patentes, on trouve essentiellement les lettres de provision (nomination) des divers officiers (fonctionnaires) royaux pour la connétablie et la maréchaussée. C'est un gisement de «données mortes» qu'il s'agit de réveiller, tâche à laquelle, chacun le sait, je me suis attelé depuis des années. Ce sont cette fois 773 notices que nous livrent les 187 cotes consultées, qu'en bon Limousin j'ai émaillé de plusieurs transcriptions intégrales ou partielles de documents intéressants et de 8 cachets bien conservés au cœur du «moelleux» des sentences.

prix exceptionnel : 15€

N° 23 - LES ENFANTS D'AIXE-SUR-VIENNE MORTS POUR LA FRANCE 1914-1918

de Jeanne Perette-Masboeuf et Jean-Jacques Mauriat

La ville d'Aixe-sur-Vienne compte trois lieux de mémoires. Croisant les noms ce recueil rassemble 136 noms de soldats, sous-officiers et officiers morts pour la France entre 1914 et 1918. Le monument aux morts de la ville a été érigé en 1923 et compte 124 noms.

prix exceptionnel : 15€

N° 24 - LES MINUTES NOTARIALES DE JEAN TOUYERAS DE SAINT-AUVENT - 1738

de Monique Gallais

Le notaire Jean Touyeras, exerce sa charge à Saint-Auvent (Haute-Vienne) de 1738 à 1782, il l'acquiert auprès du notaire Louis Delaroche, son prédécesseur et beau-frère, époux de Anne Touyeras sa sœur. Il est fréquent que les études soient des affaires familiales. Les 69 minutes transcrites dans ce recueil, correspondent à la seule année 1738.

prix exceptionnel : 12€

BON DE SOUSCRIPTION

D'ONTE SES LES HORS-SÉRIES

Je soussigné M. ou Mme _

Demeurant : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Les Hors-séries de D'onte ses :

Les mélanges Marchois et Limousins

N°1 *Le cartulaire de Saint-Barthélémy de Bénévent* - 2011 Philippe Florentin

N°2 *Marchois et Limousins au Parlement civil de Paris 1395-1571* - 2011
Philippe Florentin

N°3 *Le trésor de Ventadour 1re partie* - 2011
Philippe Florentin

N°4 *Tarnac sous la restauration, le recensement de 1827* - 2011
Brigitte Favrie-Banette

N°5 *Siège et traité de Gimel 1594* - 2013
Philippe Florentin

N°6 *Minutes notariales de Corrèze perdues et retrouvées 1443-1595* - 2013
Philippe Florentin

N°7 *Marchois et Limousins au Grand conseil 1501- 1599* - 2014 Philippe Florentin

N°8 *Accords marchois et Limousins 1300-1713* - 2015 Philippe Florentin

N°9 *Marchois et Limousins au Parlement criminel de Paris 1312-1567* - 2015
Philippe Florentin

N°10 *Marchois et Limousins au Grand conseil 1600- 1650* - 2016 Philippe Florentin

N°11 *Marchois et Limousins au Grand conseil 1651- 1700* - 2016 Philippe Florentin

N°12 *Minutes notariales de Creuse perdues et retrouvées*- 2016 Philippe Florentin

N°17 *Guillaume Robert et le secret des Templiers*
Un moine limousin contre l'ordre du Temple
2017 - Philippe Florentin

N°20 *Marchois et Limousins au Grand conseil 1701-1791* - 2018
Philippe Florentin

Mémoires de guerre des Limousins

N°13 *Des hommes et des chevaux dans la Grande Guerre*
du dépôt de remonte de Saint-Junien au Haras national de Pompadour - 2015
Collectif

N°14 *Les enfants de Saint-Auvent morts pour la France 1914-1918* - 2016 Monique Gallais

N°16 *Les enfants de Saint-Priest-sous-Aixe morts pour la France 1914-1918* - 2016
Monique Gallais

N°18 *Les enfants de Verneuil-sur-Vienne morts pour la France 1914-1918* - 2017
Monique Gallais

N°19 *Les enfants de Faux-la-Montagne morts pour la France 1914-1918* - 2018
Brigitte Caloo
Christiane Burdin

La terre des Limousins

N°15 *Les Salviat la vie dans le nom 1600-2000*
Michel Cousin